

« Les filles du coin »

Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural

Sociabilités dans l'espace local rural populaire

YAËLLE AMSELLEM-MAINGUY

- **Chargée d'études et de recherche, INJEP**
- avec la collaboration de **Sacha-Gaspar VOISIN**,
ingénieur de recherche, EHESP



**« Les filles du coin »
Enquête sur les jeunes femmes
en milieu rural**

Sociabilités dans l'espace local rural populaire

*Yaëlle Amsellem-Mainguy,
avec la collaboration de Sacha-Gaspar Voisin*

Pour citer ce document

Amsellem-Mainguy Y., 2019, avec la collaboration de S-G Voisin, « *Les filles du coin.* » *Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural. Sociabilités dans l'espace local rural populaire*, INJEP Notes & rapports/rapport d'étude.

Remerciements

Nous remercions tout d'abord toutes les jeunes femmes qui ont accepté de prendre du temps, de discuter, de répondre aux entretiens, de faire visiter leur village, leur foyer de jeunes, leur maison et de présenter leurs ami·e·s, parfois leurs parents. Toutes les jeunes femmes qui ont accepté d'ouvrir leurs intérieurs et leur territoire à la sociologie et qui nous ont envoyé des photos et des nouvelles tout au long de la recherche et par la suite.

Merci aux professionnel·les – travailleur·se·s de jeunesse, aux parents, aux élu·e·s locaux et services jeunesse de municipalité sans qui cette recherche aurait été bien plus compliquée à organiser et à réaliser, et qui ont fait confiance à deux sociologues venus de Paris pour comprendre et rendre compte des conditions de vie et de sociabilités des jeunes femmes vivant sur leurs territoires.

Plus précisément, cette recherche n'aurait pu voir le jour sur la presqu'île de Crozon et l'Aulne maritime sans le soutien indéfectible de la CAF29 et de la communauté de communes ainsi que les équipes des structures suivantes : le centre social Ulamir de Crozon et l'accueil parent-enfant Babigou, la maison de l'enfance et de la famille Baradozic de Pont de Buis, la mission locale de Crozon, les différents foyers des jeunes (Lanvéoc, Telgruc, Argol/Landevennec, Camaret, Pont-de-Buis). En Chartreuse nous avons reçu l'aide de l'AADEC dans les hameaux des Entremonts, le PAJ dans la plaine du Guiers, les élus de la communauté de communes Cœur de Chartreuse, la responsable de la politique enfance-jeunesse à la communauté de communes Cœur de Chartreuse et l'équipe éducative du collège Béatrice de Savoie des Échelles. En pays de Gâtines, rien n'aurait été envisageable sans la motivation et le soutien de la MSA et de la maison des ados, des missions locales de Parthenay et Bressuire, du PAJ d'Airvault et du Foyer des jeunes de Vasles mais aussi du lycée polyvalent Maurice-Genevoix de Bressuire. Dans les Ardennes, cette enquête a été largement possible grâce au centre social d'Orzy, au lycée polyvalent Jean Moulin, à l'association revinoise d'éducation et de loisirs, au collèges Les Aurains et à l'école de la deuxième chance de Fumay, au foyer de jeunes de Bogny-sur-Meuse et au pôle social de Nouzonville.

Merci également à Benoit Coquard pour la motivation initiale de cette enquête et au soutien d'Arthur Vuattoux tout au long de l'enquête épique, merci à Nicolas Renahy pour le titre de sa thèse qui est ici décliné au féminin.

Merci enfin aux équipes de l'EHESP (Claudine Valtat, Kerri Anne Pierre, Éric Le Grand) et de l'INJEP, en particulier aux collègues de la mission études et recherche dont certains ont été amenés à lire et relire des parties de ce rapport, ainsi qu'à Astou Top Babou et Adeline Derouet pour leur patience au cours des multiples déplacements, ordres de mission et états de frais.

Spécial merci à Marianne Autain qui a entendu, lu et supporté l'enquête de ses débuts jusqu'à la finalisation de ce rapport.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
Questionnements initiaux	9
I. PRESENTATION GENERALE DES DONNEES ET METHODOLOGIE.....	13
1. Prendre en compte l'hétérogénéité des territoires ruraux.....	13
Présentation générale des quatre territoires d'enquête	14
Ruralité subjective et réalités sociales	18
2. Présentation du corpus d'entretiens.....	18
Les matériaux.....	19
Présentation générale des jeunes femmes rencontrées.....	20
II. TERRITOIRE ET FAMILLES	29
1. Construction subjective de la ruralité et de ses caractéristiques	29
La « campagne », une acception variable.....	30
Avoir des voisins ou pas : l'expression de l'isolement	32
Le bourg, le village et les petites villes : centralités et rivalités	35
« La cité à la campagne »	39
2. Construction du rapport à l'« ici » au gré des inscriptions familiales	40
« Je suis pure beurre » : familles « hyper locales » et interconnaissance	41
Venir d'une famille « pas vraiment d'ici » et pourtant.....	44
Familles mobiles et précaires	47
« Partir seule » et « se poser » en milieu rural.....	49
3. « Être la fille de... » : quand la notoriété des familles participe à l'intégration des jeunes femmes	51
Les institutions « traditionnelles » de la sociabilité locale	51
Sociabilités locales alternatives et entre soi : la place faite aux « nouveaux ».....	57
III. COMPOSITION ET RECOMPOSITION DES GROUPES D'AMI·E·S AU FIL DE L'ADOLESCENCE.....	59
1. « Dans ma bande de copines il y a... »	59
Les sociabilités masculines, un repère dans la définition du groupe de copines	60
Décrire son groupe par opposition : « nous et les autres filles »	61
Imaginaire de la « racaille » : « les autres jeunes »	63
2. Avoir une bande de copines « pilier ».....	64
Mixité sexuée dans les groupes de pairs	64
Des relations amicales « choisies », mais liées aux sociabilités familiales	66
Évolution de la composition du groupe d'amie·s au rythme du parcours scolaire	67
3. Quand les accidents de la route donnent à voir les réseaux d'amitié	72
Mila et Steeven, un couple local et populaire que la route est venue séparer.....	72
Laure et Mickaël, un couple « pas d'ici » peu populaire, et un accident « pas étonnant »	74
4. « Moi, j'ai besoin de personne, je suis bien seule »	76
« Si, si, je peux rester toute seule... avec mon copain »	76
« Qui n'invite pas, n'est pas invitée » : quand la pauvreté isole des autres jeunes.....	77
Des pratiques minoritaires qui marginalisent du groupe des jeunes femmes du coin.....	80

IV. PARCOURS SCOLAIRES, PREMIERS BOULOTS ET SOCIABILITES 81

1. Primaire et collège : une expérience commune et locale	81
Dans les villages, des écoles petites, tournées vers le territoire et avec une forte interconnaissance	81
Le collège du coin : première étape dans l'agrandissement du territoire « proche »	83
2. Le passage au lycée, l'orientation et la redéfinition de son territoire « proche »	87
Partir du coin : « l'internat, une expérience à vivre »	88
« En partant à l'internat... forcément, tu te demandes comment va faire ta mère »	89
L'internat : « un truc à vivre » qui peut devenir « l'horreur »	92
3. Orientation scolaire, offre locale : « faire avec » les conseils des mères et le groupe de pairs.....	94
Des compétences acquises dans la famille à l'orientation vers des filières genrées	95
La mère, les potes et le petit ami : implication de l'entourage dans l'orientation	99
« T'as déjà vu un poste "recrute philosophe" ? » : le pari des filières courtes	101
Expérimenter l'université, la ville et la solitude	102
4. Marché du travail <i>versus</i> offre disponible	103
« Partir » pour trouver un emploi : injonction à la mobilité	103
Des parcours d'insertion marqués par l'intérim, les contrats courts et des conditions de travail difficiles.....	107
Une division genrée des emplois pourvus constatée par les jeunes femmes.....	109
L'impossibilité à trouver dans sa branche : se « retourner » vers l'aide à la personne, la grande distribution, l'animation et les métiers de la sécurité.....	111
Faire une pause dans la formation, enchaîner les petits boulots... entre choix et contrainte	114
Des premiers jobs liés au tourisme aux territoires sans touristes et « sinistrés »	116
Être patronne de soi-même : un rêve épuisant.....	117
La création comme débrouille dans l'espace domestique.....	119
Ce que devient l'argent du travail.....	121

V. OCCUPER SON « TEMPS LIBRE » EN MILIEU RURAL123

1. « Ici, il n'y a rien à faire pour les jeunes » : des loisirs contraints par une faible mobilité.....	123
La nature : un idéal pour l'enfance qui ne suffit plus dans la jeunesse	123
Le bourg et ses magasins qui « servent à rien »	125
« Faire avec » : des ruses en attendant le permis de conduire	126
Le permis, la voiture... une autonomie au service du groupe	129
« Les deux-roues, c'est pas trop pour les filles »	130
L'auto-stop un interdit de genre et de classe.....	131
2. Être sportive en milieu rural : expérience des inégalités de genre	133
Équipements et entraîneur-se-s : implication des familles et ruptures dans les pratiques.....	134
3. Des activités populaires inscrites dans les sociabilités locales	136
« Retourner » pour « faire vivre » le foyer des jeunes : participation dans la vie locale	136
De la zumba au loto : l'entre-soi féminin hors des maisons	138
Investir des bastions « masculins » sur le temps des loisirs	139
4. « Profiter » de son temps libre : des réalités contrastées.....	140
Des pratiques numériques des jeunes populaires	141
Rester chez soi, aller chez l'autre : le domicile au cœur des pratiques juvéniles féminines	142
Un espace domestique élargi : les domiciles des autres « pour faire la société »	143
Retrouver les ami-e-s « dehors » : l'espace public au village.....	145

5. Sorties en ville : (re)faire partie de la jeunesse	146
Aller au bar quand on est une fille : stratégies dans les choix des lieux fréquentables.....	148
Les « bonnes boîtes de nuit »	149
VI. RELATIONS AMOUREUSES, VIE SEXUELLE, ENTREE DANS LA VIE	
CONJUGALE ET POIDS DE L'INTERCONNAISSANCE.....	151
1. « Être avec » : choix du partenaire et biais de l'interconnaissance.....	152
« Ici tout se sait »	152
« Celle qui aime les Noirs » : racisme et rappel à l'ordre de genre	158
Ne pas être hétérosexuelle... les filles LBT en milieu rural	161
2. « Célibataire » ou « en couple » : force de la norme conjugale	164
Quand le célibat devient « gênant »	165
Mise en couple et installation : entrer dans la conjugalité.....	167
Habiter chez son copain, vivre dans sa « belle famille »	167
3. Aspiration à l'avenir : « Quand je vais me poser »	169
« Et toi, c'est pour quand ? » l'injonction à la maternité dans les parcours biographiques.....	171
Quand le couple renferme les jeunes femmes à l'intérieur	172
Violences conjugales : « tout le monde sait, personne ne parle jusqu'à ce que... »	173
CONCLUSION.....	177
BIBLIOGRAPHIE.....	181

Introduction

Aujourd'hui « les classes populaires rurales sont prises entre deux feux discursifs qu'elles soient méprisées et stigmatisées (misérabilisme) ou vantées comme l'incarnation d'un "vrai peuple" (populisme) par opposition aux groupes sociaux populaires urbains » (Coquard, 2015, p. 19). C'est dans ce contexte que s'est déroulée cette recherche. Dans un moment où l'on parle encore de « la jeunesse rurale » (dans ce cas homogénéisée), comme pour l'opposer aux jeunes urbains de milieux populaires, avec lesquels pourtant ils et elles partagent des conditions matérielles d'existences relativement proches. Pourtant, la jeunesse rurale n'est ni le reflet d'une société paysanne ni une jeunesse agricole, elle est bien moins visible que la jeunesse urbaine et semble devoir forcément regarder vers la ville pour vivre sa jeunesse : sortir, faire du sport, consommer, faire ses études... trouver du travail. Elle présente avant tout des caractéristiques populaires et ouvrières (Coquard, 2015 ; Gambino, Desmesure, 2014) et apparaît moins bien considérée que celle des espaces urbains : « Les jeunes ruraux, lorsqu'ils sont pris en considération (et qu'ils ne sont pas perçus uniquement comme des "ploucs") apparaissent comme le négatif de leurs homologues urbains : moins formés, moins cultivés... » (Renahy, 2010, p. 19.) Pour autant, même si les jeunes vivant dans les milieux ruraux continuent de se décrire comme différents des jeunes urbains, et que leur mode de vie s'est recentré autour d'un standard urbain (Escaffre *et al.*, 2008), vivre et grandir « loin » des grandes villes a gardé ses spécificités.

Alors que les données disponibles sur la situation des jeunes ruraux ont été relativement rares jusqu'à la fin des années 1990, cette enquête s'inscrit dans un contexte sociopolitique marqué par un regain d'intérêt pour le milieu rural et les jeunes vivant dans des territoires isolés. Depuis quelques années, des rapports publics ont largement contribué à documenter la connaissance sur la situation des jeunes : parmi les plus récents, on peut noter ceux de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) sur les inégalités territoriales et intragénérationnelles (Labadie, 2014), de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) sur l'invisibilité sociale des jeunes ruraux (Tallon, 2015), du Conseil économique social et environnemental (CESE) sur la place des jeunes dans les territoires ruraux (Even, Coly, 2017) ou encore du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui traite des mobilités résidentielles en France (Haran, Garnier, 2018).

Cette recherche souhaite contribuer à une **meilleure connaissance des jeunes et des inégalités existant au sein de cette génération encore souvent homogénéisée** (Labadie, 2012), malgré le diagnostic de fragmentation de la jeunesse française largement partagé par les sociologues depuis plus d'une dizaine d'années. Elle a pour objectif de rendre compte des trajectoires, conditions de vie et expériences juvéniles des jeunes vivant en milieu rural et de poursuivre ainsi les travaux en documentant les éventuelles spécificités rencontrées par les jeunes femmes vivant hors des grandes agglomérations en France métropole.

L'entrée par le territoire permet ici de circonscrire les questionnements, mais également de faire ressortir certaines spécificités au regard des lieux de vie et des conditions de vie qui y sont liées (Labadie, 2014). Si les analyses croisant inégalités sociales et inégalités spatiales sont importantes, ce n'est que depuis une dizaine d'années que la manière dont ces inégalités interagissent (Ripoll, Tissot, 2010) est analysée davantage que leur causalité. Du point de vue des territoires, la tendance à associer la jeunesse aux banlieues reste fortement ancrée et surmédiatisée après plusieurs décennies de

politique de la ville, alors qu'une fraction non négligeable de la jeunesse vit hors des grandes villes, de la métropolisation et des couronnes périurbaines. C'est dans cette perspective que s'est déroulée cette enquête qui vise à étudier le territoire rural et les interactions entre le territoire/le spatial et le social.

La question de la mobilité, facteur renforçant les inégalités socio-spatiales, impacte fortement les trajectoires de passage vers l'âge adulte. Favorisant ou freinant le recours à des ressources diversifiées, donnant accès à des espaces et réseaux offrant également une diversification des relations et des échanges, la mobilité est au cœur de cette enquête et imbriquée dans tous les chapitres qui seront présentés. Pour cette raison, elle ne constitue pas un chapitre en soi, mais les migrations réalisées à différentes échelles territoriales sont au cœur des récits des jeunes femmes rencontrées, qu'il s'agisse des loisirs, de leurs études, de leur insertion professionnelle ou encore des changements de résidence ou des relations amicales ou amoureuses... On le verra pourtant, toutes les jeunes femmes ne sont pas égales dans leur aptitude à la mobilité et on montrera dans cette recherche que les « compétences », « prérequis » ou « dispositions » nécessaires varient, qu'il s'agisse de la connaissance des lieux et des structures (où elles peuvent trouver une réponse à certaines de leurs attentes), de la représentation des lieux, des espaces et des personnes les fréquentant (travailleurs ou usagers), mais aussi des capacités d'usages des moyens de transport et du contrôle social qui s'exerce sur les jeunes femmes. La transversalité de l'enjeu de la mobilité permet d'analyser leurs pratiques de l'espace à leurs rapports à leur lieu de vie et de mieux appréhender les inégalités intragénérationnelles.

Rendre compte des réalités sociales vécues par les jeunes, **c'est également s'interroger sur la question des âges de la vie** (Van de Velde, 2015). Les travaux en sociologie insistent sur la fin des seuils fixes de passage et de grandes étapes collectives de passage à l'âge adulte, ils mettent l'accent sur la singularité des parcours et sur le fait que l'âge adulte est une « perspective » avec son lot d'aspirations (variable selon les milieux sociaux, le sexe ou encore l'âge). Ici nous nous sommes intéressés à une période circonscrite entre l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte, en étudiant les parcours de jeunes femmes âgées de 14 à 28 ans. Il s'agit de jeunes femmes prises dans les choix d'orientation scolaire stratégiques (aller en filière professionnelle, partir à l'internat, aller en « général »...) ou dans les tensions autour de l'entrée dans la vie active. Se pose et parfois s'impose à elles la question de la parentalité à cette période où se posent celle du départ du foyer familial d'origine et les interrogations dans les premières relations de couple cohabitantes (Rault, Régnier-Loilier, 2015). C'est aussi une période où se recomposent les amitiés et relations (Bidart, 2008 ; Coquard, 2016a ; Renahy, 2010) non sans conséquence sur les parcours et les choix présentés comme individuels.

Cette recherche est aussi une **contribution à une meilleure connaissance de la situation des jeunes femmes, en proposant une étude à travers le prisme du genre** (en tant que « système de bicatégorisation hiérarchisée entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) » (Bereni *et al.*, 2012, p. 7)), afin de rendre compte des rapports de pouvoir à l'œuvre, y compris dans les sociabilités juvéniles. On verra en effet comment les rapports que les jeunes femmes ont avec les autres sur leur territoire ne sont pas de simples relations interindividuelles, mais s'inscrivent dans des rapports sociaux qui les transcendent, qui sont historiquement et socialement construits. Ces rapports sociaux qui ont notamment pour enjeux la sexualité et le travail, mettent en évidence combien dire que les femmes et les hommes sont socialement différents ne suffit pas, et contribuent à rendre compte de la hiérarchisation de ces rapports. L'étude des conditions de vie et des sociabilités des jeunes femmes, fondée sur leurs récits,

révèle l'inégale distribution des ressources entre les jeunes femmes et les jeunes hommes et des formes de valorisation symbolique, elles aussi inégales.

À travers cet objectif de rendre compte des rapports de pouvoir qui s'imposent aux jeunes femmes rencontrées, cette enquête permet également **d'éclairer la connaissance sur les jeunes de milieux populaires, à la lumière des rapports sociaux de classe**. Dans un contexte de désindustrialisation et de chômage de masse, la recomposition des conditions et modes de vie des classes populaires du fait de la diminution et de la fragilisation des emplois ouvriers (à dominante masculine) donne à voir la persistance de conditions économiques et sociales dominées, c'est-à-dire d'individus davantage concernés par la précarité et l'incertitude sur les ressources qui participent à une expérience commune de la fragilité économique. Autrement dit et comme le résumait Benoit Coquard, « les jeunes ruraux enquêtés sur la période récente sont plus souvent de classes populaires que de classes supérieures » (Coquard, 2015). Du côté des jeunes, on sait que ces situations de vulnérabilité ne se situent pas seulement sur le plan des ressources, mais se rejouent également dans le parcours scolaire ou les activités de loisir par exemple. Les travaux antérieurs rendent compte d'une certaine forme de séparation culturelle, entendant « par là le fait qu'une fraction importante des milieux populaires est démunie de tout un ensemble d'éléments de culture qui font partie des instruments symboliques dominants, c'est-à-dire socialement décisifs » (Schwartz, 2011). C'est notamment ce que Bernard Lahire a montré avec son travail sur les liens entre culture écrite et inégalités scolaires (Lahire, 1993, 2002) tout en soulignant la participation élargie aux formes symboliques dominantes, ce qu'a montré aussi Dominique Pasquier à propos des usages d'internet par les familles populaires (Pasquier, 2018) et qui n'enlève rien aux inégalités en termes de capital culturel. En effet, les écarts sociaux « peuvent tout à fait se reproduire autrement, plus subtilement mais aussi efficacement, à travers les écarts de niveau ou de modalités d'accès à ces biens et à ces pratiques » (Schwartz, 2011).

Porter la focale sur la situation des jeunes femmes vivant éloignées des grandes agglomérations urbaines est d'autant plus essentiel que les principaux travaux sur les jeunes ruraux ont peu tenu compte des rapports de genre dans leur analyse (Galland, Lambert, 1993). Plus souvent, les travaux ont détaillé les conditions de vie et sociabilités des jeunes hommes (Renahy, 2010) en y intégrant la dimension conjugale (Clair, 2011a ; Coquard, 2016a ; Galland, Lambert, 1993) ou, en contrepoint, le célibat (Bourdieu, 2002). Depuis peu néanmoins, des travaux émergent sur la question des femmes vivant dans les territoires ruraux, à l'instar du rapport du CGET sur l'accès à l'emploi des femmes (Baccaïni, Firdion, 2014 ; Baudy *et al.*, 2019) et des travaux sont en cours sur leurs conditions de vie, leur insertion professionnelle (par Sophie Orange et Fanny Renard par exemple), sans compter cette recherche qui propose une analyse de leurs sociabilités.

Questionnements initiaux

Intituler cette enquête « les filles du coin » vise d'abord à adresser un clin d'œil appuyé au travail de Nicolas Renahy, qui a considérablement renouvelé le regard sociologique porté sur les jeunes ruraux (Renahy, 2010), peu visibles dans les médias, la production culturelle et les institutions politiques, ce qui est encore plus le cas des filles. Dans *Les gars du coin*, Nicolas Renahy a retracé les parcours scolaires et familiaux en s'intéressant aux espaces de socialisation essentiels de la jeunesse rurale (école, domicile, club de foot, usine, café...) et a expliqué leurs liens avec les expériences intimes. Il montre que

le couple et la reproduction sociale en milieu rural sont intrinsèquement liés aux conditions de travail et à la précarité, en se centrant sur la place des jeunes hommes dans un village de Bourgogne qu'il appelle Foulange. L'auteur documente aussi les conditions de vie des jeunes femmes en milieu rural (chapitres 5 et 6), et met l'accent sur le fait que, dans un contexte marqué par la précarité du travail, l'acceptation des femmes d'aller travailler à l'usine malgré leur formation est plus forte (dans la mesure où les chaînes de production et ateliers dans lesquels elles sont embauchées sont presque totalement féminins). Pour elles, l'accès au statut d'adulte peut passer par l'endossement des rôles matrimoniaux et maternels, leur permettant ainsi l'accès à une autonomie résidentielle plus tôt que les jeunes hommes. Renahy montre comment certaines jeunes femmes remettent en question l'acceptation de ces rôles sociaux et aspirent à quitter le village, ce qui n'est pas sans effet sur le marché matrimonial local. L'apport des travaux de Nicolas Renahy ou de Benoit Coquard est considérable y compris dans cette recherche intitulée *Les filles du coin*, même si les dispositifs méthodologiques diffèrent (ils ont chacun enquêté dans un espace social local circonscrit) ainsi que l'âge des jeunes, leurs travaux portant davantage sur de jeunes adultes.

Dans cette recherche nous avons cherché à saisir, à partir de leurs récits, comment des jeunes femmes âgées essentiellement de 15 à 26 ans vivent « leur jeunesse » en milieu rural. Toutes celles qui ont participé à l'enquête ont pour la plupart grandi et vivent – encore au moment de l'enquête – loin des grandes agglomérations. Pour décrire leur territoire, elles font largement écho aux problématiques soulignées dans les enquêtes antérieures sur les jeunes ruraux : absence d'offre et d'activités de loisirs et d'animation socioculturelle, forte interconnaissance, orientation scolaire par le bas, précarité du marché du travail, des conditions de travail et emplois sous-qualifiés... La question de la mobilité est quant à elle transversale à tous les instants de la vie quotidienne et à tous les âges de la vie. L'inadaptation de l'offre de transports en commun est largement pointée du doigt par toutes les enquêtées indépendamment de leur âge et du territoire où elles résident. Malgré tout, cette enquête montrera aussi comment les jeunes femmes vivant sur les territoires ruraux se « débrouillent » et font face aux difficultés qui sont les leurs en cherchant à s'adapter, à « faire avec », à les contourner ou à s'en échapper.

Enquêter sur *Les filles du coin*, c'est tenir compte du quotidien des filles qui ne sont pas parties, qui n'ont pas pu partir, qui ont dû rester dans leur hameau ou leur village, dans leur petite ville bref dans leur milieu rural. C'est enquêter sur celles qui sont sorties du système scolaire sans qualification ou qui ont suivi la voie professionnelle. C'est aussi enquêter auprès de celles qui ont eu le bac, qui ont pu aller dans l'enseignement supérieur, à la fac, dont elles sont rarement sorties avec un diplôme, mais qui sont revenues dans « leur » village, « leur » « chez-elle ». C'est aussi enquêter sur celles qui ont fait l'expérience de partir pour travailler en ville (ou y chercher du travail), mais qui sont revenues « dans leur coin ». Les filles entre elles et dans l'enquête parlent en effet « d'être » ou « de venir » « d'ici », « d'être du coin », comme les gars auprès desquels Renahy a enquêté. C'est aussi de cette manière que les adultes parlent d'elles, à l'image d'une conductrice de car scolaire rencontrée au cours de l'enquête :

« Nous sommes dans le car scolaire, on a négocié pour faire la boucle totale : départ du dépôt de bus, aller chercher les jeunes dans leur bahut et revenir ensuite les déposer aux arrêts dans les villages ou sur les bords de route. On a le choix : la totale, c'est la boucle la plus longue, sinon il y a la version plus courte qui ne dessert que les principaux lieux d'habitation. Quoi qu'il en soit les cars sont pleins nous assure-t-on au dépôt. L'objectif est de faire connaître l'enquête, et surtout de

rencontrer des jeunes pour négocier des entretiens. On part avec un conducteur homme, qui nous explique le boulot et le respect qu'ont les jeunes dans son car. Arrivés devant le lycée on est un peu en avance, on échange avec les autres conducteurs et conductrices qui attendent que les élèves arrivent. Une conductrice nous dit alors : "Ah oui, en fait vous cherchez à rencontrer des filles du coin pour les interviewer ! Vous verrez, vous aurez le choix, dans le car il n'y a que ça ! Sans nous, tous ces jeunes ils seraient coincés." » [Extrait de journal de terrain, 25/04/2018]

À plusieurs reprises, au détour d'une rencontre avec un petit groupe de filles dans un snack, un car scolaire ou dans une fête locale, nous avons demandé lors de discussions informelles ce que font les jeunes « ici » et qui ils ou elles sont. Les jeunes dont nous parlent alors les filles sont en fait les gars du village ou les jeunes qui « traînent » dans l'espace public (la plupart du temps des garçons). Décrire les groupes de garçons, « les gars d'ici » est comme un passage obligé avant de pouvoir décrire qui sont et ce que font « les filles du coin ». Ces discours sur « les jeunes » d'ici ou du coin désignent souvent un groupe, d'abord de garçons, considérés comme des « locaux » (malgré parfois une diversité d'origines familiales), car ils se connaissent « depuis longtemps » ou « depuis toujours », parfois depuis l'enfance, et perçus comme venant de familles locales et plutôt populaires. Mais qu'en est-il des filles ? Quels sont les indicateurs mobilisés pour revendiquer l'appartenance territoriale ? Comment l'histoire familiale et les membres de la famille participent-ils à cette identification au territoire local ?

L'analyse du discours des jeunes femmes rencontrées montre que ce sont les « garçons » qui permettent de construire la norme, la majorité, la population visible de la jeunesse rurale. On retrouve d'ailleurs ce biais dans les discussions avec les professionnel·le·s de terrain ou les élu·e·s locaux·les qui circonscrivent les jeunes ruraux aux garçons. Toutes et tous parlent avant tout des jeunes que l'on voit, que l'on croise et qui parfois gênent. « Les jeunes se retrouvent dans des lieux exclusifs (le banc, l'arrêt de bus) qu'ils s'approprient et dont ils excluent les adultes » et ceux qui n'appartiennent pas à leur cercle de sociabilité (Gambino, Desmesure, 2014). S'intéresser alors aux jeunes femmes c'est aussi s'intéresser à la manière dont elles se rendent visibles dans l'espace rural : où se retrouvent-elles ? Comment sont constitués leurs groupes d'amis et avec les garçons ? On cherchera à comprendre ici pourquoi les filles, plus que les garçons, sont peu visibles dans l'espace public rural.

Cette recherche avait aussi pour objectif de comprendre à travers les pratiques quotidiennes les sociabilités des jeunes femmes dans le monde rural. Pour ce faire, nous nous sommes interrogés sur leurs pratiques de loisirs : comment expliquent-elles les répartitions genrées dans les pratiques de loisirs ? La plupart des filles rencontrées décrivent en effet l'importance des clubs de foot¹ dans les sociabilités juvéniles, en Chartreuse par exemple, elles expliquent comment ce sont les garçons qui vont à la chasse et font du foot ; dans les Deux-Sèvres, ils aident aux travaux agricoles et vont à la pêche, tandis que dans l'un et l'autre territoire elles sont maintenues à l'écart de ces activités considérées comme masculines. Aussi avons-nous étudié les effets de ces pratiques de loisirs sur la construction des rapports sociaux et notamment des rapports de genre au sein d'une même génération et entre les générations.

¹ La place et la pratique du foot ont déjà été largement documentées dans les sociabilités masculines, notamment en milieu rural, étudiées par Nicolas Renahy puis Benoît Coquard.

I. Présentation générale des données et méthodologie

Réaliser une enquête sur les jeunes vivant dans le monde rural implique de s'y confronter, d'entendre les professionnel·le·s qui travaillent auprès d'elles et eux, même si ce n'est pas sur eux que portera la recherche. On ne peut pas faire en effet abstraction des professionnel·le·s, lorsqu'il s'agit d'entrer sur un territoire que l'on ne connaît pas ou très peu, d'autant plus que ce sont ces adultes qui seront les premiers à diffuser l'information d'une enquête sociologique auprès des jeunes. L'interconnaissance des territoires ruraux, les codes et les réalités vécues rendent impossible la méthode qui consisterait à arriver « masqué » sur le terrain ; bien au contraire, c'est en assumant notre position d'extériorité que nous avons été à la rencontre des différents territoires. Dès la présentation de l'enquête, nous avons dû justifier notre choix de vouloir enquêter uniquement sur les femmes jeunes vivant dans les territoires ruraux. Nous avons notamment avancé l'importance de mieux connaître les jeunes ruraux mais surtout de documenter et de comprendre le quotidien des jeunes femmes. Sans « naturaliser » les filles, il s'agissait donc de faire accepter un projet qui ne concernait qu'une partie de la population « ne posant pas problème » a priori (les garçons semblant être des sujets plus légitimes pour être enquêtés par des sociologues).

1. Prendre en compte l'hétérogénéité des territoires ruraux

Si dans certains territoires (notamment ceux de banlieue populaire francilienne), les professionnel·le·s comme les jeunes sont largement « habitués » à rencontrer des sociologues, ce n'est pas le cas dans les territoires ruraux où nous avons enquêté. Dans cette perspective, l'enquête a été réalisée dans quatre régions de France métropolitaine et dans quatre territoires ruraux distincts ayant des spécificités géographiques, sociales et économiques : la communauté de communes de Crozon – Aulne maritime (située dans la pointe du Finistère), le massif de la Chartreuse (située entre l'Isère et la Savoie), le pays de Gâtines (situé dans les Deux-Sèvres) et enfin la vallée de la Meuse (située dans les Ardennes). Cette nécessité d'une diversité de territoire est liée à l'objet de l'étude et à la volonté de rompre avec une vision homogénéisante du monde rural. Les jeunes vivant dans un milieu rural spécifique et attractif du point de vue touristique ne vivent pas les mêmes réalités que celles et ceux qui vivent en région, dans des espaces ruraux moins connus, ou réputés pour leur désindustrialisation. La Chartreuse comme la presqu'île de Crozon ont ainsi en commun d'être des territoires touristiques, avec une activité saisonnière importante et un cadre de vie a priori attractif. Ils ont aussi en commun d'avoir une partie de leur territoire dont l'image est plus valorisée que la simple campagne « avec des vaches et c'est tout » pour reprendre les propos d'une jeune femme rencontrée dans les Deux-Sèvres. En effet, ces deux territoires s'identifient avant tout par la mer pour l'un et la montagne pour l'autre avec tout le potentiel qui va avec (à la fois touristique, mais aussi d'image « positive » du territoire à la manière d'une carte postale). On ne retrouve pas de marqueur aussi fort dans les Deux-Sèvres ou dans les Ardennes : dans le premier, les filles insistent sur le fait qu'il s'agit d'une zone « que les gens ne font que traverser »,

tandis que celles du deuxième décrivent avant tout leur isolement du reste de la France, habitant un territoire que « personne ne connaît, il n'y a plus personne ici ».

Multiplier les lieux d'enquête nous a permis de prendre en compte la spécificité de l'organisation des territoires, notamment en matière de transports et d'éloignements des lieux « importants » pour les jeunes femmes. Le choix de différents territoires a été guidé par la volonté d'étudier l'impact sur la vie quotidienne de plusieurs variables : la densité associative, en particulier en matière d'associations de jeunesse ou d'éducation populaire, mais aussi l'éloignement kilométrique par rapport aux agglomérations et métropoles urbaines, les lieux et types de formation à proximité et les types d'emplois disponibles. Cette diversité territoriale s'est révélée pertinente compte tenu de l'objet d'étude, car cela nous a permis de creuser les liens entre image du territoire et image de soi sur son territoire, notamment pour décrire sa situation et sa projection dans l'avenir, ainsi que la perception subjective des inégalités sociales dont les jeunes femmes font l'expérience au quotidien.



Présentation générale des quatre territoires d'enquête

Le recrutement de jeunes femmes vivant sur les territoires ruraux identifiés s'est fait localement même si toutes les filles rencontrées ne sont pas forcément originaires « du coin », on y reviendra. Certaines s'y sont installées depuis peu, quand d'autres y ont toute leur famille dans un rayon de 3 km. On observe toutefois que lorsqu'elles ont déjà fait l'expérience du déménagement, la plupart viennent d'un territoire proche, ou alors d'un autre territoire rural. Rares sont celles qui ont déménagé depuis moins de 5 ans dans un de ces quatre territoires après avoir vécu dans une grande métropole. Sans adopter une analyse comparative des quatre communautés de communes dans lesquelles nous avons mené cette recherche, on peut d'ores et déjà affirmer que le choix d'une diversité de terrains nous a permis d'accéder à une compréhension plus fine de la réalité étudiée, mais aussi de donner la parole à des jeunes femmes qui l'ont peu pour raconter leur quotidien et leurs aspirations. Pour autant, compte

tenu du temps imparti pour cette recherche et des enjeux en termes d'anonymat, l'analyse ne précisera que si nécessaire – car spécifique – le territoire d'où sont issues les jeunes femmes.

Si toutes les jeunes femmes rencontrées décrivent leur lieu de vie comme étant rural et leurs conditions de vie impactées par le fait qu'elles y vivent, la présentation succincte des différentes communautés de communes montrera des disparités fortes dans les conditions socio-économiques et l'environnement où elles grandissent. Ces intercommunalités sont en effet loin d'être semblables comme on le verra par les quelques indicateurs retenus et présentés ci-dessous.

■ ***La communauté de communes Cœur de chartreuse***

La communauté de communes Cœur de Chartreuse², située dans le parc naturel régional de Chartreuse regroupe 17 communes (16 943 habitants en 2015), connaît un fort contraste entre des villages de montagne éclatés en hameaux (Saint-Pierre-d'Entremont et Entremont-le-Vieux), où se concentre l'activité touristique, et les petites villes de la plaine (Saint-Laurent-du-Pont, les Echelles, Entre-deux-Guiers), beaucoup moins attractives. Les données du recensement de la population 2015 indiquent que les 15-29 ans représentent 13,5 % de la population (2284 personnes, dont 1 117 femmes), et on y compte 7,3 % d'élèves étudiants ou stagiaires non rémunérés. Si 97,3 % des 15-17 ans sont scolarisés, cela ne concerne plus que 34,7 % des 18-24 ans (les jeunes femmes étant davantage en étude que les jeunes hommes : 39,6 contre 30,2 %). Enfin, soulignons que 29,5 % des femmes âgées de 15 ans ou plus ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 25 % des hommes.

Si des études plus longues et plus diplômées caractérisent les parcours des jeunes femmes, cela ne doit pas occulter les inégalités constatées du côté des emplois. Dans ce territoire, 77,8 % de la population est active, 70,7 % sont des actifs avec emploi tandis que 7,1 % sont au chômage. Parmi la population de 15-64 ans en activité, on compte 6,8 % de cadres et professions intellectuelles supérieures contre 18,4 % d'employés, 14,3 % d'ouvriers et 15 % de professions intermédiaires. Les 15-24 ans sont avant tout employés (20,3 %) ou ouvriers (18,1 %). Les femmes sont davantage concernées que les hommes par le temps partiel y compris aux âges les plus jeunes puisque parmi les jeunes salariés, 31,3 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans le sont contre 18,7 % des jeunes hommes (par la suite, le temps partiel concerne 39,5 % des femmes de 25-64 ans contre 6,3 % des hommes du même âge). Les données INSEE montrent que sur les quatre territoires, les femmes en activité exercent avant tout des emplois dans les secteurs des administrations publiques, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale, plus secondairement dans les secteurs du commerce, les transports et les métiers de service. Enfin, notons que dans la communauté de communes, le taux de chômage s'élève à 26 % chez les jeunes hommes de 15-24 ans contre 20,7 % chez les jeunes femmes du même âge.

■ ***La communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne maritime***

La communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne maritime regroupe 10 communes et comptait 23 229 habitants en 2015³. Cet établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

² Évolution et structure de la population de la communauté de commune Cœur de Chartreuse à partir du recensement de la population 2015, voir les données INSEE sur le lien suivant : www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200040111#chiffre-cle-3

³ Évolution et structure de la population de la communauté de commune Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime à partir du recensement de la population 2015, voir les données INSEE sur le lien suivant : www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200066868

regroupe des communes touristiques de la Presqu'île (parmi lesquelles on retiendra surtout Crozon et Camaret) mais aussi celles de l'Aulne maritime, arrière-pays éloigné de la mer et donc du tourisme. L'intercommunalité est traversée par la ligne de train régional et la voie rapide reliant Quimper à Brest avec un arrêt « central » à Pont-de-Buis-lès-Quimerch.

Les données du recensement de la population 2015 indiquent que les 15-29 ans représentent 13,8 % de la population (3 212 personnes, dont 1 278 femmes) et on y compte 7,3 % d'élèves étudiants ou stagiaires non rémunérés. Si 97,9 % des 15-17 ans sont scolarisés, cela ne concerne plus que 44,4 % des 18-24 ans. À ces âges, les jeunes hommes sont plus nombreux à poursuivre leurs études que les jeunes femmes (47,9 % de la population scolarisée contre 36,8 %). Soulignons aussi que parmi les 7,1 % des jeunes de 25-29 ans toujours scolarisés, on observe un contraste fort entre les sexes puisque cela concerne davantage les jeunes hommes que les jeunes femmes.

Dans ce territoire, 71,6 % de la population est active, 62,7 % sont des actifs avec emploi tandis que 9 % sont au chômage. La part des femmes parmi les chômeurs s'élève à 53,5 %.

Parmi la population de 15-64 ans en activité, on compte 5,6 % de cadres et professions intellectuelles supérieures contre 16,7 % d'employés, 12,2 % d'ouvriers et 11,9 % de professions intermédiaires. Comme ailleurs, les femmes sont davantage concernées que les hommes par le temps partiel y compris aux âges les plus jeunes puisque parmi les jeunes salariés, 25,3 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans travaillent à temps partiel contre 7,7 % des jeunes hommes (par la suite, le temps partiel concerne 34 % des femmes de 25-64 ans contre 4,6 % des hommes du même âge). Comme dans les autres territoires, les principaux secteurs d'emploi des femmes sont les administrations publiques, l'enseignement, la santé et l'action sociale ; plus spécifiquement ici, elles travaillent aussi dans les secteurs du commerce, des transports et des métiers de service ; puis de l'agriculture et de l'industrie. Enfin, notons que dans la communauté de communes, le taux de chômage s'élève à 18,4 % chez les jeunes hommes de 15-24 ans contre 27,1 % chez les jeunes femmes du même âge.

▪ ***L'intercommunalité de Parthenay Pays de Gâtine***

L'intercommunalité de Parthenay-Gâtine⁴ rassemble 39 communes, d'Amailloux aux Forges en passant par Doux et Vasle, Parthenay étant situé au centre de l'EPCI. L'enquête s'est déroulée à cheval sur l'intercommunalité du Bocage Bressuirais⁵. Nous ne présenterons ici que les données sur l'intercommunalité de Parthenay qui représente 37 785 habitants parmi lesquels 13,1 % ont entre 15 et 29 ans (dont 2 383 femmes).

On y compte 7,7 % d'élèves étudiants ou stagiaires non rémunérés. Si 96,5 % des 15-17 ans sont scolarisés, cela ne concerne plus que 31,2 % des 18-24 ans. À ces âges, les jeunes femmes sont légèrement plus nombreuses à poursuivre leurs études (31,8 % contre 30,6 %). Soulignons aussi que 3,7 % des jeunes de 25-29 ans sont toujours scolarisés, ce qui concerne 4,5 % de jeunes femmes et 3 % de jeunes hommes.

Sur ce territoire, 74,5 % de la population est active, 64,9 % sont des actifs avec emploi tandis que 9,6 % sont au chômage. La part des femmes parmi les chômeurs s'élève à 51,1 %.

⁴ www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200041333

⁵ www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=ZE2010-5412

Parmi la population de 15-64 ans en activité, on compte 3,7 % de cadres et professions intellectuelles supérieures contre 15 % d'employés, 15,5 % d'ouvriers et 10,6 % de professions intermédiaires. Comme ailleurs, les femmes sont davantage concernées que les hommes par le temps partiel y compris aux âges les plus jeunes puisque parmi les jeunes salariés, 37,6 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans travaillent à temps partiel contre 12,1 % des jeunes hommes (par la suite, le temps partiel concerne 34 % des femmes de 25-64 ans contre 5,1 % des hommes du même âge). Les femmes exercent avant tout des emplois dans les secteurs des administrations publiques, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale ; du commerce, des transports et des métiers de service, puis de l'agriculture et de l'industrie. Enfin, notons que dans l'intercommunalité de Parthenay-Gâtine, le taux de chômage s'élève à 30,5 % chez les jeunes hommes de 15-24 ans contre 33,4 % chez les jeunes femmes du même âge.

■ ***La communauté de communes Ardennes-Rives de Meuse***

La communauté de communes Ardennes-Rives de Meuse⁶ regroupe 19 communes de Givet à Revin et est frontalière avec la Belgique. Elle compte 27 382 habitants parmi lesquels les 15-29 ans représentent 15,9 % de la population (dont 2054 femmes)

Parmi les « inactifs », on compte 7,9 % d'élèves étudiants ou stagiaires non rémunérés. Si 95,1 % des 15-17 ans sont scolarisés, cela ne concerne plus que 33,2 % des 18-24 ans. À ces âges, les jeunes femmes sont légèrement plus nombreuses à poursuivre leurs études (34,7 % contre 31,9 %). Soulignons aussi que 2,5 % des jeunes de 25-29 ans toujours scolarisés (n=39), ce qui concerne 3,4 % de jeunes femmes et 1,7 % de jeunes hommes.

Sur ce territoire, 70,8 % de la population est active, 56,7 % sont des actifs avec emploi tandis que 14 % sont au chômage. La part des femmes parmi les chômeurs s'élève à 48,3 % (quand le taux de chômage des femmes s'élève à 21,6 %).

Parmi la population de 15-64 ans en activité, on compte 3,9 % de cadres et professions intellectuelles supérieures contre 18,9 % d'ouvriers et 16,7 % d'employés, et 11,3 % de professions intermédiaires. Les jeunes de 15-24 ans exerçant avant tout des emplois d'ouvriers ou d'employés. Comme ailleurs, les femmes sont davantage concernées que les hommes par le temps partiel y compris aux âges les plus jeunes puisque parmi les jeunes salariés, 45,9 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans travaillent à temps partiel contre 14,6 % des jeunes hommes (par la suite entre 25 et 54 ans, le temps partiel concerne 40,6 % des femmes de 25-64 ans contre 4,3 % des hommes du même âge). Comme dans les deux territoires précédents, les femmes exercent avant tout des emplois dans les secteurs des administrations publiques, enseignement, santé et action sociale ; les commerces, transports et métiers de service ; puis de l'agriculture et de l'industrie. Enfin, notons que sur la communauté de communes Ardennes-Rives de Meuse, le taux de chômage s'élève à 37,5 % chez les jeunes hommes de 15-24 ans contre 43,5 % chez les jeunes femmes du même âge.

Sans prétendre à un état des lieux, ces quelques données statistiques permettent déjà d'insister sur l'hétérogénéité des territoires ruraux et des conditions de vie dans lesquelles vont grandir et s'investir les jeunes et en particulier les femmes en cherchant ou pas à s'y faire une place (notamment par l'emploi), aussi difficile que cela puisse être dans certains de ces territoires. Ces données sont

⁶ www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-240800821

également partielles, car les jeunes (comme le reste de la population) ne vivent pas le territoire au regard des découpages administratifs – elles ne feront quasiment jamais référence à l'intercommunalité ou de la communauté de communes, mais davantage aux rugosités de l'espace physique (Di Méo, 1998, p. 27). Cependant, malgré les disparités objectives qui distinguent ces territoires et les trajectoires des jeunes qui y vivent, les jeunes femmes rencontrées mobilisent des indicateurs relativement similaires pour décrire et parler de la ruralité qu'elles vivent au quotidien.

Ruralité subjective et réalités sociales

La notion de ruralité est appréhendée à l'aide de différentes définitions, recouvrant des dimensions variées (économiques, sociales, emploi, formation) et mesurées par des voies distinctes (transports, distance, durée...). La distinction entre « rural » et « urbain » établie par l'INSEE se base sur une typologie des communes qui tient compte de leur taille, du nombre d'emplois qu'elles abritent et des lieux d'emplois de leurs résidents. Toutefois ces indicateurs, aussi pertinents soient-ils, ne suffisent pas à prendre en compte de manière dynamique toute la diversité du monde rural.

Ce qui nous importe ici n'est pas d'appréhender la question de la ruralité au sens strict et administratif ou statistique, mais de retenir ce que les jeunes femmes en disent, comment et pourquoi elles se sentent concernées par une recherche sociologique portant sur la ruralité. Autrement dit, l'objectif est de prendre en compte ce qu'est la vie quotidienne en milieu rural dans un contexte social et historique donné. La question n'était pas de savoir si les jeunes femmes de notre enquête font objectivement partie de la population rurale, mais plutôt de prendre en compte le fait qu'elles ont le sentiment de ne pas faire partie de la jeunesse urbaine, parce qu'elles vivent hors des grandes métropoles : être du milieu rural revient à avoir le sentiment de ne pas pouvoir se conformer à la jeunesse dominante médiatiquement. Il s'agit donc bien dans cette enquête de partir de la définition subjective de la ruralité par des jeunes femmes. Pour synthétiser leurs propos, font partie du rural toutes les personnes qui résident dans un espace où la nature est très présente, où les habitants et notamment les jeunes sont peu nombreux (et vivent en habitat relativement dispersé), où le déplacement est une problématique quotidienne, où les habitants sont relativement éloignés des lieux d'enseignement (dès le collège) et surtout éloignés des services et, enfin, où elles observent une faible diversité des offres d'emplois.

2. Présentation du corpus d'entretiens

Au total nous avons passé 44 jours sur le terrain entre février 2018 et février 2019, 36 jours ont été consacrés à la passation d'entretiens et d'observations au cours de l'année 2018 et 8 jours ont été dédiés à la restitution des résultats sur les terrains enquêtés auprès des jeunes femmes et des professionnel·le·s nous ayant aidés à enquêter auprès d'elles. Ces restitutions ont largement permis de poursuivre la réflexion et de rédiger ce rapport de recherche.

Les matériaux

La récolte des données s'est déroulée entre février et novembre 2018, à partir d'un dispositif d'enquête qualitatif associant des entretiens individuels, des entretiens collectifs et des observations sur les lieux enquêtés dans les quatre territoires préidentifiés en raison de leur diversité (sociale et économique, mais aussi géographique). Pour réaliser l'enquête, une fois les territoires choisis, il a fallu entrer en contact avec les jeunes. Dans chaque territoire, les modalités de prise de contact ont été spécifiques, toutefois, nous avons eu sur les quatre terrains le soutien de professionnel-le-s (travailleurs de jeunesse ou du social, enseignants, ou encore élus et collectivités) qui ont parlé et fait parler de l'enquête, qui nous ont donné des occasions d'entrer en contact avec des jeunes femmes et de leur présenter le protocole de recherche. Cela a pu se faire lors d'une soirée-débat ou encore d'une sortie organisée par le centre social, lors d'une fête locale ou d'un événement au foyer des jeunes, de manière plus originale dans un car scolaire, ou encore dans une émission de radio locale⁷ ; puis l'interconnaissance aidant, nous avons pu bénéficier du réseau de chacune et de chacun.

Parmi les 193 jeunes femmes rencontrées, 66 se sont prêtées au jeu des entretiens individuels : 19 viennent de Chartreuse, 29 de la presqu'île de Crozon et Pont de Buis, 8 viennent de Bressuire et Parthenay, 10 des Ardennes. Les autres ont accepté de participer à des entretiens en groupes composés de 3 à 5 jeunes femmes (se connaissant préalablement ou pas, selon les situations). Nous avons réalisé au total 21 entretiens en groupe.

À cela s'ajoutent les 9 jours de restitution et de présentation des résultats menés sur les quatre terrains d'enquête au cours desquels nous avons pu mettre en discussion les hypothèses et résultats tant avec les jeunes ayant ou non participé à l'enquête (toutes ont été invitées à venir, mais toutes ne sont pas venues) que des adultes (professionnel-le-s ou parents). Ces restitutions ont pris des formes variées : soirée-débat organisée par l'association locale en Chartreuse ou dans les Ardennes, présentation lors d'un séminaire regroupant professionnels et élus en Presqu'île ou en Pays de Gâtine ou dans des établissements scolaires (lycées ou collèges – 3^e) dans les Ardennes et en Pays de Gâtine, ou projet d'expression scénique menée par une association de théâtre préparé en parallèle de l'enquête avec des jeunes femmes à Crozon et Pont-de-Buis. Les jeunes femmes n'ayant pas participé à l'enquête mais qui ont suivi les restitutions ont trouvé l'exercice intéressant et ont complété les analyses par d'autres exemples. Elles ont modéré certains récits et interrogé par exemple l'absence de référence à tel ou tel lieu emblématique selon elles. Qu'elles aient ou non participé à l'enquête, toutes les jeunes femmes ayant échangé sur les résultats ont souligné la proximité de leurs expériences avec celles vécues par les jeunes des territoires qu'elles ne connaissaient pas, cette enquête contribuant en quelque sorte à « démarginaliser » les filles les plus éloignées des normes juvéniles en termes de comportements, de pratiques ou encore de consommations et de lieux de vie.

Tous les entretiens ont été effectués par l'un des deux chercheurs composant l'équipe qui a mené l'enquête, sur la base d'un guide d'entretien commun. Tous les entretiens ont été enregistrés après information aux enquêtées. Les jeunes femmes avaient toujours la possibilité d'interrompre l'entretien,

⁷ Au lancement de l'enquête en Presqu'île de Crozon – Aulne maritime, nous avons eu l'opportunité de présenter à la fois l'objet de la recherche et le protocole méthodologique lors de l'émission LEM sur Radio Evasion (www.radioevasion.net/2018/06/22/les-filles-du-coin-grandir-en-presquile-et-aulne-maritime) Huit mois plus tard nous avons été à nouveau invités pour présenter les premiers résultats de la recherche : www.radioevasion.net/2019/02/01/les-filles-du-coin-premiers-resultats-de-lenquete-etre-une-jeune-femme-en-milieu-rural/

de refuser de répondre à l'une ou l'autre des questions posées ou à arrêter l'enregistrement. En définitive, aucune jeune femme n'a demandé l'arrêt du dictaphone ou de l'entretien. Seule une partie des entretiens a été retranscrite intégralement, le reste a fait l'objet de prises de notes ou de retranscriptions partielles, qui ont servi largement à l'analyse qui sera faite. Les séquences de restitution ont également été mobilisées dans ce rapport comme du matériau d'enquête.

Les entretiens (questions et réponses) présentés dans ce rapport sont tous anonymisés conformément aux engagements des chercheurs envers les enquêtées. Un prénom fictif a été attribué à chacune des filles en tenant compte de la cote de popularité des prénoms selon l'année de naissance ainsi que des analyses sur la sociologie des prénoms (Coulmont, 2014) révélant des positions sociales et ethno-raciales. La localisation géographique des enquêtées a été supprimée, la spécificité de certains parcours de vie mettant en difficulté l'anonymat dans des réseaux d'interconnaissance forts.

Présentation générale des jeunes femmes rencontrées

Nous avons rencontré 193 jeunes femmes âgées de 14 à 29 ans (dont la majorité avait entre 17 et 22 ans) qui au moment de l'enquête habitent toutes sur un territoire en milieu rural (certaines ne l'ont jamais quitté, d'autres y sont revenues après quelques années ou mois passés en ville). Cette enquête ne porte donc pas sur les jeunes femmes issues du milieu rural et qui auraient déménagé « en ville » pour faire des études supérieures ou trouver un emploi par exemple, mais elle porte bien sur « celles qui restent », « celles qui n'ont pas bougé » pour reprendre les expressions des jeunes femmes elles-mêmes.

■ *Une enquête auprès des filles de classe populaire*

Les classes populaires sont très largement réparties et concentrées, en France, dans les régions rurales et désindustrialisées ainsi que dans la périphérie des grands centres urbains (Aunis *et al.*, 2016). À l'image des jeunes ruraux de Haute-Marne ou de Bourgogne décrits par Benoit Coquard et Nicolas Renahy dans leurs travaux, il apparaît ici que l'échantillon est composé avant tout de jeunes femmes issues des classes populaires ou des petites classes moyennes (celles-ci ont davantage été rencontrées en Chartreuse). Une partie non négligeable d'entre elles a des conditions de vie précaires : en conflit avec leur famille d'origine ou vivant au sein d'une famille monoparentale ou parents en situation de handicap (reconnu ou non par la maison départementale des personnes handicapées (MDPH)). Une petite partie d'entre elles ont totalement rompu les liens avec leurs parents ou sont orphelines. À Crozon-Aulne maritime comme dans le Pays de Gâtine ou dans la vallée de la Meuse, quand les parents travaillent, ils sont ouvriers ou employés, notamment en usine ou dans la grande distribution. Dans les quatre territoires, nombreuses sont les mères à être employées dans l'aide à la personne (EHPAD, aide à domicile, employée de maison, femme de ménage, « femme à tout faire » préciseront les filles). Les mères des jeunes femmes issues des classes moyennes travaillent quant à elles dans l'éducation, le travail social et l'animation socioculturelle (enseignantes, éducatrices, travailleuses sociales). Plus rarement les filles rencontrées ont des parents médecins ou exerçant des professions médicales. Enfin, quelques-unes ont des parents (plus souvent des pères) « à leur compte » ou indépendants (taxi, garage, agence immobilière en Bretagne, « artisans » en Chartreuse). En Presqu'île comme en Chartreuse, quelques filles ont des parents qui travaillent dans le tourisme (tiennent des gîtes, maisons d'hôte, campings...), ce que l'on ne retrouve pas dans les autres territoires l'offre touristique étant bien plus anecdotique en pays de Gâtine et absente en vallée de la Meuse.

Enfin rares sont les jeunes femmes rencontrées dont des parents travaillent dans le secteur agricole (lorsque c'est le cas, ils sont employés, jamais céréaliers). Enfin, toujours du côté des origines sociales, notons que la spécificité du terrain Presqu'ilien est la présence de parents (surtout des pères) militaires dans la marine nationale, retraités militaires ou civils travaillant pour l'armée (dont les niveaux de vie sont très variables) les trajectoires résidentielles de leurs filles sont alors marqués par des déménagements fréquents.

TABLEAU 1. CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES FEMMES ENQUÊTÉES

Territoires	43 viennent de Chartreuse (19 + 24 en entretiens collectifs) 61 viennent de la Presqu'île de Crozon et Pont-de-Buis (dont 29 entretiens individuels et 32 en entretiens collectifs composés de 3 à 6 jeunes femmes) 37 viennent de Bressuire et Parthenay (dont 8 entretiens individuels et 29 en entretiens collectifs) 52 viennent des Ardennes (dont 10 entretiens individuels et 42 en entretiens collectifs)											
Âge	Répartition par âge <table><tr><td>< 16 ans</td><td>17-20 ans</td><td>21-25</td><td>26 ans et +</td></tr><tr><td>76</td><td>58</td><td>41</td><td>18</td></tr></table>				< 16 ans	17-20 ans	21-25	26 ans et +	76	58	41	18
< 16 ans	17-20 ans	21-25	26 ans et +									
76	58	41	18									
Profession des parents	Parmi celles ayant répondu aux entretiens individuels (n=66) et sur lesquelles nous avons le plus de données concernant l'origine sociale, les professions des parents se répartissent comme suit : – près de 28 % vivent dans des familles où les parents ne travaillent pas (en cas de famille monoparentale, les filles habitent plus souvent avec leur mère, c'est alors elle qui est comptabilisée ici) ; – parmi les parents qui travaillent, la plupart sont employés (28 %) ou ouvriers (23 %). – 11 % ont au moins un de leurs parents dans les professions intermédiaires et 7 % ont des parents cadres ou professions intellectuelles supérieures. – une part non négligeable travaille toutefois à temps partiel ou avec des contrats précaires (CDD, intérim / « en alternance », auto entrepreneur / « a son compte ») ; – les jeunes femmes relatent enfin des trajectoires professionnelles parentales marquées par de nombreuses bifurcations et une dégradation progressive des emplois occupés. Enfin, soulignons que 13 jeunes femmes n'ont pas été en mesure de situer la profession de leurs parents (ni même d'être claires sur leur statut : en emploi, en recherche d'emploi ou sans emploi).											
Niveau scolaire	Parmi les jeunes femmes ayant répondu aux entretiens individuels, près d'un quart suivent encore des études (23 %), 14% sont inscrites dans le dispositif de la garantie jeunes, 27 % ont un niveau BEP-CAP ou obtenu ce diplôme, 14% ont un niveau bac et autant ont un niveau bac + 2, enfin seules 4 jeunes femmes ont poursuivi des études au-delà de la licence.											
Permis de conduire	Parmi les 66 jeunes femmes ayant répondu aux entretiens individuels (dont 24 sont mineures), seules 14 ont le permis de conduire.											

TABEAU 2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES PRINCIPALES JEUNES FEMMES CITÉES DANS LE RAPPORT

Pseudo	Âge	Activité principale de l'enquête	Profession des parents et/ou beaux parents	Fratrie	Lieu de vie	Permis de conduire
Aaliyah	16 ans	Lycéenne, seconde générale ES	Mère : ne travaille pas ; père : NC	2 frères (20 et 15 ans) et 1 sœur (18 ans)	internat 45 min en bus ou en voiture et sinon chez ses parents	pas de permis
Adèle	19 ans	CAP petite enfance	Mère : en recherche d'emploi dans le secteur de l'aide à la personne ; père : NC	x	Chez ses parents	pas de permis
Agnès	28 ans	Auxiliaire de vie à domicile	NC a grandi avec sa grand-mère	x	Seule dans un appartement social	permis de conduire
Alex*	18 ans	Lycéenne, première ES	Mère : élue au conseil municipal ; père : dentiste	x		A commencé la conduite accompagnée mais a abandonné
Alexandra	24 ans	Garantie jeunes	Mère : auxiliaire de vie ; père : éboueur	x	Habite depuis 2 ans dans la famille de son copain	pas de permis
Aline	23 ans	Aide-soignante	Mère : famille d'accueil père : carrossier au chômage	x	Avec son copain dans un appartement au RDC d'une maison	permis de conduire
Alisson	25 ans	Chargée de développement dans un espace de coworking. Vient d'obtenir un permis vacances-travail en Nouvelle-Zélande	Mère : employée ; père : décédé	3 sœurs : 2 plus âgées et 1 plus jeune	Revenue vivre chez ses parents après avoir vécu seule dans une maison quand elle avait un travail	permis de conduire
Anais	25 ans	Comptable	Mère : auxiliaire de vie à l'EHPAD, père : chauffeur	2 sœurs (21 et 16 ans)	Appartement en ville en semaine et dans son village le week-end	permis de conduire
Andréa	18 ans	CAP accompagnement éducatif petite enfance	Mère : employée municipale ; père : technicien informatique	1 frère 14 ans	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Angélique	18 ans	ATSEM contractuelle	Mère : au foyer (a travaillé au fast-food et en boulangerie) ; père : ouvrier en intérim	5 frères et sœurs	Chez sa grande sœur depuis 1 an, avant habitait chez ses parents	pas de permis, a passé son code et raté son permis 1 fois
Annabelle	19 ans	Esthéticienne	Mère : employée ; père : éducateur spécialisé	2 sœurs	Habite chez ses parents	pas de permis

Anne	17 ans	Vendeuse en épicerie locale, prépare un bac pro STMG à distance	Mère : technicienne de laboratoire ; père : producteur laitier ; beau-père : éleveur	une sœur 15 ans, 3 demi-frères et sœurs: (10 ans ; 7 ans ; 4 ans).	Habite chez sa grand-mère et rentre chez sa mère parfois	pas de permis
Aria	18 ans	École de la 2 ^e chance, vient de décrocher un emploi avec les handicapés	Père : invalide ancien fondeur ; mère : sans emploi, fait parfois des ménages (mais n'a plus de contact)	x	Habite seule dans un HLM	pas de permis
Briana	19 ans	Lycéenne, terminale pro - accompagnement éducatif petite enfance	Mère : aide-puéricultrice en PMI ; père : fonctionnaire	Un grand frère	Internat et sinon chez ses parents	
Camille	19 ans	BTS commerce	Mère : employée communale ; père : chauffeur poids lourd	Une petite sœur	En appartement dans une cité étudiante. Habite avec son copain.	permis de conduire
Carine	16 ans	CAP commercialisation et services en hôtel-restaurant	Mère : gardienne de collège ; père : nc	x	Chez sa mère	pas de permis
Cathy	14 ans	Collégienne – 3e	Mère aide-soignante hôpital ; père: directeur de chantier	x	Chez sa mère	pas de permis
Cécile	25 ans	Étudiante en master RH	Mère : gère la cantine scolaire de l'école élémentaire du village; père : tourneur-fraiseur	Fille unique.	En appartement mais rentre tous les week-ends chez ses parents.	permis de conduire
Charlize	14 ans	Collégienne - 3e	Mère : guide de site culturel ; père : cantonnier	Un frère	N'a jamais déménagé	pas de permis
Chloé	21 ans	Sans emploi	Mère : vendeuse en électronique ; père : mécanicien	Une grande sœur (24 ans), une petite sœur (12 ans).	N'a jamais déménagé	permis de conduire
Cindy	25 ans	Sans emploi, ouvrière à l'usine en intérim	Mère : ouvrière dans une usine d'emballage ; père : NC	Une grande sœur (34 ans) 1grand frère 32 ans et une sœur jumelle	N'a jamais déménagé	permis de conduire
Clara	21 ans	Licence 2 maths pour entrer en ESPE, animatrice	Mère : employée au supermarché ; père : maçon en arrêt invalidité	1 sœur de 17 ans	Chez sa mère avec sa sœur	permis de conduire
Clémence	18 ans	Lycéenne pro - métiers de la montagne	Mère : coiffeuse ; père : peintre en bâtiment	1 grand frère	Chez ses parents	pas de permis

LES « FILLES DU COIN »
ENQUETE SUR LES JEUNES FEMMES EN MILIEU RURAL

Cléa	13 ans	Collégienne - 4e	Mère : caissière en grande surface ; père : agent immobilier, président du club de foot	2 sœurs	Chez sa mère	pas de permis
Cléo	21 ans	Formation élevage canin	Mère : sans emploi ; père : éleveur canin	x	Chez ses parents	pas de permis
Constance	15 ans	Lycée agricole	Mère : professeure des écoles ; père : apiculteur	x	Internat.et chez ses parents	pas de permis
Coralie	28 ans	Employée supérette, prépare un CAP de boucherie, mère d'un enfant	Mère : ADMR ; père retraité, ancien placier à la mairie et pompier.	2 sœurs aînées	Vit seule avec sa fille de 7 ans. Garde partagée	pas de permis
Doriane	17 ans	Lycéenne en terminale pro	Parents : agriculteurs "petite exploitation familiale"	1 sœur	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Elia	18 ans	Garantie jeunes	Mère : handicapée, tire les cartes ; père : handicapé, loue des sonos pour les fêtes locales	3 sœurs	Chez ses parents	pas de permis
Élodie	21 ans	BTS tourisme ; animatrice au CLSH pendant les vacances	Mère : travaille au centre de loisirs ; père : carrossier	1 sœur (16 ans)	Chez ses grands parents en semaine et chez ses parents le week-end	permis de conduire
Emeline	18 ans	Service civique en école primaire	Mère : sophrologue ; père : poseur-mètreur	1 demi frère et 1 demi sœur	Chez sa mère	pas de permis
Émilie	25 ans	Aide à la personne à domicile	mère : nc ; père décédé ancien videur de boîte de nuit.	1 sœur, 1 frère	Avec son copain en appartement	permis de conduire
Flavie	23	Auxiliaire puériculture	Mère : assistante sociale ; père : pompier	4 frères et sœurs	Chez ses parents	permis de conduire
Fleur	16 ans	Lycéenne (seconde)	Mère : secrétaire vétérinaire ; père : vétérinaire	1 sœur	Chez ses parents	pas de permis
Géraldine	21	Étudiante en licence d'histoire	Mère : assistante sociale ; père : pompier	4 frères et sœurs	Chez ses parents	permis de conduire
Gwenaëlle	19 ans	Étudiante en BTS ; animatrice en colonie de vacances	Mère : secrétaire du garage où son père est garagiste	1 frère	Chez ses parents	pas de permis
Héloïse	23 ans	Sans emploi	Mère : au foyer ; père : nc	1 sœur	Avec son copain en appartement	pas de permis
Isabelle	25 ans	BTS comptabilité en alternance	Mère : assistante maternelle ; père : sans emploi	1 frère et 1 sœur	Chez sa mère	pas de permis
Jade	23 ans	Crêpière depuis 1 an	Mère : décédée ; père est agriculteur exploitant	1 frère	Habite dans la maison familiale	permis de conduire

Jeanne	19 ans	Lycéenne - terminale ES	Mère : vendeuse engins agricoles ; père : policier	1 frère et 1 sœur	Chez ses parents	pas de permis
Jennifer	16 ans	Lycéenne - première S	Mère : assistante familiale, père retraité.	1 frère et 1 sœur	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Jenny	18 ans	CAP vente MFR	Mère : sans emploi ; père : sans emploi	1 frère	Internat et sinon chez sa mère	pas de permis
Julie	17 ans	Lycée pro	Mère : ouvrière à l'usine ; père : ouvrier à l'usine	1 grande sœur	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Katarina	20 ans	Sans emploi (souhaite percer dans le mannequinat ou la musique)	Mère : assistante maternelle ; beau-père : EDF	x	Chez ses parents	pas de permis
Laure	27 ans	En congé parental (ouvrière en CDI dans une usine d'agroalimentaire)	Mère : ouvrière à l'usine ; père : maçon	x	Habite seule avec ses 4 enfants	pas de permis
Layana	14 ans	collégienne - 3e	Mère : comptable ; père : mécanicien (n'a plus de contact)	2 demi-sœurs	Chez sa mère	pas de permis
Léane	14 ans	collégienne - 3e	Mère : vendeuse d'engins agricoles ; père : policier	1 sœur, 1 frère	Chez ses parents	pas de permis
Lena	14 ans	collégienne - 4e	Mère : taxi ; père : comité des pêches, président de la société de chasse	2 grands frères	Chez ses parents	pas de permis
Léonie	17 ans	BTS assistante de gestion	Mère : ADMR ; père : agent de sécurité	1 grand frère, 1 grande sœur	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Lilou	14 ans	Collégienne (en troisième)	Mère : caissière ; père : pompier	1 petit frère	Chez ses parents	pas de permis
Lina	14 ans	Collégienne (en quatrième)	Mère : tient le centre de vacances ; père : marin pêcheur	1 petit frère	Chez ses parents	pas de permis
Lisa	24 ans	Employée en caisse et mise en rayon supermarché, en formation aide comptable	Mère : caissière ; père : tourneur fraiseur	1 frère	Cité U pendant sa formation d'aide-comptable	pas de permis
Lizéa	16 ans	Lycéenne	Mère : animatrice socioculturelle ; père : peintre (arts)	1 grande sœur	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Lola	23 ans	Assistante d'éducation ; animatrice	Mère : ancienne professeure des écoles, assistante maternelle ; père : professeur des écoles	1 sœur et 1 frère plus jeunes	Chez ses parents	permis de conduire

LES « FILLES DU COIN »
ENQUETE SUR LES JEUNES FEMMES EN MILIEU RURAL

Lorie	20 ans	Garantie jeunes	Mère : retraitée concierge ; père décédé (ancien maçon)	x	Habite seule dans un HLM après avoir vécu chez les parents de son copain	pas de permis
Lou	15 ans	Collégienne (en troisième)	Mère : sans emploi ; père : serrurier	1 sœur (8 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Ludivine	15 ans	Collégienne (en troisième)	Mère : factrice, père ancien pompier	1 frère (16 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Maé	16 ans	Lycéenne seconde pro (service à la personne et aux territoires)	Mère : auxiliaire de vie ; père : sans emploi	1 sœur (15 ans)	Chez sa mère	pas de permis
Maelenn	17 ans	Lycéenne bac pro	Mère : ouvrière à l'usine ; père : ouvrier à l'usine	1 sœur (11 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Maëlle	23 ans	Aide-soignante en EHPAD	Mère : assistante maternelle ; père : NC	1 frère (20 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Margaux	17 ans	lycéenne - première S	Mère : auxiliaire de vie (bac pro service à la personne), père paysagiste.	1 frère (20 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Margot	19 ans	Sans emploi	Mère : handicapée sans emploi ; beau-père : décédé, marin pêcheur	1 frère 30 ans	Avec sa mère et son frère	permis de conduire
Marie	28 ans	Animatrice BPJEPS	Mère : décédée était mère au foyer ; père : technicien retraité	x	Avec son copain	pas de permis
Mathilde	28 ans	Garde d'enfants à domicile	Mère : assistante maternelle ; père : perceuteur	2 sœurs (41 et 28 ans) et 2 frères (34 et 29 ans)	Seule dans un appartement	permis de conduire
Maud	18 ans	Employée au fast-food	Mère : ATSEM ; père : bureau d'études environnement	x	Seule dans un studio	pas de permis
Maurine	14 ans	Collégienne - 4e	Mère : caissière ; père : agriculteur	1 sœur	Chez ses parents	pas de permis
Mélanie	24 ans	"Femme au foyer" mère de 2 enfants âgés de 4 et 1 an	Mère : infirmière ; père : sans emploi - pension d'invalidité	1 grande sœur	avec ses enfants et son conjoint	permis de conduire
Mélina	15 ans	Lycéenne	Mère : AVS ; père : "dans les travaux publics"	1 petite sœur (10 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Mélodie	19 ans	Animatrice petite enfance vacataire	Mère : fait des ménages ; père : ouvrier à l'usine	x	Chez ses parents	pas de permis
Mila	20 ans	Garantie jeunes	Mère : ouvrière à l'usine de camions ; père : ouvrier à l'usine d'emballage	x	Chez ses parents	pas de permis
Nelya	19 ans	BTS commerce	Mère : secrétaire civile dans l'armée ; père : *dans	1 frère (17 ans) et 1 sœur (11	Chez ses parents	permis de

			l'informatique*	ans)		conduire
Noa*	17 ans	Lycéen, première ES	Mère : sans emploi ; père : en formation éducateur	1 frère, 1 sœur	Chez ses parents	pas de permis
Océane	19 ans	Lycéenne, première pro de gestion administrative	Mère : "patronne" du bar de la petite ville ; père : ouvrier dans la plus grosse usine locale	2 sœurs (26, 23)	Chez ses parents	pas de permis
Pauline	23 ans	Surveillante dans deux collèges	Mère : agricultrice ; père : agriculteur	2 petites sœurs	Internat et sinon chez ses parents	permis de conduire
Prune	15 ans	Lycéenne	Mère : peintre en bâtiment ; père : plombier	1 frère (14 ans)	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Raphaëlle	15 ans	Collégienne - 3e	Mère : médecin ; père : "tient" un gîte	1 sœur (8 ans)	Chez ses parents	pas de permis
Rose	16 ans	Lycéenne	Mère : secrétaire médicale ; père : vétérinaire	x	Chez ses parents	pas de permis
Roxane	21 ans	Sans emploi, "mère au foyer" (1 enfant)	Mère : fait des massages ; père : serrurier	1 frère 22 ans)	Vit avec son conjoint et son fils d'1 an	pas de permis
Sandra	18 ans	Garantie jeunes	Mère : travaille dans le secteur de la cuisine et père sans activité	x	Chez sa mère	pas de permis
Sophie	20 ans et demi	Garantie jeunes ; mère de 2 enfants (4 et 2 ans placées en foyer ASE)	Mère : nettoyage chez les gens ; père (dont elle n'a plus de nouvelles) : livreur en intérim	x	Vit chez les parents de son copain	pas de permis
Stéphanie	22 ans	Peintre en bâtiment	x	x	Habite seule en appartement	permis de conduire
Téa	17 ans	Lycéenne en terminale	x	x	x	pas de permis
Thallia	18 ans	Lycéenne en terminale S	Mère : kinésithérapeute ; père : chauffagiste	1 frère (15 ans)	Internat et sinon chez ses parents	pas de permis
Tiphaine	19 ans	Garantie jeunes	Mère : aide ménagère en EHPAD. Père maçon en déplacement. Beau père au chômage	x	Vit avec sa mère et sa sœur	pas de permis
Valériane	26 ans	Patronne d'un bar	Mère : ingénieure de formation, maire de village ; père : éleveur	x	Habite seule	permis de conduire

II. Territoire et familles

Cette enquête a pour ambition de s'inscrire dans la poursuite de travaux antérieurs sur les jeunes ruraux (Coquard, 2016a ; Lambert, Roudet, 1995 ; Renahy, 2010), et met en évidence que grandir en milieu rural prend des tonalités très diverses en particulier pour les jeunes femmes. En effet, selon les caractéristiques des territoires qu'elles habitent (petite ville, village ou hameau, touristique ou industriel, en perte de population ou en renouveau...), selon le parcours résidentiel de leur famille – que leurs proches soient sur place depuis plusieurs générations, ou qu'elle ou leurs parents aient habité différentes régions ou même différents endroits dans le même département, dans la même communauté de communes –, ou encore selon la notoriété de leur famille – qu'elles soient fille du/de la maire, du président du club de foot local, sœur d'untel ou d'une telle ou fille d'une mère seule et isolée –, l'expérience de la ruralité à l'adolescence et à l'entrée dans l'âge adulte ne revêt pas les mêmes enjeux. Pour autant, derrière cette « ruralité » force est de constater qu'elles décrivent des territoires et des conditions de vie fortement différents : dimension montagnarde en Chartreuse, littorale à Crozon avec une forte tension touristique dans les deux territoires, dimension campagnarde et ouvrière en Pays de Gâtine et dans l'Aulne maritime, ou encore poids de la désindustrialisation dans les Ardennes (voir la description de la décomposition industrielle de Nouzonville dans Pinçon et Pinçon-Charlot, 2014)

1. Construction subjective de la ruralité et de ses caractéristiques

Les jeunes femmes rencontrées recourent souvent aux mêmes premiers éléments pour décrire leur territoire : le vide (« c'est mort », « y a rien »), le faible nombre de jeunes de leur âge (« y a beaucoup de personnes âgées quand même » « ici y a personne... y a pas de jeunes »), le manque de commerces, de lieux de loisirs et d'infrastructures diverses (« on a vite fait le tour »), la petitesse des communes (« c'est des petits trucs : on a des petits magasins, on a des petits collèges, même pas de lycée, petit village »), la rareté des transports et l'éloignement des villes (c'est « paumé »). Elles parlent aussi du calme, de l'importance du cadre naturel (« tu cherches l'endroit le plus vert de toute la carte ! ») et la visibilité de l'agriculture (« y a que des champs » ; « y a des vaches ») qui résonne en quelque sorte avec la nature.

Ces descriptions piochent largement dans les stéréotypes communs sur les manques et les besoins non pourvus associés à la campagne en opposition à la ville, mais aussi dans l'imaginaire de la jeunesse et son intérêt supposé pour la ville et l'urbanité montré dans la très grande majorité des représentations de la jeunesse dans les films, les publicités ou encore les clips de musique et les Youtubeurs. Pourtant, si c'est bien le partage de ces caractéristiques stéréotypées qui fait dire à ces jeunes femmes qu'elles habitent à la campagne, la description plus précise de leurs expériences dans les territoires qu'elles habitent trahit de fortes différences (en termes de bâti, de population, de nombre de jeunes, de composition sociale, d'infrastructures, de loisirs, de transports, de paysage, etc.), démontrant combien ce « rien » recouvre en réalité des situations différentes d'un territoire à l'autre et masque la diversité d'expériences de vie dans des milieux ruraux. Dans les Ardennes comme en Pays de Gâtine, ce « rien » est caractérisé par l'absence d'emploi (pour elles et leurs parents) ou encore par

l'absence d'infrastructures publiques (pour les jeunes et le reste de la population) et l'éloignement des métropoles dynamiques pourvues d'universités ou de formations professionnelles « de qualité ». En Chartreuse ou en Presqu'île, ce « rien » renvoie plutôt à la composition de la population (avec un ratio jeunes/vieux d'après les jeunes femmes en faveur de ces derniers), à l'absence d'activités pour les jeunes, ou encore à l'éloignement des services publics et surtout à l'absence de transports en commun vers les métropoles les plus proches (comme entre les villages et les petites villes).

La « campagne », une acception variable

« On est entourées par des vaches. Derrière, c'est la forêt. En face, on a une seule maison. »
[Entretien avec Flavie et Géraldine, sœurs, 23 et 21 ans, respectivement auxiliaire de puériculture et étudiante en licence d'histoire]

La majorité des jeunes femmes rencontrées habitent des petits villages, des hameaux voire des maisons isolées, les autres habitent ce qu'elles nomment des « petites villes » ou des « gros villages » un « bourg » où il n'y a pas de lycée ni franchement de transports publics, ni de « trucs à faire quand on est jeune ».

Comme Margot, quelques jeunes femmes habitent dans les hameaux ou des maisons reculées et dispersées sur le territoire. Margot 19 ans (mère : handicapée sans emploi ; beau-père : décédé, ancien marin pêcheur) est arrivée à l'âge de 5 ans dans la communauté de communes où nous la rencontrons. Comme d'autres jeunes femmes ayant des conditions de vie précaires, elle a déménagé à plusieurs reprises à la fin d'un bail ou parce que l'appartement ou la maison était « trop mal chauffé », à chaque fois dans des hameaux ou des maisons isolées. Quand elle parle de ses années d'enfance, elle raconte : « J'habitais à la campagne, mais vraiment dans la campagne. [...] la campagne très éloignée ». À l'adolescence elle déménage avec sa mère, handicapée, et se rapproche un peu du bourg. Elle y habite toujours au moment de l'entretien, car comme elle l'explique « à 19 ans, sans travail... être dans un village ça permet d'être moins coupé du monde malgré tout ! Le calme c'est bien, mais c'est loin ». Les rivalités et tensions que décrivent les jeunes révèlent des logiques de distinction par oppositions subjectives entre celles qui habitent le bourg et celles qui habitent « loin » dans les hameaux ou des endroits plus reculés. Les entretiens en groupe ont été l'occasion de saisir l'importance d'identifier qu'« il y a toujours plus rural que soi... », comme le lance Marjolaine, âgée d'une quinzaine d'années à deux autres lycéennes qui décrivent le village de moins de trois cents habitants dans lequel elles habitent « avec ses champs et ses vaches » : « Mais vous êtes tellement le stéréotype né de la campagne ! [Rires] » Marjolaine, elle, habite dans une petite ville de 2 000 habitants, plus bas dans la plaine et rejoue la distinction entre le bourg et les hameaux (Bourdieu, 1962) à partir d'une opposition entre la campagne isolée et la petite ville qui représente la civilisation. Dans son discours, Marjolaine met en évidence combien le milieu rural ne peut être associé uniquement au monde paysan. Cette opposition subjective participe à distinguer les jeunes ruraux entre eux et contribue à produire des classements et déclassés d'une partie de la jeunesse caricaturés à travers les figures du « bouseux » ou des « ploucs ». Les types de résidences (habiter ou non en appartement), l'espacement des habitations (habiter ou non à avec un voisinage à proximité) et des villes alentours, ou encore la proximité avec la nature, l'agriculture ou l'élevage sont autant d'indicateurs qui servent à qualifier son lieu d'habitation et à disqualifier les autres, à distinguer en somme les bourgs des « campagnes ».

Thallia, 18 ans (mère : kinésithérapeute ; père : chauffagiste) est en internat au lycée d'une grande ville en semaine, dans lequel elle est « surveillante-élève », position qui lui permet une prise en charge de

tous ses frais de scolarité et d'hébergement. Le week-end elle rentre « chez elle » au domicile familial situé côté plage d'un « village de 2 000 habitants » en Presqu'île :

« C'est vachement divisé en deux parties : y a d'abord le côté un peu de la plage et tout ça avec le bourg, et après de l'autre côté c'est tout [sic.] les campagnes et tout. [...] On est que 2 200 habitants, je crois, mais c'est très étendu. Y en a beaucoup qui habitent à côté du bourg et route de la plage, mais sinon, dans les champs, ben, on voit bien là y a... genre trois-quatre maisons par petit village, donc, du coup, après, dans les terres, c'est très, très étalé [...] certains sont très isolés. » [Thallia, 18 ans, lycéenne en terminale S.]

L'éclatement ou l'isolement auquel fait référence Thallia est d'abord géographique : il s'agit d'habitations situées à quelques centaines de mètres, voire kilomètres, des premiers hameaux ou premiers villages, qui ne sont pas sur le trajet des cars ou bus locaux. Vivre « dans les terres [...] très très étalées » correspond aussi des situations sociales contrastées : des familles précaires éloignées des bourgs et des villages (« Ceux qui habitent dans les maisons au bout par là l'elle montre du doigt une route, on sait pas trop qui c'est... ils viennent jamais à rien », comme le dira Thallia), aux familles de notables dont l'isolement est très relatif tant elles sont investies localement. Au-delà, le sentiment d'isolement dont parlent plusieurs jeunes femmes se rapporte à la présence ou à l'absence d'autres jeunes de leur génération à proximité (c'est-à-dire chez qui elles peuvent se rendre, à pied).

Vivant en Presqu'île avec une mère handicapée qui n'a jamais travaillé, et un père marin-pêcheur ayant perdu son emploi et depuis décédé, Margot a habité dans « des maisons ou des appartements, toujours à l'écart... au bout d'une route ». Ses parents, disposant de très peu de capitaux économiques (ses parents vivent essentiellement des prestations sociales) et culturels, ne sont pas inscrits dans des réseaux de sociabilités locaux, bien que, depuis la mort de son père, sa mère et Margot soient bénévoles au Secours populaire. À l'école primaire, Margot était moquée par les enfants du bourg : « déjà, je venais de la campagne, donc déjà ça allait pas. [...] Ouais, puisque ceux qui sont à la campagne, ils sont sales, ils puent... » À travers ces paroles, on comprend que le lieu d'habitation, le type d'habitation et la pauvreté de sa famille participent à son exclusion. Dans un territoire marqué par l'attraction touristique autour de la mer, le fait de vivre en campagne est moqué par les autres, faisant apparaître l'opposition entre littoral et intérieur. Des jeunes femmes ayant fréquenté la même école que Margot, rencontrées au gré de l'enquête parleront d'ailleurs des « autres », « de ceux qui sont des campagnes », qu'elles décrivent par des traits de comportements qui leur seraient spécifiques, par des traits de caractères et de manières d'être (*habitus*) particuliers, à l'image du paysan béarnais étudié par Bourdieu dans les années 1960 (Bourdieu, 1962). Autant de critères comme l'allure ou l'apparence (*hexis*) qui les distingueraient de ceux des bourgs.

Cette tension entre campagnes et bourgs se retrouve dans les récits des jeunes femmes des quatre territoires, même si cela prend des formes différentes. Parmi celles qui vivent « au milieu de rien », l'opposition entre bourgs et campagnes semble plus nuancée en Chartreuse. Ainsi, d'après Olivia, 15 ans qui habite avec ses deux parents dans un hameau (père chauffeur routier, mère qui travaille avec des personnes âgées), vivre à la « montagne », même isolée, est valorisé. C'est ce qui fonde l'identité de leur territoire : la rareté des paysages et des massifs montagneux est pour elles source de fierté. Le hameau d'Olivia est ainsi « entouré de montagnes », avec « les cascades d'un côté » et « une grande forêt avec des pentes » de l'autre. Ce que soulignera également Doriane 17 ans, fille d'agriculteurs qui habite un endroit « hyper isolé », « un mini hameau à nous », où l'on a « une belle vue sur les montagnes et sur la chartreuse ». L'image du patrimoine naturel et sa spécificité deviennent une plus-value qui participe à

décrire positivement son environnement. Mais on le verra, cette hiérarchisation entre des lieux où l'on peut habiter avec fierté et des lieux où on se fait étiqueter n'est pas sans lien avec les rapports de pouvoirs à l'œuvre chez les adultes et que l'on retrouve chez les jeunes.

Avoir des voisins ou pas : l'expression de l'isolement

« Ici tu cherches des gens... tu cherches longtemps. Tout est plus long, plus compliqué, car t'es loin et t'es isolée. Ici, est pas trop l'image de la jeunesse d'aujourd'hui... »

– Oui et quand t'arrives tu penses pas qu'il va y avoir des jeunes, même vous avec votre enquête vous ne pensiez pas trouver des filles pour participer je suis sûre ! La campagne, ça fait vieux (rires). » [Maurine et Charlize, 14 ans, collégiennes.]

C'est à partir de cet échange que nous avons entamé l'entretien avec Maurine et Charlize. Elles habitent toutes les deux dans le Pays de Gâtine « depuis toujours », même si elles ont déjà déménagé, mais jamais très loin, en raison des contraintes professionnelles de leurs parents et des habitations qui ne se sont pas toujours révélées satisfaisantes. Elles se connaissent et sont copines depuis plusieurs années. Avant même d'avoir commencé concrètement l'entretien, elles décrivent leur territoire et font part des représentations de la campagne avec lesquelles elles doivent faire au quotidien. Comme d'autres filles rencontrées, elles insistent sur le fait que la campagne n'est pas un territoire pour les jeunes, mais plutôt pour les personnes âgées en raison du calme qui la caractérise. Elles nous interpellent tout en rigolant et en soulignant qu'elles font partie d'une « espèce en voie de disparition » pour reprendre les mots de Charlize, moins en tant que femmes qu'en tant que jeunes. Une fois passé l'étape de la description des paysages et de la nature, l'expérience de ces jeunes femmes est marquée en effet par le manque de commerces, d'infrastructures, d'institutions, de transports, et plus largement de services publics, mais aussi de voisins. Une différence qu'elles ressentent fortement par rapport aux jeunes grandissant « dans des plus grands villages », « avec plus de moyens ». Bien que ne vivant pas dans le même territoire, Clémence, 18 ans, en formation aux « métiers de la montagne » en alternance (mère : coiffeuse ; père : peintre en bâtiment) qui habite dans un hameau de quelques maisons dans le massif de la Chartreuse fera une description assez similaire : « Ils sortent de chez eux ils ont une boulangerie, un Spar [superette] un machin, un truc. Toi, tu sors de chez toi, t'as, t'as des vaches, des moutons, des chèvres. »

▪ **Des lieux abandonnés qui renforcent le « rien »**

Les quatre territoires se caractérisent par des lieux abandonnés, parfois investis par les jeunes pour y faire des fêtes ou s'y retrouver à l'abri du regard des adultes. Si ces espaces vides qui symbolisent le « rien » sont évoqués par les jeunes femmes dans chacun de ces territoires, ils ne renvoient pas aux mêmes réalités sociales. Dans les Ardennes et les Deux-Sèvres comme dans l'Aulne maritime, les « appartements et maisons vides », les usines et garages « abandonnés » renvoient à l'émigration d'une partie de la population en l'absence de perspective d'emploi, en particulier pour les jeunes et leurs parents⁸. En Presqu'île et en Chartreuse, deux territoires touristiques, le vide évoque avant tout les résidences secondaires comme le résume Clémence : « Il y a beaucoup de maisons secondaires,

⁸ À titre indicatif, Revin, situé sur la communauté de communes Ardennes-Rives de Meuse, compte près de 6 400 habitants au recensement de 2016 contre 8 100 vingt ans plus tôt (2006) tandis que Camaret, situé sur la communauté de communes de Crozon-Aulne maritime, n'a quasiment pas vu sa population évoluer (autour de 2 600 habitants) durant la même période.

l'hiver on n'est vraiment pas beaucoup ». Dans son hameau, elle compte dix personnes vivant à l'année (un homme seul et deux autres couples) et une seule voisine de son âge : « Moi je vois personne ici. À la limite des Belges de temps en temps, mais que l'hiver pour le ski. ».

La difficulté ou l'absence de relations intragénérationnelles en raison du faible nombre de personnes du même âge, participe à la définition du « rien » dont parlent nombre de filles rencontrées. Certaines n'ont aucun ou de rares voisins de leur âge. Reprenant les termes des sociabilités urbaines, Clara 21 ans étudiante en licence de maths et animatrice petite enfance dans la seule structure de loisirs locale résume : « On est les seuls dans le quartier. » Ce « quartier » dont elle parle, ce sont les alentours de l'ancien corps de ferme dans lequel elle a grandi, situé dans un hameau de quelques maisons. Quand elle était petite, son plus proche voisin était un paysan célibataire et sans enfant, décédé depuis. Il n'y avait donc « pas d'enfant avec qui jouer ». Quand d'autres paysans ont racheté la ferme d'à côté, ils avaient des enfants, mais plus âgés (« 5/10 ans de plus »). Enfin, quand sa mère a « pris des locataires », leurs enfants étaient cette fois trop jeunes pour jouer avec Clara. La grande majorité des jeunes femmes rencontrées insistent sur l'éloignement des jeunes de leur âge et en particulier de leurs amis : la scolarisation au lycée ou en centre de formation d'apprentis/maison familiale rurale (CFA/MFR) leur a permis d'ouvrir géographiquement leurs réseaux d'amitié, bien qu'elles n'aient pas les moyens de les faire vivre, notamment le week-end, excepté *via* les réseaux sociaux ou les fêtes épisodiques. Cela s'explique en partie par l'âge des enquêtées (une partie est mineure) : au regard des coûts liés au permis de conduire et à l'acquisition d'une voiture et aux rapports de genre qui y sont associés, elles sont peu nombreuses à pouvoir conduire (14 sur 66 enquêtées individuellement).

Avoir des voisins ou pas fait une vraie différence dans la perception de la ruralité et dans la description du territoire de résidence pour les jeunes femmes rencontrées. Cela marque en creux l'importance du voisinage local dans la construction d'une identité sociale et comment ce voisinage – par le capital d'autochtonie⁹ qu'il permet d'acquérir – participe aux sociabilités locales. « Les voisins, ça compte » disent nombre d'enquêtées lors d'entretiens collectifs, mais des voisins jeunes surtout : « avoir des jeunes, d'autres jeunes qui habitent pas loin c'est important, en fait, quand t'es jeune ». Et l'on verra dans cette recherche en quoi, à partir du capital d'autochtonie c'est-à-dire de la capacité des classes populaires à avoir prise sur leur espace de résidence à partir de leur implication dans les sociabilités (Siblot *et al.*, 2015), ce voisinage peut constituer une ressource importante pour les jeunes femmes. C'est le cas de Constance 15 ans (mère : professeure des écoles ; père : apiculteur) scolarisée en lycée agricole à Chambéry. En internat la semaine, elle retourne chez ses parents tous les week-ends dès le vendredi midi. Là elle habite dans un hameau qu'elle qualifie de « grand » au regard d'autres hameaux qu'elle connaît et qui comptent deux ou trois maisons, mais aussi parce que les habitations sont relativement proches les unes des autres.

« C'est un cirque de montagnes, c'est assez isolé quand même, l'hiver on est plutôt isolés alors que l'été il y a plutôt du tourisme. [...] C'est un petit hameau, on doit être une cinquantaine de personnes. En fait il est séparé en deux, il y a en bas et en haut, mais en tout on doit être 70-80 en haut, pas plus. Et puis il y a quelques familles, et puis après c'est plus des personnes seules ou des maisons secondaires. [...] Il y a cinq familles de jeunes. Moi j'en côtoie surtout deux. Parce qu'il y a beaucoup d'histoire, je pense, vu qu'on est très condensés, il y a quand même pas mal d'histoires de voisinage et un peu de

⁹ Rappelons que dans la poursuite des travaux de Michel Bozon et Jean-Claude Chamborredon, Jean Noël Retière a systématisé cette notion d'autochtonie au-delà du monde rural. Il montre alors que le capital d'autochtonie peut s'acquérir et que c'est avant tout l'implication dans les sociabilités locales qui est productrice de ressources symboliques (Retière, 2003).

clans. Ça peut paraître bizarre parce qu'on est que 70, mais il y a des clans totalement séparés entre plus on va dire les chauvins et les autres ! [...] On jouait beaucoup dehors notamment avec mes voisines. On était toujours dehors, et puis on était un bon petit groupe parce qu'avec les trois familles il y avait... moi je faisais partie des petites, mais il y avait quand même un bon petit groupe d'enfants, et du coup il y avait souvent des grands jeux de groupe. » [Constance, 15 ans, en lycée agricole.]

Depuis la séparation de ses parents, Anne, 17 ans, a pu mesurer cette différence dans la taille et l'organisation des hameaux en montagne. Son père agriculteur, « habite un tout petit hameau », sa mère, technicienne de laboratoire, s'est remariée avec un homme et réside depuis « dans un hameau un peu plus gros ».

« Quand j'étais chez ma mère il y avait plein de jeunes de mon âge, du coup quand j'étais petite on jouait, je m'ennuyais pas trop quoi. Après, chez mon père, il y a pas beaucoup de jeunes, du coup... Ça va moi, j'ai mes chevaux, je fais du cheval, et du coup, chez mon père, j'ai deux chevaux, beh, je pouvais quand même faire des trucs quoi, mais c'est plus calme [...]. On était plein quand j'étais petite. Il y avait trois garçons, des jeunes quoi, mais après voilà... Il y avait un autre voisin qui avait trois enfants, donc deux garçons et une fille. Il y avait plein de grands-parents, du coup pendant les vacances on était plein. On était une douzaine d'enfants quoi, du coup on faisait plein de trucs, c'était sympa. [...] Le soir en rentrant de l'école. On voulait tout le temps rentrer tôt du collège avec ma sœur quand on était au collège pour venir jouer et tout, enfin... [...] Parce que [chez son père] c'est vrai qu'il y avait pas beaucoup de... Ça va que moi j'ai une sœur, on s'entend bien et tout, mais ouais, c'est vrai qu'il y avait pas d'autres jeunes quoi, enfin, pas trop. » [Anne, 17 ans, vendeuse dans une épicerie locale.]

Les récits d'Anne ou de Constance montrent qu'aux réalités familiales internes (fratrie, cousins proches, affinités) s'ajoutent les logiques locales et les ententes ou les brouilles entre familles, qui construisent des environnements très différents. Ainsi, celles qui évoquent la trop faible représentation de jeunes de leur âge autour de leur lieu d'habitation soulignent en creux l'éloignement des amis d'école. Thallia qui habite un bourg de 2 000 habitants relie l'éloignement à la complexité des mobilités spatiales quotidiennes : il faut forcément prendre les transports pour aller voir ses amis. Or comme Thallia, nombre de jeunes femmes n'ont pas de moyen de transport autonome : « J'ai une amie, vraiment au milieu de champs, et la route autour elle fait comme ça pour sortir, vraiment un escargot, interminable, horrible ! Du coup, elle sortait pas souvent. » Point sur lequel la rejoint Clémence : « T'es dans ton village pour aller voir tes copains faut aller dans un autre village, du coup, tes parents, ils veulent pas forcément te laisser partir. »

L'éloignement des résidences familiales a des conséquences sur la constitution même des groupes d'amis, et renforce les tensions entre les jeunes ruraux des bourgs et les jeunes ruraux des champs en quelque sorte. Ceux en campagne sont toujours plus difficiles à rejoindre et à voir dans un contexte extra scolaire, faisant vaciller des amitiés naissantes. En effet, si dès l'école primaire ou au collège les jeunes femmes et les filles habitant le bourg peuvent se retrouver le soir à la descente du car scolaire, les autres n'ont pas forcément les moyens de les rejoindre « ça faisait qu'on était encore plus ensemble, on descendait au bourg... eux, il fallait trouver des parents qui les amènent ». Ils et elles ne venaient pas non plus au skatepark toujours situé dans la petite ville ou le plus gros bourg : « Ils venaient pas trop ce coin. Ils sont trop loin eux. » Les difficultés de mobilités entre les bourgs et leurs alentours hors des déplacements scolaires organisés participent largement à une coupure entre « ceux du bourg, et les autres... de la campagne », ce qui marque l'histoire et la composition des groupes d'amis :

« Du coup, ben, quand on était petits, en général, ben, les groupes ils se faisaient un peu par rapport à ça : parce que nos parents ils pouvaient pas forcément nous emmener, et du coup, ben, enfin, on a

pour deux heures à marcher, à traverser à pied quoi du coup... [...] Même pour eux, pour se voir entre eux, fallait qu'ils prennent la voiture. » [Thallia, 18 ans, lycéenne en terminale S.]

Cet isolement des amis, et surtout des jeunes du même âge, est toutefois essentiellement mis en évidence par les adolescentes (moins souvent des jeunes femmes plus âgées que nous avons rencontrées), qui sont confrontées aux difficultés de mobilité et au fait de devoir rendre des comptes à leurs parents quotidiennement. On le verra, cela participe aussi à la socialisation des femmes, au besoin d'assurer un tissu relationnel suffisamment élargi pour pouvoir avoir du soutien, c'est-à-dire d'entretenir leur capital d'autochtonie.

Le bourg, le village et les petites villes : centralités et rivalités

« Il y a plus de commerces, y a un collège, y a deux écoles. Et y a des immeubles. Mais y a quand même des champs et tout [...] C'est mi-campagne mi-ville. » [Cathy, 14 ans, collégienne.]

Dans notre enquête, un certain nombre de jeunes femmes habitent des villages de moins de 1000 habitants ou des villes de moins de 8 000 habitants. Elles insistent, elle, largement sur la présence de jeunes de leur âge dans le voisinage, chez qui elles peuvent se rendre à pied : « Je suis près de mes amis, je peux sortir, aller au collège à pied... pas besoin de prendre la voiture », précise Layana, 14 ans, collégienne, qui habite seule avec sa mère (comptable), son beau-père et les filles de celui-ci dans le centre de la ville principale (< 5000 habitants), une affirmation qui contraste fortement le quotidien de celles qui habitent les petits villages et hameaux situés à quelques kilomètres de là. Ces éléments servent à la construction de l'urbanité et de la ruralité, car si « le bourg n'est citadin que par opposition à ses hameaux paysans » (Bourdieu, 1962, p. 108), cela lui permet d'exercer une domination symbolique au détriment des hameaux, domination largement perceptible dans les propos des jeunes femmes rencontrées. La présence de commerces, d'écoles, parfois de collèges, de cafés et de lieux de restauration, mais aussi d'infrastructures de loisirs (skatepark) et de services publics (la poste, la mission locale ou pôle emploi, le centre social, etc.) vient conforter cette image dynamique. C'est ce que décrit Mathilde, 28 ans, garde d'enfant à domicile, qui réside dans une commune de près de 8 000 habitants et qui insiste sur les commerces de proximité (une supérette, un point presse, quatre magasins de vêtements « pour vieilles », un magasin de jouets qui vient de fermer et deux boulangeries dans le centre ville), qui sont aux antipodes des représentations du « rural » :

« Je peux tout faire à pied. À côté Groupama, boulangerie en face, banques à côté. 1,6 km du Leclerc en voiture. Le supermarché. Le parc pas loin, les écoles, la bibliothèque, le skatepark – j'y suis allée t'à l'heure... la gendarmerie. » [Mathilde, 28 ans, garde d'enfant à domicile.]

À l'inverse, à quelques dizaines de kilomètres de chez Mathilde vivent Julie et Maelenn (parents : ouvriers à l'usine) que nous rencontrons en même temps. Toutes les deux ont 17 ans, sont lycéennes et préparent un bac professionnel, elles vivent dans une petite ville de 4000 habitants située « au milieu... dans les terres [agricoles] » sur un axe routier reliant Quimper à Brest et comprenant une gare de TER. Dans la description de leur ville, elles insistent largement sur l'absence de commerces : « C'est une commune triste, ça bouge pas trop. [...] Enfin, à part le bar, il y a rien qui bouge quoi. Le dimanche, ça bouge pas. »

▪ *Représentations des risques urbains en villes rurales*

Indépendamment du nombre d'habitants qu'ils accueillent, ces lieux représentent une centralité locale dans les sociabilités juvéniles : parce qu'ils sont au carrefour des principales routes et sont rattachés à

l'image de la « ville », c'est là que se rassemblent les jeunes des environs. Dans leurs discours, on retrouve des éléments habituellement rencontrés pour décrire les éléments positifs (le dynamisme, la jeunesse, l'attractivité) et négatifs (l'anonymat, les dégradations et les violences urbaines...) des grands pôles urbains et métropoles. Une des manifestations de cette association à la ville, est la place prise localement par les discussions sur la présence des groupes de jeunes dans l'espace public : c'est là où il y a les établissements scolaires (jusqu'au collège, mais même après avoir quitté le collège, on se retrouve devant, autour), les arrêts de car, la gare SNCF (quand il y en a une), mais aussi les infrastructures de sports et de loisir (stades ou skateparks...). Cette visibilité des jeunes dans l'espace public, valorisée par les jeunes entre eux, est associée à un « problème » et fait l'objet de discussions entre jeunes et dans les familles.

Prenons l'exemple de la ville de C., très étendue qui compte moins de 8 000 habitants. Pour autant, par sa centralité géographique et administrative (c'est le chef-lieu de canton), elle est au carrefour de toutes les routes locales. Aussi pour les adolescentes n'habitant pas dans le bourg, C. représente la ville locale avec tous ses dangers. Celles qui habitent dans une commune plus petite n'aiment pas y aller, car ce serait là que traînent des « racailles qui se croient en cité ». C'est ce que nous expliquent quatre adolescentes, rencontrées au foyer des jeunes dans un village situé à une dizaine de kilomètres du bourg : « y a trop de monde là-bas » ; « j'aime pas trop les jeunes qu'y a » ; « y a plein de gens bizarres » ; « genre c'est à moitié des racailles » ; « rastakouères (rires) » ; « genre ils se prennent pour des gars de la cité enfin c'est pas du tout une cité à C. ». On comprend surtout que, dans la ville de C., elles connaissent moins de monde, « trop » de jeunes viennent les importuner : « Tu fais un pas, t'a plein de monde qui vient te voir. » On retrouve des propos similaires dans les entretiens menés dans les autres territoires, par exemple dans la ville de L. en Isère, 4 500 habitants, deux fois moins grande que la précédente, mais ville la plus peuplée de la communauté de communes. La question des jeunes dans l'espace public à L. est abordée par toutes les jeunes femmes rencontrées : les « bêtises » et « embrouilles » sont le premier sujet abordé.

« On sait déjà toutes les bêtises qui se passent.

– Quand y a des bagarres... quand les flics interviennent... puis les embrouilles au... au stade... un peu tout ça. Les accidents qui se passent à cause de ceux qui ont trop bu les trucs comme ça.

– C'est souvent ouais pour des clopes, ou celui qui a pas payé. » [Entretien collectif avec 4 jeunes femmes âgées de 15-16 ans.]

Ces « bêtises » elles les rapportent d'abord aux garçons (« les bagarres là entre garçons ») à laquelle elles accolent la vision stéréotypée et fantasmée de la « cité » et de la ville : « à L., c'est un peu des racailles y en a plein hein ! » ; « ils croient que c'est la cité de chez pas où heu (rires) », « la cité de la campagne (rires) » :

« L., en fait c'est... c'est les racailles.

– C'est ceux qui fument du shit, qui boivent.

– Ils dealent.

– Ouais c'est ça.

– Y a toujours la police avec eux [...] c'est la ZUP numéro deux quoi.

– Ouais c'est ça.

– La ZUP de campagne (rires). » [Entretien collectif avec 4 jeunes femmes âgées de 15-16 ans.]

Au cœur des récits des jeunes femmes, les jeunes hommes, figures emblématiques de la jeunesse visible dans l'espace public posent problème. Ils sont au cœur des discussions entre jeunes, entre les jeunes et leurs parents mais aussi entre adultes. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la manière

dont les jeunes femmes peuvent envisager d'aller dans ces lieux, d'y vivre, de s'y promener et qui participe à la limitation et au contrôle social de leurs déplacements, ainsi qu'au contrôle de leurs fréquentations. Les représentations médiatisées de la « racaille » et des « quartiers » dans les discours des enquêtées ne sont pas perçues comme différentes de ce qui se passe en ville. Entre ville et campagne, entre milieu urbain et milieu rural, on n'observe donc pas une différence de nature, mais plutôt de degrés, avec une violence et une présence des inconnus poussée à son paroxysme en ville.

▪ ***Des « querelles de clocher » aux « mentalités différentes » : rivalités entre bourgs et groupes de jeunes***

La présentation de l'enquête, de son objet et des lieux investigués a souvent été l'occasion pour les unes et les autres d'émettre un avis sur les jeunes que nous allions rencontrer ailleurs, faisant émerger au passage la persistance de « querelles de clocher » ou de « guerres locales » évoquées par les autres générations et qui se transmettent. En effet, même si une partie des jeunes femmes rencontrées en rit, ces tensions sont au cœur de leurs représentations du territoire, de leurs usages de celui-ci, ainsi que des réseaux de sociabilités qu'elles vont y développer.

Ces querelles opposent souvent deux bourgs en rivalité pour le statut de centralité locale et trouvent leur origine dans les tensions économiques et politiques, mais aussi sportives (avec le foot par exemple). Sur fond de savoir qui gardera le collège, qui conservera l'usine, la caserne de pompier ou encore des équipes de foot, s'établiront les hiérarchies et rapports de pouvoirs entre les bourgs et entre les habitants. À cela s'ajoutent les querelles des familles ayant une notoriété locale qui viennent parachever les tensions et contribuer à rappeler qui est « fréquentable » et qui ne l'est pas, qui est un « bouseux » ou une « racaille » et qui ne l'est pas, faisant ressortir des mentalités qui seraient différentes.

Dans les quatre territoires enquêtés, ces rivalités participent à la définition et à l'identité des bourgs, elles ont une influence également sur les mobilités et sur les réseaux de sociabilité. C'est ce qu'ont expliqué un groupe de jeunes femmes âgées de 15-16 ans rencontrées à E. en Chartreuse, à propos de jeunes habitant à L. : « En fait ils sont différents leur façon de vivre d'avec la nôtre, c'est pas pareil en fait. » Valériane, 26 ans, arrivée à l'adolescence dans le massif de la Chartreuse est « patronne » d'un bar local, ce qui lui confère une certaine expertise sur la situation. Pour rendre compte des tensions locales, elle explique que tout se base sur une question de « mentalités » différentes qui rejoint rapidement celle des réputations...

« Il y a le groupe d'E., ça c'étaient que des mecs quasiment, ou les meufs... c'étaient des meufs qui étaient là pour choper le gars. Enfin, ils avaient pas la même mentalité, les mecs d'E., c'est des chasseurs, ils étaient là, ils étaient chauds pour choper des filles, tu vois. Ceux de P. pas du tout, nous on était vraiment cools. » [Valériane, 26 ans, « patronne » d'un bar.]

Valériane poursuit en expliquant que si elle pouvait, aujourd'hui elle changerait ces « mentalités » qui, d'après elle, pèsent sur tous les jeunes.

« Ouais, leur ouverture d'esprit quoi. Ici ils en sont à détester les mecs d'E. qui les traitent de "Colièvres". Ils habitent à 7 km...
- Ça veut dire quoi « Colièvre » ?
- Je sais pas. J'ai jamais cherché à comprendre parce que moi je trouve que c'est débile, faut arrêter.
- Du coup il y a une rivalité entre les villages ?
- Elle est pas vraiment nommée, tu vois, mais il y en a certains, quand ils commencent à être raides, ça part vite dans les insultes comme ça. C'est un peu débile, mais bon...[...]. [Valériane, 26 ans, « patronne » d'un bar.]

Lors d'un entretien collectif, des filles résidant hors du bourg iront dans le même sens pour décrire « les jeunes » avec qui il « *ne faut pas trainer* » :

« Ben nous genre on traîne pas le soir jusqu'à 23 heures dans... dans... C. ni dans... K. eux ils font ça jusqu'à minuit, musique à fond. Nous déjà si on met la musique c'est la honte [...] Eux là-bas, ils ont pas de honte. » [Discussion avec trois jeunes femmes lors d'un retour en car scolaire, 13 avril 2018.]

Cette question des « mentalités » revient régulièrement dans les entretiens en particulier chez des jeunes femmes qui ont fait l'expérience de « bouger », de « partir » ou de déménager, l'expérience de l'altérité et le changement de points de vue sur un même territoire permettant plus aisément de s'autoriser à des comparaisons sur les « mentalités » qui seraient différentes. Dans les entretiens, on observe que la « mentalité » des unes et des autres sert avant tout à distinguer « les jeunes du cru », celles et ceux n'ayant pas les codes des cultures juvéniles, « les bouseux », bien qu'en réalité, il s'agisse rarement de jeunes issus du milieu paysan en tant que tel. Fille d'une mère qui travaille dans le secteur de la cuisine et d'un père sans activité, Sandra, 18 ans, a intégré le dispositif de la garantie jeunes depuis quelques semaines ; elle a déménagé plus d'une dizaine de fois au sein du même territoire, car sa sœur ne peut supporter l'humidité et que les diverses habitations trouvées par ses parents sont toujours trop chères ou trop humides. Ayant vécu dans des petites villes ou en périphérie de villes moyennes, mais aussi dans des villages, elle décrit les « bouseux » comme ceux qui ont « un côté rustre », apparence et attitude caractéristiques de celles et ceux « qui n'ont jamais rien vu d'autre que ce coin ». Rapports de genre et rapport au territoire sont imbriqués, à l'image de Sandra qui caractérise les jeunes à partir des jeunes hommes. Lorsqu'on lui demande de nous décrire les jeunes de son lieu de vie par rapport à ceux qu'elle a pu croiser antérieurement elle répond : « Les gars ici c'est pas pareil que les gars de la ville, en campagne, ça a rien à voir » et précise ensuite :

– Déjà, c'est pas du tout mon style. Ils ont une mentalité de paysans un peu, enfin, pas tous, mais la plupart, j'aime bien comment ils sont. Enfin je sais pas c'est bizarre !
 – Mais ça se marque comment ?
 – C'est pas des gens qui vont te manquer de respect directement, par contre, ça c'est connu dans les campagnes, l'hypocrisie c'est numéro 1, ils parlent tous derrière. Mais ça encore c'est rien, c'est des petits piques, c'est pas comme si ils vont dire ouais nana. Moi j'ai jamais eu de problèmes en tout cas personnellement, jamais. Après je sais pas comment ils sont exactement, mais je sais que les gars de la campagne, ici, c'est des gens cools on va dire, bien, ça va. » [Sandra, 18 ans, dispositif garantie jeunes.]

S'il est reproché aux jeunes locaux d'avoir « une certaine mentalité », « d'avoir une mentalité de merde », il s'agit surtout de pointer ceux avec qui l'on n'est pas, celles et ceux qui ne font pas partie du cercle restreint des « proches » et ce n'est en rien en lien avec le fait d'être ou non « du coin ». La stigmatisation de la « mentalité » de certains groupes de jeunes se confondant avec leur territoire d'origine, tout se passe comme si plus le bourg où ils habitent sera « mort », plus les jeunes y seront assimilés à des « bouseux écartés de la civilisation ». L'activité et l'attractivité de leur bourg révèlent en quelque sorte leur « mentalité », comme l'explique Sandra :

« Déjà, S. et E. pour moi c'est pareil. Juste E., je trouve c'est un peu... c'est mieux je trouve. Franchement S., je peux pas, non je déteste.
 – Pourquoi ?
 – Je sais pas, il y a rien là-bas, il y a juste un kebab c'est tout. Le reste c'est inintéressant. Même la mentalité ici ça change par rapport à S. Je préfère la mentalité d'ici.
 – Les mentalités c'est pas les mêmes ?
 – C'est bizarre pourtant c'est la même campagne, mais je trouve les gens ici ils sont moins... enfin je sais pas je préfère les gens d'ici en tout cas, je préfère les gens de E. que les gens de S.

- Et c'est quoi la différence ? C'est comment à S. ?
- Beh je sais pas c'est mort, les gens ils sont pas... Je sais pas, ici c'est plus vivant déjà, il y a un truc en plus, je peux pas vous dire quoi. Déjà par exemple le bureau de tabac il est ouvert jusqu'à 22 h, là-bas, il ferme à 18 h. Enfin, je sais pas il y a plein d'avantages ici. Pareil, on a une pizzeria. Bon là-bas aussi il y en a une, mais je sais pas, je préfère tout ici. » [Sandra, 18 ans, dispositif garantie jeunes.]

Entre mémoire individuelle et mémoire collective, les tensions entre les bourgs et les querelles de clocher se répètent de génération en génération : les rivalités s'exercent historiquement toujours entre mêmes villages.

« La cité à la campagne »

La « cité » représente une autre figure de la vie en milieu rural rencontrée dans l'enquête, figure qui se traduit par des expériences de vie singulière pour les jeunes femmes qui y vivent, tout en étant absente des représentations communes de la ruralité trop souvent associée à « la campagne ». Pour autant, les entretiens avec les jeunes femmes habitant dans ces « cités de campagnes » mettent en évidence combien elles décrivent un territoire hors et loin de la ville, de l'urbanisation et des mobilités. Sur les différents terrains de notre enquête, plusieurs petites villes ont des cités d'habitat social, des petits immeubles qui ne sont pas l'objet de discours particuliers. Les jeunes femmes qui y grandissent ou qui y sont passées sont issues des milieux populaires, les revenus des parents ou leur situation face à l'emploi ne leur permettaient pas de s'installer dans une maison individuelle. Plus qu'ailleurs dans les communautés de communes, on y trouve des jeunes femmes racisées, originaires du Maghreb, d'Europe centrale ou d'Europe de l'Est et plus rarement d'Afrique subsaharienne, ce qui conforte la proximité de ces cités avec les représentations des grands ensembles des métropoles.



Exemple d'habitat social de la ville de Parthenay, 2018.



Exemple d'habitat social de la ville de Crozon, 2018.

Les jeunes femmes qui résident dans une cité excentrée du bourg coincée entre les collines et le fleuve dans une boucle de la Meuse racontent ainsi la stigmatisation territoriale qu'elles subissent, renvoyées à l'appartenance au « quartier », les plus âgées ayant fait l'expérience du racisme et des discriminations face à l'emploi dans un territoire marqué ces vingt dernières années par une forte désindustrialisation. C'est dans ce territoire que nous observons des bâtiments de grande envergure,

rappels du passé industriel et de l'activité économique de la région, formant une cité d'habitat social aujourd'hui classée en quartier prioritaire de la ville (QPV).

Les jeunes femmes qui y résident au moment où nous les rencontrons, seules ou en couple (avec ou sans enfant), y vivent parce qu'elles-mêmes ont peu de moyens économiques, peu de réseaux leur permettant d'obtenir un autre type de logement. Une partie d'entre elles a d'ailleurs vécu dans des appartements similaires au cours de leur enfance ou de leur adolescence. Marion, 21 ans, en contrat de professionnalisation dans la vente en agro-alimentaire après une reconversion (père cuisinier, mère employée en grande surface), a grandi dans une cité à C. avant de déménager dans une maison individuelle pendant son collège. Elle décrit les jeux où se mêlaient les enfants des bâtiments et ceux des maisons individuelles en bordure de ce qu'elle appelle « la cité ». Une intense sociabilité de voisinage qu'elle n'a pas retrouvé en déménageant après dans une maison « séparée ». Les cités d'habitat social, bien plus petites de par le nombre de logements et de familles y résidant que dans les banlieues des métropoles, sont perçues par les enquêtées comme des résidences davantage habitées par les jeunes. Même si comme Sandra habiter en appartement en campagne est un peu une sorte de double peine : « Déjà habiter à la campagne c'est dur, mais dans un appartement c'est encore pire. » Pour elle, quitte à habiter à la campagne, il faut au moins un jardin privatif.

2. Construction du rapport à l'« ici » au gré des inscriptions familiales

L'analyse des sociabilités féminines juvéniles en milieu rural implique de s'attacher à comprendre l'ancrage territorial, régulièrement avancé dans les entretiens pour revendiquer une appartenance locale, pour « être du coin ». Le contexte d'interconnaissance qui caractérise dans une vision idyllique le milieu rural est largement discuté par les jeunes femmes rencontrées mettant en tension la proximité spatiale (qui se base sur la situation géographique) et la proximité sociale (qui croise à la fois les milieux sociaux et l'insertion dans des réseaux relationnels). Ce sont ces dimensions qui seront au cœur de la question de l'ancrage territorial croisant à la fois les histoires familiales (ancienneté sur le territoire, reconnaissance sociale et notoriété) et la manière dont l'espace est approprié par les jeunes femmes. Si ces récits sont reconstruits a posteriori, en fonction des représentations territoriales et familiales, ils permettront de saisir comment les jeunes femmes se situent sur leur territoire par rapport à leur réseau d'interconnaissances. Cette question de l'ancrage croise celle de la mobilité intra ou extra territoriale (avec une acception variable du territoire) et se retrouve dans les récits des jeunes femmes rencontrées sur les quatre territoires.

L'ancrage ou la mobilité de leurs familles est une dimension qui modèle l'expérience des jeunes femmes rencontrées. Présenter d'abord la diversité des ancrages familiaux et des mobilités vécues par les jeunes femmes, parfois sur un rayon de quelques kilomètres, permettra ensuite de mieux saisir le rapport au territoire de ces jeunes femmes des catégories populaires et de la petite classe moyenne, vivant en milieu rural. Cela permettra aussi de mieux comprendre comment les jeunes femmes mobilisent, selon les cas, le capital d'autochtonie, ressource importante dans les milieux populaires et dont l'absence signale une grande difficulté. Enfin, les analyses sur les formes d'ancrages au territoire et les mobilités familiales participent à appréhender la réalité complexe et hétérogène des territoires

ruraux et à rendre compte des manières dont le capital d'autochtonie peut être acquis tardivement, se recomposer et/ou être modifié par les recompositions sociales locales (Aunis *et al.*, 2016).

Nous avons toujours cherché dans les entretiens, qu'ils soient individuels ou collectifs, à savoir à la fois où résidaient les jeunes femmes enquêtées mais aussi le cercle proche de leur famille (fratrie, grands parents, oncles et tantes, cousin·es, etc.), et ce dans le but de saisir la diversité des inscriptions territoriales familiales des « filles du coin ». Insistons d'ores et déjà sur le fait que la grande majorité des filles rencontrées s'est reconnue ou définie comme étant « du coin », dépassant la question de la lignée et des racines sur le territoire. Dans les entretiens, elles tranchent donc avec la question classique de savoir si l'on est de quelque part parce que l'on y est né ou parce que l'on y vit, en mobilisant d'autres critères de distinction pour classer et catégoriser les jeunes entre eux et plus largement leurs familles. Pour autant, et comme le soulignait Yolaine Riou dans de son étude sur le Berry, « les habitants vivant de manière continue sur un territoire n'accordent généralement pas le même statut à des individus venant ponctuellement profiter du charme de leur résidence secondaire. Les attitudes de ces derniers sont souvent pointées par ces "permanents" qui leur reprochent de ne pas faire l'effort de s'insérer localement » (Riou, 2011, p. 197).

Une grande partie des jeunes femmes ont grandi avec la plupart de leur famille installée dans les environs (dans un rayon de 20 km maximum). D'autres n'y ont que leur famille nucléaire (c'est le cas de celles dont les parents se sont installés là mais sont originaires d'une autre région, soulignons toutefois que dans ce cas leurs parents sont bien souvent eux aussi originaires du monde rural, plus rarement de grandes métropoles). Quelques-unes ont quant à elles expérimenté les déménagements, certaines plus d'une dizaine de fois (parfois dans la même communauté de communes, parfois en franchissant des centaines de kilomètres) ; elles sont alors plus souvent que les autres dans des contextes de précarité sociale, économique et familiale. Enfin certaines sont arrivées seules sur le territoire où nous les avons rencontrées, depuis quelques mois, quelques années le plus souvent pour rejoindre un amoureux, plus rarement pour du travail ; elles sont originaires de petites villes de province ou d'un autre milieu rural, seules 3 ou 4 ont vécu avant dans de très grandes agglomérations urbaines.

Autant de configurations qui se traduisent par des ressources et des contraintes singulières pour les jeunes femmes.

« Je suis pure beurre » : familles « hyper locales » et interconnaissance

Les jeunes femmes qui décrivent une forte inscription familiale locale parlent d'avoir des « racines », se décrivent comme étant « pur beurre » pour souligner l'inscription territoriale de la lignée familiale. Ce sont des jeunes femmes issues de « familles très locales », dont les membres se répartissent entre divers hameaux de communes proches, l'inscription générationnelle est alors très forte : revendiquer des grands-parents ou arrière grands-parents « originaires » eux aussi « du même coin » participe à ce rapport au territoire dans un temps long. Parmi les quatre territoires étudiés, ce sont dans les communautés de communes de Presqu'île-Aulne maritime et Ardenne-Rives de Meuse que nous avons rencontré le plus de jeunes femmes dont les parents, grands-parents voire arrière-grands-parents habitent dans le même territoire. Du côté des jeunes femmes vivant dans le gâtinais, les familles ont des attaches plus éloignées et leurs trajectoires sont marquées par des mobilités professionnelles. En Chartreuse, les expériences familiales traduisent davantage de mobilité : on peut

faire l'hypothèse d'un effet de la relative proximité des pôles urbains économiques et de formation que sont Grenoble et Chambéry. Contrairement aux autres territoires, c'est dans les parcours de ces jeunes femmes que l'on note le plus de « contacts », « connexions », « connaissances » familiales ou amicales dans les grandes villes des environs.

Jade, 23 ans, dont le père est agriculteur exploitant « comme les autres générations dans sa famille » a « récupéré » la maison familiale au décès de sa mère il y a 3 ans, après avoir vécu dans la moyenne ville locale et ses alentours. Elle dit avoir « repris ses sources », élève à présent les poules, oies, canards et lapins dans la maison familiale dans laquelle elle vit avec son chien et ses chats.

« C'était un village où ils avaient tous grandi là-dedans, enfin la génération de mes grands-parents. [...] Du côté de mon père, eux ils étaient agriculteurs depuis des générations. [...] Ma mère, bah sa mère était de T. et mon papi aussi, il me semble, ou d'A... non, mon papi était d'A. Et bah, lui, il était militaire, du coup après, bah, ils ont bougé un peu dans toute la France, mais ils sont revenus ici quoi. [...] Je suis pur beurre (rires) Il y a pas photo (rires) ! » [Jade, 23 ans, crêpière depuis 1 an.]

Bien souvent leurs deux parents ne viennent pas des mêmes villages mais des environs, « c'est pareil » disent-elles. Lorsqu'ils viennent de deux bourgs historiquement rivaux, c'est précisé, un peu comme une anomalie ou une originalité dans la relation conjugale, signe des « mystères de l'amour » pour reprendre l'expression évoquée lors d'un entretien collectif, inspirée d'une série télévisée diffusée sur la TNT.

Autrement dit, ces « filles du coin » ont l'essentiel de leur famille qui habite dans un rayon proche (< 15 km) et elles habitent là où leurs parents, voire leurs grands-parents, ont grandi, ce qui leur donne un ancrage territorial identitaire fort. Elles ont grandi plutôt dans des familles de classes populaires installées ou de petite classe moyenne, dans des maisons individuelles construites parfois avec les membres de la famille ou par les générations précédentes : l'ancrage de la famille se lit alors dans la pierre et dans la force de travail dont le voisinage a pu être témoin.

Entre elles ou lors des entretiens sociologiques, elles en rigolent. Cécile, 25 ans, fille d'un tourneur-fraiseur et d'une mère qui gère la cantine scolaire de l'école élémentaire du village de T., suit des études de comptabilité dans la grande ville (située à 1 h 15 en voiture). Elle reste très attachée à « son » territoire et rentre à M. tous les week-ends, « chez moi », insiste-t-elle. Au cours de l'entretien, elle raconte la concentration de sa famille sur un petit périmètre géographique de manière un peu humoristique, comme si cela relevait de l'évidence :

« Père de T., mère de M. Grands-parents à M., tante et mon oncle maternels à M, par contre une tante paternelle à T., une autre à Paris. Sinon, pfff, la majeure partie du monde ici à M. Grands-parents paternels décédés, étaient de T. » [Cécile, 25 ans, étudiante, master de ressources humaines.]

Pour autant, ces exemples ne doivent pas laisser penser que les deux parents des jeunes femmes rencontrées sont toujours nés dans les mêmes territoires, loin de là. Dans les récits, on entend que l'un peut avoir grandi dans les alentours, dans la ville moyenne la plus proche, avant de s'installer en tant qu'adulte sur le territoire où il avait des « racines familiales ». Configuration que l'on retrouve dans les récits des jeunes femmes rencontrées en Chartreuse, dont aucune n'habite le village où leurs deux parents ont grandi. Aussi, quand les jeunes femmes disent « venir d'ici », c'est un « ici » plus large, qui englobe toute la vallée, avec souvent des allers-retours selon les générations : leurs parents ont grandi à Chambéry ou Grenoble tout en ayant des attaches familiales en Chartreuse. C'est le cas des parents d'Anne (mère : technicienne de laboratoire ; père producteur laitier ; beau-père : éleveur), qui ont tous

deux des origines familiales au village de E., bien qu'ils n'y aient pas grandi. Ils s'y sont « réinstallés » quand son père, producteur laitier, a voulu reprendre l'exploitation de son oncle.

« En fait, tous ses oncles et tout ils sont tous d'Entremont quoi. Et après, ma mère, en fait, ses parents, ils avaient deux maisons. Ils avaient un appart à Grenoble parce que ma grand-mère elle avait un appartement de fonction, parce qu'elle était CPE (conseiller principal d'éducation), et le week-end, elle avait la maison à Entremont, c'est juste à côté de chez mon père, du coup, voilà. Du coup, il rentrait le week-end et tout. Et là, maintenant qu'elle est à la retraite, elle habite à côté de chez mon père, mais c'est pas la mère de mon père, c'est la mère de ma mère. » [Anne, 17 ans, vendeuse dans une épicerie locale.]

L'inscription territoriale, cet ancrage local et les « racines » dont parlent les filles prennent sens avec les connexions entre les réseaux d'amitié et d'interconnaissance de chacun de leurs parents. Ainsi, les parents se sont parfois rencontrés dès l'enfance ou l'adolescence, dans les cercles de sociabilité des jeunes de leur âge. C'est ce que raconte Thallia dont les parents se sont rencontrés à 17 ans dans les soirées d'été du foyer de jeune : sa mère habitait T., son père y passait ses étés. C'est aussi le cas des parents de Cécile qui se sont rencontrés à la discothèque des environs (la seule qui est encore ouverte) ou encore ceux de Chloé qui étaient dans le même groupe d'amis depuis le collège :

« C'est vrai qu'avant les villages à l'époque, je sais que mes parents me disent souvent, à l'époque, tout le monde se connaissait encore plus, quoi c'est, c'était plus confiné quoi. Puis à l'école, ils étaient tous en même temps, les villages c'était des grandes familles surtout. » [Chloé, 21 ans, cherche du travail après un CAP esthétique.]

Les lieux de rencontres des parents prennent d'autant plus de sens pour les filles qu'une partie existe encore, qu'elles les ont fréquentés ou les fréquentent encore : foyers de jeunes, discothèque, collèges et lycées et, dans une certaine mesure, les fêtes locales... Ces récits autour des lieux et des fréquentations des parents ou des grands-parents font partie de l'histoire locale et participent à l'imbrication des histoires collectives des filles. Dans les Ardennes, à l'occasion d'une discussion sur les boîtes de nuit avec un groupe de filles, elles détaillent les relations d'amitié, de voisinage et de famille qui lient leurs familles dont les parents ont tous grandi dans la petite ville et ses environs. « Ton père, il y allait avec ma mère et tout » lance l'une d'elle, cherchant le nom d'une boîte du passé, elle poursuit :

« Mais sinon ils allaient souvent dans les bars. Y en a un juste en face de chez moi qui a fermé le Sullivan, t'sais le Sullivan ? Ils y allaient tout le temps parce que mon oncle il le tenait. Et après c'est un copain à eux qui le tenait et eux... ben, y avait toujours du monde, il a fermé y a pas longtemps.

- Ça fait au moins 3-4 ans.

- Non ça fait deux ans, parce que moi j'y allais tout le temps avec mon père. [...]

- L'Atlantide, l'Atlantide ! ...Et le Manoir, et la guignette...

- Ah oui punaise !

- Du coup vos familles, elles se connaissent ?

- Ben nous en fait c'est parce que... mon cousin et son frère, ils se connaissent

- Ben même...

- Puis du coup...

- Marie...

- Oui enfin, ma tante, ses parents, mes parents, ses parents

- Ben, moi, sa mère était à l'école avec ma mère

- Ouais et ils faisaient des soirées ensemble aussi des fois, enfin, ils allaient à l'Atlantide ensemble, voilà (rires) et... c'est tout. » [Entretien collectif avec un groupe de jeunes femmes âgées de 17 à 19 ans.]

Famille locale et nombreuse, forte interconnaissance, popularité des familles sont autant d'éléments facilitant chez ces jeunes femmes un sentiment d'évidence de l'appartenance locale : « 100 %... 100% Presqu'île quoi » lance Lena comme un slogan publicitaire, quand Gwenaëlle, 19 ans (mère : secrétaire

du garage où son père est garagiste) affirme : « Moi je suis Bretonne-Bretonne ». Cet enracinement est aussi célébré dans la sociabilité locale : « Quand mon arrière-grand-mère elle est morte, mon arrière-grand-père, il a reçu un trophée de la famille la plus grande des Ardennes », racontera une collégienne qui a 80 cousins.

Venir d'une famille « pas vraiment d'ici » et pourtant...

Toutes les jeunes femmes rencontrées ne sont pas « 100 % d'ici » ou « Ardennaises de souche ! » pour reprendre des expressions entendues. Certaines ont des parents qui se sont installés sur place avant ou juste après leur naissance, pendant leur petite enfance si bien qu'elles n'ont de souvenir « qu'ici ». Leur trajectoire familiale leur est toutefois régulièrement rappelée, au détour d'une fête familiale ou même de la popularité de leur patronyme à l'école par exemple, mais aussi par celles dont les parents, grands-parents et arrière-grands-parents sont originaires des villages et villes alentour.

▪ *Quand l'installation familiale s'explique par l'emploi*

C'est par intérêt professionnel et raison économique que des familles se sont installées dans ces territoires, à l'image des militaires ou de civils de l'armée en Presqu'île-Aulne maritime, ou des familles d'ouvriers des usines Porcher ou Electrolux (qui ont fermé définitivement en 2011 et 2012) dans les Ardennes, par exemple. Plus rares sont les parents qui se sont installés dans les Deux-Sèvres pour y trouver du travail et sans être originaires de la région. La question de l'intégration de leurs parents dans les sociabilités locales (avec celles et ceux « d'ici ») prend alors une place importante dans leurs récits. C'est le cas des jeunes femmes encore dépendantes économiquement qui ont des parents militaires, et donc qui déménagent régulièrement. C'est aussi ce que décrivent les jeunes femmes dont les parents ne sont pas nés en France, mais dans un pays proche comme la Belgique, le Portugal ou l'Espagne. Les jeunes femmes racisées rencontrées au cours de cette enquête font l'expérience de cette extériorité qui combine la question géographique avec la question raciale, comme ce groupe de six jeunes rencontrées dans la vallée de la Meuse, dont la plupart ont des origines familiales algériennes (leurs grands-parents plus rarement leurs parents sont nés en Algérie). Leurs parents se sont installés jeunes sur le territoire, y ont fondé leur famille, et elles y sont nées. Si ces jeunes femmes se sentent et se décrivent comme « d'ici », elles observent malgré tout une forte différenciation dans l'intégration de leurs parents aux activités locales. Elles décrivent comment nombre d'anciens militaires s'investissent dans la politique ou les associations locales afin de rester sur le territoire, et y trouvent un emploi (dans la sécurité, les travaux ou le jardinage), quand leurs parents, anciens ouvriers qui ont subi la fermeture des usines, développent des réseaux « entre eux », « dans le quartier ».

▪ *Quand l'installation familiale s'explique par l'intérêt pour le territoire*

« Pas venir vraiment d'ici » c'est aussi ce que raconte la petite minorité de jeunes femmes rencontrées dont les familles se sont installées sur un territoire « stratégique » pour reprendre l'expression de Yannick Sencébé : « qu'il soit vu comme le lieu idéal pour établir un pied-à-terre, parce qu'il offre l'accès à un paysage et à une nature préservés, ou le lieu d'une activité rémunératrice » (Sencébé, 2011, p. 40). Filles d'enseignants, de médecins ou d'assistantes sociales, appartenant à la classe moyenne, elles parlent alors de la volonté de leurs parents de s'installer à la campagne, de changer de vie, pour le paysage, l'environnement. Ce sont des jeunes femmes rencontrées surtout en Chartreuse, parfois en

Presqu'île, dotées de capitaux économiques et culturels plus importants. Ainsi les parents d'Angèle (15 ans, lycéenne), originaires des confins de l'Île-de-France, mutés à Aix-les-Bains, ont eu un « coup de cœur » pour le paysage et les montagnes. C'est un peu le cas de la génération précédente pour Roxane, dont les grands-parents, Alsaciens d'origine, et enseignants à l'enseignement catholique se sont installés sur le tard en Chartreuse après avoir longtemps vécu et travaillé dans la ville de V. Son père serrurier et sa mère ostéopathe les ont rejoints, par facilité d'emménagement, mais aussi parce qu'ils trouvaient la région « sympa » :

« Mon papa il est du Berry, du Centre de la France, là où il y a absolument rien et où les gens sont pauvres... et aussi racistes ! Et c'est pêche, pétanque et chasse ! Et ma maman, elle est originaire de la région de Voiron. [...] Ils se sont rencontrés au X., je sais pas si tu vois ? C'est une station de ski, c'est en Haute-Savoie, je crois, parce qu'ils faisaient les saisons ensemble. Et après, ils sont venus habiter ici parce qu'il y avait les parents de ma mère. Et ils ont aimé... ils ont juste... ils ont aimé la région, et après ils sont venus s'installer ici parce qu'ils trouvaient ça sympa. [...] » [Roxane, 21 ans, « mère au foyer », 1 enfant.]

L'installation dans un nouveau territoire pendant leur petite enfance représente, pour les jeunes femmes rencontrées, une dynamique en raison du projet qu'il impulse (plus souvent à l'initiative d'un des deux parents), mais aussi de la précarité, au moins temporaire, les parents étant parfois momentanément sans emploi. Les parents de Prune ont ainsi quitté Paris, lorsqu'elle avait 2 ans, pour s'installer en Presqu'île. Tous deux avaient eux-mêmes grandi dans des petits villages, la mère dans les monts d'Arrée, le père dans les alentours de Grenoble, et ne voulaient plus de la vie parisienne. Ils ont dû se reconvertir professionnellement : le père, ingénieur du son est devenu plombier, la mère maquilleuse télé est devenue peintre en bâtiment.

■ ***Des territoires sur lesquels on revient***

L'importance de la présence de familles venant d'autres régions varie fortement selon les terrains, témoignant de dynamiques locales contrastées. Nombreuses dans les villages de montagne en Chartreuse, les familles venues d'autres régions sont rares dans les Ardennes, tandis qu'on rencontre des familles venues des Ardennes sur les autres terrains. La désindustrialisation et la fermeture des dernières usines sur la communauté de communes a largement fait de ce dernier territoire un département d'émigration. Cependant, contredisant l'image des néo-ruraux venant de grandes villes pour s'installer au vert, la plupart des parents des jeunes femmes « venant d'ailleurs » étaient soit des alentours, soit d'autres zones rurales, avec parfois un passage dans une grande ville pour des études ou des premiers emplois, avant de « décider que ce n'était pas pour eux ». C'est ce qu'explique Carine, 16 ans, qui prépare un CAP commercialisation et services en hôtel-restaurant dans un lycée des Ardennes. Elle est arrivée dans la petite ville locale au collège après avoir passé son enfance en Île-de-France. Si sa mère s'est installée dans les Ardennes, c'est pour l'emploi : elle prendra un poste de gardienne au collège assez rapidement après leur arrivée, mais c'est aussi parce qu'elle-même est issue de ce territoire, bénéficiant à nouveau des liens familiaux et des soutiens et réseaux d'interconnaissance dont elle s'était coupée en partant. L'arrivée de Carine dans les Ardennes est donc finalement un retour de sa mère sur ce territoire.

■ ***Se dire « d'ici » sans en venir : mise à l'écart et tensions de voisinage***

Les différentes formes de mobilités familiales racontées par les filles dans cette enquête montrent d'une part combien l'assurance d'appartenance au territoire caractérise les trajectoires des jeunes femmes dont

les familles sont et vivent dans ce même territoire depuis plusieurs générations, d'autre part comment pour celles dont les familles viennent « d'ailleurs », mais qui se sont « installées » sur place, l'identification au territoire est plus complexe. C'est sur ces dernières que nous focaliserons à présent notre attention.

Dans les villages et hameaux où il y a une forte identification entre les lieux et les familles, les jeunes femmes parlent toutes de la difficulté à être d'ici quand on n'appartient pas aux quelques « familles » locales historiques. « J'aimerais bien éparpiller un peu les grosses familles ! Ouais, histoire d'enlever un peu ces pressions qu'ils ont autour de ça », explique Valériane, 26 ans, « patronne » d'un bar en Chartreuse depuis peu de temps, dont les parents (père éleveur originaire de Bretagne, mère ingénieure et maire d'un autre village, originaire de Paris) se sont installés à son adolescence dans le hameau, après y avoir séjourné en vacances. Elle-même est née à Villeurbanne.

La force de l'ancrage familial sur le territoire se lit dans le patronyme : « Si t'as pas le nom de famille d'ici, par exemple si tu t'appelles pas XX ou YY, si tu t'appelle pas comme ça, t'es directement repoussée en fait » résume Mélina, 15 ans, dont les parents (père dans les travaux publics, mère AVS) originaires du Nord se sont installés dans la région juste avant sa naissance, mais qui, pour autant, ne se dit « pas vraiment des E., même si [elle est] née à Chambéry et tout. Raphaëlle, 15 ans, dont les parents (mère médecin originaire de Bordeaux, et père tenant un gîte, originaire de Vienne) ont racheté le gîte où ils habitent, il y a plus de 10 ans, vit la même expérience : « On est des étrangers un peu. Parce que nous on n'est pas, moi je suis pas née ici, ni mes parents, on n'a aucun lien de parenté avec ici. Et c'est très difficile de s'intégrer dans un village comme ça » dit-elle. Elle oppose d'ailleurs le village dont elle dépend, plus agricole, à un autre village plus dynamique, où elle pense qu'il est moins difficile de s'intégrer :

« Je pense qu'à P., il y a plus de monde, c'est plus ouvert. C'est un village plus vivant déjà. Plus grand, plus vivant et avec moins de fermiers aux alentours, donc y a moins de... de clans quoi, un peu. E., y a plein de fermiers. Les fermiers c'est des gens qui sont là depuis des générations. Leur hameau c'est leur nom de famille donc ça montre un peu le truc ! » [Raphaëlle, 15 ans, collégienne]

Ces questions d'être ou de ne pas d'être d'ici sont d'autant plus compliquées dans les petits hameaux qu'elles sont le support de conflits de voisinage. Les parents de Doriane, 17 ans se sont installés comme agriculteurs dans un hameau. Leur emménagement s'est fait sur fond de conflit autour de terres et de délimitation de propriété avec des familles du hameau voisin, ces dernières considérant que le champ sur lequel se sont installés les parents de Doriane était le leur « historiquement ». Si aujourd'hui (quinze ans après) ce conflit semble apaisé, il reste présent dans tous les esprits et chacun se cantonne aux relations minimales de voisinage avec les politesses de circonstance.

« [il y a] surtout une famille principale avec qui on s'entend pas très bien. [...] Ils sont pas très sympas. Enfin c'est une famille là depuis très longtemps. Ça les a dérangés que des gens de l'extérieur, pas du tout de la vallée, débarquent comme ça et piquent entre guillemets leur terre. C'était pas à eux mais... mais maintenant... on se déteste pas, quand on se croise, on se crache pas dessus, on se dit bonjour au revoir, quand on a besoin d'un tout petit service on se le rend, mais ça va pas plus loin. » [Doriane, 17 ans, terminale en lycée agricole option métiers de la montagne.]

Si Emeline, 18 ans (mère : sophrologue ; père : poseur-mètreur), met en avant des critères objectifs pour définir l'appartenance au territoire, la réalité s'avère tout de même plus complexe, mêlant investissement local, participation à la vie quotidienne, notoriété et « efforts d'intégration » de la famille, par exemple.

« Quand j'étais petite je voulais vivre à E., j'étais trop fière de venir de E., et encore aujourd'hui, quand je descends en ville, je suis trop contente d'habiter dans E., mais on a plus notre place ici, parce que déjà pour se faire une place dans E. c'est pas possible. Enfin, nous, quand on est arrivés, ils ont dit à

mes parents : "Ce sera vos enfants qui seront de E., mais vous vous ne serez jamais de E." Il faut attendre une génération pour être considéré comme étant de E. Donc que tu restes toute ta vie on s'en fiche, t'es pas né dans E., t'es pas de E., t'as pas fait ton école ici, donc tu seras jamais des E. » [Emeline, 18 ans, en service civique à l'école primaire.]

Familles mobiles et précaires

Contrairement aux trajectoires familiales présentées précédemment, certaines jeunes femmes rencontrées ont un parcours résidentiel familial ponctué de nombreux déménagements, parfois plus d'une quinzaine. Vivant plus souvent dans des familles monoparentales, leur parcours est plus marqué que les autres par la précarité économique et sociale et par des logements insalubres. Le lieu de résidence, le temps passé dans l'espace local comme le statut d'occupation du logement sont autant de facteurs de différenciation qui renouvellent l'opposition entre établis et précaires (Siblot *et al.*, 2015).

▪ ***Quand la « vadrouille » empêche l'ancrage : les jeunes femmes ayant connu des déménagements successifs***

Roxane, 21 ans vit dans un appartement depuis 5 jours avec son conjoint et son enfant dont elle s'occupe à plein temps : elle se décrit comme « mère au foyer ». Bénéficiaire du RSA, elle a été au lycée sans passer son baccalauréat et aimerait par la suite entamer une formation d'ébéniste. Pendant sa petite enfance, elle a grandi avec son père serrurier et sa mère qui « fait des massages », ses parents se sont séparés ensuite, et Roxane vit depuis avec sa mère en voyant parfois son père. Au cours de l'entretien, elle évoque de nombreux déménagements au rythme des séparations de ses parents (qui se sont remis en couple à plusieurs reprises), puis des séparations de sa mère avec ses autres conjoints. Au moment de l'entretien, sa mère est partie vivre au Maroc (où elle n'a aucune attache) pour voyager et « changer d'air ».

« Mes parents ils ont vachement déménagé, mais toujours en Chartreuse en fait, du coup j'ai à peu près fait tous les bleds de Chartreuse [...] Donc je suis née ici. Ensuite, ils sont pas restés bien longtemps. Ensuite ils ont bougé à SP. là [elle montre sur la carte]. [...] il me semble bien que j'ai déménagé plus d'une dizaine de fois. [...] Beh, je suis quand même restée dans le coin, mais... Non, c'est mon père qui est resté le plus au même endroit, là dans sa baraque, maintenant, ça doit faire, je pense, bientôt 15 ans qu'il y est. Et ma mère, je crois que le record ça doit être quatre ans, un truc comme ça (rires) » [Roxane, 21 ans, « mère au foyer », 1 enfant.]

Ces multiples déménagements, qu'elle nomme « vadrouilles » comme pour souligner l'absence d'installation, s'expliquent aussi par les difficultés intrinsèques aux logements. Car, si d'après Roxane ce n'est pas l'espace qui manque dans les habitats des milieux ruraux, les logements disponibles et accessibles sont souvent anciens et sans confort, inadaptés aux familles et à la location.

« Et quand tu déménageais avec ta mère du coup c'étaient des maisons, des apparts ?
– C'étaient les deux, soit maison, soit appart. C'était un peu... c'étaient des trucs, à chaque fois il y avait un problème. Alors soit c'était une maison, mais, en hiver il y avait genre une heure de soleil par jour parce que c'était dans une cuvette, soit c'étaient des apparts qui étaient trop minuscules, soit c'étaient des trucs qui étaient méga humides, du coup, c'était horrible... » [Roxane, 21 ans, « mère au foyer », 1 enfant.]

Au cours du lycée, Roxane quitte le foyer maternel et part « vadrouiller » elle aussi. Sans emploi et sans « attache », elle a également « beaucoup bougé », d'autant plus facilement qu'elle habitait dans un camion. L'annonce de sa grossesse a largement modifié ses « plans ». À l'arrivée de son enfant, elle

revient au domicile maternel et c'est alors sa mère qui décide de partir faire la route en camion, au Maroc. Au moment de l'entretien, cela fait cinq jours que Roxane, son fils et son conjoint vivent dans un HLM qu'elle souhaiterait quitter assez rapidement :

« Et du coup, là maintenant, t'es ici depuis combien de temps ?
 – Depuis quatre jours-cinq jours ! Et puis, sinon avant, j'étais un peu... Avant qu'il naisse, j'étais dans mon petit camion là, je squattais à droite à gauche, et puis... Quand il est né, les deux premiers mois, j'étais encore chez ma mère à SL., et puis, du coup, elle s'est barrée, et puis moi, je tenais pas à rester là-bas et du coup elle a rendu son appart, et j'étais censée squatter chez mon grand-père, mais bon...[...] Ouais, c'est à SE., mais bon j'ai pas dû y passer beaucoup de nuits, et puis j'étais une semaine par ci une semaine par là jusqu'à il y a pas... jusqu'à ce que j'aie mon appart. Voilà. [...] J'ai mon appart, mais bon, c'est pas sûr que je vais y rester bien longtemps. Dans un espèce d'HLM trop moche là. Ça va pas durer. » [Roxane, 21 ans, « mère au foyer », 1 enfant.]

Comme Roxane, les jeunes femmes qui considèrent avoir « beaucoup » déménagé comparent leur mobilité à celle des autres jeunes femmes de leur génération, des copines qu'elles ont gardées dans l'un ou l'autre des lieux qu'elles ont habités et qui y habitent toujours. Elles expliquent ces déménagements consécutifs par des contraintes professionnelles des parents, des « choix » de vie, ou encore des difficultés liées au logement (insalubrité, ou encore le fait de ne pas être propriétaire), par des problèmes dans les relations entre leurs parents (séparations temporaires ou définitives, divorces), entre leurs parents et la famille, mais bien souvent c'est l'imbrication de ces motifs qui sont au cœur de leur parcours. Sandra, 18 ans (mère : travaille dans le secteur de la cuisine ; père sans activité) qui a déménagé une vingtaine de fois et a fréquenté une petite dizaine d'écoles conclura cette partie de l'entretien en disant « j'ai déménagé plein de fois, j'ai grandi nulle part en fait », soulignant ainsi la complexité de se dire d'un territoire lorsque les déménagements et les ruptures de liens amicaux, familiaux, ont été si nombreux qu'ils ont rendu difficile tout ancrage territorial. Elle pointe par ailleurs les conséquences scolaires et sociales de ces mobilités nombreuses et contraintes.

« J'ai dû faire une dizaine d'écoles, je pense, enfin, peut-être pas, mais j'en ai fait beaucoup, je peux même pas compter en fait, tellement j'en ai fait. Vraiment, je me rappelle pas combien d'écoles j'ai fait, c'est énorme ! [...] J'ai des trucs qui restent [sur sa scolarité], mais j'ai perdu beaucoup aussi. Ça m'a fait perdre beaucoup, beaucoup. Et puis même, j'ai des lacunes et tout maintenant, j'ai du mal à compter, tout ça, parce que j'ai raté beaucoup d'étapes. En orthographe, tout ça, ça va, je me débrouille, il y a des matières, ça dépend, mais je sais qu'il doit y avoir que deux ou trois matières où c'est resté, le reste c'est tout parti. » [Sandra, 18 ans, dispositif garantie jeunes]

La fréquence des déménagements des parents inscrit les jeunes femmes qui habitent encore avec eux dans des situations de précarité relationnelle (sans groupe de copines fixe depuis l'enfance), scolaire, amoureuse (avec l'impossibilité d'avoir une relation dans la durée), mais aussi dans une précarité sociale ne pouvant par exemple autant que les autres bénéficier des effets de réseaux et d'interconnaissances dont nous verrons la centralité en milieu rural tant pour trouver du travail qu'un logement ou encore du soutien amical. Elles habitent loin des maisons retapées par les petites classes moyennes s'installant à la campagne pour changer de vie, loin des grandes maisons familiales, plus souvent dans des appartements excentrés des bourgs, dans de petits immeubles ou des maisons HLM mal isolées. Dans un contexte d'injonction à la mobilité géographique et de représentation collective de jeunes ruraux, dont les parcours de vie se caractériseraient par une faible mobilité, voire une « immobilité », les parcours de ces jeunes femmes dénotent, car si elles ont expérimenté à de nombreuses reprises une mobilité interterritoriale, celle-ci n'est pas pour autant associée à une

ascension sociale ou économique (comme pour les jeunes femmes de classes moyennes par exemple), et ne s'inscrit pas dans le maintien du réseau de sociabilités.

« Partir seule » et « se poser » en milieu rural

Cette partie proposant de présenter les origines familiales des jeunes femmes dans les territoires où nous les avons rencontrées ne saurait être complète sans tenir compte de celles qui « viennent d'arriver » « seules ». Cette installation s'explique par la recherche d'un travail, pour rejoindre un amoureux, pour « changer de vie », ou pour plusieurs de ces raisons mêlées. Ces jeunes femmes ont parfois fait plusieurs dizaines de kilomètres, voire plusieurs centaines, changent de lieu de vie pour « repartir à zéro » ou « se donner une chance ». Leurs parcours sont marqués plus souvent que les autres par des ruptures familiales (elles ne parlent plus à l'un de leurs parents, voire aux deux), des ruptures amoureuses ou conjugales (sur fond de violence), et l'absence de perspective d'emploi sur leur territoire d'origine.

Alexandra, 24 ans, fille d'un père éboueur, et d'une mère auxiliaire de vie, qui sont « séparés depuis longtemps », s'est installée il y a deux ans avec son petit ami dans un village (730 habitants) des Deux-Sèvres. Ayant tous deux grandi en banlieue parisienne, Alexandra dans une cité d'habitat social de banlieue parisienne « très mal réputée » où elle a « failli mal tourner », ils se sont rencontrés en boîte de nuit et « ne se sont plus quittés ». La décision de partir de la cité s'est faite « sur un coup de tête » et pour « échapper à des embrouilles et à la violence », le « choix » du territoire est relatif : « on n'a pas choisi ici pour ici, mais on a choisi la campagne ! » explique-t-elle. Alexandra connaissait une personne qui a bien voulu les héberger quelques jours, le temps qu'ils s'installent.

Son copain est aujourd'hui ouvrier à l'usine, une fromagerie de chèvre. Elle, titulaire d'un CAP petite enfance, avait trouvé un emploi quelques jours après être arrivée dans la région : elle s'occupait des personnes âgées dans une maison de retraite quelques heures par jour, avec des horaires fractionnés « mais c'est bien car ça permet de faire une pause, même si tu peux pas pour autant rentrer chez toi... trop loin (rires) » précise-t-elle. Après une opération médicale, elle a été en arrêt maladie deux mois puis « ils l'ont virée », le marché du travail étant difficile localement et ne bénéficiant pas de réseaux locaux, elle intègre alors « en attendant » de « trouver un travail » le dispositif garantie jeunes afin d'avoir un « coup de main » et « des sous ». Quand on l'interroge sur ses liens amicaux, elle raconte :

« Je sais pas, j'ai pas de potes ! Je connais personne ici, je fréquente personne. [...] Non, moi, je me fais pas d'amis moi ! [...] j'ai des connaissances, mais j'ai pas de vrais amis. Moi mes amis sont vraiment à Paris quoi, j'en ai pas ici.

– Et tu les as gardés par contre à Paris ?

– Ouais, tout le temps.

– Et ta copine, par exemple, qui t'a fait découvrir le coin en fait ?

– Oui, on peut dire ça, copine quoi. Enfin, elle bougeait pas de chez elle non plus, en fait. C'était que on s'était rencontrées sur un jeu [vidéo en réseau], où on jouait toutes les deux, et du coup, on est venus à passer un week-end chez elle, et c'est là qu'on a voulu rester parce qu'on aimait bien l'esprit campagne, on en avait marre de racailles parisiennes tout ça, toutes les galères qu'il y avait, la grande ville. Et nous on est très campagnards, donc du coup on a voulu venir ici s'enterrer. Mais bientôt je repars.

– Tu veux repartir ?

– Ouais.

– Tu veux partir où ?

– Là je vais rejoindre mon papa en Normandie. [...] On s'est donné jusqu'au 1^{er} juillet [10 mois]. »
[Entretien avec Alexandra, 24 ans, dispositif garantie jeunes.]

Comme Alexandra, Lorie, Delphine ou Sophie ont coupé avec leur territoire d'origine pour s'installer dans un bourg, un petit village ou une maison isolée, moins pour échapper à la violence sociale qu'aux violences conjugales et familiales. Sophie, 20 ans et demi a grandi avec sa mère dans la Marne subissant des violences physiques dès l'enfance. À 16 ans, elle lui annonce sa première grossesse à sa mère qui lui dit qu'elle ne veut pas connaître l'enfant. Sophie quitte alors le domicile familial et part vivre « à droite à gauche » notamment chez sa grand-mère, revenant parfois chez sa mère « quand même ». Avec son copain du moment, elle a deux filles âgées de 4 et 2 ans, mais leur relation est « compliquée », marquée par plusieurs ruptures et surtout des violences. Elle y met définitivement un terme en déménageant, après que ses filles ont été placées en foyer par les services de protection de l'enfance.

« Les petites, ils sont placées à cause du papa. Il a eu de la violence conjugale contre moi, donc j'ai mis stop à la relation. [...] Donc là, j'ai fait une demande avant de venir ici pour qu'ils me les rapatrient dans le 79, vu que maintenant, ma vie ce sera ici, ce sera pas ailleurs. ». [Sophie, 20 ans ½, mère de deux enfants 4 et 2 ans, dispositif garantie jeunes.]

Joueuse en réseau, elle se lie d'amitié puis d'amour avec un autre joueur qu'elle rejoindra quelque temps après en Pays de Gâtine. Sans emploi et titulaire d'un CAP vente, elle est hébergée au domicile familial de son copain où ils vivent tous les deux. Aujourd'hui, elle cherche un emploi pour s'installer en couple.

« Donc là, mon but, c'est d'avoir un boulot pour nourrir... enfin pour mes filles déjà parce que... et puis pour avoir mon petit appartement avec mon copain, parce que je suis actuellement en couple, depuis cette année, mais bon, on aimerait bien avoir notre petit chez nous et puis... » [Sophie, 20 ans et demi, mère de deux enfants 4 et 2 ans, dispositif garantie jeunes.]

Reprenant à son compte le dicton « mieux vaut être seule que mal accompagnée », elle n'a pas de « potes » là où elle habite, ils sont tous restés « dans le 51 ». La stigmatisation d'avoir des enfants « trop jeune » et placés pèse : « Les gens parlent trop. » Sans ressources familiale ni amicale locales, Sophie investit donc les réseaux de son copain actuel, né sur le territoire comme ses deux parents.

Plus rarement ces jeunes femmes évoquent un « coup de cœur » ressenti lors de vacances dans la région durant l'enfance, comme Mélanie, 24 ans (mère infirmière, père sans emploi – pension d'invalidité) qui a grandi entre Grenoble et un petit village de montagne. Elle a quitté ses parents à 14 ans pour vivre seule avec sa grande sœur. Elle avait toujours dit qu'elle vivrait plus tard à E., où se trouvaient ses grands-parents. Elle va y faire ses premiers petits jobs d'été, « lâch[ant] le bac pro comptabilité qu'elle préparait à Grenoble, après un BEP sanitaire et social. Elle y rencontre son conjoint, 26 ans, agent technique à la direction départementale de l'équipement DDE¹⁰ en charge du balisage des routes, natif d'un hameau des environs et s'installe avec lui. Aujourd'hui ils ont deux enfants et aimeraient monter leur exploitation.

« Parce que je l'ai toujours dit, en fait. Depuis que je suis petite, j'ai toujours dit : Je vivrai à SP. Donc, le jour où ça s'est présenté devant moi, j'ai sauté sur l'occasion, et j'ai eu l'occasion de rester, donc je suis restée en fait. Mais c'est vrai que depuis que j'ai l'âge de ma fille, en fait, je sais que je vais vivre à SP. Ouais ouais, ça a toujours été. J'ai réalisé mon premier rêve. » [Mélanie, 24 ans, « femme au foyer », mère de 2 enfants âgés de 4 et 1 ans.]

¹⁰ Les directions départementales de l'équipement n'existent plus depuis 2010 et sont maintenant intégrées aux directions départementales des territoires, après la fusion avec les directions départementales de l'agriculture et de la forêt (2006).

Si l'origine territoriale de la famille impacte les trajectoires des jeunes femmes rencontrées, on a vu ici que la définition du « local » varie nettement en fonction du lieu de vie des individus, mais aussi de leur position sociale, de leur histoire familiale ainsi que de leur vision du monde. Familles locales et nombreuses « enracinées » sur le territoire, familles « nouvellement » arrivées, familles mobiles, ou jeunes femmes venues seules s'installer récemment sur le territoire, vivent autant de parcours différents qui ont des conséquences sur le sentiment d'ancrage local, l'appartenance au territoire, c'est-à-dire se déclarer « du coin » ou « d'ici ». Nous l'avons vu, le recours au « local » n'est pas propre aux familles nées dans le territoire. La diversité des formes d'appartenance présentées laisse entrevoir les inégalités qui peuvent exister entre jeunes femmes d'une même génération, vivant dans un même territoire rural, selon que celui-ci s'apparente pour elles à un choix de vie, à un arbitrage économique social ou familial, ou à un héritage non négociable (Sencébé, 2011). Dans cette continuité, les entretiens montrent que les enjeux en termes de notoriété et de popularité sont centraux dans l'intégration des sociabilités locales, en se combinant ou en remplaçant l'enracinement intergénérationnel. Car « si "être d'ici" peut indiquer une implantation géographique de longue date, elle apparaît également marquer une implication sociale active. L'appartenance à un lieu n'est donc pas réservée à celles et ceux qui y sont nés, mais à l'ensemble des individus ayant une "histoire" avec celui-ci. » (Aunis *et al.*, 2016, p. 129)

3. « Être la fille de... » : quand la notoriété des familles participe à l'intégration des jeunes femmes

Le contexte et les parcours résidentiels des familles ne suffisent pas – loin de là – à comprendre l'inscription des jeunes femmes sur le territoire rural où nous les avons rencontrées et à rendre compte des rapports sociaux à l'œuvre. Ces expériences aussi singulières soient-elles mettent en évidence l'intégration des familles dans des réseaux locaux de sociabilité et la manière dont cela joue sur la visibilité locale des jeunes femmes. Elles vont pouvoir mobiliser, selon les cas, leur capital d'autochtonie pour asseoir leur légitimité dans l'espace social local, faisant du territoire un éventuel lieu d'investissement dans la perspective, pour les plus âgées, de « pouvoir y rester en ayant une vraie place ».

Les jeunes femmes rencontrées sont pour une partie d'entre elles adolescentes, pour les autres de jeunes adultes, rarement en emploi stable plus souvent en études ou en recherche d'emploi (avec des jobs temporaires en attendant). Pour autant, quand on leur a demandé s'il y avait des spécificités distinguant entre elles les jeunes femmes sur leur territoire, elles ont souligné les effets de la popularité (et parfois de la notabilité) des parents sur leur propre quotidien, montrant ainsi que le capital d'autochtonie s'inscrit toujours dans des rapports de pouvoir. Si elles ont fait référence aux institutions que l'on peut considérer comme « traditionnelles » dans les sociabilités locales (Coquard, 2016a ; Renahy, 2010) à l'image de l'investissement de leurs parents (ou plus largement de leur famille) dans le club sportif, les pompiers volontaires ou encore la vie associative locale, elles ont également décrit des sociabilités parfois concurrentes.

Les institutions « traditionnelles » de la sociabilité locale

Les jeunes femmes des milieux populaires dont les parents s'investissent et participent à la vie locale à travers les fêtes de village ou encore les clubs de foot s'y trouvent de fait impliquées parce qu'elles

accompagnent, assistent, soutiennent les activités familiales, mais aussi parce qu'elles sont (re)connues par comme étant la fille d'untel ou unetelle. Grâce à la place qu'occupent leurs parents, leur appartenance locale ne fait plus de doute ni pour elles ni pour les autres et leur assure un capital d'autochtonie. Les autres, celles des classes moyennes ou qui ont des parents plus aisés, ont des parents qui s'engagent dans des formes de notabilités plus traditionnelles comme la politique. C'est le cas d'Alix, lycéenne dont le père est médecin et la mère élue au conseil municipal : « Mes parents sont un peu influents dans le village [...] du coup ils connaissent un peu tout le monde et tout le monde les connaît. »

▪ ***Être la fille du président du club de football amateur***

La famille de Cléo, 13 ans (mère : caissière en grande surface ; père : agent immobilier, président du club de foot), habite depuis toujours sur le territoire : son nom de famille est typique de la région. Si sa famille est connue et bénéficie d'une certaine notoriété d'après Cléo c'est parce qu'ils « tiennent » le club de foot local. Cette notoriété familiale est un atout pour Cléo qui, sur les recommandations, voire les demandes, de son père peut accompagner le club dans ses matchs à l'extérieur, fréquenter les bancs de touche, participer aux grillades après les matchs et donc investir des domaines jusque-là réservés aux garçons, en particulier aux garçons plus âgés. Sans trop avoir à demander, elle peut donc participer à des moments auxquels les autres filles de son âge n'ont pas accès. De la même manière, sa cousine en recherche d'emploi a pu être embauchée après avoir été « pistonnée » par le père de Cléo auprès du directeur de supermarché le plus près. Sa position dans l'espace de la jeunesse villageoise transmise par sa lignée familiale aide Cléo à s'intégrer rapidement à plusieurs groupes de jeunes : les filles de son âge, mais aussi les adolescents plus âgés (« les grands de 16-17 ans qui jouent au foot »). Avoir un père président de club de foot, lui-même fils d'une lignée des dirigeants de club, contribue à une « sociabilité par le haut », qui se combine avec les ressources économiques de ses parents (son père travaille dans l'immobilier et sa mère est caissière au supermarché) pour lui donner une position particulière dans son groupe de copines. Lorsque nous la rencontrons pour la première fois, elle est avec ce groupe, et c'est elle qui ose la première nous interroger sur l'intérêt de notre enquête, ce qu'est la sociologie, etc. C'est elle qui donnera le ton et permettra ensuite d'une certaine manière à ce que l'entretien collectif puisse avoir lieu. Nous retrouverons Cléo et ses copines plusieurs fois au cours de l'enquête, à chaque fois elle parle de son père en termes élogieux et joue même parfois à boudier sa situation privilégiée (« oh je vais devoir encore aller au stade soutenir l'équipe samedi ») alors que c'est ce qui la distingue des autres et contribue à sa visibilité de « fille de président du club de foot ».

Mais surtout Cléo fait bande avec deux autres copines du même âge (Lilou et Claire) dont le père et le frère sont également investis dans le club de foot. L'animateur socioculturel que nous croiserons leur dira d'ailleurs à propos du foot : « Vous, vous êtes baignées, les trois dans le club à des postes importants, depuis petites ! ». Toutes les trois se retrouvent souvent aux matchs, qu'elles les regardent ou qui leur permettent de se retrouver entre amies et discuter d'autre chose que du foot.

Au cours de l'enquête, nous avons rencontré nombre jeunes femmes sont filles, petites filles ou nièces d'hommes investis dans les clubs de football locaux : président, entraîneur, joueurs... Qu'elles s'intéressent ou non au foot, elles se retrouvent à passer un temps important de leur sociabilité autour du club de foot : aller voir les matchs, participer aux soirées du club, aider aux événements. Comme le disait Nicolas Renahy « une institution telle qu'un club de football amateur n'a pas comme seule fonction de permettre à ses licenciés de pratiquer un sport » (Renahy, 2010, p. 74) ; s'il a montré dans sa recherche sur *Les gars du coin* comment un club de foot amateur constitue une instance de

socialisation d'une partie de la jeunesse masculine, on voit ici comment ce même club de foot contribue également à une partie de la socialisation de la jeunesse féminine. Sans faire elles-mêmes du foot dans le club amateur, les jeunes femmes comme leurs mères sont les petites mains de la vie du club. Une répartition genrée de l'investissement dans le club de foot est à l'œuvre : aux femmes revient le travail de l'animation avec la préparation et la distribution des repas après les matchs ou l'animation entre les matchs pour faire vivre localement le club (repas et grillades, soirées dansantes, loto ou tombola, etc.). Ainsi, en entrant par la porte d'un univers d'hommes, les jeunes femmes se socialisent à la partie réservée aux femmes où prédomine une manière de « faire groupe », de « savoir accueillir » et de « mettre à l'aise tout le monde ». Ici aussi, par la participation peu visible à la vie du club amateur, les filles et leurs mères affirment leur appartenance au groupe et participent en cela à créer l'unité, à renforcer la place du club à l'intérieur de l'espace du village. Même si cela se voit moins, ces « petites mains » féminines participent à inscrire le village et son club au sein d'un environnement plus large, qui dépasse l'intercommunalité.

Mais si Cléo et ses copines sont reconnues comme les « filles du coin » au village et qu'on entend « ah c'est la petite G [nom de famille] » dans les rues, ce n'est pas seulement par l'investissement de leurs pères, oncles ou frères dans le club de foot. Cela se combine en effet avec l'insertion professionnelle de leurs parents et avec les autres formes de participation à la vie locale : la mère de Lina tient le centre de vacances, son père est marin-pêcheur. Le père de Lena travaille au comité des pêches départementales et est aussi président de la société de chasse. Le père de Cléo en plus d'être président du club de foot, est agent immobilier ; celui de Lilou est pompier. Enfin, nombre de leurs parents travaillent dans la grande surface locale, c'est le cas des mères de Lilou et Cléo, du père et de la mère de Lena.

Si l'importance du club de foot amateur est transversale aux quatre territoires enquêtés, on ne peut faire l'impasse sur les autres clubs sportifs amateurs qui contribuent également à la notoriété des familles et à offrir aux filles des ressources spécifiques que ce soit en termes d'emplois plus ou moins précaires ou temporaires, de logements ou encore de réseaux pour bénéficier d'aide dans les déplacements des uns et des autres. C'est le cas de celles dont les mères sont investies dans les clubs locaux de danse ou de *twirling* bâton (aucune fille n'a cité son père comme investi dans une association « de filles, pour filles, par les filles »). Une reconnaissance locale, qui toutefois n'est pas équivalente avec celle dont bénéficie le club de foot, qui reste un repère seulement dans la sociabilité féminine et n'offre bien souvent que des ressources très genrées.

▪ ***Être les filles et les sœurs des pompiers***

Avoir de la famille chez les pompiers volontaires de la caserne du secteur assure une autre forme de notoriété (qui peut ou non se cumuler avec celle du foot amateur), marqueur de respectabilité dans la hiérarchie de la participation locale (Retière, 1994). Là encore, la notoriété des familles et donc des filles passe par l'investissement des pères et la transmission d'une forme de masculinité populaire (Renahy, 2010) et de division genrée du travail. C'est ce que racontent deux sœurs, Flavie, 23 ans, auxiliaire de puériculture, et Géraldine, 21 ans, étudiante en L2 d'histoire. Leur père est pompier dans la caserne la plus proche, comme deux de leurs frères, leur mère est assistante sociale. N'ayant pas de « racines » familiales localement, Flavie et Géraldine expliquent que c'est l'engagement chez les pompiers qui a largement contribué à leur intégration rapide dans les sociabilités locales.

« Il s'est directement mis dans les pompiers en fait, ça l'a aidé à faire l'intégration et tout ça. [...] ça l'intéressait avant mais comme la caserne elle était en train de décroître, il s'est mis dedans...
[Flavie 23 ans auxiliaire de puériculture et Géraldine 21 ans étudiante en L2 d'histoire, sœurs]

L'engagement du père dans les pompiers constitue une preuve de la volonté d'intégration sur le territoire, volonté qui est d'autant plus importante que les sœurs expliqueront que dès leur arrivée, les « nouveaux » sont observés par les locaux, qui attendent qu'ils fassent leurs preuves. Être pompier c'est à la fois défendre le territoire et celles et ceux qui y habitent (Pudal, 2016), l'engagement est et reste reconnu et respecté localement. Le père a transmis cette « passion » et cet « engagement » à ses enfants et l'importance de la transmission des savoir-être et savoir-faire est fortement valorisée dans l'entre-soi en milieu rural (Coquard, 2016a). Dans sa fratrie de cinq enfants, seule Géraldine résistera à la vocation familiale d'être pompier. Car si les trois frères sont ou ont été pompiers (l'un est pompier professionnel, l'autre infirmier au SMUR, le troisième vient juste de rentrer pompier volontaire), c'est aussi le cas de Flavie qui a intégré dès qu'elle a pu les pompiers volontaires avec son père et son frère. À leur manière ils reprennent à leur compte les « lignées » traditionnelles des savoir-faire familiaux, tels qu'on pouvait le lire à l'entrée des usines ou chez les artisans sur l'écriteau qui affiche le nom du fondateur « & fils » (jamais « & filles », notons le).

La socialisation par le travail de pompier offre un ancrage dans un collectif de pairs mixte en âge et en sexe. La reconnaissance des efforts physiques est partagée à la fois dans et hors de la caserne. En étant pompier, Flavie acquiert un capital social local qui n'est plus seulement celui dont elle a hérité de son père et dont elle peut faire bénéficier sa sœur Géraldine. Comme dans le foot, c'est par l'inscription du père que les filles accèdent à des ressources locales. On va le voir aussi dans l'exemple suivant, les ressources apportées par l'engagement ou la participation des parents à l'échelle locale suivent une distribution genrée des rôles et des domaines d'engagement : aux hommes et aux pères les sphères masculines et viriles (à l'image du club de foot ou des pompiers), aux femmes et aux mères les sphères féminines (à l'image des associations culturelles et du foyer des jeunes).

■ ***Avoir sa mère dans le foyer des jeunes***

Les quatre territoires ne sont pas tous dotés du même nombre de foyers de jeunes, et parfois ces lieux s'apparentent davantage à des centres de loisirs pour enfants qu'à des espaces d'animation pour les adolescents, voire à un espace disponible pour les jeunes en général (y compris les jeunes adultes), certains s'inscrivent dans la continuité des « mille clubs » des années 1970¹¹ (Besse, 2008).

Anaïs, 25 ans (mère : auxiliaire de vie à l'EHPAD, père : chauffeur), aujourd'hui comptable dans la grande ville, a beaucoup fréquenté le foyer des jeunes de son village pendant son enfance et son adolescence. Elle explique ainsi que c'est un lieu relativement central, car situé au carrefour des routes, mais surtout « c'est rassurant pour les parents, surtout pour nous les filles, on est toujours plus protégées... Les parents ont peur qu'on fasse des mauvaises rencontres ». Les moyens locaux dédiés aux jeunes y sont très variables, indépendamment de la couleur politique du maire ou de ses adjoints.

¹¹ En 1966 le ministère de la jeunesse et des sports un programme d'équipement socioéducatif afin d'équiper les territoires de « mille-clubs de jeunes » (pour les 15-25 ans). « Les exemplaires doivent être identiques quelle que soit la région ou la taille de la commune (urbaine ou rurale) et doivent assurer une diffusion et un accès aux animations socio-culturelles, égalitaires sur tout le territoire. [...] Avec les Mille-Clubs, la recherche est portée vers des processus de préfabrication légère permettant de produire en série des modèles à moindre frais. » (Carrié, 2015).

Dans le récit d'Anaïs, comme dans celui d'autres jeunes femmes parmi les âgées de celles que nous avons rencontrées, on note que plus que la politique, c'est l'histoire et toutes les mauvaises expériences qui servent à justifier et à limiter le fonctionnement du foyer des jeunes, ou à le permettre mais sous contrôle des adultes. Lorsqu'ils existent et fonctionnent, lorsque les parents y sont associés (voire que leur participation est la condition même de leur fonctionnement), les foyers des jeunes sont largement investis par les mères, bien plus rarement par les pères, qui ne sont sollicités que lorsqu'il s'agit de faire des travaux d'aménagement intérieur.

« Ma mère, ouais elle est au foyer des jeunes... Enfin elle est... (rires) non pas vraiment c'est elle qui a les clés avec d'autres. Elle peut nous ouvrir et tout, c'est un peu elle qui gère le foyer. [...] Le foyer c'est là où il y a des animations et tout quand t'es petit, puis pour nous c'est surtout un endroit où on négocie d'avoir du temps ou les clés pour rien faire, ou s'organiser un petit truc, vite fait, le soir, entre nous... Après, avant, on pouvait faire des vraies grosses soirées et tout, mais l'année dernière, ça s'est pas bien passé, y'a des jeunes qui sont venus de la ville de C. et qui ont volé du matériel et tout. Donc on n'a plus eu le droit de refaire des trucs. J'en ai entendu parler à la maison pendant... (rires). »
[Anaïs, 25 ans, comptable dans une « grande ville ».]

À travers les descriptions des filles, on comprend que pour les mères participer et/ou animer le foyer des jeunes est une extension de la vie familiale : il s'agit de prendre en charge les enfants plus grands dans des espaces de loisirs en dehors du domicile. Comme dans l'animation des clubs amateurs de foot, les mères sont en charge de l'organisation des repas collectifs (bien que l'on retrouve les pères aux grillades quand ils sont là), des soirées à thème, des lotos et autres temps forts qui animeront la vie locale. Ce sont également elles qui seront là pour venir « après la fête », aider à ranger ou à vérifier l'état du rangement. Être la fille d'une mère qui est au foyer des jeunes constitue une ressource dans les réseaux de sociabilités locaux (même si cela n'est pas sans difficulté du côté des relations amoureuses ou des consommations d'alcool ou autres, on y reviendra). C'est ce que raconte par exemple Lola, 23 ans (mère : assistante maternelle ; père : professeur des écoles) arrivée dans son enfance sur la commune, qui explique combien la participation à la vie locale à travers le foyer des jeunes a facilité les rencontres et favorisé l'identification des familles entre elles dans un espace où « ici on se méfie tant qu'on ne connaît pas les gens ». Car même si la méfiance à l'égard des nouveaux arrivés ou des nouveaux habitants n'est pas propre au milieu rural, elle est présente dans les récits des jeunes femmes.

« Ma mère m'a forcée (rires). Quand on est arrivé : "il faut connaître les gens, tout ça..." vu que j'étais pas forcément ouverte, elle m'a dit je t'inscris quand même t'iras ! Elle nous avait inscrits mon frère et moi, ma sœur était trop jeune à l'époque. Au final, les potes de mon frère, mon frère se faisait des potes, moi je restais dans le groupe, donc je connaissais un peu de monde. » [Lola, 23 ans, assistante d'éducation et animatrice.]

Dans le cas de Lola, sa mère l'a contrainte avec son frère à fréquenter le foyer des jeunes « pour connaître les gens », avant de s'y investir elle-même, la place des mères étant d'autant plus évidente à trouver au sein du groupe des femmes locales que les enfants sont déjà intégrés au groupe d'enfants, ou qu'elles exercent des métiers en lien avec l'animation socioculturelle, l'éducatif ou la petite enfance. La mère de Lola cochant les deux critères, ancienne professeure des écoles à la retraite, aujourd'hui assistante maternelle, sa participation au foyer des jeunes est une forme de continuité de sa vie professionnelle qui lui permet de connaître tous les jeunes. L'investissement des mères bénéficie aux filles qui sont alors connues par la majorité des habitants. Ce sont elles à qui l'on pense en premier quand il y a un emploi qui s'ouvre ou un logement disponible, mais aussi pour une sortie exceptionnelle à l'Aquaparc par le centre social ou le foyer des jeunes, par exemple. Avoir sa mère au foyer des jeunes contribue aussi largement à la socialisation des filles et notamment au rôle social qui est attendu d'elles.

Si les jeunes femmes qui sont investies dans ces sociabilités les perçoivent rarement comme particulières, c'est par contre le cas de celles qui sont maintenues à l'extérieur et qui présentent ces différents cercles de sociabilité comme des lieux d'exclusion. C'est ce que décrivent Lizea et Prune, 16 et 15 ans, lycéennes, qui habitent dans le même village que Lola. Les deux filles sont maintenues à l'extérieur des sociabilités locales rassemblant les « vrais » jeunes et leurs familles. Elles ne participent pas au foyer de jeunes, au club de foot, aux lotos, ou encore au concours de puzzle : « On n'est pas trop là-dedans, du coup, enfin on essaie de s'extraire un peu, parce que c'est pas une ambiance qu'on aime particulièrement. » Cette séparation, dans les foyers de jeunes, entre ceux qui sont d'ici et les autres n'est finalement qu'une continuité des tensions qu'elles observent au collège ou au lycée et qui rendent également compte des rapports de classe : issues de la petite classe moyenne elles ne se retrouvent pas dans les activités populaires du milieu rural qu'elles décrivent avec un certain mépris.

La notoriété locale de la famille ne passe donc pas seulement par son patrimoine économique ou culturel, ni par une implication formelle dans les associations. Cela passe aussi par la présence et la participation à tous les événements locaux. Elia, 18 ans, est inscrite dans le dispositif de la garantie jeunes et cherche « un contrat en agent de propreté des locaux ». Elle est l'aînée de trois sœurs dont les naissances se suivent à quelques années d'écart, ses deux parents sont en situation de handicap et ont ponctuellement travaillé, dans des emplois précaires et/ou en intérim : son père est ancien fondeur et sa mère ancienne aide-soignante. Aujourd'hui sa mère tire les cartes (« 10 euros pour faire les cartes, après c'est pas cher faire les cartes, une séance d'1 h30, c'est pas cher ») et son père loue des sonos pour les fêtes locales, privées ou associatives. Le récit d'Elia montre toutefois que malgré la pauvreté dans laquelle elle grandit, le fait que sa famille soit enracinée depuis plusieurs générations sur le territoire et active dans les sociabilités locales (ses parents sont dans le club de pétanque, ils vont au bal ou dans les fêtes de village) les place au centre d'une vie locale riche. Elle est bénévole dans les festivals du coin avec son père ou son oncle, et s'investit dans une association d'aide aux personnes en situation de handicap qui organise des sorties culturelles dont elle profite également. Sa tante préside quant à elle l'association d'animation culturelle locale, et inscrit toujours prioritairement Elia aux sorties.

« Ma tante elle est sous-directrice je crois qu'elle m'a dit, ou je sais pas un truc comme ça. Mais à chaque fois qu'il y avait une sortie, c'était marrant, c'était : "Toi tu viens pas, c'est ma nièce qui vient." Je dis : "Tata tu peux la prendre quand même, elle m'a rien fait..." - Ah non non, c'est toi, t'es ma nièce tu viens." Et c'est tout, je venais et puis elle était contente, elle était contente parce que je venais. »
[Elia, 18 ans, garantie jeunes.]

À l'image d'un certain nombre de jeunes femmes rencontrées ayant des parents en situation de handicap ou une fratrie nécessitant une aide dans la prise en charge, on observe comment les jeunes femmes de milieux populaires s'impliquent de manière pratique et mobilisent leur temps pour les autres : moins sollicitées pour les travaux de bricolage ou d'entretien des jardins, elles sont surtout sollicitées pour prendre soin des personnes fragiles, effectuer des tâches d'entretien dans la sphère domestique (notamment les ménages) ou encore pour garder les enfants ou les personnes âgées. Cette répartition genrée du travail d'aide et d'entraide joue un rôle important et participe à distinguer les jeunes femmes entre elles : l'exclusion par la non-sollicitation des unes permettant aux autres d'espérer une certaine petite ascension sociale, ou au moins une place importante, dans les réseaux de sociabilités locaux (Siblot *et al.*, 2015).

Sociabilités locales alternatives et entre soi : la place faite aux « nouveaux »

Parmi les jeunes femmes rencontrées, une partie d'entre elles parfois « nées ici » parfois non, décrivent une forte participation familiale à la vie locale mais qui dénote largement de celles décrites plus haut. Ces filles sont issues de familles plus dotées socialement, scolairement et culturellement que les autres. Elles ont plus souvent que les autres des parents qui ont fait des études supérieures et qui ont habité en ville à un moment de leur vie. C'est le cas des parents de Lizéa, 16 ans, lycéenne, dont le père est peintre après avoir fait des études supérieures d'art et dont la mère (qui a un emploi que Lizéa ne parvient pas trop à décrire) est en fait animatrice socio-culturelle. Tous deux sont investis dans des réseaux minoritaires sur leur territoire : loin des fêtes populaires, des bals de village ou du loto traditionnel, ils font partie du café associatif, organisent des débats sur l'écologie et fréquentent les troupes de théâtre locales. « C'est pas du tout la même ambiance » décrit Lizéa « c'est vraiment un autre monde ». Sans être forcément des « néo-ruraux », avec l'image qui les discrédite (Roullier, 2011) les parents de Lizéa sont présents dans la vie publique, ils s'investissent dans les conseils municipaux et sont sensibles aux thèses écologistes, ce que partage leur fille :

« Après, un truc que ma mère fait avec son groupe d'amis, ils sont tous au café associatif, c'est un jardin partagé [...] tout le monde plante ses trucs. t'es adhérent plus ou moins, tu peux y aller.. c'est sympa [...] puis c'est bio [...] puis c'est du nouveau quoi, ça change de l'esprit d'ici, à fond foot, à fond ben le club de jeune tout ça [...] J'y vais le vendredi soir surtout, y a le camion à pizza, du coup, ben on... va, y a la musique souvent, le vendredi soir, on prend la petite bière au gingembre bio, une petite pizza, et voilà, ça fait la soirée. » [Lizéa, 16 ans, lycéenne.]

Dans ce café associatif, Lizéa rencontre d'autres jeunes avec qui elle partage des valeurs et une vision du monde. Pour illustrer cela, les jeunes femmes prennent l'exemple du « bio » pour montrer les écarts dans les préoccupations des jeunes sur la nature, la consommation, la préservation du cadre de vie... soulignant des « conceptions de la vie » très différentes des autres jeunes. Aussi, pour ces filles qui ne bénéficient pas de solidarités familiales sur les territoires, dont les parents sont arrivés sur le territoire pour construire leur famille, s'installer et faire grandir leurs enfants, ces réseaux alternatifs qui se construisent autour d'associations culturelles et de festivals locaux sont importants en raison des sociabilités et des ressources qu'ils permettent. Les entretiens menés sur les quatre territoires montrent malgré tout que ces réseaux alternatifs regroupent des personnes assez homogènes socialement et culturellement, et sont difficilement pénétrables par celles dont les parents n'y adhèrent pas, les critiquent comme étant des « lieux de hippies ». La légitimité à y aller une première fois et à y retourner, s'y faire une place représente un coût conséquent pour les jeunes femmes qui en sont les plus éloignées.

Ces jeunes femmes décrivent une certaine opposition entre des sociabilités concurrentes localement : aux gens d'ici, s'opposent ceux « venus après », les « babas cools ». Les rapports de classes se doublent d'un rapport au territoire : « C'est deux mondes vraiment à part » comme le résume Emeline, 18 ans, en service civique, (qui est aussi animatrice au centre de loisirs tenu par l'association locale d'animation, pendant les vacances, et qui vit avec sa mère psychologue et son beau-père enseignant) :

« Ce qui est impressionnant ici, c'est que t'as vraiment les gens pure souche, qui sont vraiment entre eux, qui sont mis à fond dans l'agriculture, dans le machin, le truc, ouais, vraiment des purs... qui sont d'ici quoi. Je saurais pas le décrire, ils sont... enfin quand t'habites dans [la vallée] tu dois faire de la chasse, tu dois être capable de déplacer des bottes de foin, tu vois, tu dois... Par exemple, c'est con

mais la Fête des paysans et des artisans il y a un lancer de bottes de foin, eh ben, ceux qui gagnent, c'est ceux [de la vallée], ça va jamais être des personnes qui sont venues après. Et voilà, il y a vraiment ce côté très refermé sur eux-mêmes, tu vois. Ce sont eux, ce sont les patrons, ce sont ceux qui sont [de la vallée], et après ceux qui sont venus après, je pense aux familles d'accueil, aux gens qui sont un peu plus *peace and love*, baba cool, tu vois qui essayent de ramener quelque chose d'un peu plus frais dans [la vallée], qui pensent à l'écologie, qui pensent... beh, comme Marie [directrice de l'association d'animation culturelle locale] tu vois, qui pensent au côté associatif, etc., voilà c'est deux mondes vraiment à part. » [Emeline, 18 ans, service civique.]

Cette volonté des « nouveaux arrivés » d'aller vers les autres et de participer à la vie locale est une des conditions d'intégration, mais pas au groupe « majoritaire » et « enraciné ». Si localement cela peut être source de tensions (y compris politiques), c'est parfois au profit des jeunes femmes qui viennent d'arriver sans avoir grandi très loin, dont les familles ne sont pourtant pas originaires du village. Entre « nouveaux arrivants », « néo-ruraux » et « anciens », « vieux de la veille », Valériane, 26 ans, a réussi à reprendre un bar local. Fille de la maire d'un village situé à quelques dizaines de kilomètres de là, et d'un père éleveur local, c'est d'ailleurs sa position entre extérieur et intérieur qui lui a permis de racheter le bar.

« Parce que t'as quand même des nouveaux arrivants qui redynamisent un peu, parce que, très franchement, c'est pas avec les anciens, les vieux de la vieille qui sont là depuis des générations et des générations, qui aiment pas du tout les touristes ou quoi, qui vont changer quelque chose, faut pas se leurrer. [...] Et surtout c'est grâce à eux qu'on arrive à faire des choses comme ça, et que, s'il y avait pas les néo-ruraux, les villages seraient morts morts depuis longtemps, depuis très longtemps d'ailleurs. » [Valériane, 26 ans, « patronne » de bar.]

Ces configurations ne doivent pourtant pas faire oublier que certaines jeunes femmes restent en marge des sociabilités locales. On le verra il s'agit plus souvent de celles qui venant des familles ayant le moins de ressources et qui se sont trouvées stigmatisées dans l'espace local : les multiples déménagements qu'elles ont vécus les ont coupées de leurs liens amicaux pourtant si importants dans la période juvénile, la très grande précarité économique participant également à une mise à l'écart en raison de la non-fréquentation des loisirs (payants) ou des lieux de sorties un peu éloignés (les contraintes liées aux mobilités étant fortes). Car ce sont avant tout des jeunes femmes dont les parents se tiennent (et sont tenus) à distance des événements locaux, qui n'y sont pas associés et qui ne s'y rendent pas (« Mes parents non plus ils aiment pas trop voir les gens. Du coup les endroits où on peut voir beaucoup de gens et tout, on évite », Melina, 15 ans, classe de seconde). Ce sont les familles de « cassos » (Coquard, 2016a) qui sont largement stigmatisées par les jeunes et les moins jeunes. On le verra, c'est dans les parcours de ces jeunes femmes isolées et n'appartenant ni à un « groupe » ni à une « bande » (Coquard, 2018), que l'on observe en creux les effets de l'absence de ressources (emploi, loisirs, relations amoureuses, santé...) et la mise à l'écart des solidarités locales.

III. Composition et recomposition des groupes d'ami-e-s au fil de l'adolescence

L'objectif de ce chapitre est de rendre compte avant tout des socialisations individuelles et de la production de positions sociales au sein d'espaces interactionnels (dans la lignée des travaux récents de Coquard, 2016 ; Galland, Lambert, 1993 ; Galland, Roudet, 2001 ; Renahy, 2010) marqués par une forte interconnaissance et une faible mobilité qui s'explique avant tout par l'âge (des jeunes, dont des mineures, n'ayant pas le permis de conduire ni même de deux roues malgré l'obtention du BSR), le sexe (des jeunes femmes qui, socialement, on le sait, ne jouissent pas des mêmes conditions que leurs homologues masculins), le milieu social (des classes populaires surreprésentées, dont l'équipement notamment en termes de voiture reste limité), ainsi que la configuration et l'organisation des transports dans des territoires enquêtés perçus comme enclavés par la plupart des personnes rencontrées. Nous étudierons dans ce contexte la question de la composition et surtout de la recomposition de ces groupes d'ami-e-s au fil de l'âge entre l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte.

1. « Dans ma bande de copines il y a... »

Tous les travaux sur le monde rural le montrent : le contexte rural et sa faible densité résidentielle peuvent favoriser une forte interdépendance des groupes sociaux (Renahy, 2010). Comme dans les cités populaires des banlieues ou quartiers de grandes métropoles, la vie dans les hameaux, les villages et les petites villes se caractérise par une interconnaissance importante entre les générations et au sein même des générations (Clair, 2010). Ainsi, ce qui participe à la caractérisation et à la spécificité du monde rural répété par la très grande majorité des jeunes femmes rencontrées c'est qu'« ici tout le monde se connaît ». Se connaître, c'est être capable de s'identifier, mais aussi de situer et se situer par rapport aux autres – socialement, économiquement ou encore culturellement. Pour se situer les unes par rapport aux autres, les jeunes femmes rencontrées ne mobilisent pas d'indicateurs objectifs assez classiques comme l'établissement fréquenté, ou la manière de s'habiller (qui indique souvent le style de musique écouté, etc.), mais plutôt le patronyme qui indique à la fois la filiation (être la fille de, la petite fille de...), la notoriété (et surtout celle de sa famille) et l'ancrage territorial (« avoir un nom d'ici » ou « un nom bien de chez nous » font partie des expressions entendues et qui marquent le fait de disposer des codes locaux). C'est ce que raconte par exemple Océane, 19 ans, scolarisée en lycée professionnel en première de gestion administrative ; sa mère est « patronne » d'un bar populaire dans la petite ville la plus proche et son père est ouvrier dans la plus grande usine des environs. Si ses parents ont déménagé, ils sont tous deux nés dans les environs à moins de 20 km de là où ils ont fondé leur foyer et où leurs filles ont grandi. Ce n'est que sur le tard que la mère d'Océane a repris le bar, après la fermeture de l'usine de conditionnement alimentaire où elle travaillait. « Le courage » de sa mère a d'abord été perçu localement comme un « risque » ou une « folie » compte tenu de son âge, du crédit contracté à la banque et « sûrement du fait que ce soit une femme » d'après Océane, mais comme elle est soutenue par son mari qui vient l'aider après l'usine et que malgré tout, ainsi, c'est une personne d'ici qui a repris le bar, elle a fini par y gagner la reconnaissance de tous. Aujourd'hui, Océane et ses deux sœurs aident au bar dès qu'elles le peuvent c'est-à-dire après le lycée, les week-ends et

pendant les vacances scolaires. Le bar est devenu une petite entreprise familiale et bénéficie d'une forte notoriété locale.

« Aujourd'hui, j'ai à peine besoin de me présenter. Je dis simplement je suis la fille [nom de famille] et tout le monde voit qui je suis ! Ça a ses atouts et ses inconvénients, car ça veut quand même dire que tout le monde connaît mes parents aussi, surtout ma mère. Donc si je veux pas qu'elle soit au courant de quelque chose, c'est pas facile facile. [...] Ici tout le monde m'a vue grandir, j'ai été ici à la crèche à côté à la maternelle, en face au collège et puis après au lycée je suis là où travaille ma mère. Comme j'ai été au centre aéré aux vacances et tout, et après, ils m'ont proposé de faire un stage pour la troisième. [...] C'est peut être aussi parce que je suis un peu la petite fille que tout le monde a vue grandir. Les vieux m'appellent « la petite X [nom de famille] » et que, dès que les gens d'ici [le village] vont en ville, ils passent voir ma mère, c'est un peu le repère d'ici à la ville d'à côté. »
[Océane, 19 ans, scolarisée en lycée professionnel, première de gestion administrative.]

Le rôle de l'interconnaissance est paradoxal tant les jeunes femmes rencontrées mettent en lumière qu'il protège et donne certaines marges de liberté (notamment dans les déplacements à l'adolescence) en même temps qu'il peut enfermer et contraindre par effet de contrôle social et d'observation permanente en particulier les femmes et les jeunes – femmes et hommes – « puisque tout le monde sait tout ».

Connaître tout le monde et être connue de tou-te-s : c'est ce que les jeunes femmes décrivent dans des exemples divers au fil des entretiens réalisés. En ce sens, elles reprennent à leur compte ce que signifie « être du coin » selon par Nicolas Renahy : « être connu, reconnu pour ses compétences particulières qui ne sont pas forcément professionnelles, situé dans un espace social en fonction de ses occupations, de son origine sociale et familiale. » (Renahy, 2010, p. 20). Car même si le territoire dont elles parlent est sans cesse redéfini, il s'agit bien toujours de se situer, qui permet de parler « d'ici » et « des gens d'ici » avec une certaine légitimité.

Les sociabilités masculines, un repère dans la définition du groupe de copines

S'intéresser à la composition et aux recompositions des groupes d'amie-s sur ces territoires fait émerger leur rapport « aux jeunes d'ici » ou « du coin », que ce soit pour revendiquer y appartenir et s'y reconnaître (« faire partie de la jeunesse locale » « faire partie de la bande » « avoir une équipe ») ou pour marquer leur distance (« je ne suis pas comme eux » ; « je suis différente des jeunes d'ici » ; « ils sont un peu bizarre les gens ici »). Mais force est de constater que pour caractériser la jeunesse locale les jeunes femmes évoquent avant tout leurs homologues masculins. C'est en effet d'abord les jeunes hommes issus des familles ancrées dans le village ou celui d'à côté depuis plusieurs générations et dont la notoriété locale se fonde en partie sur cet ancrage, qu'elles mobilisent pour expliquer ce que signifie « être du coin » ou parler « des jeunes ». Cela s'explique avant tout par le fait que les jeunes hommes sont davantage visibles dans l'espace public et les lieux de sociabilité qu'ils fréquentent (foyer des jeunes, stade, bar...) sont connus de tous. Ce sont eux qui participent aux activités locales « traditionnelles » et populaires – activités essentiellement codées comme masculines – et qui caractérisent le milieu rural à l'extérieur à l'instar des courses de motocross, de la chasse, la pêche, ou le foot. Aussi lors d'un entretien collectif avec des lycéennes des Deux-Sèvres, où il s'agissait de discuter des caractéristiques et d'éventuelles spécificités à être une jeune femme en milieu rural, l'une d'entre elles, âgée de 17 ans, qui prépare un baccalauréat professionnel accompagnement, soins et service à la personne, a conclu d'un

ton un peu désabusé, mais en riant : « Quand on dit : les jeunes ici depuis tout à l'heure en fait c'est vrai qu'on pense d'abord aux garçons ici. Nous, ben, on n'a pas grand-chose à faire (rires). » Les propos de cette jeune femme montrent que c'est la figure des « garçons » qui personifie les stéréotypes sur « les campagnards », « les ruraux ». Ces caractéristiques agissent comme des repères normatifs dans les sociabilités juvéniles rurales et servent aux jeunes femmes à se situer, se positionner, mais aussi à construire leur place et leur discours. C'est à partir de ces figures masculines que certaines rejettent (« c'est pas trop mon truc », « c'est des cassos ici les garçons ») et que d'autres défendent (soulignant par exemple combien « les garçons d'ici seraient simples, ouverts, accueillants, chaleureux, contrairement aux garçons snobs des villes »), que les jeunes femmes définissent qui sont « les filles du coin ».

Les entretiens sont largement marqués par le groupe de pairs parce qu'à l'adolescence se joue un déplacement des sphères de sociabilité, la famille d'origine garde une place très importante pour les jeunes femmes, bien qu'elle cède en partie la place au groupe d'amis. Mais se dire et se définir comme « une fille du coin » est fortement imbriqué dans le fait d'avoir un « groupe de copine », « une bande ». La bande est ici entendue dans son sens informel, éloigné de l'image des « blousons noirs » ou des bandes des jeunes de quartiers, elle protège surtout de la solitude et marque le besoin de groupe, d'amitié. L'équipe ou la bande constitue « un réseau de relation basé sur l'homophilie sociale et l'entraide locale, contrairement à l'interconnaissance diffuse des environs où se propagent éventuellement les "ragots" dans un contexte de concurrence pour les places disponibles » (Coquard, 2016a, p. 19.)

L'importance de la « bande » ou du « groupe » de copines n'a pas la même fonction selon les âges de nos enquêtées, même si pour toutes cela permet de se sentir valorisées et de bénéficier d'une certaine autonomie (pouvoir aller les unes chez les autres par exemple), d'avoir des stratégies d'alliance et de défense (en cas de tension ou de problème avec une autre personne) et de ne pas se sentir « isolées ». Les jeunes femmes rencontrées passent une grande partie du temps « libre » ou « personnel » (c'est-à-dire hors scolaire, hors travail rémunéré) à l'intérieur, dans les espaces privés, mais elles n'y sont pas pour autant seules ou isolées, renfermées, elles passent du temps les unes chez les autres et dans les déplacements entre leurs domiciles respectifs. Pour les plus jeunes, le groupe d'amies constitué des relations de voisinage et/ou de l'école permet d'échanger sur la musique, les loisirs ou encore d'avoir des activités communes, de partager les histoires locales ou de parler des relations amoureuses des autres. C'est aussi l'occasion de pouvoir étendre son réseau d'interconnaissance en rencontrant telle ou telle personne, comme le grand frère ou la grande sœur de l'amie, par exemple. Pour les jeunes femmes ayant passé les 23-24 ans, c'est aussi par la bande de copines (et par la bande de copines de leurs mères) qu'elles pourront trouver un job et parfois trouver un petit ami ou rencontrer leur conjoint. Pour toutes, le groupe de copines est l'occasion de pouvoir être un peu plus mobile sur le territoire, en se déplaçant grâce aux connaissances et amis rencontrés ici et là et qui voudront bien faire les « taxis » en voiture ou en scooter, à la place des parents.

Décrire son groupe par opposition : « nous et les autres filles »

Lors des entretiens, la description des territoires alentour a donné l'occasion aux jeunes femmes d'expliquer les tensions et autres « querelles de clocher » entre villes, entre villages, « qui existent depuis toujours ». Si ces rivalités font sourire les adultes rencontrés au fil de l'enquête, force est de constater qu'ils participent largement à faire perdurer les réputations. On trouvera également des

rivalités entre enseignement public et privé, avec des familles qui fréquentent l'un ou l'autre de génération en génération. Ces querelles de clocher participent à la construction de l'altérité entre les jeunes, dans la mesure où, dans la socialisation juvénile, doit s'exercer la définition du groupe auquel on appartient par opposition bien souvent à celui qu'on ne fréquente pas. Au même titre qu'il y a la musique à écouter (ou à ne pas écouter), les films à avoir vu (Pasquier, 2005) ou les activités sportives valorisées, il y a aussi les villages et les villes dans lesquels on peut se promener, ceux et celles où l'on peut sortir par opposition à ceux et celles qui sont « infréquentables », voire « malfamés » (où les garçons « se castagnent » avec la jeunesse locale lors des virées nocturnes).

La description de « son » groupe par rapport aux autres laisse également voir combien la morale sexuelle des femmes (à savoir essentiellement le nombre de partenaires, la fréquence des relations et l'âge des femmes et de leurs partenaires) peut entrer dans les critères de rapprochement ou d'opposition. Ainsi, dans les propos des adolescentes on trouve la description de la catégorie de « celles qui font un peu putes » ou de « celles qui couchent » qui s'opposerait à la catégorie à laquelle elles appartiennent, c'est-à-dire de celles qui ont éventuellement aussi des rapports sexuels mais sans que cela se sache. Comme le rappelle Isabelle Clair à propos des insultes entre filles, la construction de stéréotypes, à travers l'homogénéisation des « autres », participe aux indentifications positives du « nous » (Clair, 2017). Celles que nous avons rencontrées font dans leur grande majorité partie de celles qui occupent relativement discrètement l'espace social local, en conformité avec les attentes sociales (des jeunes et des familles), notamment en matière de mobilité ou encore d'habillement, indicateur objectif de leur vertu. Mais les « autres filles » sont présentes dans un grand nombre d'entretiens, il s'agit essentiellement de celles qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour dissuader l'étiquetage, celles qui sont disqualifiées du groupe des filles, les « petites putes », « des m'as-tu-vu », dont les tenues vestimentaires ou les photos postées sur les réseaux sociaux sont largement mises en cause car jugées provocatrices – sexuellement – par les autres jeunes (garçons et filles) et dont les jugements sont confortés par les adultes (notamment les enseignants, les travailleurs sociaux et parfois les parents). Justine, 17 ans, suivant des études d'élevage en lycée agricole explique les effets des photos présentées sur les réseaux sociaux dans la construction des réputations. L'entretien avec elle est éclairant à plusieurs titres, la fille dont elle parle, qualifiée de « pute », cumule en effet les vulnérabilités, car même si elle a déjà eu plusieurs partenaires, c'est aussi parce qu'elle a des rapports sexuels avec chacun d'entre eux, que ses relations sont considérées comme courtes (contrairement au script d'entrée dans la sexualité qui voudrait que dans les rapports hétérosexuels, les femmes « attendent » et « fassent attendre » leur partenaire masculin pour s'assurer de l'intensité de la relation et des « sentiments »). À cela s'ajoute que la fille en question est issue de la communauté des gens du voyage (Delépine, 2015), particulièrement mal considérée en France que ce soit dans les territoires ruraux ou urbains.

« Il y en avait une, elle avait envoyé ses seins sur Snap, et du coup il y a eu une capture d'écran, et ça a fait le tour du collège. Beh, elle disait que c'était pas vrai et tout, mais... enfin elle essayait, et tout, de se rattraper, mais ça a pas marché. [...] Elle s'en foutait. C'est des gens un peu... pas trop fréquentables quoi. [...] C'est des gens qui s'en foutent vraiment de tout, enfin qui font n'importe quoi. Du coup, beh, pour elle c'est rien, mais elle était refaite quoi on va dire, enfin elle était critiquée et compagnie quoi.

– Genre elle était traitée et tout ça ?

– Ouais, tout le monde disait que c'était une pute quoi d'envoyer une photo, enfin...

– Et les profs ils ont fait quoi ?

– Rien... je crois qu'ils étaient même pas étonnés... (rires)

- Et elle l'avait envoyée à qui cette photo ?
- Beh, à un gars, je sais pas, en fait, c'était un gars avec qui elle parlait, et lui il a fait une capture d'écran et voilà. [...] Après, nous, la fille on l'aimait pas, donc on allait pas... enfin c'était pas une fille vraiment aimée quoi, une fille un peu à part.
- À part parce que... ?
- Beh, c'était une fille qui était pas fréquentable quoi, c'était pas une fille... [...] Déjà parce qu'elle a eu trop de mecs déjà. Elle a couché depuis longtemps. Comme elle change souvent de mec (rires) c'est une pute quoi. [...] Puis même, enfin c'était une Gitane, alors du coup voilà, enfin... parce que chez nous, c'est un peu comme ça, enfin... » [Justine F., 17 ans, en lycée agricole, village < 250 hab, rencontrée au cours de l'enquête SEXI, 2018.]

Dans d'autres cas, moins emblématiques que celui présenté ici, les jeunes femmes se connaissent et peuvent nouer des liens, en parallèle des temps collectif qui les séparent : par effets des circonstances comme se croiser à l'arrêt de car ou de TER, ou parfois parce qu'elles ont des mères qui sont « copines ». Malgré tout, comme dans les terrains enquêtés par Isabelle Clair en région Centre ou dans les cités d'habitat social de région parisienne (Clair, 2017) on observe que sur les quatre terrains d'enquête, le risque est fort pour ces jeunes femmes déjà stigmatisées socialement par leur appartenance à des milieux populaires (et faisant partie des fractions les plus basses des classes populaires) de se faire qualifier de « pute », étant donné qu'elles disposent de moins de ressources à valoriser que dans les classes moyennes. L'enquête montre notamment que ces jeunes femmes, vivant dans des espaces où l'interconnaissance est forte et où les commérages ont leur fonction sociale (en contribuant à classer et déclasser les individus entre eux) et se diffusent de génération en génération, doivent composer avec et tout mettre en place pour ne pas y être associées.

Imaginaire de la « racaille » : « les autres jeunes »

L'image de la « racaille » est très souvent mobilisée par les jeunes femmes pour parler de la « grande ville », elle est aussi mobilisée à propos des petites villes locales, voire parfois de leur propre village, pour qualifier les quelques jeunes qui peuvent y traîner (c'est-à-dire qui passent du temps dehors sans but précis a priori).

Les villes locales, et tout particulièrement leur jeunesse, sont souvent associées aux mêmes imaginaires négatifs que la grande ville, c'est le cas bien souvent de celles qui hébergent des collèges ou des lycées. À chaque fois c'est un groupe de jeunes fréquentant l'espace local qui est identifié et ciblé. En Chartreuse, au collège B, c'est la ville voisine de S. qui est l'objet de toutes les critiques. Dans les Ardennes, c'est la mauvaise réputation de la petite cité HLM qui se répercute sur tous les jeunes de la ville. Dans la petite ville de B., c'est la présence de « jeunes migrants », « de noirs » et de jeunes « qui boivent de la bière et qui mendient » dans les environs des gares ferroviaires ou routières, qui effraient. À chaque fois, les jeunes hommes sont majoritaires dans la composition de ces groupes. Ces craintes subjectives sont à replacer dans un contexte global et médiatique de peurs relatives au milieu urbain et aux jeunes, renouant avec l'image de « blousons noirs », aujourd'hui les « racailles ». Ces groupes de jeunes seraient « en mode wesh wesh », c'est-à-dire un style associé à la jeunesse des cités populaires des grosses agglomérations urbaines : « c'est jogging, survet', et casquette » ; « survet de même couleur, casquette, petite sacoche Adidas. ». À côté du terme de « racaille », les filles utilisent aussi volontiers celui de « cassos » (pour « cas sociaux ») qui stigmatise les jeunes cumulant à priori des vulnérabilités économiques, sociales et amicales.

Ainsi, dans les villages et petites villes autour de Crozon, les adolescentes expliquent ne jamais aller seules à Crozon, par peur de la « racaille » et de la « mentalité » des jeunes. Nous avons rencontré un groupe de jeunes femmes, âgées de 14-16 ans, et les avons interrogées en marge de leurs activités de loisirs. Elles ont pour la quasi-totalité d'entre elles de la famille dans leur village ou leur petite ville et n'ont jamais déménagé. Quand on les interroge sur leurs loisirs, leurs activités et qu'elles fréquentent Crozon, elles sont unanimes « non, ça va pas ! » reprenant en chœur la dangerosité des « groupes de jeunes qui traînent, fument [...] boivent de l'alcool ». « Les jeunes » en question sont essentiellement des garçons, ils se rassemblent près des stades ou du skatepark. « Nous genre on traîne pas le soir jusqu'à 23 heures dans... dans... K., ni dans... eux ils font ça jusqu'à minuit, musique à fond » ; « eux là-bas ils ont pas de honte ». Quand elles sont contraintes de passer devant ces rassemblements pour aller à des activités au palais des sports, elles « tracent » sans tourner la tête. Elles ont peur à la fois de qui pourrait leur arriver, mais aussi de ce que l'on pourrait penser et dire d'elles. Lena, 13 ans, est la plus jeune du groupe. C'est aussi la seule qui est déjà allée un peu traîner avec ces groupes. Elle est connue dans tous les environs, sa mère est taxi, son père est au comité de pêche et de chasse local, elle a deux frères aînés et toute sa famille vit dans un rayon de moins de 20 km. Lorsqu'elle a tenté, quelques mois avant l'entretien, de fréquenter ces « groupes de jeunes mal réputés », c'était « pour voir », dira-t-elle. Mais pendant cette courte période, elle n'y a eu que des « mauvaises expériences », comme jouer à « action ou vérité¹² » et devoir embrasser un garçon, ce qui lui a valu d'être au cœur « d'embrouilles et de rumeurs ». L'exemple de Léna montre que les oppositions ne sont pas forcément nettes. Car les jeunes femmes qui critiquent violemment ces groupes peuvent aussi les fréquenter ou les avoir fréquentés. « Ce sont mes voisins » décrit une jeune femme de K., « c'est des gars qui étaient avec moi en primaire », dira une lycéenne de Bressuire.

2. Avoir une bande de copines « pilier »

L'analyse de la composition du « groupe de copines » ou de la « bande de copines » confirme les analyses de Benoit Coquard (2016) dans son enquête auprès de jeunes ruraux légèrement plus âgés. L'importance et la place de ce groupe dans les entretiens s'explique par le fait que, d'une part, notre corpus est composé d'adolescentes – nombre de travaux ont déjà rappelé l'importance du groupe de pairs à l'adolescence dans la construction et la valorisation de soi –, et que, d'autre part, dans un espace marqué par une forte interconnaissance, les sociabilités amicales restreintes revêtent une importance cruciale dans la mesure où elles participent à redéfinir le « nous » et distinguer « les autres », « eux » (Clair, 2017 ; Coquard, 2016a ; Renahy, 2010).

Mixité sexuée dans les groupes de pairs

Aborder la question de la composition des groupes de pairs, c'est s'interroger sur leur mixité, c'est aussi observer qu'il s'agit surtout du groupe de « copines », dans la mesure où l'on observe une surreprésentation des filles dans la constitution des groupes d'amie-s des jeunes femmes enquêtées,

¹² « Action ou vérité » est un jeu qui se joue surtout à l'adolescence : chacun des participants propose tour à tour à un des joueurs de choisir de répondre à une question (vérité) ou d'accomplir un gage (action). Les récits des jeunes montrent qu'une grande partie des défis est à connotation sexuelle.

bien qu'elles dénigrent pour partie l'entre-soi féminin, reprenant à leur compte les stéréotypes pesant sur les « les filles entre elles » qui seraient pires que tout. Comme dans l'exemple qui suit avec le récit de Mélodie, on constate que la plupart des enquêtées disent évoluer dans des groupes de pairs mixtes, même si cette mixité prend des formes en fait très différentes. Si on perçoit en effet dans les discours des jeunes femmes qu'il est très valorisé de fréquenter des garçons quand on est une femme jeune, pour autant, nombreuses sont celles à déclarer « préférer être avec des garçons qu'avec des filles », voire « avoir toujours eu surtout des amis garçons », même si ce n'est pas véritablement le cas quand regarde précisément la composition de leur groupe.

Malgré la mixité de certains groupes d'amis (dans lesquels l'équilibre entre les sexes est néanmoins très rarement atteint), on constate que les modes de relations comme les sujets de discussion avec les amies filles ou garçons ne sont pas les mêmes. Les jeunes femmes se confient plus à leurs amies filles, quand elles partagent avec les garçons surtout des « délires ». Quelques-unes ont toutefois un meilleur ami garçon, à qui elles confient tout : cette relation est alors très valorisée et admirée dans le groupe de pairs ; elle constitue une preuve de maturité et s'approche de la relation tant convoitée avec un petit copain.

C'est ce qu'explique en partie Mélodie, 19 ans, fille d'une mère qui « fait des ménages » et d'un père qui travaille à l'usine ; elle a grandi « dans le coin » où elle habite encore - elle n'a déménagé que deux fois. Elle effectue des vacances d'animatrice pendant des vacances scolaires pour remplacer des employées titulaires dans les activités de petite enfance, ce qui conforte son ancrage local en particulier dans la sphère féminine de par, à la fois, la composition de son groupe de copines et les relations nouées dans son activité professionnelle.

« Alors moi, depuis toujours, je traîne plutôt avec des garçons, en fait. Oui c'est plutôt... des garçons enfin, y'a des filles aussi, mais, bon, ça fait des histoires les filles. Je préfère être pote avec des garçons. Ouais, dans mon groupe, c'est ça...
- Tu peux me dire justement les prénoms de tes potes de ton groupe aujourd'hui ? Pour que je puisse me repérer un peu... me dire depuis quand tu les connais ?
Il y a Océane, Julie, Nolwenn, Eléa, Gwénaëlle, Gaël, Max... ah oui j'allais oublier aussi Maéva
- En fait il y a quand même plus de filles non ?
- Ben maintenant que je le dis oui je m'en rends compte ! Mais c'est parce qu'on se connaît depuis tellement longtemps que... (rires) que... c'est pas pareil quoi ! On partage tout ensemble ! » [Mélodie, 19 ans, animatrice vacataire en centre social.]

Comme dans l'extrait d'entretien mené avec Mélodie, on s'est attaché dans cette enquête à comprendre qui compose le groupe de copains et de copines, « la bande », aux différents âges des jeunes femmes s'étant prêtées au jeu de l'enquête.

On peut ainsi distinguer, parmi les jeunes femmes, celles qui ont un cercle d'amis restreint, essentiellement composé de filles. On remarque alors qu'elles restent davantage chez elles, investissent leur intérieur et n'ont que quelques ami-e-s plutôt des filles, même si elles peuvent avoir un ou deux garçons proches. Quand elles sortent avec leurs amies, c'est pour faire le tour du pâté de maisons, aller les unes chez les autres ou dans des lieux qu'elles s'approprient, parfois dans les endroits où se retrouvent la majorité des jeunes, mais en restant à l'écart, en groupe plus petit. Elles parlent moins souvent que les autres d'appartenir à une « bande ». Parmi ces jeunes femmes on retrouve celles qui investissent fortement les relations familiales, aident leur mère ou grand-mère (dans la gestion de leurs intérieurs, les courses ou encore la prise en charge des enfants plus jeunes

lorsque c'est le cas), elles sont aussi plus souvent que les autres des personnes-ressources pour les familles de leur partenaire lorsqu'elles sont « posées » en couple.

À l'inverse de celles qui sont « confinées à l'intérieur », d'autres jeunes femmes passent du temps dans l'espace local, investissent davantage le « dehors » c'est-à-dire hors de leur domicile. Elles rejoignent alors de grandes bandes d'amie-s assez larges et mixtes bien que souvent constituées d'une majorité de garçons. Ces bandes rassemblent parfois des ami-e-s et voisin-e-s qui ont grandi ensemble, mais aussi de frères et sœurs, cousins cousines auxquels se mêlent des camarades de classe. Parfois c'est par une amie que les jeunes femmes rejoignent ces bandes. Ainsi, c'est en traînant avec Adèle, que Maé, 16 ans, scolarisée en seconde professionnelle (mention service à la personne et aux territoires) vivant avec sa mère dans un village, s'est mise à fréquenter les jeunes de l'autre village où elle passe maintenant la plupart de son temps libre. Emeline, 18 ans, actuellement en service civique dans une école primaire, a quant à elle intégré la bande d'amie-s par son petit ami (on remarquera que l'inverse semble très rare : les jeunes hommes n'intègrent pas aussi facilement les groupes d'amies de leur partenaire). Ces bandes ont pour caractéristique de rassembler plutôt des jeunes des environs. D'autres sont plus extensives en termes de territoire. Les « grandes » bandes intègrent des jeunes de différents villages qui se rejoignent tous dans la centralité locale, là où il est plus facile de se retrouver : par exemple des jeunes femmes qui habitent des villages ou des hameaux isolés, se retrouvent essentiellement dans la ville du collège (ou celle du lycée), où elles se rendent grâce aux bus scolaires (seul moyen de transport en commun, qui circule à des horaires néanmoins restreints).

Les jeunes femmes qui ont des sociabilités mixtes, marquées par une fréquentation du dehors, sont souvent dénigrées par les autres jeunes femmes qui s'en tiennent à distance. Elles sont montrées du doigt parce qu'elles fréquentent ces bandes de garçons et de filles volontiers perçues localement comme composées de jeunes à problèmes. « On n'a pas la même situation de vie quoi je pense, enfin on vit pas pareil » affirment Julie et Maelenn, qui ont toutes deux 17 ans et des parents qui travaillent dans les usines locales. Elles comparent leur situation sociale et familiale à la « grande bande de jeunes » locaux qu'elles croisent au stade quand elles y vont toutes les deux ou avec Rayan, un ami commun. Ce sont des jeunes qu'elles connaissent et qu'elles saluent, mais avec qui elles ne veulent pas entretenir plus de relations. Elles désapprouvent les longues soirées qu'ils passent dehors : « Eux ils resteront des fois jusqu'à 2-3 h du matin dans le froid au stade. Nous on est plus à rentrer s'il fait froid [...] On rentre pas plus tard que 19 h souvent » ; « Quand on fait des soirées tout ça on reste chez nous ou on va chez quelqu'un. Ben eux ils restent dehors et tout. ». Les filles qui font, au contraire, partie de ces grandes bandes décrivent de l'intérieur le plaisir de passer du bon temps ensemble, mais aussi la stigmatisation des adultes comme les galères pour se protéger des intempéries.

Des relations amicales « choisies », mais liées aux sociabilités familiales

Dans les quatre contextes de territoires ruraux étudiés, au sein de familles populaires, les parents, et surtout les mères, participent largement à la construction des groupes amicaux dans l'enfance parce que c'est sur elles que reposent une grande partie des relations de voisinage – particulièrement celles dédiées aux enfants. Comme dans tous les groupes sociaux, on observe que chaque milieu entretient des relations avec son entourage selon les propriétés sociales qui sont les siennes, les classes populaires s'impliquant de manière plus « pratique » dans les sociabilités (Siblot *et al.*, 2015), comme l'attestent les

entretiens avec les jeunes femmes mères. Ces dernières racontent qui sont les autres mères des environs, décrivent leurs enfants et connaissent les affinités et inimitiés entre les familles grâce à la crèche, à la maternelle ou au centre de loisirs. Les récits des jeunes femmes ayant grandi dans le même périmètre géographique que leur famille (maternelle et/ou paternelle) montrent ainsi combien les relations d'amitié sont imbriquées dans les relations familiales, ce qui remet en cause en quelque sorte le dicton populaire « on choisit ses amis, pas sa famille ! » En effet, les amitiés et inimitiés entre les familles sont largement évoquées dans les entretiens : les filles insistent sur les relations de leur famille avec celles des environs et laissent entendre qu'aux jeunes âges, on choisit moins ses ami-e-s qu'après : on devient ami-e-s par effet d'opportunité, de circonstances... Les repas, goûters ou apéros, chez les uns ou les autres participent au lien d'amitié entre enfants qui « se voient tous les week-ends, aux fêtes et tout ».

Du côté des jeunes femmes les plus âgées de l'enquête, on observe également une part importante des sociabilités marquées par les familles, en particulier chez celles qui sont en couple. Comme l'a déjà remarqué Benoit Coquard (2016) et comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les jeunes femmes qui restent vivre dans les villages et les petites villes ont tendance « à couper les ponts avec leur vie d'avant pour suivre leur conjoint », certaines font plusieurs dizaines ou centaines de kilomètres pour rejoindre et vivre avec leur petit ami qui, lui, conserve à la fois ses relations, la proximité avec sa famille et tout son univers. Elles investissent alors d'autant plus fortement les relations avec la famille de leur partenaire (ce qui n'est pas sans risque de fort isolement en cas de mésentente), et un resserrement des activités et sociabilités au sein de la sphère domestique. La précarité du monde du travail qui touche plus encore les femmes que les hommes (contrats en intérim sous-qualifiés, à temps partiel le plus souvent subi et en horaires fractionnés, distance importante domicile-travail) et l'isolement induit par les missions d'une partie des emplois que les jeunes femmes peuvent occuper (ménages, aide à domicile, aide à la personne...) participent également à un resserrement sur la sphère domestique – sans que cela soit synonyme de repli – tant dans les premiers temps de la vie professionnelle, peu de jeunes femmes rencontrées déclarent faire partie de « collectifs de travail », avoir des copines au travail ou avoir pu tisser des liens forts avec d'autres jeunes ou d'autres jeunes femmes nouvellement rencontré-e-s.

Évolution de la composition du groupe d'ami-e-s au rythme du parcours scolaire

Qu'on soit né ou non sur le territoire, faire partie du même village, avoir fréquenté la même école primaire est un marqueur fort dans la constitution du groupe de copines et de copains de l'enfance. Pour les jeunes femmes n'ayant pas ou peu déménagé depuis cette période, ce groupe de pairs constitue une ressource importante dans la constitution d'un entre-soi adolescent, « le groupe de primaire, c'est mon pilier » dira d'ailleurs Mélodie. Dans sa composition, ce groupe évolue peu dans la mesure où les filles ont grandi dans des écoles comprenant une seule classe par niveau, et que tous les enfants grandissent dans le même espace durant les 5 ou 8 premières années de leur scolarité. On remarque d'ailleurs que ce groupe d'amitié marquant l'enfance est souvent imbriqué dans les sociabilités familiales et est en réalité antérieur à la scolarisation (primaire ou maternelle), comme l'expliquent ces trois jeunes femmes rencontrées dans le foyer des jeunes de leur village. Elles sont toutes trois « du coin », n'ont jamais déménagé suffisamment loin pour changer d'école ou s'éloigner de leur groupe de copines. Leurs familles et surtout leurs mères sont aussi copines.

« On est au foyer des jeunes du village de Vs (900 hab.) dans les Deux-Sèvres. La discussion commence assez vite avec Maurine, Charlize et Lila, trois copines qui ont accepté l'entretien à condition d'être ensemble. Toutes les trois se connaissent "depuis toujours", "depuis l'enfance", "on était en primaire ensemble". Lorsqu'on aborde comment elles se sont rencontrées, cela se révèle relativement compliqué à dater. Finalement Maurine dira que "c'est normal" : "Nos mères se connaissaient en fait... elles ont été à l'école ensemble déjà, alors ça explique pourquoi nous aussi on se connaît." "On a grandi ensemble. À aller les unes chez les autres » acquiescera Charlize." » [Extrait de journal de terrain, 10/10/19, Deux-Sèvres, Entretien avec Maurine, Charlize et Lila, 14 ans]

Le groupe de Maurine, Charlize et Lila a été confronté à l'orientation au collège. Comme dans les autres groupes de filles rencontrés, elles expliquent qu'il n'est pas aisé de « survivre » à l'éclatement géographique des établissements et des domiciles. Il n'est pas non plus évident de faire face aux stratégies parentales de scolarisation, comme le révèle le choix du privé ou du public particulièrement exacerbé sur le territoire breton, mais que l'on retrouve également ailleurs. Des travaux antérieurs ont souligné les écarts entre les classes sociales dans la construction de la méritocratie scolaire, montrant que ce sont les classes populaires qui continuent de croire en la capacité de l'école à permettre la réussite des élèves. Pour autant, le dénigrement du collège public de proximité n'est pas le propre des milieux urbains jouant de la carte scolaire ; dans les familles populaires disposant inégalement de capitaux culturels ou sociaux, les plus dotées chercheront « le mieux » pour leur enfant, quitte à se tourner vers l'établissement privé et se serrer un peu plus la ceinture. Les choix des parents – qui sont rarement ceux des enfants lors de l'entrée en sixième – participent à l'éclatement du groupe de copines qui ne survit pas toujours aux rivalités entre collèges public et privé, et ce au nom de la réussite des enfants. Le lieu de scolarisation rejoue des tensions de classes entre les familles qui ont a priori davantage de ressources économiques que les autres, « pouvant se permettre » de scolariser leur enfant dans le privé. Cet exemple montre aussi comment vont s'entremêler les relations interfamiliales et les relations entre les jeunes dans la constitution des groupes de copines. C'est ce qu'expliquent Aaliyah (16 ans, seconde générale ES), Andréa (18 ans, CAP accompagnement éducatif petite enfance), Léonie (17 ans, BTS assistante de gestion) et Brianna (19 ans, terminale pro accompagnement éducatif petite enfance), quatre des jeunes femmes qui ont participé à un entretien collectif au sein du lycée public de secteur.

Aaliyah : Ici il y a deux collèges, deux lycées. Il y a ici nous... et puis le lycée Saint Joseph. Là-bas, c'est un peu plus tu vois, les fils de bonne famille... y'a pas que des bourges, mais y'en a aussi (rires)

Enquêteur : Il n'y en a pas ici ?

Aaliyah : Ici, ah non, ils ne viennent pas, ils ont peur ! Nan, en vrai, je pense que ça joue un peu parce que lycée n'a pas que une très bonne réputation, il y des histoires et tout, et puis, ben, en fait, c'est comme partout... Là-bas, ils sont stricts, on n'a pas le droit aux jeans troués. Ici, y'a quand même une tolérance, en fait. Là-bas, c'est un peu une prison quand même (rires)

Andréa : Oui, et puis là-bas, ils sont... comment dire... ben, en fait, c'est un peu genre quand t'es fort, tu vas là bas, et si tu n'y arrives pas, tu finis ici ! Bon, moi, j'ai été directement ici (rires).

Léonie : Et puis quand même, ça coûte cher, tout est plus cher, l'internat, la cantine, même tu payes les cours. Faut avoir les moyens d'y aller... Ils font que de critiquer ceux qui n'ont pas de marques ou tout ça, il paraît que l'ambiance n'est pas aussi bien qu'ici. Parce que l'argent, ça pourrit les gens aussi [...]

Enquêteur : Et vous avez des copines ou des copains là bas ?

Aaliyah : Euh (rire collectif) c'est un peu la guerre ! Mais on se connaît quand même oui... Après j'avoue on traîne pas ensemble trop. Tiens c'est comme Virginie, elle était avec moi avant en primaire, on est du même coin... et puis, au collège, ses parents ont eu peur de la racaille. Elle a été dans le privé. Là direct, ça a cassé le groupe parce qu'elle n'avait plus les mêmes copines et elle faisait que de nous dire que les gens du collège Simone Weil étaient des gens qui traînent et qui fument, qu'il fallait pas qu'on leur parle et tout. [...] À un moment il paraît qu'elle a dit qu'on était que des cassos ! Je sais pas si

c'est vrai mais... franchement, à un moment, c'était soulant. Et puis ses copines, pff..., elles sont pas intéressantes. Toujours à faire des critiques parce que t'as pas le dernier téléphone et tout. En fait, tout porte sur l'argent. Y'a trop l'argent dans leurs relations. Je les aime pas.

Enquêteur : Et avec Virginie, vous vous parlez encore ?

Aaliyah : Nan, on se dit bonjour, c'est tout. Sans rien de plus. On s'arrête là. Avant, c'était vraiment une fille de ma bande de copines, maintenant... ben, elle a ses copines et moi les miennes. Je pense que, oui, l'argent nous a séparées et on n'a plus trop rien à se dire maintenant. Elle fait sa vie et moi la mienne. »

[Entretien collectif avec Aaliyah, Andréa, Léonie et Briana, lycée polyvalent.]

Les réputations des établissements sont lourdes et traversent les générations, les jeunes reprenant à leur compte les critiques émises par leurs parents et plus largement par les membres de leur famille quand ces derniers ont été scolarisés « dans le même bahut ». Dans ces milieux populaires, la famille élargie fait partie de l'entourage local et constitue un des principaux réseaux de sociabilité (Déchaux, 2009 ; Segalen, 2004), c'est d'ailleurs pour cela qu'elle est également sollicitée ou qu'elle intervient au moment des « choix » scolaires. Malgré un écart important de classe sociale et de conditions de vie, on retrouve quelques points communs avec la description des stratégies familiales dans le choix de l'école que fait Agnès van Zanten, notamment celle des « familles ouvertes » plutôt de classes moyennes intellectuelles, caractérisées par des « décisions qui impliquent un large éventail de connaissances et d'amis qui informent, structurent et consolident les choix » (Van Zanten, 2009, p. 130). Ainsi, il y aurait le collège fréquenté par des « mauvais élèves » le lycée qui aurait tous les « mauvais profs » de la région, quand pour d'autres ce même collège a une « bonne ambiance » ou ce lycée est « quand même bien ». Les propos du groupe de jeunes femmes mettent en évidence combien la question du choix de l'école est liée à celle de la concurrence, « la plus grande liberté accordée aux parents pouvant conduire à une spécialisation des établissements du point de vue de leur recrutement social. Ils se trouvent indirectement en rivalité par le biais du type d'élèves qu'ils sont susceptibles d'attirer » (Combaz, 2013, p. 157).

Les entretiens menés avec les jeunes femmes sur les quatre territoires confirment les analyses d'Agnès Van Zanten sur la division du travail familial autour du choix de l'établissement, une tâche essentiellement prise en charge par les mères : c'est sur elles que repose le travail mental de planification de l'ensemble de la stratégie de choix, sur elles également que repose la charge d'aller obtenir des informations, les réputations des établissements, malgré une offre relativement restreinte contrairement aux métropoles urbaines. « La recherche d'informations « chaudes », à savoir des jugements que portent d'autres personnes sur des établissements qu'ils connaissent de l'intérieur, est essentiellement un travail féminin. Elle s'inscrit naturellement dans leur rôle de "médiateurs" des relations de la famille avec l'environnement social proche, dans l'accomplissement régulier des tâches domestiques à l'extérieur – les courses chez les commerçants par exemple, qui sont aussi parfois des informateurs, et chez qui on rencontre d'autres parents et habitants – et, surtout, dans la réalisation du travail éducatif au quotidien. Les sorties au parc, les rendez-vous chez les professionnels de la santé, les temps d'attente liés aux activités culturelles et sportives des enfants et, de façon cruciale, les sorties de classe à l'école primaire sont des moments privilégiés pour échanger avec les autres autour des choix éducatifs. » (Van Zanten, 2009, p. 134).

Au-delà de la période du collège, l'entrée au lycée vient plus encore impacter la composition des groupes d'ami-e-s (où les filles sont surreprésentées), lorsque ceux-ci comprennent des membres rencontrée-s durant l'enfance, dans la mesure où les choix d'option et d'orientation, de filière et de spécialisation vont participer à l'éclatement géographique du groupe. Les entretiens réalisés avec les

lycéennes montrent que c'est finalement surtout à l'arrivée au lycée, moment qui est, pour une partie non négligeable des jeunes femmes rencontrées, celui de l'entrée en internat que les groupes se recomposent. D'abord par effet d'établissement : les jeunes y sont plus nombreux qu'au collège (excepté dans les maisons familiales rurales, d'une taille plus petite), mais aussi parce qu'ils viennent « d'un peu partout sur le territoire » (« on est mélangées », « il y en a qui viennent de partout ») ce qui constitue, semble-t-il, une fenêtre d'opportunité pour élargir – au moins partiellement – son réseau de connaissances. En outre, l'internat permet une plus grande liberté et une certaine autonomie dans la gestion à la fois de ses relations et de son temps comme l'explique Roxane 21 ans, actuellement sans activité, mais qui envisage de reprendre une formation professionnelle dans l'artisanat (mère infirmière, père : sans activité professionnel, handicapé).

« J'étais contente de me barrer au lycée où du coup j'étais en internat, et du coup on avait le droit de sortir à la récréation et tout, c'était la folie ! » [Roxane, 21 ans, Savoie.]

Pour Léane, 14 ans, collégienne qui a fait la demande d'être en internat depuis la rentrée scolaire 2018, son intégration a été une forme de « liberté » (ce que montrait également Dominique Glasman dans son travail sur l'internat [Glasman, 2012]), une « liberté » toutefois très relative compte tenu de l'activité professionnelle de son père (il est policier et exerce dans le département), tant elle risque toujours de croiser ses collègues. Dans un univers relativement restreint où tout se sait, toute forme de conduite répréhensible (alcoolisation, sorties nocturnes en semaine ou autres) pourrait être rapportée à son père que tout le monde connaît.

Lorsqu'elle est choisie (et non subie) l'orientation par filière ou options participe à se retrouver avec d'autres jeunes ayant *a priori* davantage d'affinités ou de centres d'intérêt communs (ce qui est à relativiser malgré tout, tant on nous a parlé d'orientations subies par les filles, on y reviendra). C'est le cas d'une jeune femme en bac professionnel horticole, rencontrée dans le car scolaire de retour du lycée :

« Dans le car scolaire du retour, on discute avec des filles. Elles sont au lycée et rentrent chez elles. L'une d'elles est en option horticulture, elle a toujours voulu faire ça et ne sait pas trop comment expliquer ça, mais ça constitue un "soulagement" dira-t-elle. Elle trouve que ça change l'ambiance au lycée d'être avec des profs qui aiment ça et avec des élèves qui aiment ça aussi. "Pas tous" dit elle en rigolant. Mais c'est la plus grande différence qu'elle fait avec le collège du coin dont elle vient où elle a trouvé que tout était long et "pas intéressant." » [Extrait de journal de terrain, 24/04/2018, Finistère.]

Avec l'entrée au lycée et, plus encore, au moment de l'insertion professionnelle, les groupes se font davantage par « affinités » et par le fait d'« avoir partagé des choses ensemble » : fréquenter les mêmes lieux (où l'on peut boire des coups ou encore manger), avoir vécu les mêmes événements « marquants » comme un festival, une galère de retour en car scolaire, des rencontres avec d'autres jeunes « bizarres » ou ivres, ou avec des hommes faisant des remarques insistantes, qui ont commencé à suivre les jeunes femmes. Une jeune femme rencontrée dans un car scolaire nous raconte ainsi sa peur d'être suivie par un « sérial killer » après un covoiturage et comment elle a demandé à être déposée avec une de ses copines à 20 minutes de là où elles devaient se rendre.

Cette question du partage d'expérience se retrouve dans les propos des plus âgées qui sont restées sur le territoire et qui ne fréquentent plus toujours celles qui en sont parties : une distance s'instaure entre ces jeunes qui n'ont plus toujours les mêmes centres d'intérêts. Selon qu'elles sont restées ou parties du hameau, du village ou plus largement « du coin », il ne leur paraît plus si évident de parler de leurs choix, de leur parcours, de leur mobilité ou encore de leur vie professionnelle, tant celles qui sont restées

craignent d'être critiquées par celles qui sont parties et inversement. Les quelques filles parties du territoire rural enquêté pour vivre en métropole et qui sont revenues (au moins temporairement), se sont fait de « nouveaux » amis de la ville, mais qui sont pour l'essentiel issus du même territoire, de milieu rural. Il en va de même pour les petits copains : plusieurs jeunes femmes racontent en effet avoir rencontré leur partenaire en ville alors qu'il est issu « du même coin » qu'elle. « C'est un peu comme si on se reconnaissait entre nous » dira en souriant Anaïs, 25 ans, comptable qui habite dans la métropole la plus proche mais qui dit « vivre ici [au village] », où « revient régulièrement chez sa mère ».

On pourrait penser que ces groupes d'amie-s perdurent jusqu'à la fin de la scolarité, les entretiens montrent cependant plusieurs phases de recomposition de ces groupes de copines et mettent l'accent sur une ouverture au fil de l'âge et de l'expérience sociale. Les récits les plus étayés soulignent que le groupe d'interconnaissance – y compris des jeunes femmes à l'adolescence – ne se réduit pas au « village » (Champagne, 1975) : le groupe de copines se constitue, au fil des expériences, sur le partage de styles de vie et, dans une certaine mesure, de valeurs communes. En grandissant, aux amis locaux de l'enfance s'ajoutent de plus en plus de nouveaux groupes d'amis rencontrés dans les différents établissements fréquentés successivement (collège, lycée, fac, formations...), en effectuant des jobs et d'autres activités importantes ou dans les villes de résidence (en internat, en colloc, en chambre d'étudiant...).

Contrairement aux récits de leurs mères qui mettent en évidence une certaine forme d'exclusivité des groupes de copines dont la composition évolue dans le temps, les jeunes femmes rencontrées racontent comment, grâce aux médias sociaux, elles parviennent à maintenir en parallèle d'autres réseaux de sociabilité. Ces groupes ne se fréquentent et ne se connaissent parfois même pas, mais elles maintiennent le contact avec des applications, des sous-groupes constitués « des filles de la primaire », « des filles du collège » ou plus tard « les copines du boulot ». Elles ne parlent pas des mêmes choses dans chacun des groupes, ne font pas les mêmes sorties, mais gardent le contact. Les occasions que ces groupes se croisent sont rares, le mariage étant une des seules occasions où les réseaux se croisent légitimement.

En dehors de la composition stricte du groupe de pairs, le genre est un enjeu dans la définition des limites du groupe d'amie-s, au sens où la façon d'être une fille et les types de manifestations de la féminité sont très souvent mis en avant par les filles pour opposer leur propre groupe d'amie-s aux autres filles qu'elles ne fréquentent pas. C'est presque tout le temps dans le sens d'une féminité trop marquée, non retenue que s'expriment les critiques envers les autres : des filles qui font trop attention à leur apparence, qui se maquillent, dépensent cher en vêtements, ou se préoccupent trop des garçons, quand son propre groupe d'amie-s est valorisé parce qu'il ne se prend pas la tête, n'est pas trop « fille ». La critique inverse est rare. Dans les entretiens avec les plus jeunes des femmes rencontrées, sortir ou non avec des garçons est aussi un critère de distinction entre les groupes de filles (qui peut être codé comme preuve de maturité ou d'irresponsabilité), comme à l'intérieur des groupes d'amies.

3. Quand les accidents de la route donnent à voir les réseaux d'amitié

On l'a vu, la question des mobilités est cruciale hors des grandes agglomérations, tant les réseaux de transports en commun sont lacunaires et obligent à trouver des manières de contourner les freins au déplacement. Si les parents sont souvent sollicités pour « faire taxi », « dépanner », ou encore « parce que c'est normal », parce qu'ils ont pour la plupart d'entre eux le permis de conduire et une voiture (au moins une par famille) pour aller travailler, il faut donc souvent que les jeunes femmes se calent sur eux pour leurs déplacements : être déposée sur le chemin du travail (donc être contrainte par les horaires de travail des parents), partir plus tôt que prévu d'une soirée parce que les parents embauchent aux aurores le lendemain, par exemple. Le scooter, la moto, la voiture sont ainsi au cœur des discussions sur la mobilité, l'éloignement des loisirs et des centres d'intérêt des jeunes en milieu rural.

Au-delà de ces enjeux, la voiture fait aussi partie des sujets fréquemment abordés par les bandes d'amie-s, contrairement à ce que l'on peut retrouver dans les groupes de jeunes vivant en milieu urbain : ici chacune connaît quelqu'un (du réseau proche ou un peu éloigné) qui a eu un accident de voiture – qu'il s'en soit sorti ou qu'il soit décédé. Dans les discours des jeunes femmes, ce sont avant tout des hommes qui sont concernés par des accidents de circulation, ce qui peut s'expliquer par la composition même des groupes d'amis, mais aussi par un biais de genre dans le passage du permis et l'acquisition d'un véhicule. Les jeunes femmes décrivent dans leurs groupes d'amitié des écarts d'âge entre les filles et les garçons, ces derniers étant légèrement plus âgés. Ils passent aussi plus tôt que les filles leur permis de conduire, amènent et ramènent les unes et les autres aux soirées et en discothèque parce qu'ils ont une voiture plus rapidement. Les jeunes femmes notent les réticences des parents : « Ils disent que la route c'est dangereux, que les gens roulent comme des fous ici », expliquera d'ailleurs l'une d'elles. Les jeunes hommes ont donc plus de légitimité à utiliser un véhicule motorisé pour leurs loisirs et leurs sorties ou pour aller travailler. Ils sont alors davantage exposés aux accidents en raison de « la distance séparant les bassins d'emploi des zones résidentielles, l'état des routes [ou encore] l'inégale sécurisation des véhicules et des infrastructures » (Grossetête, 2010, p. 40). En effet les jeunes hommes qu'elles fréquentent occupent des emplois d'ouvriers et d'employés (rappelons qu'il s'agit essentiellement de jeunes hommes de milieu populaire¹³) relativement éloignés de leur domicile.

Mila et Steeven, un couple local et populaire que la route est venue séparer

Nous avons rencontré Mila, 20 ans (ses deux parents sont ouvriers dans des usines), inscrite dans le dispositif de la garantie jeunes, dans une mission locale des Deux-Sèvres, avec 3 autres jeunes femmes qu'elle ne connaît pas trop. Mila est arrivée il y a moins de deux ans sur le territoire, pour rejoindre son petit ami, dont elle arbore le prénom, Steeven, sur sa gourmante. Lorsqu'elle s'aperçoit

¹³ Voir à ce propos Matthieu Grossetête qui a réalisé un travail particulièrement intéressant permettant d'objectiver les propriétés sociales des accidentés de la route et d'aller au-delà de la question de l'âge. Le sociologue montre ainsi que « les ouvriers sont les plus touchés par la surexposition à la mortalité routière des moins de 30 ans. Parmi les 1 241 conducteurs âgés de 15 à 29 ans morts sur la route en 2007, 28,5 % d'entre eux sont ouvriers. Alors que les 15-29 ans représentent 25,9 % des effectifs ouvriers au niveau national, la part de cette classe d'âge passe à 49,4 % chez ceux qui ont été tués dans un accident de la circulation. » (Grossetête, 2010, p. 44.)

qu'on tente de déchiffrer ce qui est écrit sur la gourmette, elle se sent le devoir de raconter son histoire. Son récit n'est pas des plus original, les trois autres filles présentes confirmant qu'elles connaissent aussi des jeunes hommes qui sont morts suite à un accident de voiture, bien plus rarement des jeunes femmes. À chaque fois c'est le même scénario ou presque : sortie de soirée, de bar ou de boîte de nuit, la plupart du temps il y a un contexte marqué par une consommation d'alcool, mais parfois – comme c'est le cas pour Steeven – c'est simplement à cause de la fatigue. Ce sont toujours les garçons qui sont les plus concernés. À chaque fois, les jeunes femmes racontent les retentissements que ces accidents ont dans leur vie personnelle (amoureuse, relationnelle, amicale) mais aussi dans l'univers local. Comme le décrivait déjà Nicolas Renahy, chaque accident réveille le souvenir de ceux qui se sont déroulés quelques semaines, mois ou années plus tôt (Renahy, 2010). On ne s'y attend jamais, même s'il y a une certaine fatalité dans les discours comme si chacun devait connaître son lot de proches décédés sur la route. Les nouvelles s'apprennent par voie de presse locale, mais aussi par les discussions de village et l'entre-soi (« on m'a dit... », « tu savais que... »). Les histoires sont réécrites mettant en exergue une dimension dramatique et participent à reconstruire la réalité pour rendre les faits « explicables ».

Le couple que formaient Mila et Steeven était connu et respecté de tous, ensemble depuis plus d'un an, ils avaient le même groupe d'amis, des centres d'intérêt communs et se voyaient tous les jours, même s'ils n'habitaient « pas encore ensemble ». Dans le cas de Mila, le « qu'en-dira-t-on » veut que son petit ami ait bu de l'alcool, tandis que ce n'est pas ce que disent ses proches qui l'ont vu partir. Mila l'assure en entretien, Steeven n'était pas « porté sur l'alcool » et elle est encore très affectée par sa mort qu'elle qualifie d'« injuste ». Elle critique vivement ces commérages qui « salissent la mémoire » de son petit ami « qui n'a pas mérité ça ». En même temps que son deuil, elle « assure » au sein de sa famille comme de celle de son petit ami, c'est-à-dire qu'elle répond au rôle social attendu de conjointe de défunt : assurer et maintenir la réputation de la famille de son petit ami et de son couple. Encore aujourd'hui, elle continue de se rendre dans la famille de Steeven régulièrement « comme si [elle] était leur fille » et à apporter de l'aide à la mère. On comprend que son investissement pendant et après l'enterrement participe également de sa propre respectabilité, dans la mesure où il s'agit de garder la face et de montrer qu'elle avait choisi « un mec bien, pas un de ceux qui trainent, ni boloss ni cassos ». La reconnaissance de son investissement passe par le fait qu'elle a pu conserver la gourmette de Steeven, et qu'elle a reçu le soutien de l'entourage amical et familial de Steeven, en tant que conjointe d'un défunt.

Si, dans le cas de Steeven, le doute subsiste sur les causes de l'accident (consommation d'alcool ou fatigue), pour d'autres, c'est le travail qui est la cause du décès : des cadences de travail trop dures, des kilomètres à faire de jour ou de nuit, la pénibilité et la fatigue pour gagner sa vie et se payer des vacances. L'accent est mis sur les inégalités socio-économiques, la précarité, en oubliant alors de préciser s'il y a consommation d'alcool, ou de stupéfiant. Les jeunes femmes elles racontent comment dans un milieu marqué par l'interconnaissance, les gens cherchent à savoir qui est mort, de quoi, pourquoi, avec qui. Si les noms de famille ne sont pas toujours cités, les photos de voitures publiées dans la presse locale participent à l'identification collective. L'omniprésence du risque routier n'existe pas seulement dans les discours des jeunes, ce qu'explique Alexandra 24 ans qui vit depuis deux ans en Deux-Sèvres après avoir suivi son petit ami et dont la mère – auxiliaire de vie – est restée habiter en banlieue parisienne. Cette dernière scrute la presse des Deux-Sèvres et appelle sa fille dès qu'elle lit un entrefilet sur internet relatant un accident de voiture afin de s'assurer que sa fille n'est pas concernée.

Laure et Mickaël, un couple « pas d'ici » peu populaire, et un accident « pas étonnant »

Pour comprendre ce qui se joue, pour les jeunes femmes, dans les décès de leur partenaire, petit ami, conjoint, dans un accident de voiture, le cas de Laure, 27 ans est très complémentaire de celui de Mila.

Laure (mère : ouvrière à l'usine ; père : maçon), est mère de quatre enfants (âgés de 8 ans, 6 ans, 20 mois et 6 mois), elle est actuellement en congé parental et depuis 4 ans en CDI à l'usine agroalimentaire locale après avoir travaillé plusieurs années en intérim. Au moment de l'entretien, elle habite dans le village du Finistère où elle a grandi, dans la même rue que sa mère et sa cousine. Elle y est « retournée » après avoir été vivre deux ans « dans une cité du 94 en banlieue parisienne » chez une tante éloignée entre ses 16 et 18 ans « pour prendre l'air, voir la ville, oser ! » Elle n'avait jamais quitté son village avant, mais, pour elle, quitte à expérimenter la grande ville, « mieux valait-il sauter directement dans le grand bain » : l'Île-de-France.

C'est lors de sa période en banlieue parisienne que Laure a rencontré Mickaël qui deviendra son « petit ami » et « le père de [ses] deux premiers enfants ». Elle précise qu'il est Noir, « le premier des environs », tout en modérant son propos dans la foulée en précisant que « les gens d'ici, ils ne sont pas racistes ». Elle revient dans son village d'origine enceinte de sa première fille avec Mickaël, avec qui elle partage le domicile familial, tandis qu'assez rapidement il habite également un studio dans la grande ville, située à plus de 45 minutes en voiture, où il trouve des jobs. Laure n'a pas le permis de conduire et elle raconte avec un peu de mépris que Mickaël « tel un vrai parisien » n'a pas le permis de conduire non plus « mais il a un scooter, un 50 », ce qui limite concrètement ses opportunités professionnelles tant les distances peuvent bien vite dépasser 50 km entre le domicile et le travail. Petit à petit ils ne se voient plus que le week-end « quand il a le temps et l'envie ». Mickaël fait des petits boulots dans la grande ville ou de l'intérim à l'usine, Laure s'occupe de la vie quotidienne avec les deux enfants nés à deux ans d'écart, c'est elle qui assure les soins, leur santé. La réputation de Mickaël est sulfureuse dans le village : il fait la fête (notamment avec le frère de Laure) « trop », « trop souvent », il fréquente la dernière boîte de nuit ouverte pas trop loin, boit de l'alcool, « trop ».

La surconsommation d'alcool de Mickaël est connue de tous dans le village. Laure racontera qu'il l'insulte et lui porte des coups quand il a l'alcool mauvais. L'idée de mettre un terme à leur relation était venue à Laure, mais d'une part il ne le souhaitait pas, et d'autre part « que ça ne se fait pas trop d'être une femme seule avec enfants », d'être une femme « qui a quitté son mari ». Pour autant, ses quelques copines lui ont tourné le dos parce qu'elle restait avec lui, acceptant son infidélité, sa surconsommation d'alcool et ses accès de violence. Tout se passe comme si les copines de Laure craignaient que les comportements de Mickaël puissent se diffuser au sein du groupe, auprès de leurs propres partenaires. L'accident de voiture survient donc dans ce contexte de tension conjugale et amicale.

« En fait, on n'était plus trop ensemble, mais avec les enfants et tout, c'est vrai que ça restait quand même... on était quand même attachés en fait. Mais c'est vrai que moi, je savais très bien au fond de moi que de toute façon, il y aurait plus rien, enfin c'était... que c'était la fin de toute façon. Même si lui, il avait du mal à comprendre, mais... [...] J'ai certaines copines qui m'ont tourné le dos par rapport que je restais avec lui sachant que... je sais très bien au fond de moi que c'était pas... c'était très mauvais. Mais... c'est vrai que pour en parler, je le faisais pas forcément non. Je gardais beaucoup, énormément pour moi... pour pas qu'après on me dise des choses par derrière qui peuvent me déplaire. »

Au moment de l'accident, ils sont en couple depuis près de 4 ans, Mickaël a son permis de conduire depuis quelques mois. C'est arrivé un matin très tôt, après une virée en boîte de nuit avec le frère de Laure, Mickaël était au volant. Mickaël et le frère de Laure décèdent sur le coup.

« Moi je l'attendais toute la nuit parce que du coup, le lendemain on devait partir au zoo avec les enfants et... et je sais pas pourquoi, il a menti toute la soirée, en fait, il était au bar en train de boire et il a fini en boîte pour boire. [...] juste à côté de la ville, à côté, enfin juste... Et du coup, bah, on les a laissés prendre les clés de la voiture pour partir. Alors que dans la boîte, ils avaient quand même une bouteille de Whisky pour deux. [...] On les a laissés prendre la voiture, bah du coup, ils ont eu un accident. [...] Moi j'ai attendu, attendu. Je me doutais qu'il était en boîte forcément, mais... Du coup, le matin, bah, j'étais énervée parce que l'heure à laquelle on devait partir, bah, ça a pas été le cas. Et à cinq minutes près, ils ont appelé ma mère, du coup, par rapport à mon frère et... [...] En fait, ils ont appelé ma mère pour leur dire que, bah, ils avaient trouvé mon frère qui était mort. Elle a demandé comment ça s'est passé, on lui a dit : "dans un accident de voiture". Elle a demandé si c'était lui qui conduisait, on lui a dit que non. Et là, elle a su du coup que c'était le père de mes filles. Donc du coup, elle a posé la question, c'était qui le conducteur, et elle connaissait déjà la réponse. [...] On lui a dit, du coup, elle savait pas comment me l'annoncer. Donc elle l'a dit à ma sœur et ils sont venus à la maison et, du coup, c'est ma sœur qui me l'a annoncé [...] » [Laure, 27 ans, mère de 4 enfants, en congé parental.]

Elle accuse les responsables de la discothèque de l'avoir laissé boire de l'alcool et reprendre ensuite le volant « complètement bourré ». Contrairement à Mila, pour le conjoint de Laure c'est « [s]a vie de débauche » qui l'a tué. Dans le village on dira aussi que le contrôle social n'a pas fonctionné pour lui : « il n'était pas du cru ! ». Ayant grandi en Île de France, sans attache familiale locale et travaillant dans la grande ville, Mickaël avait une position marginale au sein du groupe des jeunes hommes locaux : connu de tous (« par ses sorties en boîte, son côté grand buveur, sa voiture ») et le fait qu'il soit « un gars de banlieue parisienne », enfin qu'il soit Noir et Antillais) il n'avait pour autant pas réellement d'amis.

La marginalisation de son conjoint a également mis Laure à l'écart du reste du groupe des femmes et de jeunes. Elle, qui a pourtant grandi et partagé le temps de l'enfance et de l'adolescence avec les autres jeunes du village s'est isolée et a été mise à l'écart : elle n'a pas choisi « un gars du coin », « elle est partie en Île de France », « elle est revenue avec un Noir », « un gars de cité », « un pas comme nous », pourra-t-on entendre ici et là dans les entretiens ou dans les discussions informelles. Ici pas de quête pour aider Laure, pourtant jeune mère de deux enfants au moment où son conjoint décède. La boîte de nuit a dû fermer pour une enquête, on le lui a « reproché », dira-t-elle. Une autre jeune femme rencontrée dans le même village dira de Laure « qu'elle n'a pas su gérer son mec », rappelant au passage un des éléments du travail domestique qui revient aux femmes.

Contrairement à l'enterrement du copain de Mila où tout le monde, et particulièrement les jeunes, est venu pour soutenir la famille, dans le cas de Laure, « les gens sont venus voir » plutôt que soutenir.

À travers les récits autour des accidents de la route se rejouent les manières de raconter les liens forts qui existent en milieu rural, l'appartenance générationnelle et les capacités à se mobiliser et à se retrouver, mais aussi à pointer la construction sociale des rôles féminins dans un espace marqué par l'interconnaissance. Le décès de jeunes est toujours dramatique, mais tous n'ont pas les mêmes **conséquences dans les sphères de sociabilités, bien que les jeunes femmes finissent souvent par dire que « ça aurait pu arriver à n'importe qui »**. Le soutien reçu ou non, le déroulement de l'enterrement, les liens avec la famille de l'autre sont autant de gages de leur intégration sociale parmi le groupe des jeunes, parmi le groupe des femmes ou parmi les familles touchées.

4. « Moi, j'ai besoin de personne, je suis bien seule »

L'étude de la composition des groupes d'amis s'inscrit dans les travaux classiques de sociologie de la jeunesse qui montrent la place croissante du groupe de pairs dans la socialisation des jeunes (Bidart, 2008). Pourtant, les trajectoires et situations des jeunes ne faisant partie d'aucun groupe, plutôt « solitaires », restent peu explorées. Ce que confirme cette enquête c'est que dès les âges les plus jeunes, et contrairement à certains présupposés qui voudraient que le peuple ait une vie sociale intense, ce sont les filles les plus dotées socialement, scolairement et économiquement qui ont une sociabilité très intense et, surtout, la plus diversifiée, dépassant largement le cercle des proches auquel les membres des classes populaires se limitent davantage (Siblot *et al.*, 2015). Parmi les jeunes femmes qui se disent « seules », « sans groupe d'amies », on trouve avant tout celles issues des fractions les plus précaires des classes populaires. Dans un contexte où le modèle normatif structurant à l'adolescence est celui du groupe de pairs, de l'intensité des relations amicales y compris sur les réseaux sociaux, on s'est intéressé dans cette section aux jeunes femmes vivant en milieu rural qui racontent « n'avoir besoin de personne », « [être] bien seule ». Le développement de la solitude juvénile à la campagne ne touche bien sûr pas l'ensemble des jeunes femmes rencontrées de manière identique et les formes de « solitude » sont relativement diversifiées. Les jeunes femmes qui se décrivent en marge des pratiques générationnelles, « en [ne] faisant partie d'aucun groupe », sont plus souvent que les autres dans une relation de couple cohabitante avec leur petit ami, ou grandissent dans des familles qui leur laissent peu de liberté pour sortir. C'est aussi le cas de celles qui connaissent une situation socio-économique particulièrement précaire et qui sont identifiées comme telles par les autres jeunes et, plus largement, par les autres habitants. Enfin on le verra, c'est aussi le cas des jeunes femmes qui ont des pratiques culturelles marginales au regard de celles des autres jeunes de leur âge sur leur territoire.

« Si, si, je peux rester toute seule... avec mon copain »

Être « seule » revient dans les récits de plusieurs jeunes femmes rencontrées. Derrière cette solitude se cache en fait un couple, un partenaire, une relation amoureuse qui n'induit pas forcément des relations sociales ou amicales choisies ni fréquentes. Si ces filles se décrivent comme « seules », c'est avant tout au regard des normes sociales des sociabilités juvéniles marquées par la forte présence du groupe et largement partagées par la majorité des autres jeunes femmes rencontrées, qui insistent sur leur « bande » ou leurs « vraies amies ». Ici l'amitié n'est pas au cœur du quotidien, c'est la relation amoureuse et conjugale qui prend toute la place, comme dans le récit de Sophie, 20 ans et demi, arrivée dans le « coin » où nous la rencontrons depuis 8 mois. Avant elle habitait « en ville... enfin une petite ville... » de la Marne pas très loin de Reims. Elle se présente dès le début de l'entretien comme « une jeune maman » de deux filles âgées de 4 et 2 ans. Avec le père de ses filles, « c'est compliqué », la relation est « tendue » elle a subi des humiliations et des violences, ils se sont séparés plusieurs fois et enfin définitivement. Sophie reste seule avec les enfants. Dans la précarité et dans l'impossibilité de se faire aider par ses parents, elle ne parlera d'ailleurs que de sa mère avec qui elle a « coupé les ponts [car] elle [lui] tapait dessus », ses filles sont placées par l'aide sociale à l'enfance dans une famille d'accueil de son département d'origine. Depuis Sophie a déménagé à plusieurs centaines de kilomètres de là pour aller vivre avec son copain actuel, chez les parents de celui-ci : « Maintenant j'habite à P. chez Lucas. Il y a que des champs ! Des vaches et un peu de chevaux aussi et un peu de moutons ! » Elle a rencontré Lucas sur

une plateforme de jeux vidéo en ligne, pendant plusieurs mois ils ont échangé par messagerie, se sont appelés des jours et des nuits puis sont « totalement tombés amoureux ». Depuis son arrivée dans les Deux-Sèvres, elle n'a pas rencontré d'autres jeunes, d'abord parce que « c'est compliqué quand même » de rencontrer des jeunes, et qu'autour de chez elle « il n'y a que des personnes plus âgées ». Mais c'est aussi parce qu'elle accorde une grande importance à son couple ainsi qu'à sa participation à la vie familiale de son copain : « Il faut donner un coup de main, c'est normal. » Cet investissement, à la fois dans son couple et dans la famille de son copain, lui confère une position sociale en tant que « copine de » ou « femme de », mais aussi de « belle-fille de », qui lui ouvre l'accès aux solidarités locales.

« Ici c'est vrai, les gens m'appellent beaucoup la femme de Lucas, comme ils me connaissent pas d'avant et que je suis venue ici pour lui, c'est un peu comme ça. [...] Bon après je dis les gens, mais c'est les gens de sa famille. Moi, ici, je ne traîne avec personne, mais alors personne. [...] Moi je ne suis pas quelqu'un qui va vers les gens. » [Sophie, 20 ans, 2 enfants, dispositif garantie jeunes.]

Le récit de sa vie passée, dans les environs de Reims, est marqué par des processus d'étiquetage, notamment parce qu'elle a eu sa première fille à 16 ans. Le poids du regard des autres, les insultes ou les rappels fréquents à sa situation de mère « trop jeune » ou « lâche » (car ses filles ont été placées par l'ASE) y compris par les jeunes femmes de sa génération, lui pèsent et donnent à ce déménagement l'occasion d'un nouveau départ. Son récit rappelle la fonction sociale des commérages (Pasquier, 2018) qui contribuent à rappeler la norme encadrant la sexualité des jeunes femmes : avoir une sexualité active à condition qu'elle ne soit pas reproductive (pendant les études, quand on est trop jeune, ou « sans situation »).

« Parce que moi c'est au niveau de tout, enfin vu que je suis une jeune maman déjà c'est les critiques qui me font chier, enfin je me pose toujours la question si on va pas me critiquer par derrière, parce qu'il y a beaucoup de gens qui se montrent gentils par devant, mais qui font les faux-culs derrière, donc, moi, tout ça, ça me bloque, donc du coup, j'attends que ça vienne jusqu'à moi ! » [Sophie, 20 ans, 2 enfants, dispositif garantie jeunes.]

Aujourd'hui elle « n'a plus besoin des gens, j'ai mon chéri », c'est avec Lucas qu'elle « fait tout », c'est pour lui qu'elle a déménagé, c'est avec lui qu'elle veut faire sa vie.. Si elle joue le jeu du groupe de la garantie jeunes auquel elle est associée au début du dispositif, on comprendra dans l'entretien et lors des temps « morts » à la mission locale qu'elle ne fréquente pas les autres filles en dehors des heures demandées. Sophie fait le minimum de sociabilités juvéniles féminines, participant aux sociabilités masculines de son petit ami, lorsque la situation se présente. Revendiquant le fait d'être bien « seule », l'appartenance amicale occupe, malgré tout, une place centrale dans le récit de sa vie, notamment à travers les exemples d'amitiés « gâchées » par des conflits et des rumeurs. Pour autant se crée un « nous » centré sur le couple qui devient structurant dans sa vie quotidienne.

« Qui n'invite pas, n'est pas invitée » : quand la pauvreté isole des autres jeunes

Dans un contexte où les trajectoires sociales sont moins linéaires et les ancrages sociaux, familiaux ou professionnels, moins stables qu'ils ont pu l'être à d'autres périodes (Duvoux, Papuchon, 2018), quelques jeunes femmes rencontrées décrivent leurs relations amicales à la lumière des situations de précarité et de pauvreté.

Elles décrivent des conditions de vie où elles et/ou leurs familles sont bénéficiaires de la banque alimentaire et des associations caritatives (comme le secours populaire, la Croix-Rouge, etc.), connaissent des difficultés conséquentes « pour payer les factures, payer le loyer, acheter à manger ». Les entretiens menés éclairent sur la perception et la définition subjectives de la pauvreté et sur les classifications qui s'opèrent entre jeunes pour établir des sous-catégories sociales : autrement dit, on observe des processus de distinction parmi les jeunes femmes de classes populaires, pour identifier – et disqualifier – les jeunes les plus précaires, les jeunes les plus pauvres, dans un contexte de précarité économique et de chômage important. Être bénéficiaire d'aides sociales n'est pas un critère suffisant pour décrire la pauvreté, une grande partie des familles et des jeunes de leur entourage percevant des aides publiques. Les jeunes femmes font pourtant largement référence aux « assistées », et, comme dans les « petits moyens » (Cartier *et al.*, 2008), c'est la crainte de la chute sociale qui pousse à prendre comme repoussoir cette figure et à rejeter les plus démunies.

Les critères avancés dans les entretiens pour déterminer la pauvreté entre les jeunes femmes croisent à la fois les conditions de vie objectives (lieux d'habitation, type d'habitation), les consommations (vêtements et marques ; fréquentations des lieux jeunes comme les bars et discothèques, etc.), les origines sociales (parents en emploi ou non) et subjectives (manières d'être, manières de faire, manières de parler). Autant d'éléments qui participent à distinguer les jeunes entre eux et à isoler les plus pauvres d'entre elles. Une minorité de jeunes femmes se qualifient elles-mêmes de « pauvres », reprenant à leur compte une catégorie qui leur est imposée, et se situent elles-mêmes aux niveaux inférieurs de la hiérarchie sociale. C'est le cas de Margot qui a, tout au long de sa scolarité, été montrée du doigt par les autres comme étant « pauvre », terme qu'elle reprend à son compte moins pour se décrire elle-même que pour décrire la situation socio-économique dans laquelle elle se trouve.

Margot a 19 ans (mère handicapée sans emploi ; père décédé depuis un an, ancien marin), elle est arrivée « à la campagne-campagne » à l'âge de 5 ans avec sa mère et son frère de quelques années plus âgé, après avoir vécu ses premières années dans la grande métropole la plus proche. Lorsqu'ils s'installent en milieu rural, après la perte de l'emploi de son père, ses parents louent une petite maison située très à l'écart de tout, « isolée ». En primaire, Margot est scolarisée dans la petite ville la plus près de chez elle qui a une école, à environ 20 min en car scolaire. Dès les premières années, elle est montrée du doigt en raison des vêtements qu'elle porte qui « ne sont pas à la mode », « pas neuf », mais aussi parce qu'elle habite « au milieu de rien ». Comme elle l'expliquera, il n'est pas rare que les maisons isolées fassent l'objet de commérages, « il y a des ragots surtout à contre de ceux qui y habitent ». Si en milieu urbain, les quartiers et zones d'habitat social sont clairement identifiés, et la ségrégation sociale et spatiale des classes populaires largement documentées (Labadie, 2014), les indicateurs extérieurs de pauvreté au sein des milieux populaires en zone rurale semblent moins travaillés. Pourtant, le jardin, les peintures de la maison et, plus largement, l'entretien de l'extérieur, la présence ou l'absence de véhicules sont autant d'éléments observables qui participent au classement et aux hiérarchies entre les individus. Les espaces isolés, éloignés, les maisons HLM font l'objet de stigmatisation. Tout se passe comme si toute personne qui viendrait les investir serait suspecte par ses pratiques ou ses intentions, ce qui est renforcé dans le cas de la famille de Margot, nouvellement arrivée sur le territoire. Ainsi, ils sont tous les quatre rapidement montrés du doigt pour leur précarité, le décès de son père enfonçant un peu plus la famille dans la pauvreté, Margot va alors avec sa mère à la banque alimentaire récupérer des colis et au Secours populaire pour se vêtir. Son frère n'aidant pas à subvenir aux besoins familiaux bien qu'il vive encore avec elles, Margot et sa mère sont alors

rapidement désignées comme des « cassos », étiquette qui leur « collera à la peau ». C'est d'ailleurs ce que Margot a cherché à fuir en demandant à partir en internat dans la métropole la plus proche.

« Mon collègue... je l'ai fait à la ville. J'ai décidé de partir parce que j'avais eu des soucis en primaire déjà, où je m'entendais pas avec les autres. Puisque déjà, je venais de la campagne, donc, déjà, ça allait pas.

– Ah ils te reprochaient de venir de la campagne ? [L'école est située dans un village de moins de 2 000 habitants, regroupant tous les hameaux du coin.]

– Ouais. Ouais, puisque ceux qui sont à la campagne, ils sont sales, ils puent... Enfin tout ça, ouais. [...] Voilà, mais bon, c'est leur mentalité. [...] C'est pour ça que j'ai décidé de mettre court et partir. »
[Margot, 19 ans, en recherche d'emploi.]

Au delà de son parcours et des violences symboliques et réelles qu'elle a pu subir (notamment le harcèlement lié aux difficultés socio-économiques et au handicap de sa mère), le récit de Margot montre bien l'imbrication des difficultés. La précarité, le décès de son père et le handicap de sa mère amènent la famille à de nombreux déménagements (Margot a déménagé plus de cinq fois dans un rayon de 10 km). Ces déménagements ont largement impacté les réseaux d'amitié qu'elle aurait pu intégrer, changeant malgré tout régulièrement de lieu de vie et trois fois d'école. Par ailleurs, en tant que soutien familial (à sa mère handicapée), elle n'a pas le temps ni les moyens d'investir les groupes de jeunes (pour faire des sorties ou s'offrir un goûter à l'extérieur, ou payer une bouteille). L'éloignement de son domicile ainsi que l'intérieur de chez elle, très loin des images présentées dans les émissions de télévision, la freinent pour inviter des amies. La présence quasi permanente de sa mère au domicile constitue un frein supplémentaire : « Quand ta mère est toujours là et que tu sais pas trop dans quel état tu vas la retrouver... tu n'invites pas ! Ça te passe même pas par la tête. » Or, comme le résumant plusieurs jeunes femmes lors d'un entretien collectif : « qui n'invite pas n'est pas invitée », et « qui ne vient pas, n'est plus invitée ».

Margot laisse se propager les ragots sur ce qu'il se passe chez elle. Comme les autres jeunes femmes rencontrées dans les mêmes situations, si elles ne font pas face aux commérages et s'isolent c'est avant tout parce qu'elles craignent de dévoiler leur intimité familiale (conditions de vie, absence de chambre à soi) qui laisserait percevoir des indicateurs visibles de pauvreté (équipement ménager, ameublement, état des peintures ou du papier peint, etc.). Dans ce contexte, Margot s'adonne alors à des activités de loisirs solitaires et évite autant que possible les groupes de jeunes. Elle marche seule sur les bords de mer et, quand elle parvient à faire quelques économies, investit pour aller dans la métropole la plus proche où l'anonymat lui « facilite la vie ».

Les travaux récents sur la dimension subjective de la pauvreté permettent d'éclairer les parcours de vie de ces jeunes femmes et leurs effets sur l'appartenance à des groupes d'amies, « la pauvreté subjective intègre une dimension dynamique qu'il est difficile de saisir au travers des autres approches existant actuellement : elle semble entretenir des liens étroits avec la trajectoire sociale des individus, dans ses trois dimensions de mobilité intergénérationnelle, de position présente et de trajectoire escomptée » (Cartier *et al.*, 2008). Cette situation de pauvreté rend pessimiste pour l'avenir (Duvoux, Papuchon, 2018), comme cette jeune femme rencontrée dans un entretien collectif qui décrit son avenir avec fatalisme :

« Plus tard, j'ai du mal à me projeter. Ça va être difficile. Tant que ma mère est là, je ne peux pas bouger, et puis aussi il faut que je trouve du boulot et c'est pas facile. Au centre social, ils peuvent m'aider, mais ils en ont pas beaucoup, et puis, de toute manière, ça ne pourra pas durer. Faut pas

que je m'habitue. [...] De toute manière ici quand t'as rien, c'est difficile d'avoir plus que rien. »
[Entretien collectif avec un groupe de 5 lycéennes, 09/10/2018.]

Des pratiques minoritaires qui marginalisent du groupe des jeunes femmes du coin

Les discours des jeunes femmes se décrivant satisfaites en étant « seules », sans groupe de copines, amènent toutefois à nuancer notre analyse. En effet, toutes ne font pas partie des fractions les plus précaires des milieux populaires enquêtés. Une partie d'entre elles se trouvent dans une position sociale intermédiaire et font partie d'un petit groupe peu identifiable par l'extérieur (rien ne les caractérise en soi) et qui ne se décrit pas comme tel (il n'y a pas de récit autour de « faire partie d'un groupe / d'une bande », il n'y a pas vraiment un « nous »). L'existence du groupe n'a de réalité que parce que ces jeunes se fréquentent. Plus souvent de petite taille (de 3 à 6 personnes), ces groupes affinitaires se construisent avant tout sur l'expérience de la marginalisation : être ou se faire mettre à l'écart des jeunes les plus populaires en raison de pratiques « extra-ordinaires », c'est-à-dire éloignées des cultures juvéniles locales. C'est le cas de jeunes femmes qui ont des pratiques culturelles minoritaires, comme les jeunes punk ou gothiques, ou encore celles qui jouent aux jeux en réseau uniquement en ligne « avec des gens qui ne sont pas d'ici » et que l'on pense trop rapidement « isolées ». Ce sont ces jeunes femmes sur lesquelles on appose l'étiquette « bizarre ». L'expérience de la marginalisation rapproche. Tiphaine racontera ainsi qu'au cours des années collège et lycée, elle a adopté le style gothique-punk, ce qui l'a isolé des jeunes de sa classe, mais aussi des jeunes de son village (et en particulier du groupe de filles). Au lycée elle s'est retrouvée amie avec « la seule fille musulmane de sa classe » avec qui elle partageait, toutes différences considérées, une certaine expérience de marginalité. C'est ce que racontent aussi d'autres jeunes femmes au style emo ou manga, qui racontent un quotidien « à part » en raison de leurs goûts culturels « pas comme les autres », « pas dans la masse ».

Si cette distinction n'a rien de spécifique au milieu rural, on la retrouve en effet en milieu urbain, la différence réside dans la manière dont elle est vécue par les jeunes. Les jeunes femmes vivant en milieu rural n'ont pas la ressource de pouvoir trouver d'autres groupes de pairs partageant les mêmes styles, goûts expérience aussi facilement qu'en ville.

IV. Parcours scolaires, premiers boulots et sociabilités

La description des réseaux d'amitié et d'inimitiés des jeunes femmes enquêtées ne fait presque jamais l'impasse sur la scolarisation, notamment à l'école primaire et au collège. Haut lieu de socialisation et de sociabilités, l'école en milieu rural constitue un espace où se croisent tous les jeunes du même âge habitant dans le même village ou la même petite ville et ses alentours, regroupant ainsi les hameaux voisins et habitats isolés.

Dans ce chapitre, nous nous proposons de prendre en compte la place de la scolarité dans la construction des sociabilités et dans les parcours des jeunes femmes, dans un environnement économique et social caractérisé par l'absence de lycée (professionnel, technologique ou général) à proximité pour la quasi-totalité des enquêtées, par l'éloignement géographique des lieux d'enseignement supérieur, caractérisé enfin par un monde du travail en difficulté.

1. Primaire et collège : une expérience commune et locale

Les classes multiniveaux du primaire, les longs trajets en car de ramassage et une première mobilité dès le collège sont autant d'éléments que l'on retrouve dans les récits des jeunes femmes pour caractériser leur scolarité au cours de l'enfance et de l'adolescence. L'expérience de l'école primaire et du collège, dans de petits établissements, avec des camarades de classe qui se suivent parfois tout au long de la scolarité, constitue une expérience commune et participe à construire une appartenance au territoire avant l'éclatement des parcours en fin de collège, au moment de l'orientation scolaire, des « choix » d'orientation et des « choix » professionnels.

Dans les villages, des écoles petites, tournées vers le territoire et avec une forte interconnaissance

La quasi-totalité des jeunes femmes ayant participé à l'enquête ont effectué leur scolarité dans l'enseignement public dans des villages ou des petites villes (< 7000 hab.). Elles sont passées en majorité par de petites écoles, où les mêmes élèves se suivaient d'une année sur l'autre participant à construire les bases des groupes d'ami-e-s locaux. Que ce soit au sein de l'école ou lors des trajets pour y aller, elles décrivent une scolarité où elles retrouvent les voisins, parfois des amis de la famille. Ce réseau d'interconnaissance amène certaines d'entre elles à parler de l'école et de son « ambiance vraiment familiale » ce que décrit notamment Lisa, 24 ans (mère : caissière à Leclerc ; père : tourneur-fraiseur) qui a habité pendant 20 ans dans la même commune (< 2 400 habitants) avant de déménager à 18km de là dans la petite ville d'où est originaire sa mère. Dans le rayon d'une vingtaine de kilomètres autour de son domicile où elle a grandi, Lisa connaît tous les jeunes de sa génération.

Au sein des écoles locales, le nombre restreint d'élèves facilite la mixité d'âge lors des jeux dans la cour (les jeux en équipe nécessitant de recruter d'autres joueurs au delà de son groupe d'amis) et offre une opportunité pour les plus jeunes de fréquenter « les grands ». Cet entre-soi et cette proximité construisent des amitiés fortes, mais également des inimitiés parfois héritées des relations familiales ou bien construites dès les premières années et perdurant ensuite dans le temps, tout au long de la scolarité locale. L'expression de ces amitiés et inimitiés révèlent à la fois les tensions interpersonnelles mais aussi les tensions sociales, locales. Car ces petites écoles et petites classes facilitent aussi des relations privilégiées entre une partie des enfants avec les enseignants, et entre une partie des enseignants avec leurs parents. Contrairement aux enseignements du secondaire ou encore du supérieur, les professeurs des écoles habitent souvent le territoire où ils et elles enseignent, les filles décrivent des « instits qui sont aussi nos voisins ou les parents de nos amis ». Elles les croisent aux fêtes locales, dans les vide-greniers ou au marché, les enseignants et les parents échangeant alors quelques mots.

Petites classes, interconnaissance, ambiance familiale, proximité avec les enseignants, cadre de sorties et de projets locaux... Les jeunes femmes scolarisées dans des villages ou hameaux ont souvent l'impression d'avoir bénéficié d'un cadre scolaire privilégié comme le racontent Nelya, 19 ans (mère : secrétaire civile dans l'armée ; père : « dans l'informatique ») et Camille 19 ans (mère : employée communale, assure la garderie, fait la permanence à la Poste et à la bibliothèque ; père : chauffeur poids lourd) qui ont toutes les deux grandi dans un village de moins de 2 000 habitants. Au moment où nous les rencontrons, Nelya et Camille sont en BTS commerce, la première dans un lycée public l'autre en internat dans un lycée privé. Toutes deux sont scolarisées dans les deux grandes villes situées aux antipodes, chacune à « plus d'une heure de là ». Amies depuis l'enfance, elles se retrouvent tous les week-ends et pendant les vacances, comparent leurs expériences actuelles et se font rencontrer leurs nouvelles relations. Au cours de l'entretien elles reviennent sur leurs conditions d'apprentissage notamment à l'école primaire, qu'elles ont eu l'occasion de comparer avec les personnes côtoyées depuis (au collège mais surtout au lycée et au BTS) et qui ont grandi dans villes moyennes ou grandes.

« Nelya : Bah, bonne ambiance. Même les profs étaient cools. Enfin, en fait, c'est différent, c'est vraiment... Comme c'est petit, tout le monde se connaît, c'est...

Camille : C'était la colo de vacances en fait.

N : Ouais, ouais voilà.

C : Du CP jusqu'à la CM2, c'était la colo.

N : Ouais, ah ouais clairement ouais, c'était vraiment... vraiment bien.

C : Et c'est là qu'on s'est rendu compte quand même qu'on avait un cadre bien, parce qu'en plus on faisait de la voile deux-trois fois par semaine. Ouais, la voile et tout et... et quand après on était au collège, on faisait moins de voile, mais... Après, quand on voit ceux qui venaient vraiment de la ville et tout, ils ont pas du tout la même vie que... que nous quoi. Nous on est... après l'école on est à la plage... » |Entretien avec Nelya et Camille, 19 ans, étudiantes en première année de BTS|

À l'image de Nelya et Camille, une grande partie des jeunes femmes ont constitué leur première bande de copine à l'école maternelle ou dans les premières années de l'école primaire. Bien que ni l'une ni l'autre ne continuent à voir régulièrement leur amies d'enfance, puisque, dès la fin du collège, une partie d'entre elles se sont orientées vers l'enseignement professionnel (Arrighi, 2004 ; Orange, 2017), elles ont maintenu des liens *via* les médias sociaux et ont « toujours de leurs nouvelles ». Parmi les enquêtées, celles qui ont déménagé à de nombreuses reprises entre la maternelle et l'élémentaire évoquent leur difficulté à « se faire une place dans un groupe qui existe déjà », les relations sont aussi compliquées avec leurs enseignants, leurs parents n'étant parfois pas originaires du territoire. Plus que les

autres elles ont été maintenues à l'écart du groupe ou ne se sont pas senties « complètement intégrées ». Raphaëlle, 15 ans scolarisée en classe de troisième dans le privé (mère : médecin en prison ; père : « tient un gîte », ancien ouvrier à l'usine) décrit une école où les nouveaux arrivants sont exclus.

« Ma sœur a changé d'école à cause de problèmes de groupe en fait. [...] Tellement y avait des choses pas normales qui se passaient entre... entre les enfants. Là, y a pas longtemps, y a eu un enfant [du village], qui est pas né non plus ici, qui s'est pris 120 baffes au TAP [temps d'activité périscolaire]. Par tous ses camarades. Et une par une. Il est en CE1. » [Raphaëlle, 15 ans, collégienne.]

Elles observent parfois à distance ces réseaux qui se tissent et les formes d'entraide qui en découlent. Les jeunes femmes les plus isolées socialement, celles qui sont étiquetées « cassos » comme Margot, sont également éloignées de cette vision « enchantée » de l'école. Leurs parents – et leur mère en particulier à qui il revient la charge de la gestion de la scolarité et des liens avec les équipes éducatives – investissent peu l'école et ne sont pas intégrés au groupe des « parents d'élèves ». L'interconnaissance est enfin pesante pour ces jeunes femmes qui ont subi du harcèlement, des brimades ou des moqueries, pour qui le changement d'établissement induit une réorganisation familiale importante, pas toujours évidente et/ou une inscription dans une école privée (option plus souvent retenue en Bretagne qu'ailleurs, en raison du nombre important d'établissements privés).

Les récits sur l'école élémentaire ne sont pas spécifiques aux jeunes femmes ni aux jeunes vivant en milieu rural, mais pouvoir bénéficier d'un réseau social avant d'entrer au collège est ici une nécessité pour une meilleure intégration et surtout une meilleure protection face à des jeunes (et notamment des jeunes garçons) qu'elles ne connaissent pas. Avoir des copines qui vont aller dans le même collège est une garantie de ne pas faire les trajets seule en car scolaire, de faire partie d'un groupe dès le départ et de ne pas être isolée en raison de son lieu d'habitation (notamment pour les villages et petites villes « que tout oppose » dans l'imaginaire collectif).

Le collège du coin : première étape dans l'agrandissement du territoire « proche »

À la fin de l'école primaire, comme dans les milieux urbains, et comme dans tous les milieux sociaux, les parents cherchent à établir des stratégies pour que leurs filles soient scolarisées dans les « bons collèges ». Lorsque celui du secteur a très mauvaise réputation (laquelle se fonde sur le non-remplacement des enseignants absents ou encore sur une mauvaise gestion de la discipline), les parents – tous milieux sociaux confondus – se penchent vers le collège privé, souhaitant le meilleur pour leurs enfants (Van Zanten, 2016). Sans parler des enjeux sociaux dans le choix des établissements par les parents, les entretiens menés auprès des jeunes femmes montrent combien la question du collège privé ou du collège public ne se pose pas dans les mêmes termes selon le genre. Elles expliquent ainsi comment le fait d'être une fille va être un argument avancé par certains parents – et en particulier les mères – dans le choix de l'établissement au nom des « stratégies » parentales.

« Pour mon frère, je crois qu'ils se sont pas posé la question. Pour moi, c'était différent... déjà parce que bon ils avaient l'expérience de mon frère et du collège, mais aussi parce je crois... il faut le dire... parce que je suis une fille ! Ils avaient peur pour moi, je crois. Je sais pas, parce que je suis une fille... comme dans le collège y'a les garçons de Cz et de Kt et que moi je viens d'une commune beaucoup plus petite aussi... Mais, finalement, comme mes copines ont été au public, j'ai été au public. » [Jade, 23 ans, crêpière depuis 1 an.]

Malgré tout, les jeunes femmes rencontrées vont – ou sont allées – dans leur très grande majorité au collège public de secteur situé dans la petite ville la plus proche : Crozon ou Pont-de-Buis en Presqu'île Aulne Maritime ; Entre-deux-Guiers ou St Laurent en Chartreuse ; Revin, Fumay, Monthermé, Bogny-sur-Meuse... dans les Ardennes ; Parthenay, Bressuire, Airvault en Pays de Gâtine. L'entrée au collège de secteur rassemble tous les jeunes des environs et constitue un élargissement du cadre de référence par rapport à l'école primaire. Du hameau, village ou quartier d'une petite ville, elles sont confrontées à un territoire plus grand, plus diversifié dans la population qui l'habite (y compris les jeunes), mais aussi dans les offres qu'elles peuvent observer (loisirs, consommation...). Aussi, si pour tous les jeunes, le passage au collège est une étape importante dans le processus d'autonomie (Singly, 2006), pour les jeunes femmes de milieux populaires ayant grandi en milieu rural, c'est à cette occasion qu'elles découvrent la petite ville la plus proche (au moment des heures de permanence ou quand les cours se terminent plus tôt que prévu), qu'elles prennent le car scolaire dont la durée du trajet peut dépasser une heure, et jouent avec les codes de la « culture jeune » (consommation, pratiques, représentations). Avec l'avancée dans les classes au collège, la fréquentation de la petite ville ouvre aussi la possibilité d'avoir des pratiques juvéniles communes avec les urbains qui, pour une part d'entre elles, sont identifiées comme « féminines » :

« [Au collège] C'était des moments comme on les imagine. On a trainé dans la rue, on a mangé des sandwiches kebab ou encore c'est les premières fois où on a fait un semblant de shopping. Semblant parce que les magasins ici, ça suit pas (rises). » [Entretien collectif, mission locale de Py', 4 jeunes femmes âgées de 17 à 21 ans, 09/10/18.]

Pour les filles habitant dans les hameaux, ou des logements isolés, arriver au collège c'était se confronter aux « gens de la... ville du coin » qui se prenaient pour des « grands » et les renvoyaient au fait de venir de leur « petite campagne ». C'est aussi se rendre compte des points communs entre jeunes des campagnes. Elles décrivent ces établissements comme rassemblant des jeunes semblables venant de « petits villages », de « patelins », de la « campagne ». Ce moment du passage au collège participe à déconstruire certaines représentations des jeunes de la petite ville et à remettre en question les querelles de clocher historiques entre les petites villes et villages rivaux. En cela, le changement d'établissement constitue une expérience importante de l'altérité. Toutes témoignent en effet de l'élargissement de leur réseau d'interconnaissance grâce au collège. Pour Mélina, ce moment a même constitué une « libération », puisqu'elle peut enfin se lier avec des gens en dehors de sa vallée, bien que les freins à l'accès aux transports et donc à la mobilité soient encore nombreux, surtout aux jeunes âges de l'adolescence :

« C'était pfff, la libération ! On était beaucoup, j'ai pu me faire des amis qui étaient pas [du village], donc qui étaient pas forcément aussi renfermés que les gens [du village]... mais après, le problème, c'était pour les voir et tout, vu qu'ils sont loin, c'est tout de suite... ça le problème. » [Mélina, 15 ans, lycéenne en seconde générale]

Si l'entrée en sixième est un « grand saut » pour les familles, les mères et les filles rencontrées, les collèges de secteur restent « petits ». Les jeunes femmes y sont venues avec la plupart de leurs ami-e-s de primaires qui se sont parfois retrouvée-s encore dans la même classe :

« Quatorze du village dans ma classe, j'étais pas perdue. » (Thallia.)
 « On s'est retrouvés ensemble dans la même classe tous les jeunes de L. en quatrième. Bah, heureusement que c'était pas l'année du brevet, parce qu'on aurait foiré ! » (Camille.).
 « On s'est tous retrouvés en fait de la vallée quasiment. On n'a pas trop perdu de repère. » (Léonore.)

Venir en groupe participe à faire perdurer les relations mixtes qu'elles avaient en primaire. Plusieurs remarquent d'ailleurs qu'au collège elles jouaient encore au foot avec les garçons, ce qui n'a plus été le cas ensuite en fin de collège et qui n'est plus envisageable aujourd'hui.

« J'aimais bien ce collège parce que c'était un petit collège, tout le monde se connaissait, il y avait pas beaucoup de monde, et je me disais que si j'allais à Chateaulin, ou si j'allais carrément à un collège à Quimper ou à Brest il allait y avoir beaucoup plus de monde, et que j'allais être encore beaucoup plus perdue. » [Maé, 16 ans, lycéenne en service aux personnes et aux territoires, MFR.]

Les plus jeunes des filles rencontrées, scolarisées en fin de collège, rendent compte de leur appréhension toujours forte des villes un peu plus grandes, voire des grandes agglomérations. Elles opposent alors ce qu'elles imaginent à propos des collèges en ville : plus de violence et de différences :

« Dans d'autres collèges, par exemple plus proches de la ville, quelque chose comme ça, j'imagine que y ait du racisme, du sexisme. Je sais pas pourquoi, enfin je pense c'est par rapport aux films ou... » [Ludivine, 15 ans, collégienne en 3^e.]

▪ ***Les cars scolaires pour aller au collège : « pour le meilleur et pour le pire »***

Cette prise d'autonomie, c'est aussi la découverte du car scolaire. Les trajets de car sont longs (parfois plus d'une heure pour certains hameaux isolés ou celles qui sont en début de parcours). Les jeunes y passent des heures nombreuses et répétées, entre pairs, sous un regard adulte limité (le/la chauffeur-se de car est le seul adulte présent). Le trajet en car scolaire, aussi « long » qu'il puisse être pour certaines, est un haut lieu de sociabilités et d'intégration au groupe des jeunes. C'est l'occasion de rencontrer d'autres jeunes, d'observer celles et ceux à qui l'on ne parle pas, d'écouter les conversations et les musiques des jeunes les plus populaires (notamment grâce aux enceintes portatives ou aux haut-parleurs des smartphones). « Les gens avec qui on était dans le bus, on liait des super amitiés, vu qu'en fait on passait énormément de temps à se faire chier », raconte Roxane.

Dans le car, se forme une microsociété juvénile avec ses fonctionnements et ses hiérarchies : s'asseoir derrière obéit à une hiérarchie d'âge et de popularité ainsi qu'à une hiérarchie de genre : être une fille, jeune, et/ou ne fréquentant pas les groupes populaires, implique d'être assise devant ! Sans originalité et comme le racontent aussi les mères que nous avons rencontrées, « les places les plus prisées sont celles situées au fond du car ». C'est ainsi que peuvent s'observer les rapports sociaux et les groupes dominants au sein d'une même population : « parce que t'as des positions dans le car aussi...[...] plus t'es populaire, plus tu recules dans le bus », résume Emeline. Ces rapports de pouvoirs sont autant d'occasions de situations de harcèlement, de violences, souvent banalisées par les jeunes femmes. Ces violences verbales, physiques, qui prennent la forme de petites humiliations quotidiennes, vols ou encore insultes, sont vécues comme une sorte de bizutage auquel les plus jeunes, les moins populaires, les filles, et les jeunes des classes populaires dont l'apparence vestimentaire laisse voir la précarité économique familiale doivent se soumettre.

Car si, dans toutes les sociétés, l'apparence vestimentaire est scrutée, c'est bien qu'elle donne des informations sur les caractéristiques sociales et personnelles des individus (Mardon, 2010). Un groupe de filles rencontrées qui disent s'habiller « neutres » (avec parfois des marques, mais pas toujours) parlent des différences de style et opposent aussi un groupe « riche » d'un côté, portant des marques « H24 » y compris des chaussettes de marque (ce qui les fait beaucoup rire), à un groupe « un peu chelou [...] ils s'habillent normalement », qu'elles finissent par définir comme un style « paysan ».

Bien que les collèges privés et publics soient souvent situés à côté les uns des autres, fréquenter le public ou le privé marque une « coupure » dans les sociabilités : les jeunes femmes ayant été dans le public se disent surprises de découvrir avec l'avancée en âge des jeunes femmes du même territoire qu'elles n'avaient jamais rencontrées. Elles prennent pourtant le même car scolaire où se rejouent les « rivalités » (parfois transmises dans les familles). Parmi la minorité des jeunes femmes enquêtées qui ont été scolarisées dans le privé, une fraction y est allée par tradition familiale, d'autres à la suite d'une sanction parentale : elles y ont été mises par leurs parents en raison de difficultés scolaires avec l'idée que l'encadrement serait meilleur dans le privé, ou pour les séparer de « mauvaises relations ».

■ ***Quand l'interconnaissance est violente : harcèlement, humiliations, réputations***

Le revers de ces petits collèges et de l'interconnaissance qu'ils impliquent est un sentiment « d'enfermement » décrit par une partie des jeunes femmes, celles sur qui pesaient des rumeurs, celles qui avaient mauvaise réputation ou qui étaient marginalisées, car « différentes ». C'est le cas de celles qui viennent d'arriver dans le coin, c'est aussi le cas de celles qui sont harcelées. Elles « saturant » et l'interconnaissance n'est plus une ressource, mais une violence qui s'installe dans toutes les sphères de la vie quotidienne. Élodie, 21 ans (mère : animatrice au centre de loisirs, père : carrossier) a toujours vécu dans la petite ville dans laquelle se trouve le collège. Son père est « né là », ses grands-parents maternels sont eux originaires d'un village situé à une cinquantaine de kilomètres de là. En primaire, elle « se fait moquer », « juger » parce qu'elle est « différente des autres », par son style vestimentaire, ses choix musicaux, ce qui s'accroît au collège (les deux établissements sont sur la même commune) et se « calme » au lycée, qui brasse davantage d'élèves originaires de territoires et de milieux sociaux plus diversifiés.

« C'est une période difficile le collège, de toute façon, peu importe où on est : les enfants sont pas sympas, on est jugé, on se fait moquer. [...] Si on est pas un mouton, tout de suite, ça plait pas aux autres... » [Élodie, 21 ans, étudiante en BTS.]

Lorie déménage à la campagne au moment de l'entrée au collège, elle explique le poids des réputations locales et leur dimension familiale : sa cousine a une réputation de « pute » localement, lui sont reprochés son intérêt pour les garçons et ses pratiques sexuelles supposées, si bien qu'en tant que « cousine » venant de la ville, Lorie est suspectée des mêmes pratiques par les jeunes des environs. Elle est catégorique : « Moi la campagne elle m'a apporté que du malheur. »

« Je vivais en ville, enfin, j'ai passé toute mon enfance dans la même ville, en fait, jusqu'à mes 10-11 ans, du coup, j'avais des amis, etc., ils me connaissaient. Et puis ma mère, un jour, elle a voulu déménager à la campagne, dans la même campagne où habitait ma cousine, et comme à la campagne tout le monde se connaît, tout le monde se raconte tout. Ma cousine, elle s'était créé une sale réputation et, comme ma tante elle avait une grosse gueule et elle avait dit "ouais c'est ma nièce, c'est la cousine de machin", ils ont pas cherché à me connaître. Ils m'ont collé la réputation de ma cousine sur le dos. Et puis, quand je suis allée au collège, dans ce collège-là, il y avait tous ceux de la campagne, donc ils se connaissaient déjà tous, et du coup : "Ah oui, ne sois pas ami avec elle, c'est nani nanère et tout." Ça s'est très mal passé quoi, à cause d'un déménagement dans une campagne. Et quand je suis allée dans un lycée, j'ai fait exprès de choisir un lycée où tous ceux du collège y allaient pas, et là ça se passait beaucoup mieux, et du coup ils me connaissaient pas. » [Lorie, 20 ans, en recherche d'emploi, dispositif garantie jeunes.]

▪ **Partir du coin dès le collège**

Quelques jeunes femmes ont été amenées à « quitter » leur territoire proche, dès le collège, pour des raisons liées au transport (pour aller dans un collège proche du lieu de travail d'un des parents), à une orientation scolaire sélective comme c'est le cas des sections sportives (handball, football, natation, ski), ou encore pour fuir une situation de harcèlement ou de violence scolaire, ces différentes raisons étant susceptibles d'être combinées. Ne pas aller au collège de secteur n'est pas sans conséquence dans la vie locale, où ne pas (ou ne plus) connaître des jeunes « du coin » ne facilite pas l'intégration dans les groupes et les sociabilités qui y sont associées.

Être scolarisée « loin » peut aussi traduire des situations scolaires précaires, celles des jeunes femmes ayant changé à plusieurs reprises d'établissements à la suite des déménagements familiaux, des « mauvaises relations », des violences subies ou encore des problèmes de discipline. C'est ce que raconte Agnès, 28 ans, lorsqu'elle revient sur son parcours scolaire dans les Ardennes. Elle a fait trois collèges différents, tous éloignés de son lieu d'habitation. Après avoir été élevée par sa grand-mère, elle emménage en sixième chez sa mère qui « préfère [la] mettre dans l'autre collège de la ville », desservi par un bus. Sans copines, loin de chez elle, Agnès arrête progressivement d'aller en cours, puis d'aller au collège. Quand sa mère s'en aperçoit, elle l'inscrit dans un collège plus éloigné, mais où elle peut la déposer en voiture tous les matins sur le chemin de son travail. Agnès ne trouve pas plus d'intérêt à aller au collège, mais « joue le jeu ». L'année suivante, la mère et le beau-père d'Agnès décident de déménager à quelques kilomètres et la jeune femme change à nouveau de collège. Ces multiples déménagements mettent Agnès dans une précarité amicale toujours plus forte : sans « groupe » d'amies fort, elle est toujours la nouvelle, celle dont les mouvements sont observés ainsi que les relations qu'elle pourrait tisser, celle aussi qu'il faut tester, dont il faut se méfier (au moins au départ).

2. Le passage au lycée, l'orientation et la redéfinition de son territoire « proche »

L'orientation et les stratégies d'orientation/scolarisation à la fin du collège vont marquer l'éclatement des groupes de jeunes femmes qui ont grandi ensemble : entre celles qui partent vers l'enseignement professionnel et celles qui vont dans les sections technologiques et générales, mais aussi entre celles qui vont dans la ville d'à côté et celles qui partent plus loin, enfin entre celles qui vont dans les établissements « d'élite », et donc sélectifs, et les autres... Nombreuses sont celles pour qui la fin du collège marque un sentiment de « saturation » et une aspiration à plus d'ouverture, à « oxygéner » leur groupe d'amies. Comme l'explique Pauline, 23 ans, fille d'agriculteurs et surveillante dans un collège, « Vu qu'on se connaît depuis la maternelle, tous ensemble les uns sur les autres. En troisième, vraiment hâte de partir, oui clairement. » Finir son collège impose aux filles et à leurs familles de s'interroger sur l'orientation scolaire, leurs aspirations professionnelles et personnelles, c'est aussi un moment, pour les jeunes ruraux, où se pose la question de l'internat.

Malgré la massification scolaire, l'allongement des études et la modification des parcours scolaires entre les générations des grand-mères, des mères et des jeunes femmes rencontrées, on n'observe pas de forte diminution des inégalités scolaires, mais plutôt un déplacement. La démocratisation du

baccalauréat s'est accompagnée d'une complexification de l'orientation scolaire où les classes populaires et les familles les plus éloignées du système scolaire sont davantage en difficulté d'information et de compréhension des enjeux généraux. Ce changement est d'autant plus visible que cette enquête s'est déroulée lors de la réforme du « nouveau bac » dit « baccalauréat 2021¹⁴ » et après la loi d'orientation et de réussite des étudiants et son principal dispositif Parcoursup. Ces deux réformes ont largement contribué à brouiller les cartes dans les lycées, même si cela concerne encore peu l'enseignement professionnel. Dans les familles des jeunes femmes comme dans les discours des professionnels rencontrés dans les établissements, le sentiment de relégation sociale et territoriale est fort, oscillant entre un discours teinté de « on ne nous dit pas tout » (sous entendu que certains enjeux seraient cachés) et celui de « tout le monde s'en fiche d'ici » (sous entendu que les jeunes et plus largement les habitants des territoires ruraux seraient marginalisés).

Les tensions sont fortes dans les discours des jeunes femmes qui restent sur les territoires ruraux et à qui l'on reproche bien souvent un immobilisme territorial. Pourtant, le choix de poursuivre des études après le collège nécessite de faire des arbitrages, qui s'ancrent toujours dans une histoire familiale et personnelle, mais aussi et surtout qui prennent sens en fonction des dispositions sociales des unes et des autres, entre celles qui vont dans l'enseignement général et technologique et celles qui s'orientent en lycée professionnel, celles qui vont dans la petite ville d'à côté, et celles qui vont dans une grande ville, voire sur un tout autre territoire, celles qui vont aller en internat et celles qui vont rester chez leurs parents, celles qui vont choisir leur orientation et celles qui vont la subir ou « faire avec »... La très grande majorité des entretiens met en évidence l'ensemble des coûts (d'ordre financier, familial, amical, amoureux, ou relatif au réseau...) liés à l'orientation scolaire dont doivent tenir compte les jeunes femmes issues des milieux populaires ruraux à 15 ou 17 ans et qui s'imposent à elles.

Partir du coin : « l'internat, une expérience à vivre »

En troisième et parfois dès la quatrième se pose la question de la suite, de l'après-collège : faire quoi ? Où ? Comment ? Autant de questions communes à tous, mais qui prennent une tout autre tournure quand on est une fille en milieu rural. Qu'elles aillent au lycée général, technologique ou professionnel de secteur, agricole, en MFR ou en CFA..., l'éloignement résidentiel impose aux filles et à leurs familles de s'interroger sur l'internat, qui paraît ordinaire à une grande partie des jeunes femmes rencontrées. Outre la distance géographique qui sépare le lieu de résidence des filles et l'établissement scolaire, d'autres éléments expliquent le recours à l'internat : la médiocrité des transports collectifs dans les quatre territoires étudiés, qui ne desservent pas forcément aux bons horaires les établissements (notamment les petits lycées professionnels), mais aussi la précarité des emplois des parents (qui ne permet pas de pouvoir déposer et récupérer en voiture leur enfant tous les jours) et, enfin, par le fait que les filles ne disposent pas de moyens de transport autonome.

¹⁴ Le « baccalauréat 2021 » modifie largement les filières et l'organisation mais aussi les modalités d'examen de ce diplôme qui constitue un « graal » dans les trajectoires scolaires des jeunes en France (Van Zanten, 2016), ouvrant la possibilité de suivre des études supérieures. Les textes du ministère de l'éducation nationale précisent ainsi qu'il n'y aura plus de séries en voie générale « mais des parcours choisis par chaque lycéen en fonction de ses goûts et de ses ambitions », qu'il reposera sur un contrôle continu et sur des épreuves terminales (www.education.gouv.fr/cid126438/baccalaureat-2021-un-tremplin-pour-la-reussite.html#Baccalaureat_2021_quelles_nouveautes).

Pour ces jeunes femmes, l'expérience de l'internat « ordinaire¹⁵ » n'est pas pour autant codée comme une forme de mobilité et ce d'autant que, pour une grande partie d'entre elles, cela ne rime pas avec un changement de lieu de résidence puisqu'elles reviennent chez leurs parents les week-ends et vacances, mais aussi en fin de formation. On le verra, dans la mesure où elles expliquent à longueur d'entretiens « qu'ici il faut faire avec » et « qu'il faut s'adapter », leurs « choix » d'orientation, de formation et d'internat restent malgré tout situés, pour la très grande majorité d'entre elles, aux marges de la communauté de communes, dans la ville la plus proche disposant de la formation recherchée (ou d'une autre s'en approchant le cas échéant). Elles peuvent donc finalement s'orienter par exemple vers les services à la personne plutôt que la petite enfance, aller en MFR plutôt qu'en lycée agricole, selon l'offre locale disponible.

« En partant à l'internat... forcément, tu te demandes comment va faire ta mère »

Parmi les jeunes femmes rencontrées, celles vivant dans les familles situées au plus bas des classes populaires et qui disposent le moins de ressources économiques, sont plus souvent que les autres des soutiens familiaux : elles prennent part au travail domestique familial qui incombe habituellement aux femmes (rangement, vaisselle, lessives, courses au supermarché) et, plus largement, sont une aide dans l'entretien de l'intérieur et des relations avec l'entourage. Jeunes, elles sont aussi et surtout impliquées dans le travail invisible qu'il s'agisse de la garde des « petits » : les frères et sœurs, les cousin·es ou encore les enfants des voisins ou pour « s'occuper de [la] grand-mère ». C'est ce que décrit Jenny, 18 ans, dont les deux parents « ne travaillent pas vraiment » (son père fait des travaux de plomberie à domicile à son compte, sa mère est en arrêt maladie) qui vivait chez sa mère jusque début septembre. Lorsque nous la rencontrons fin septembre de la même année, elle revient sur sa situation en internat qui dépasse largement les enjeux scolaires et s'imbrique dans une situation familiale complexe, marquée par un partage « traditionnel » des rôles au sein des membres de la famille et une précarité économique. Interne à la MFR située à moins de 30 km de chez elle, après une décision largement influencée par l'équipe éducative du lycée où elle préparait un CAP et par les professionnelles du centre social, Jenny explique que ses deux premières semaines en internat sont mitigées « je suis un peu mixte... sur mon avis ». Dans le versant positif, elle classe tout ce qui a trait à la scolarité, sa possibilité de se concentrer sur ses études (bien qu'elle ne soit que « très moyennement motivée »). Être et vivre avec d'autres jeunes, partager sa chambre avec « une ou deux inconnues » c'est « bizarre », « il faut s'habituer » dit-elle, même si elle reconnaît encore avoir du mal. Pour Jenny cet entre-soi est une nouvelle expérience excitante, mais un peu redoutée, elle n'avait jamais « découché » de chez sa mère avant. Mais son départ à l'internat est aussi une nouvelle expérience pour sa mère qui l'appelle tous les soirs sur son portable :

« Si ma mère ou ma famille me manque ? Oui forcément... Mais je pense que je peux m'habituer. Par contre ce qui est dur en ce moment c'est que ma mère elle m'appelle tous les soirs, car je lui manque trop. On s'est jamais séparées. Sans moi elle n'a plus rien. Je sais pas si je vais tenir

¹⁵ On remarquera que toutes les jeunes femmes rencontrées qui sont en internat sont en fait en internat « ordinaire » c'est-à-dire ni en internat d'excellence, ni en internat de réussite éducative. Pour une présentation de ces dispositifs voir l'article de Dominique Glasman « L'internat et ses usages, d'hier à aujourd'hui » (Glasman, 2014).

longtemps à l'internat... parce qu'en partant déjà forcément tu te demandes comment va faire ta mère pour tout gérer toute seule. Et là, elle m'appelle... ben je vois bien que c'est dur quoi.

– C'est quoi "tout gérer" ?

– Ben, déjà, y a les repas, mais aussi le ménage, le linge, ramener les petits à l'école [sa mère garde des enfants à domicile] et les aider aux devoirs et tout, y'a aussi que moi je faisais des courses quand même, même si j'ai pas le permis et pas de voiture, je porte des choses lourdes, car je suis jeune. Tout ça, ma mère maintenant, elle n'a plus d'aide ». [Entretien avec Jenny, 18 ans, qui prépare un CAP vente en MFR.]

Quelques semaines après avoir rencontré Jenny, nous apprendrons qu'elle a mis un terme à l'internat. Le rôle qu'une partie des filles rencontrées jouent dans leur famille ne peut se détacher des préoccupations qui y sont liées quand il s'agit de partir – temporairement – comme dans le cas de l'internat, ou plus durablement quand il s'agit de chercher du travail ou de s'installer en couple. Si le récit de Jenny n'est pas majoritaire, il n'est pas isolé, car, de manière exacerbée, c'est aussi ce qui s'est passé pour les jeunes femmes ayant des parents en situation de handicap ou en grande difficulté, isolés et peu intégrés aux réseaux de voisinage, comme Téa, en terminale L au lycée de secteur dans les Ardennes. Elle voudrait poursuivre une bi-licence, philosophie/LEA à Lille, même si elle hésite avec Sciences Po. Seulement, si elle a envie de partir, ses parents (sa mère travaille dans le secrétariat à domicile, son beau-père est employé des pompes funèbres) sont réticents :

« Après, y a pas que ça aussi, y a les parents. Y a beaucoup les parents. En tout cas, la ville, je peux pas choisir ce que je veux. S'ils voient qu'ils connaissent personne là-bas, ils préfèrent que je reste ici. » [Jenny, 18 ans, prépare un CAP vente en MFR.]

Aînée d'une fratrie de sept enfants, elle apporte un soutien considérable à ses parents dans la gestion de ses petits frères et sœurs « surtout les plus petits ». Ses parents, qu'elle qualifie de « très protecteurs » ne la laissent pas sortir seule :

« Ils ont beaucoup peur aussi, c'est... c'est la fille, oh, elle va partir, on sait pas encore si elle peut faire ses preuves, c'est dangereux... ils sont beaucoup protecteurs. » [Jenny, 18 ans, prépare un CAP vente en MFR.]

Sans lui interdire de faire des études supérieures, ils lui proposent de faire sa première année de fac à la maison, par correspondance, tout en travaillant comme surveillante dans les collèges et lycées des environs afin de gagner un peu d'argent. Une perspective qui ne convient pas du tout à Téa : « J'ai beaucoup envie de bouger, j'ai vraiment envie de bouger. Si je reste cloîtrée, je suis pas bien. » Sa mère préférerait une ville où il y a de la famille comme à Lyon, où Téa pourrait vivre chez son oncle, mais elle souhaite gagner en autonomie : « Ça m'emballe pas quoi [aller à Lyon]. Ils sont frères et sœurs, j'ai pas forcément envie qu'elle sache tout ce que je fasse. Je veux mon intimité, j'ai ma vie aussi [...] heureusement il n'y a pas la bonne licence là bas. » Téa a aussi pensé à Bordeaux, où elle a de la famille plus éloignée, mais elle ne croit pas pouvoir y être prise en venant des Ardennes. La stigmatisation du territoire joue à plein « Bordeaux je serai jamais prise, je viens de Rn [petite ville <6000 habitants de la vallée de la Meuse]. Où ils vont prendre quelqu'un de Rn. à Bordeaux ? ». Elle l'a donc indiqué en dernier choix dans Parcoursup.

C'est au cours des entretiens en groupe qu'a été mise en évidence cette question des conséquences de l'éloignement (pour des raisons de formation, d'emploi ou de couple) sur la vie quotidienne, qui ne s'est pas posée pour les garçons de leur famille. Lorsqu'elles ont des frères aînés, les filles rencontrées racontent que cela « n'a rien changé » ou presque, que les parents les ont « soutenus », voire « incités », à partir en internat, ce qui n'a pas du tout été leur cas.

« Ah non mais les filles et les garçons c'est pas pareil. Mon frère il passe de temps en temps, un peu quand il veut. Il arrive avec des courses, genre ce qui est lourd, car il a une voiture. Direct après, c'est un peu le boss... ma mère est aux petits soins avec lui
- Moi aussi c'est pareil. Quand mon frère est là, lui il en branle pas une, et il dit même pas s'il te plaît. C'est genre, déjà sa présence, c'est un cadeau (rire)
- De toute manière, c'est aussi un peu à nous d'aider... c'est bien aussi. Parce que comme ça aussi on apprend comment faire, on ne sera pas perdue quand il faudra partir ! Ma grand-mère elle m'a dit un jour : "Si tu veux garder un homme, faut tenir ton intérieur (rires)." Ben, au final, je crois qu'elle n'a pas tort. » [Entretien avec Téa, 17 ans, lycéenne en terminale L.]

Si les jeunes femmes doivent trouver du travail, elles apprennent aussi dès le plus jeune âge à ne pas délaisser leurs intérieurs. Le travail rémunéré vient alors s'ajouter au travail domestique.

Par ailleurs, si l'internat revêt une dimension de socialisation aux codes de la masculinité et de la virilité (l'entre-soi masculin y est valorisé) et va leur permettre de « s'endurcir » (Joly-Rissoan, Glasman, 2014) ces mêmes arguments ne sont pas mobilisés pour les filles. L'internat est présenté comme « bon pour l'école » et, dans le même temps, comme un lieu à « risque » pour les filles (parmi les risques les plus cités, on note : sexualité, consommation d'alcool, tabac ou cannabis, violence et harcèlement...). Le moindre contrôle social qu'on y exercerait sur les activités et fréquentations des filles participe de ces discours.

« On entend beaucoup de choses sur les internats. Genre on fait n'importe quoi et tout. Bon, c'est un peu vrai, genre ça peut arriver qu'il y ait n'importe quoi, mais pour autant ce n'est pas qu'en internat (rires). Le truc c'est que, comme les parents, ils voient pas ce qu'il se passe, ils imaginent parfois le pire. Alors que franchement... on est sages (rires). Et puis les surveillantes, elles rigolent pas avec certains trucs.
- Sur quoi par exemple elles ne rigolent pas ?
- Ben sur le fait que les garçons n'ont pas le droit de rentrer dans le bâtiment des filles. Ça c'est genre la ligne rouge. Mais après ça se comprend, elles veulent pas de problème avec nos parents (rires). » [Jennifer, 16 ans, lycéenne, première S, interne depuis deux ans.]

Le départ en internat à l'issue de la troisième (parfois avant) peut aussi résulter de la conjugaison de l'éloignement de l'offre de formation, des difficultés scolaires et surtout des difficultés familiales importantes. Des relations conflictuelles avec les parents (ou beaux parents), les violences subies au sein de la famille peuvent ainsi se combiner à un parcours scolaire difficile (tant du côté des résultats que du côté de la présence ou de la discipline). La précarité des conditions de vie des emplois des parents contraint également à de nombreux déménagements auxquels une partie des jeunes femmes préfèrent l'internat. Le poids de l'interconnaissance et la sensation d'étouffer parmi un seul et même groupe de pairs sont également évoqués et constituent autant d'arguments avancés par certaines filles qui disent « chercher à [s']éloigner », « s'isoler », « couper les ponts », en demandant à partir à l'internat. « Ce paradoxe, aller à l'internat, structure de vie collective par excellence, pour s'isoler, ne peut se comprendre que si l'on considère ce choix comme une véritable stratégie d'affranchissement par rapport à un environnement dans lequel le jeune ne se sent pas à sa place, voire disqualifié. » (Joly-Rissoan, Glasman, 2014, p. 23.) Les expériences de l'internat sont toutefois très différentes et varient notamment avec la taille et le nombre de jeunes qui y vivent : d'une cité scolaire où sont rassemblés les internats de trois établissements différents créant un véritable campus lycéen, aux internats de MFR isolées où ne sont présentes simultanément que quelques classes selon les semaines. Certaines ont connu des internats tous neufs, d'autres des internats historiques, rudimentaires, mais prestigieux à leurs yeux comme dans les vieux bâtiments en pierre d'un lycée général de centre-ville, dont le dortoir, constitué de boxes fermés par des rideaux le long d'un couloir et pouvant rassembler une quarantaine de filles, est critiqué

pour sa promiscuité et de l'état des bâtiments. Les expériences diffèrent aussi selon les règlements intérieurs des internats, plus ou moins stricts, qui participent à faire et défaire leur réputation.

Thallia a toute sa famille qui vit dans le même périmètre, sa mère est kinésithérapeute et son père chauffagiste. Ses parents ont investi dans la scolarité de Thallia en l'envoyant dans le lycée le plus réputé, dans l'espoir qu'elle fasse des études et ne soit pas influencée par de mauvaises relations. Interne depuis presque trois ans, elle est relativement fière de l'internat du lycée privé où elle est (« Je vois d'autres internats on dirait même pas un internat, c'est les vacances ! »), et décrit l'organisation de la journée comme suit :

« Sonnerie à 6 h 50, il faut avoir quitté l'internat à 7 h 25, peu importe l'heure du début de ses cours, heure d'étude obligatoire et surveillée 17 h 45-18 h 30, retour à l'internat après le repas, au plus tard à 20 h 30, 21 h 15, il faut être en silence, dans sa chambre, extinction des feux 22 h 30. Tout le temps la même chose : je sais quel jour, quelle heure, exactement ce que je suis en train de faire. » [Thallia, 18 ans, lycéenne en terminale S dans le privé.]

Parmi les critères évoqués par les filles pour jauger du caractère sérieux ou strict de l'internat on retrouve : le fait de pouvoir remonter dans sa chambre dans la journée (quasiment impossible partout), les horaires, la surveillance, le droit de sortir de l'établissement en cas de « trou » dans la journée, mais aussi les espaces de sociabilité mixte, le soir. À cela s'ajoute l'accès à internet, dont la restriction est davantage due au forfait des filles qu'aux règles des établissements et à la coupure du wifi à 22 h (elles n'ont pas toutes un forfait incluant la 4G et partagent les connexions entre copines). À l'internat, on apprend « la débrouille collective », et « le contournement des règlements » : avoir un deuxième téléphone portable et une deuxième puce, quand le téléphone n'est pas autorisé ; déplacer les matelas aux bons horaires, juste après le coucher des élèves BTS surveillants, ou avant le réveil, pour dormir dans la chambre d'une amie, par exemple

L'internat : « un truc à vivre » qui peut devenir « l'horreur »

Partir à l'internat signifie quitter son groupe d'amis initial pour partager le quotidien avec d'autres jeunes de son âge d'horizons divers. Car partir à l'internat c'est souvent prendre ses distances avec des relations nouées depuis l'enfance. Certaines parviennent à faire coexister des réseaux d'amitié parallèle : « En fait avec l'internat je connais beaucoup plus de monde ! Maintenant j'ai des copines d'internat en semaine et, le week-end, j'ai mes copines de chez moi. » Pour d'autres, le cercle de sociabilité antérieur va venir concurrencer celui de l'internat, et elles se tourneront vers des proches leur offrant le plus de reconnaissance. Une expérience collective d'autonomie précoce qui, si elle n'est pas partagée par toutes (certaines disent avoir préféré rester chez leurs parents, ou trouvent de la famille à proximité de leur établissement pour les héberger en semaine), est toutefois centrale dans les pratiques et représentations communes de la jeunesse rurale. Si certaines redoutaient l'internat (notamment celles qui partent sans copine avec qui partager leur chambre, celles qui disent ne pas avoir choisi leur orientation scolaire ou encore celles qui disent avoir des difficultés pour aller vers les autres), d'autres l'attendaient. Pour beaucoup, c'est en tout cas « un truc à vivre » comme leur ont décrit ami·e·s plus âgé·e·s, frères et sœurs, ou parents. L'internat, c'est paradoxalement à la fois plus de contraintes et de contrôle (des heures collectives de coucher et de lever), et plus d'autonomie. C'est l'expérimentation d'une sociabilité entre jeunes du même âge, qui se déploie loin du toit familial et relativement à l'abri du regard des parents. C'est là où se construisent des amitiés et des inimitiés

rapides et fortes. C'est ainsi qu'une jeune femme décrira comment quand elle était en internat, en rentrant le week-end elle retrouvait « l'sa vie », en repartant le lundi matin, elle retrouvait « la liberté » en écho aux récits d'étouffement ou d'entre-soi trop fort dans les villages ou hameaux habités. L'internat, c'est aussi se retrouver entre jeunes à partager la même chambre à deux ou trois, rarement plus (c'est aussi parfois dormir seule dans une chambre prévue pour plusieurs jeunes, lorsqu'il n'y a pas assez de filles dans l'internat). C'est trouver des arrangements pour configurer la chambre et l'espace collectif, l'ordre des douches et les rangements. C'est négocier aussi sur ce qui peut servir de « décoration » avec un espace « personnel » et « un mur plus collectif ». L'internat c'est aussi la liberté de pouvoir dormir avec des filles qui deviennent des copines, voire des amies, avec qui elles vivent au quotidien, se racontent leur vie et partagent l'intimité.

« La MFR visitée a des bâtiments dédiés pour l'internat. Les jeunes ne peuvent y aller au milieu de la journée, seulement à la pause de midi. Les garçons n'ont pas le droit d'aller dans les chambres des filles et inversement nous expliquent les jeunes en rigolant. Refaits à neuf, les chambres sont prévues pour 2 à 3 élèves. Ici on leur laisse la liberté de pouvoir réorganiser les lits. On observe au cours de la visite de l'internat que dans la majorité des chambres, les lits sont collés les uns collés aux autres. Les filles nous diront que c'est quand même plus agréable de dormir toutes ensemble dans un grand lit "en mode pacha", "surtout quand t'as 3 lits pour 2 !", "au moins t'as pas froid" et "puis la famille elle te manque moins !" » [Extrait de journal de terrain, Finistère, 22/06/2018.]

Vivre en internat, c'est donc habiter quatre nuits par semaine dans une chambre et des couloirs non mixtes, ce qui amène à s'interroger sur sa place et son statut de fille : être ou ne pas être comme les autres jeunes, les autres filles. C'est un lieu d'observation des corps et de construction du genre, c'est un espace qui impose de s'interroger sur la féminité et les attentes sociales de conformation aux normes de genre. Car, en internat, les corps sont à la fois regardés, mais aussi soumis aux regards collectifs, ce sont aussi des corps agissants (Perrin, 2015). Ainsi, Léane 14 ans (mère : vendeuse d'engins agricoles, père : policier), interne en quatrième au collège pour préparer une formation professionnelle dans l'agriculture (elle envisage l'élevage) est « soulée » par les filles qui se réveillent collectivement à 5 h du matin pour se préparer. D'autres regrettent de ne pouvoir partager davantage de temps avec les garçons, « trainer avec des mecs », « parce que les filles entre elles, ça fait des histoires » et décrivent alors l'internat comme susceptible de devenir « l'horreur » d'un monde entre filles. Elles s'approprient au passage les discours sur les soi-disant spécificités des comportements et relations sociales des femmes par rapport aux hommes : hypocrisie, « petites histoires », « coups bas » et autres « langues de pute », qui seraient des spécificités des filles entre elles, légitimant l'expression « crêpage de chignon » qui n'a pas d'équivalent masculin. Dans leurs récits, on constate combien l'internat est une école de l'hétérosexualité tant les rapports de genre y sont importants et construisent le quotidien des jeunes entre eux et des adultes avec les jeunes, tant la mixité sexuée est redoutée. Cela ne s'exprime pas seulement dans les corps mais aussi dans les loisirs, comme le raconte par exemple Léane, qui constate que ce ne sont jamais les filles qui proposent les films pour les soirées ciné à l'internat. Le « pion » est là pour trancher (il s'agit encore d'un homme), résultat : « Ce sont le plus souvent des films d'action qui sont choisis et jamais des films romantiques » que préfère Léane. Tous et toutes sont pourtant ensuite obligés d'y assister.

L'internat, en tant qu'espace d'interactions étroites, quotidiennes, exposant les corps et les attitudes et les intimités (Glasman, 2012) représente une expérience de sociabilité rapprochée avec des jeunes du même âge et en partie de même sexe, qui marque les parcours des jeunes femmes qui y sont passées. Expérience toutefois rarement reconnue comme un premier départ de la famille par les adultes et les

jeunes, ni comme expérience de mobilité alors qu'il vient largement participer à une meilleure connaissance du territoire et à une redéfinition du « loin » et du « proche », comme le résume cette fille, lors d'un entretien collectif avec un groupe de jeunes femmes toutes internes et scolarisées dans la même cité scolaire (certaines en lycée général ou technologique, d'autres en lycée professionnel).

« En fait, j'étais jamais allée à Rn [où il y a l'internat], car c'est dans un trou paumé et pourtant... Maintenant je me rends compte que même si c'est pas à côté de chez moi, c'est pas si loin. Avec l'internat, je connais des gens de partout que j'avais jamais rencontrés, c'est normal, comme j'étais jamais allée à Rn et tout, et que j'étais allée de la maternelle en primaire puis au collège qu'avec les mêmes gens ». [Extrait d'entretien collectif, 10/10/2018.]

3. Orientation scolaire, offre locale : « faire avec » les conseils des mères et le groupe de pairs

Le rôle des diplômes dans les parcours de vie (Van de Velde, 2008) et leurs effets sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sont tels que les jeunes femmes rencontrées y consacrent un temps important dans les entretiens. Dans un contexte d'allongement des études et de précarité du marché du travail dans l'environnement local et dans leur entourage, les parcours des jeunes femmes rencontrées n'y font pas entorse : par rapport à leurs mères et surtout à leurs grands-mères elles disent souvent avoir été « plus loin » dans les études, ne serait-ce que parce que leurs mères ont fait des métiers d'aide à la personne « sur le tard » sans forcément de formation. Parmi les jeunes femmes rencontrées, plus de la moitié a décroché ou décrochera un baccalauréat général, technologique ou professionnel, et, à l'opposé, une faible minorité quittera l'école sans diplôme (c'est le cas notamment des jeunes femmes inscrites dans le dispositif de la garantie jeunes). Toutefois, si les travaux antérieurs ont montré que les parcours scolaires des jeunes femmes en milieu rural étaient plus longs que ceux des jeunes hommes du même âge et qu'elles font plus souvent des formations générales (Arrighi, 2004 ; Orange, Renard, 2018), c'est loin d'être le cas pour toutes les jeunes femmes rencontrées dans notre enquête. Vivant en milieu rural sur quatre territoires situés à distance des grands pôles universitaires ou de formation du supérieur, le plus souvent à quelques dizaines de kilomètres du lycée de secteur, pour elles, l'allongement de la scolarité rime également avec mobilité géographique. Pour celles qui envisagent de poursuivre des études supérieures, cela demandera de partir – au moins temporairement – de leur lieu de résidence, de s'éloigner du domicile familial, etc., sans avoir l'assurance d'y revenir, tant les zones rurales sont peu pourvoyeuses de postes à haute qualification. Autrement dit, tout se passe comme si, pour quitter le hameau ou le village, les jeunes femmes devaient compter sur le diplôme qui, pourtant, ne leur permettra pas de briguer un poste à hauteur de leur formation eu égard aux emplois locaux disponibles. La tension est d'autant plus forte pour ces jeunes femmes de milieux populaires qu'une grande partie des familles font face à de lourdes, contraintes financières qui ne sont pas sans effets sur les pratiques d'orientation. La faiblesse des ressources économiques d'une grande partie des « filles du coin » leur impose donc de « faire avec » de « s'adapter » en redessinant leurs aspirations professionnelles en fonction des possibilités locales. Dans ce contexte, on observe, dans cette enquête, une valorisation de l'enseignement professionnel et des études supérieures relativement courtes (bac +2/+3) par des jeunes femmes dont les récits sont rarement marqués par un grand intérêt pour l'école. Les relations familiales, les conseils et l'influence en particulier des mères jouent un rôle important dans les « choix » d'orientation. Sollicitées par les

établissements en tant que « responsable légal » de leurs filles, ce sont les mères qui vont aux réunions et rendez-vous, comme le raconte Aline, 23 ans, dont la mère est « famille d'accueil » après avoir tenu un gîte avec son conjoint.

« Quand je suis arrivée au lycée, la directrice, elle nous rencontrait un mois après notre arrivée au lycée pour savoir comment ça se passait, et moi je lui ai dit : J'ai l'impression que c'est pas la même fille que avant. Moi je lui avais raconté quand j'arrivais. Elle nous rencontre toujours avec nos parents par contre, elle rencontre pas l'élève seul, comme ça, elle a l'avis des parents. Elle rencontre d'abord tous les deux, après, elle rencontre l'élève, après les parents. Donc, tu vois, c'est bien parce que, du coup, ma mère elle lui avait expliqué que pour moi c'était dur et qu'elle savait pas si le lycée j'arriverais à tenir quoi. » [Aline, 23 ans, aide-soignante.]

Les mères sont aussi sollicitées par les jeunes femmes parce qu'elles connaissent le contexte professionnel local, qu'elles ont « toujours été de bons conseils » (comme on a pu le voir dans les relations amicales) et qu'elles ont l'expérience. Parmi celles qui ont un père en emploi (un certain nombre d'enquêtées ne vivant pas avec leur père ou ayant un père sans activité professionnelle ou en situation de handicap), peu disent l'avoir sollicité, lui avoir demandé conseil sur leur orientation ou plus largement sur les décisions importantes de leur vie scolaire. Adèle, 19 ans, vit avec sa mère (en recherche d'emploi dans l'aide à la personne) et prépare un CAP petite enfance après des premières années difficiles en lycée professionnel de vente. Déscolarisée un an, elle a fait un bilan de compétences qui l'oriente aujourd'hui vers les métiers de la petite enfance :

« Quand j'ai été déscolarisée j'ai fait un bilan de compétences, et du coup le premier truc qui est ressorti c'était la vente où j'étais à la base, mais vu que je voulais pas du tout retourner là-dedans, le deuxième truc qui ressortait c'était avec les enfants. Et du coup j'avais un copain qui était dans le lycée où je suis, et qui m'avait dit c'est vachement bien tout ça, donc ma mère avait demandé à sa mère tout ça machin, pour savoir un peu, et du coup on est allés visiter le lycée, voir la directrice tout ça. Et comme en CAP c'est des classes de 16, 15-16, j'étais arrivée avec un an de bac pro dans une filière totalement différente, un an déscolarisée, elle m'a dit ça va être compliqué quoi, et puis elle m'a demandé une lettre de motivation tout ça, et puis j'ai discuté avec elle, et du coup elle a vu que c'était vraiment quelque chose que j'avais envie de faire. » [Adèle, 19 ans, prépare un CAP petite enfance.]

Comme Adèle elles sont un certain nombre à ne pas s'y retrouver « avec la théorie » à l'école, et veulent de la pratique. Elles sont aussi peu nombreuses à croire que le diplôme leur garantira « une bonne situation ». Dans un environnement amical et familial où les exemples de parcours d'insertion professionnelle chaotiques des femmes ne manquent pas, les jeunes rencontrées ont des propos fatalistes qu'elles disent « réalistes », soulignant d'une part qu'il leur faut « faire avec » ce qui est proposé comme formation « dans les environs » et que, surtout, « ici c'est pas ce que t'as fait qui compte, c'est si tu as du réseau », l'interconnaissance étant une des clés importantes de l'entrée dans le monde du travail, on le verra plus tard. Dans les quatre territoires, on observe donc que l'orientation des jeunes femmes rencontrées est marquée l'offre de formation proposée localement.

Des compétences acquises dans la famille à l'orientation vers des filières genrées

Parmi les filières professionnelles choisies par les filles, les formations de « service aux personnes » (petite enfance, personnes âgées, personnes en situation de handicap), dont certaines propres au milieu rural, comme le bac pro SAPAT (services aux personnes et aux territoires) dominant largement. Celles qui se destinent aux autres métiers de services (onglerie, coiffure, esthétique), moins

nombreuses, le font parce qu'elles ont « toujours aimé ça », coiffer les sœurs, faire les ongles de la mère et des copines, maquiller les autres, autant d'activités de « loisirs » qui vont participer à dessiner un parcours d'orientation cohérent. C'est également le cas de celles qui se dirigent vers des métiers manuels, en raison de compétences dont elles ont pu faire preuve antérieurement dans le réseau local, comme cette jeune femme qui nous explique : « Ici tout le monde sait que je fais bien les gâteaux. Ma grand-mère aussi était réputée pour ça dans le village. Les gens disent que je suis bien sa petite-fille y'a pas de doute ! (rires). » C'est d'une certaine manière la confirmation d'un « don » ou d'un « plaisir » ou au moins d'une « capacité » ou d'une « facilité » qui va justifier par la suite une orientation vers les filières de la boulangerie, de la cuisine, de la mode et des vêtements.

C'est plus rarement le cas de celles qui se forment dans les métiers de secrétariat, car, même si une grande partie des filles participent à la gestion du budget familial et de l'économie générale du foyer (faire les courses, être vigilante à ce qui manque, aider aux prises de rendez-vous et aux déplacements des uns ou des autres en cas de rendez-vous médicaux, etc.), cette participation est moins reconnue comme une compétence spécifique. Ce sont davantage les compétences techniques initiées à l'occasion les « coups de main » qu'elles donnent à leurs proches, qui peuvent être mobilisées pour l'orientation scolaire. C'est le cas de Cindy 25 ans (mère : ouvrière dans une usine d'emballages ; ne connaît pas son père) qui cherche aujourd'hui à se reconverter dans le soin animalier « après avoir travaillé longtemps dans le secteur de la petite enfance », ou encore de Maëlle 23 ans (mère assistante maternelle ; ne connaît pas son père) qui s'est orientée dans la même voie que sa mère dans un premier temps, puis a poursuivi pour devenir aide-soignante en EHPAD. Au cours de l'entretien, elle explique qu'elle « aime bien les enfants », sait s'en occuper, car elle l'a appris dans sa famille avec sa sœur, et surtout avec les enfants que gardait sa mère. Elle dit « aimer s'occuper des autres ».

« Après le collège j'ai fait un BEP carrières sanitaires et sociales, parce que je savais pas quoi faire, en fait. J'aimais pas trop les cours, j'accrochais pas tout ce qui était général, je voyais pas pour quoi, pourquoi travailler, dans quel but. On te dit c'est bien pour trouver du travail après, mais quand il y a rien qui te plaît, que tu sais pas quoi faire, c'est pas évident quoi. Du coup, maman voyait que j'accrochais pas le général, donc elle s'est dit ça sert à rien que je l'amène en bac, donc pourquoi pas un bac professionnel quoi, ou alors un CAP ou un BEP. Au final, je me suis dit que quelque chose de professionnel j'aurais beaucoup plus accroché. Maman, elle est assistante maternelle, donc je me suis dit pourquoi pas aller vers les enfants. Et maman m'a dit peut-être quelque chose de plus... que t'aies plusieurs voies, donc au final BEP carrières sanitaires et sociales, t'as les enfants, t'as les personnes handicapées, t'as les personnes âgées, t'as tout en fait. Du coup, j'ai fait ce diplôme-là. Et au final, quand j'ai fait mes stages, on avait stage en crèche, maison de retraite avec les personnes âgées c'était obligatoire. Et j'ai fait où d'autre ? École maternelle. Et vu que mon stage à l'EHPAD que j'ai fait à l'hôpital à C., en fait c'est une maison de retraite, j'ai bien plus accroché avec les personnes âgées qu'avec les enfants, et c'est là que je me suis dit, c'est bon, je savais ce que je voulais faire, je voulais faire aide-soignante. Et du coup après j'ai fait mon BEP. » [Maëlle, 23 ans, aide-soignante en EHPAD]

Maëlle met en évidence le lien entre la formation initiale et l'obtention d'un travail (« tu fais des études... pour avoir un travail »), un peu après dans l'entretien, elle dira s'être engagée vers le poste d'aide-soignante en EHPAD comme plusieurs de ses copines ou connaissances légèrement plus âgées, parce que « ça embauche pour s'occuper des petits vieux ». L'orientation du groupe de copines comme le fait d'être en couple au moment des paliers d'orientation entre en ligne de compte dans les « choix ». Tout se passe comme si les jeunes femmes se pliaient à un exercice de calcul des coûts de l'orientation : qu'est-ce que cela leur apportera personnellement et professionnellement, mais également est-ce cela peut mettre en péril leur place au sein du groupe de copines ou leur vie

amoureuse ? Alisson, 25 ans (mère : employée, père : décédé), raconte ainsi son parcours, comment elle est partie en bac pro sanitaire et social dans la petite ville de Bs., située au carrefour de plusieurs routes, afin d'augmenter ses chances de « partir ». Au moment où se déroule l'entretien, elle a été quelques mois chargée de développement dans un espace de *coworking* situé à quelques dizaines de minutes de chez elles en voiture, mais ne peut y être prolongée sur un contrat pérenne. Dans le même temps, elle avait entamé une demande de « PVT », programme vacances travail, en Nouvelle-Zélande et doit partir dans les deux semaines suivant notre rencontre. Ce sera son premier voyage en avion et son premier voyage à l'étranger, ce qui n'est pas sans attiser les craintes et les mises en garde d'une partie de ses proches (ami-e-s et famille). Parmi celles que nous avons rencontrées, seules deux jeunes femmes ont entamé une telle démarche (l'autre partira en Australie).

« Alors moi, après le collège, j'ai fait un BEP carrière sanitaire et social au lycée Sy'. Le lycée qui est jumelé avec G, qui est le lycée général, là. [...] Je pouvais faire ce BEP à Py', mais j'avais pas du tout envie d'aller sur Py'. [...] J'avais envie d'aller un peu plus loin, en fait. Déjà je... enfin, j'avais envie de voir autre chose quoi et en même temps de me rapprocher [de son petit copain, il était alors dans un lycée agricole dans la même ville], juste pour ça j'ai choisi Bs ». [Alisson, 25 ans, chargée de développement dans un espace de *coworking*]

Toutefois tous ces parcours « choisis », ou en tous les cas reconstruits ou appréciés comme tels par les jeunes femmes, ne doivent pas faire oublier que nombreuses sont celles qui se retrouvent contraintes faute d'orientations accessibles. « On m'y a obligée » explique Céline, 20 ans en formation pour la vente dans la grande distribution (mère : cheffe d'usine, père : artisan). Venue dans une première MFR spécialisée dans les métiers du cheval, en fin de collège pour avoir son brevet (« parce que en général c'était juste pas possible »), ses notes remontent de 6 à 15 de moyenne, mais elle se trouve contrainte de se réorienter après une chute. Elle arrive dans cette seconde MFR pour faire de la « vente », mais pas en grande distribution comme on lui propose. Céline se sent à l'étroit dans cette MFR « toute petite » avec des formations qui ne l'intéressent pas. Elle qui « rêve de monter son magasin de motos », se trouve contrainte à devoir chercher des stages dans l'agroalimentaire ou au Super U du coin et à « faire croire qu'elle aime vendre des Chocapic en palette ». Elle n'investit pas les lieux ni les relations avec les autres élèves de la MFR qu'elle juge immatures et passe son temps libre avec son copain, plus âgé, qui vient parfois la chercher en moto.

La féminisation de l'enseignement agricole a accompagné les transformations de l'économie des milieux ruraux, leur tertiarisation et la pluriactivité (Dahache, 2012). Parmi les jeunes femmes rencontrées, quelques-unes sont passées par les filières de l'enseignement agricole. Elles y apprécient un fonctionnement différent de l'Éducation nationale, avec notamment une participation des élèves à la vie collective de l'établissement, plus de travail par projet et de lien avec le territoire. L'enseignement agricole recouvre toutefois des filières et spécialisations comme des formes d'établissement très différentes. Rien de commun entre un bac pro de vente en alternance, dans une petite MFR située dans un hameau d'une commune de moins de 2000 habitants, et une terminale S option « sport de nature » dans un grand lycée agricole en périphérie d'une ville moyenne, ou encore une section « élevage ». Parmi les jeunes femmes, une minorité a choisi une orientation moins attendue comme celles qui sont allées en lycée agricole, notamment en Chartreuse, pour les opportunités offertes en termes de sport et de multiactivité, en parallèle d'une préparation au bac général ou technologique : elles passent les diplômes de monitrices de ski et de sports en plein air, ainsi que de guide ou accompagnatrice en montagne, ou encore de pisteur secouriste. Si l'une veut en faire son métier (devenir guide et accompagnatrice de treks), les autres ont d'autres projets (infirmière,

professeure des écoles...). Ces formations leur permettent de faire du sport tout en leur assurant de pouvoir gagner un complément d'argent en saison avant d'entrer « vraiment » sur le marché du travail.

Au lycée agricole se manifestent les différences sociales entre les univers ruraux qui ne se retrouvent pas dans les mêmes filières. Les enquêtées évoquent souvent la rupture entre les filières agricoles et les autres filières. La coprésence de ces jeunes dans un même établissement participe aux processus de classements sociaux et donc de déclassement, ainsi qu'à l'affirmation de son propre positionnement dans l'univers social et amical. Dans la description de son lycée agricole qui comprend une option « sport », Constance, 15 ans (mère : professeure des écoles ; père : apiculteur), qui a toujours vécu en Chartreuse mais dans un hameau peu touristique (< 60 habitants), évoque cette division des univers sociaux et des pratiques juvéniles qui y sont associées.

« Le lycée agricole, il y a trois types de personnes différentes. T'as les agricoles, ceux qui font un bac pro, alors eux c'est vraiment du rustique, c'est même pas un cliché, c'est vraiment totalement le stéréotype, mais parfait : ils ont des vestes avec une vache, ils parlent comme on pense pas que les gens ils parlent quoi, vraiment c'est très rustique. Après, il y a une option ski, dans mon lycée, du coup, il y a tous les skieurs, eux ils viennent tous de grandes stations, ils sont tous hyper thunés. Et après, il y a ceux du milieu qui sont plutôt sportifs, parce que je suis en option sport. Mais là, tu vois, vraiment beaucoup la différence de milieux. C'est un lycée qui est plutôt montagne, quand même, mais tu vois vraiment la différence entre la montagne agricole et la montagne du business ski quoi. »
[Constance, 15 ans, en seconde dans un lycée agricole]

Ces différences de milieu social et de mixité en fonction des filières se traduisent par des différences dans les rapports entre garçons et filles. Si les lycées agricoles ont une population très masculine selon Constance (« C'est un lycée agricole quand même ! Enfin t'as plein de classes agros différentes, t'as les normales et puis t'as ceux en agroéquipement qui vont travailler sur les tracteurs et tout, et là il y a que des mecs, il y a très, très peu de filles » s'exclame-t-elle quand on lui demande si c'est « mélangé » dans sa classe entre garçons et filles), les classes sportives comme celle à laquelle elle appartient sont beaucoup plus mixtes (« Même en classe sport il y a deux tiers de gars je pense, moi dans ma classe c'est comme ça, il y a deux tiers de garçons – un tiers de filles. Et dans les autres classes, dans les classes agro il y a bien moins de filles que de garçons »). Surtout les rapports entre filles et garçons y seraient différents, Constance décrit ainsi des relations fraternelles dans le sport de compétition, amicales en sport d'extérieur, et marquées par le couple dans les sections agricoles.

« Après les skis ils se connaissent depuis toujours, ça fait vraiment petite bande. [...] Et puis ils sont tous du comité ski de Savoie ou dans l'équipe de France ou des trucs comme ça. Ils se mélangent entre filles et garçons, ils se mélangent pas trop avec les autres. [...] Les skis, ça fait un peu plus frères et sœurs, ils se connaissent tous beaucoup, beaucoup trop je pense, genre ça fait bizarre d'être dans le même lycée. Après, dans la section plutôt générale, je pense qu'on se mélange bien façon amitié quoi. Et dans la partie agro, c'est un peu moins amitié, c'est un peu plus des couples quand tu vois les mélanges filles – garçons. » [Constance, 15 ans, en seconde dans un lycée agricole.]

D'autres se sont orientées vers des voies professionnelles « non conformes » à leur genre, c'est-à-dire vers une filière a priori classée comme « masculine ». Si, pour certaines, cela se passe sans encombre, d'autres sont renvoyées à leur sexe et au fait qu'elles n'ont pas leur place dans ce type de formation. Comme le montrait déjà Clotilde Lemarchant, lorsque les filles racontent la place qu'elles font aux garçons minoritaires dans les filières, c'est souvent celle de « chouchou » de « doudou », à l'inverse quand elles sont minoritaires, voire seules, elles sont davantage souffre-douleur des autres élèves (Lemarchant, 2017), et subissent de plein fouet les problèmes d'infrastructure dans les filières techniques ou agricoles (absence de vestiaires spécifiques, etc., absence de poubelles dans les

toilettes, utiles pour les protections hygiéniques, etc.), qui constituent autant d'éléments du quotidien pour rappeler aux jeunes femmes qu'elles ne sont pas à leur place. Elia, 18 ans, dont les parents sont en situation de handicap et sans emploi, entreprend une formation pour travailler et gagner des sous. Elle s'oriente alors vers la peinture et entreprend un CAP dans lequel elle se retrouve la seule fille. Régulièrement, en atelier, les garçons saccagent son travail « parce qu'elle est une fille », malgré le fait qu'un enseignant constate les faits, elle ne finira pas son diplôme.

« Beh, l'école d'un côté ça allait, mais d'un côté ça m'énervait. Les stages ça se passait super bien, mais l'école ça m'énervait, il y avait toujours les autres qui étaient sur ton dos : Oh, tiens, t'as fait ça mal, nanani. Et puis ils attendaient que t'étais en pause, ils allaient dans ta cabine, ils arrachaient le papier, alors tu te dis attends tu fais ça et puis en fait ils te cassent tout quoi. [...] Pendant un an, ça les a éclatés de se foutre de moi parce que j'étais la seule fille. Et puis après, en cours d'année, il y a des autres filles qui sont arrivées, parce qu'elles avaient déjà fait peinture, mais dans une autre école, du coup, elles ont pu finir là l'année de peinture, mais dans cette école-là, et avoir le CAP en même temps. Mais moi je l'ai pas eu parce que j'ai arrêté en milieu de cours quoi, parce que ça m'énervait. » [Elia, 18 ans, dispositif garantie jeunes, cherche un emploi dans le secteur « propreté des locaux ».]

Mais au-delà des contraintes économiques et de l'offre d'orientation disponible, cette enquête confirme la place particulière des relations familiales dans les parcours des jeunes femmes, et notamment de la relation privilégiée qu'elles entretiennent avec leurs mères (Orange, Renard, 2018 ; Schwartz, 1990 ; Young, Willmott, 2010). Elles en rient parfois et font part, au cours des entretiens, de ce lien mère/fille spécifique dans l'organisation et les relations familiales, rappelant au passage qu'il n'y a pas d'équivalent, selon elles, entre leur frère et leur père ou entre leur frère et leur mère.

La mère, les potes et le petit ami : implication de l'entourage dans l'orientation

Si les mères sont très sollicitées par les filles et par les équipes éducatives au moment de l'orientation scolaire, leur rôle ne peut se résumer à un « frein » pour « garder leur fille auprès d'elle ». On observe qu'y compris dans les milieux les plus populaires et les plus précaires, elles incitent leur fille à la poursuite d'études dans le but d'une qualification rarement dans le supérieur, plus souvent dans la voie technologique ou professionnelle. Elles insistent sur l'importance d'avoir un diplôme, un travail, « de gagner de l'argent soi-même » dans des territoires marqués par l'instabilité professionnelle et la précarité des emplois disponibles. Comme l'ont observé déjà nombre de travaux sociologiques (Millet, Moreau, 2011 ; Orange, Renard, 2018), cette étude montre à nouveau que les mères des filles de milieux populaires voient dans l'obtention des titres scolaires une possibilité de réussite sociale et d'émancipation. Le lien mère/fille, par son intensité, est un vecteur à la fois d'inertie, d'autonomie et d'indépendance (notamment économique), dans un environnement local et circonscrit. Dans l'enquête, seules quelques filles des petites classes moyennes sont incitées, y compris par leur mère, à aller suivre des études supérieures à l'extérieur de la région, voire du pays. Pour d'autres en revanche, les mères adaptent leur discours à l'emploi local et à leur connaissance du territoire proche. Les enquêtées les plus âgées soulignent d'ailleurs l'importance pour les mères que leur fille demeure sur le territoire afin de pouvoir l'aider (en leur faisant bénéficier de leur réseau local), mais aussi parce qu'elles ont besoin de leur aide (on l'a dit, les jeunes femmes sont des soutiens familiaux importants).

Au-delà des relations familiales, les relations amicales ne sont pas sans effet sur les choix d'orientation et les lieux de scolarisation. La question de quitter son groupe de copines ou d'y rester fidèle se pose. À 15-16 ans, un certain nombre de jeunes femmes nous ont raconté comment leur groupe s'est trouvé explosé « aux quatre coins du département », ou combien avec le temps les retrouvailles se sont raréfiées bien qu'elles maintiennent des liens sur les réseaux sociaux. Les filles investissant le plus sur l'école ont suivi des études en comptabilité, gestion ou administration, mais aussi vente, commerce, tourisme. En filières technologiques, domine aussi la santé et social (STSS) et le management et gestion (STMG). Ces « choix » correspondent aussi à ce qui est proposé dans les établissements professionnels des villes proches. Pour celles qui partent en lycée général, se pose la question d'aller dans le lycée de secteur ou de partir ailleurs : dans le privé, dans une autre ville, de choisir une option particulière. On retrouve des traditions familiales dans le choix du privé. Comme ailleurs, chez les filles ayant le plus de capitaux scolaires, les stratégies de choix d'option révèlent des choix d'établissement : choisir telle ou telle option c'est pour beaucoup le moyen d'accéder justement à des lycées plus éloignés, situés dans des villes moyennes ou des grandes villes. Les choix d'orientation sont liés aux territoires dans lesquels on veut vivre, autant qu'à ceux auxquels on veut échapper, ou que l'on veut éviter. Aller dans le lycée de secteur représente une expérience très différente selon que le lycée est dans une « petite ville » proche comme Châteaulin (5 000 habitants), Revin (6 500 habitants) ou dans une « grande ville » comme Grenoble, Douarnenez, Charleville-Mézières ou Niort.

Les relations amoureuses (ne pas quitter son partenaire/son petit ami) viennent aussi impacter les parcours de vie. La quasi-totalité des jeunes femmes rencontrées racontent des histoires amoureuses dans un cadre hétérosexuel, elles ont ou ont eu un « petit ami » un « copain » un « chéri ». Le fait d'être en couple entre dans le jeu de contrainte/opportunité avec lequel les jeunes femmes doivent composer. Une relation peut aussi avoir des incidences sur l'orientation scolaire et les aspirations de mobilité pour une formation. Les paliers d'orientations constituent des risques de rupture par la distance physique ou par des nouvelles rencontres « à risque » pour le couple. Pour les plus âgées, avoir un copain, être en couple, vient interroger la conformité aux attentes sociales en matière de cohabitation, mariage, entrée dans la parentalité, ce qui a des effets importants y compris sur les aspirations en matière de formation ou d'études supérieures. La mise en couple et plus largement la conjugalité rythment les parcours des jeunes femmes de milieux populaires vivant en milieu rural (Clair, 2011a), notamment en matière d'orientation scolaire et de formation professionnelle ou dans le supérieur. C'est ce que décrit Juliette 20 ans (mère : caissière ; père : employé mise en rayon) lorsqu'elle rejoint sa sœur qui participe à un entretien. Juliette est en couple « depuis longtemps » (4 ans) ; après avoir envisagé quelques mois, en terminale, d'aller à l'université après son baccalauréat, elle a abandonné ce projet l'été suivant l'obtention du diplôme. Le risque de mettre en péril sa relation amoureuse, de perdre ses amies et de s'éloigner de ses parents fait partie des éléments qu'elle avance pour expliquer son choix.

« C'est compliqué quand t'es une fille ici. Je vois, moi, je suis avec mon chéri depuis longtemps et bon, au début, j'avais l'idée d'aller à la fac et tout. Et puis, en fait, avec les années, j'ai eu mon bac et tout et, là, je me suis dit à quoi ça sert en vrai d'aller à la fac. Je peux trouver des petits boulots, j'ai mon chéri, on va s'installer. Lui il a du travail, il travaille à Ph [usine de fabrication d'armement] où il y a aussi mon frère et son père. Vu les horaires qu'il fait... si je pars pour faire mes études loin... ça va être difficile. Là on n'habite pas encore ensemble tous les deux, je suis souvent chez ses parents. En vrai, j'habite un peu chez eux (rires). J'aide sa mère pour tout, les repas et tout. Voilà, tu vois, c'est tranquille et tout, on va se poser tous les deux bientôt et, là, ça sera bien. J'ai hâte. » [Intervention de Juliette, 20 ans au cours d'un entretien avec sa sœur, actuellement en recherche d'emploi]

« T'as déjà vu un poste "recrute philosophe" ? » : le pari des filières courtes

Effet de l'enquête¹⁶, nous avons rencontré peu d'enquêtées engagées dans des études longues sur les quatre terrains. Universités et grandes écoles sont relativement éloignées des territoires enquêtés et situées dans les grandes villes ou villes moyennes proches. L'optimisation des études à faire dans le but de « décrocher un travail » est dans presque tous les esprits. Océane 19 ans lycéenne en première de gestion-administration raconte une conversation avec sa mère, « patronne » d'un bar depuis quelques années, dans la petite ville la plus proche, après avoir travaillé 25 ans à l'usine :

« Avant je ne savais pas trop quoi faire... Je ne sais pas trop toujours (rires) mais bon... Et donc on en parle avec ma mère et ma sœur jumelle... et d'un coup, je me souviens bien, j'étais au collège et l'école ça n'allait pas fort fort. Alors je dis à ma mère : "Et l'université tu connais ?" Alors ma mère elle me dit : "Pfff... ça sert à quoi ? Ça t'apprend un métier ça ? Médecin oui, avocat oui, mais le reste ? Hein ? T'as déjà vu une annonce de travail à l'ANPE avec écrit "ici on recrute un philosophe ?" Et là, on a toutes explosé de rire ! » [Océane, 19 ans, lycéenne en première de gestion-administration.]

On comprend bien dans cet échange que dans un contexte marqué par une tension forte sur le marché du travail (avec peu d'emplois disponibles) l'apprentissage sans objectif concret ou opérationnel est une forme de luxe que les familles ne peuvent offrir à leurs filles. Ouvrière pendant 25 ans, licenciée il y a près de 5 ans, lorsque l'usine a fermé, la mère d'Océane a mis quelques années avant de se lancer dans un projet ambitieux et trouver les moyens de le mener à bien. La vente du dernier bar de la petite ville par une connaissance a été un « déclic ». Depuis « toute la famille prête main forte » : les enfants dès que les cours sont terminés, mais aussi le père qui vient aider quand il peut, après l'usine. Océane et sa sœur jumelle viennent donner un coup de main au bar à la sortie des cours, le week-end et les vacances. Elles font le service et le ménage surtout « car maman est fatiguée ». Cette initiation précoce au monde professionnel laisse à Océane la possibilité de s'imaginer reprendre le bar ou continuer de donner un coup de main tout en travaillant dans les environs.

Aussi, les filles qui suivent des études supérieures s'orientent avant tout vers le BTS (Orange, 2017), bien souvent présenté comme un moyen de trouver un travail « concret ». Katarina, (mère assistante maternelle à domicile, beau-père à EDF) rêve de percer dans le mannequinat ou la musique, et s'oriente vers un BTS communication pour faire ensuite une licence pro et travailler dans l'événementiel, tout en poursuivant ses passions à côté car, comme le lui dit sa mère, « le mannequinat, la musique, c'est pas un métier concret ». De la même manière, parmi celles qui ont fait des études supérieures, nombreuses sont celles qui se sont orientées vers des BTS, des études accessibles après un baccalauréat technologique ou professionnel, à l'image d'Isabelle, 25 ans (mère assistante maternelle, père sans emploi), qui redouble sa seconde année de BTS de comptabilité en alternance à Brest, après un bac pro de services aux personnes. Tourisme, comptabilité, commerce, gestion de PME sont autant de BTS dont nous avons entendu parler par des jeunes femmes dont plus les parents travaillent plus souvent dans des emplois salariés qu'en en contrats précaires (Orange, Renard, 2018). Un BTS de commerce, c'est ce qu'a choisi Nelya, 19 ans (mère : secrétaire civile dans l'armée ; père : « dans l'informatique ») après avoir fait un an en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) à Brest, comme son amie Camille, 19 ans (mère employée de mairie ; père : chauffeur poids lourd) qui est en BTS tourisme-gestion dans une autre ville. Toutes deux

¹⁶ Rappelons qu'une des conditions de participation à l'enquête était d'habiter en milieu rural au moment de l'entretien.

soulignent l'intérêt du BTS en termes de « rentabilité » entre le nombre d'années d'études et la perspective de trouver un emploi. Les exemples des parcours de jeunes femmes un peu plus âgées de leur entourage viennent confirmer les écarts entre les formations et les emplois pourvus et socialisent les jeunes femmes à penser leur trajectoire professionnelle en considérant que « c'est déjà très bien d'avoir du travail, on ne peut pas cracher dessus » ou qu'elles ont « de la chance d'avoir été embauchées ».

Expérimenter l'université, la ville et la solitude

Quelques jeunes femmes rencontrées sont engagées dans des formations du supérieur, elles sont en colocation ou en cité universitaire, parfois logées chez des amis de la famille ou de la famille éloignée. Tous les récits de leur parcours mettent en avant leur mobilité avec parfois des années marquées par un rythme important, à l'opposé de l'image sédentaire du parcours des jeunes femmes que l'on pourrait se faire trop rapidement. Quand nous les rencontrons, elles se décrivent toutes comme habitant en milieu rural, la plupart là où elles ont grandi (ou à quelques kilomètres de là), y compris celles qui suivent des études universitaires et rentrent « à la maison » le week-end ou durant les vacances. Géraldine, 21 ans (mère : assistante sociale ; père : pompier) est en deuxième année de licence d'histoire à Lyon et hésite à poursuivre en master pour avoir une carrière dans l'enseignement, comme Clara, 21 ans (mère : employée au supermarché ; père : maçon en arrêt), qui est en licence de maths pour être professeure des écoles. Parmi celles qui sont encore au lycée, certaines envisagent d'aller à l'université la plus proche, comme Nolwenn (mère assistante maternelle et un père militaire) en terminale L, qui veut faire une licence d'histoire, ou encore Prune, en seconde générale qui veut faire Sciences Po à Paris (sa mère est peintre en bâtiment et son père plombier, tous les deux reconvertis après des études à Paris). C'est aussi le cas de celles qui sont attirées par les formations médicales (médecine et soins infirmiers), plus souvent scolarisées dans la voie générale, elles sont lycéennes en première S.

Chez les enquêtées plus âgées, plusieurs ont été tentées par une licence générale à l'université sans poursuivre ou sans l'achever. Quand Marina (mère caissière, père décédé) arrive en licence de Polonais à Lille, c'est « la désillusion » : le manque d'encadrement, la taille de la ville, elle arrête et se trouve mieux encadrée en DUT puis licence pro. Lola (parents enseignants dans le primaire) ne supporte pas la licence d'anglais à Brest (« j'ai essayé de faire des études. »), le manque d'encadrement, les conflits dans sa collocation et la ville elle-même. Elle arrête en cours d'année, mais reste à Brest pour entrer en service civique et s'orienter vers les diplômes de l'animation. Pauline, 23 ans, dont les deux parents sont agriculteurs, n'a « toujours pas trouvé [sa] voie ». Elle ne voulait pas travailler en laboratoire après son bac STL à Quimper, et s'est inscrite en psychologie à Brest. Si elle appréciait beaucoup la matière, elle n'a pas tenu face au manque d'encadrement et à la solitude. Elle arrête au bout de 6 mois. Elle tente alors une prépa médicale puis un an d'école d'ergothérapeute, mais, finalement, le métier ne lui plaît pas. De retour chez ses parents, elle prépare le concours de police, mais échoue à l'entretien de motivation, elle pense que c'est parce qu'elle a été « trop franche » sur ses incertitudes professionnelles. Elle travaille depuis comme surveillante en collège et envisage de passer d'autres concours : ambulance, police municipale ou clerc d'huissier. Mais, emménager en ville pour y suivre des études supérieures, ça coûte cher. Thallia (mère : kinésithérapeute ; père : plombier chauffagiste) travaille en tant que « surveillante-élève » onze heures par semaine au lycée privé, dans une ville moyenne proche. Elle doit « vérifier le ménage, faire le

pointage, surveiller la cour, le plateau de sport, le CDI le soir pour les ordis... », mais aussi « faire le tour du couloir pour vérifier que ça dorme pas » pendant l'heure d'étude obligatoire en chambre. Cet emploi ne lui permet de payer ni l'internat, ni le self, ni la scolarité durant son année de terminale. Après le lycée, elle a « envie de bouger », de « voir autre chose », aimerait aller à Nice, elle a de la famille à Monaco. Surtout, elle voudrait se rapprocher de son copain originaire du même village qu'elle, avec qui elle est depuis 4 ans, mais qui a déménagé à Toulon avec son père, militaire, suite au divorce de ses parents, et qui fera des études de langues étrangères à Toulon l'année prochaine.

4. Marché du travail *versus* offre disponible

« Partir » pour trouver un emploi : injonction à la mobilité

Si les mobilités interterritoriales sont *a priori* caractéristiques des jeunes générations (temps des études et des premiers emplois) du fait de l'âge des jeunes femmes rencontrées surtout, mais aussi du milieu social auquel elles appartiennent, nous avons surtout rencontré des jeunes femmes qui disent qu'elles « n'ont pas bougé », reprenant à leur compte la norme sociale de la mobilité sans avoir les ressources pour la déconstruire. La mobilité est considérée – en particulier par les adultes des classes sociales supérieures – comme un impératif, une obligation, notamment dans une logique d'ascension sociale. Les grandes villes offriraient des formations plus diversifiées et permettraient d'aspirer à de meilleures conditions professionnelles, ressources indisponibles sur les territoires ruraux. Sur les quatre terrains enquêtés, la mobilité est d'abord envisagée par les filles dans une logique d'insertion professionnelle avant même une logique « d'ascension sociale ». C'est particulièrement le cas dans la communauté de communes d'Ardenne Vallée de la Meuse, tant ce territoire est décrit par les enquêtées comme dépourvu d'emplois. Alors que les filières générales demandent vite de quitter le territoire, les filières professionnelles locales sont limitées à quelques domaines, notamment pour les filles : le service à la personne, la vente, le service et la restauration, le médico-social, ces mêmes filières étant plus ou moins calquées sur la faible diversité des emplois locaux disponibles. Face à ces opportunités réduites, les jeunes femmes rencontrées expriment leurs aspirations à des métiers les amenant à s'échapper de leur territoire et, d'une certaine manière, des normes de genre en rejoignant les métiers de maintien de l'ordre et de la sécurité, comme l'armée, la police ou encore les pompiers. Les parcours des jeunes femmes montrent combien, à la sortie du système scolaire, travailler localement est le résultat de compromis les amenant à s'adapter aux contraintes locales : se replier sur l'emploi local, entrer en parcours d'insertion, et plus rarement « batailler » pour créer sa propre activité.

L'obtention des premiers emplois est souvent source de tensions. Les jeunes femmes doivent faire avec des CV qui sont « vides » au départ et cherchent donc à multiplier les expériences professionnelles pour augmenter leur employabilité. Il est donc attendu d'elles qu'elles soient peu regardantes sur le type d'emplois, les conditions de travail, pour montrer qu'elles sont « prêtes à tout » pour travailler dans un territoire où les emplois manquent. Dans cette quête aux expériences multiples, la question de la poursuite de la formation est reléguée au second plan, et les filles doivent se confronter aux difficultés d'accès au travail du fait à la fois de leur âge et de la faiblesse du réseau de transports, qui limite largement leurs déplacements (dans les quatre territoires, les transports en commun sont largement insuffisants et les filles sont moins souvent équipées de scooters que les

garçons, on y reviendra). Au cœur des enjeux pour trouver du travail, on retrouve l'obtention du permis de conduire et l'acquisition d'une voiture personnelle. Or, si l'on sait que les jeunes ruraux sont plus enclins à passer le permis de conduire que les jeunes urbains, les données de l'enquête ENRJ de la DREES (2014) montrent, surtout jusqu'à 22 ans, que les femmes sont moins souvent détentrices d'un permis de conduire que les hommes. Au-delà, les données révèlent que les jeunes qui n'habitent plus chez leurs parents et ceux qui sont diplômés de l'enseignement supérieur disposent plus souvent d'un permis de conduire que les autres, en d'autres termes, les jeunes femmes faiblement diplômées sont moins souvent titulaires du permis que les autres (Bunel, Francou, 2018).

Se passer de permis de conduire nécessite d'avoir un certain capital local mobilisable : les jeunes femmes ouvrières à l'usine avec des proches ou des amies expliquent que le covoiturage entre collègues est une pratique répandue, même si cela est relativement contraignant puisqu'elles n'ont pas toutes les mêmes pauses, y compris quand elles sont dans les mêmes services. « Être patiente, attendre... C'est le prix à payer si tu veux travailler un peu... », dira d'ailleurs Mila, 20 ans, dont les deux parents travaillent en usine.

D'autres jeunes femmes ajustent leurs déplacements à ceux de leur petit ami (avec qui elles vivent ou non), qui accepte de les emmener, parfois de faire un détour. Ainsi, Sophie, 20 ans, inscrite dans le dispositif de la garantie jeunes, habite depuis quelques semaines dans une maison isolée située sur l'intercommunalité de Parthenay non desservie par le car (« Il faut que je marche 20 min pour aller au car, le matin et le soir ») : tous les matins, elle se fait déposer à 7 h 10 devant la mission locale par son petit ami, ouvrier intérimaire à l'usine, avec qui elle vit. Pendant près de deux heures, elle attend dehors l'ouverture de la structure vers 9 h ; « heureusement il y a une gare abandonnée » pour se mettre à l'abri quand il pleut. Tiphaine, 19 ans (mère : aide ménagère ; père : maçon ; beau père : sans emploi), également dans le dispositif de la garantie jeunes, en Chartreuse, a fait des formations dans la vente et la restauration, mais elle se sent « bloquée » par l'absence de permis et se rabat sur le travail saisonnier où elle est logée sur place.



Marches de la gare abandonnée où attendent parfois les jeunes, en face de la mission locale, Parthenay, 2018.

« [Je me déplace] en bus, en train. Même du Blablacar si je voulais. Je refuse tout ce qui est stop, pour l'inconnu, je peux pas. Je garde quand même une certaine réserve. Quand on me demande pour mes horaires, je peux dire : "Écoutez, j'ai de la famille à Ch pour le travail, je peux être logée." J'ai des amis prêts à me loger aussi si je finis trop tard un soir ou deux. Mais je suis en bus pour rentrer, dernier bus 18 h 30, faut que je le prenne. C'est tout. C'est pour ça que je cherche des saisons tant que j'ai pas le permis. Pour le côté nourri logé. J'ai juste à me déplacer le premier jour. [...] j'ai la garantie jeunes qui m'a fourni la carte de réduction : 75 % de réduction sur tous les trains. »
[Tiphaine, 19 ans, garantie jeunes.]

Elia, 18 ans, inscrite dans le dispositif de l'école de la deuxième chance, fait une heure et demie de vélo par jour par la voie verte le long de la Meuse pour se rendre dans les stages et petits jobs qu'elle a trouvés dans les villes voisines. Au cours de l'entretien, elle explique, avec sa copine Anouk, que l'absence de permis est un motif de refus facile pour les employeurs, même pour des emplois situés à

côté de chez elles, y compris sur des postes ne demandant aucune mobilité. C'est un critère d'exclusion qu'elles subissent de plein fouet.

Agnès, 29 ans, vit avec sa grand-mère dans une petite ville des Ardennes dont la population vieillit et décroît depuis plus de trente ans. Sans formation qualifiante, elle a trouvé un travail d'auxiliaire de vie à domicile « parce qu'elle aime bien le contact avec les petits vieux » dit-elle en rigolant. Dans un premier temps, elle n'avait pas le permis et faisait tous les trajets à pied (« je faisais tout Fy' (3 400 hab) à pied, toute la journée, le matin pour les toilettes, le midi pour les repas, et le soir pour les toilettes et les couchers. Donc j'ai fait ça pendant deux ans à pieds »). Pendant ces deux ans, elle a économisé pour passer son permis et s'est achetée sa première voiture d'occasion sur une petite annonce. Son périmètre de travail s'élargit alors sur un rayon de 30 km, ce qui représente un coût important, augmente largement ses temps de déplacements et lui demande une certaine organisation personnelle pour garder une vie sociale.

« Mais ma voiture, j'y vis, je passe ma vie dedans. Donc, au final, c'est ma voiture, je suis tous les jours, de 7 h du matin jusqu'à 13 h, je suis dedans, je mange dedans, parce que généralement on n'a pas le temps, donc on grignote dans sa voiture. Il y a à boire et à manger là-dedans ! Il y a des fringues, il y a des chaussures... Beh oui, parce que quand on sort du boulot et que Lydie nous dit « viens on va manger au MacDo », vu comme je suis habillée là, non, donc du coup, j'ai des fringues de rechange dans la voiture au cas où je vais manger avec elle. Non je vais pas remonter les quatre étages. C'est uniquement pour ça, c'est parce que j'ai quatre étages ! Je ne remonterai pas les quatre étages ! J'ai d'ailleurs des fringues chez elle aussi, j'ai des robes chez elle aussi. Je ne veux pas remonter les quatre étages ! Ah non non non ! Beh là, j'ai mes vêtements de travail, je repars travailler, après j'ai mes vêtements de travail dans la voiture, je ne remonterai pas les quatre étages, non c'est trop. Oh non, je les remonte déjà assez souvent comme ça, j'ai pas envie de faire un aller-retour pour rien. Donc non, j'ai de tout dans ma voiture, c'est pratique. » [Agnès, 29 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Envisager de partir pour aller travailler, c'est d'abord « faire avec » l'offre d'emploi disponible sur un territoire relativement large, et habiter relativement loin de son lieu de travail. Les jeunes femmes rencontrées qui sont « parties » pour travailler et qui ont été contraintes de déménager pour des raisons économiques (coût de l'acquisition d'une voiture et de l'essence) et organisationnelles (temps passé dans les trajets, etc.) reviennent là où elles ont grandi, dès qu'elles le peuvent : week-end, jours de coupure... Les lieux de travail étant éloignés de leur domicile et les mobilités intra territoriales relativement contraintes, une part importante des jeunes femmes aspirent à trouver un emploi plus près. Le contexte de crise économique a renforcé les inégalités entre les jeunes, leur précarisation et les difficultés d'entrée sur le marché du travail. Sur fond de désindustrialisation et de délocalisations, les territoires ruraux sont particulièrement touchés par un affaiblissement de l'offre d'emplois disponibles. Dans les quatre territoires enquêtés, les réalités socio-économiques et la question de l'insertion professionnelle, de l'accès au travail ne se valent pas : les Deux-Sèvres et les Ardennes offrent très peu d'emplois localement et ne peuvent espérer en plus que des emplois temporaires liés au tourisme par exemple. Dans ces deux territoires comme dans l'Aulne maritime, il y a peu d'opportunité d'emploi et les conditions de travail et les types d'emplois offerts n'attirent pas toujours les jeunes femmes qui, bon gré, mal gré, s'adaptent « car ici il n'y a pas le choix... si tu fais la fine bouche, tu ne travailles pas », explique Ophélie, 20 ans, qui a terminé une mission d'interim à l'abattoir quelques semaines avant l'entretien et vient d'entrer dans le dispositif garantie jeunes. À l'opposé, en Chartreuse compte tenu de l'attractivité touristique et du développement économique des deux grandes villes que sont Chambéry et Grenoble, les opportunités d'embauche pour les jeunes femmes

semblent un peu plus nombreuses et plus diversifiées qu'ailleurs. Mais, en enquêtant sur les jeunes femmes de classe populaire habitant *toujours* en milieu rural, on observe qu'elles sont plus souvent concernées par l'enseignement professionnel et sont concentrées dans un faible nombre de spécialités aux débouchés plus incertains que les filières masculinisées (Palheta, 2017). Et si, comme le montrent les enquêtes sociologiques, elles sont plus nombreuses que les garçons à poursuivre dans la voie de l'enseignement général puis dans le supérieur, on voit malgré tout dans cette recherche qu'elles en retirent moins de bénéfices qu'eux en termes de conditions d'emploi et de travail.

Ce qui caractérise avant tout les premières expériences professionnelles d'une grande partie des jeunes femmes rencontrées, ce sont les « déboires professionnels », les écarts entre la formation et les emplois obtenus et, surtout, le fait que lorsqu'elles arrivent à décrocher un emploi, c'est plus souvent un emploi précaire, à temps partiel avec des horaires fractionnés. Ces premiers emplois se caractérisent aussi par des revenus relativement faibles et le flou entretenu autour des contrats de travail qui ne sont « jamais prêts ».

« J'ai jamais travaillé. C'est la première fois que je travaille cette année, puisque j'ai fait que des stages auparavant. Le stage, j'ai fait... bah en vente au niveau de... surtout sur Cn, j'ai fait mes stages, parce qu'à K il y avait pas de magasins. Euh... j'ai fait sur Carrefour, Weldom [...] Carrefour Contact, le Grand Weldom, Hypersport, des magasins comme ça [...] J'ai fait en caisse, mise en rayon, facing, tout ça [...]. Là, j'ai un CDD de deux mois dans un centre nautique auprès des jeunes. Et après, juillet-août, deux mois, pareil, je suis en tant que réceptionniste dans un camping.

– D'accord. Et le centre nautique par exemple, t'as trouvé le boulot comment ? Enfin... ?

– Le bouche à oreille. Ici, c'est le truc le mieux pour trouver du boulot. C'est comme ça qu'on fonctionne.

– Et là, tu bosses tous les... c'est quoi ton contrat au centre nautique ?

– Euh là, je sais pas, parce que là je vais le signer en fait, donc je vais commencer là. C'est pour faire les ménages au centre nautique. C'est une bonne place. C'est un contrat pour 2 mois.

– D'accord. Et t'es payée combien ?

– Je sais pas, j'ai pas encore vu le salaire, donc... Et puis, même si c'est pas un contrat temps plein, ça me fera des sous. [...] Mais ça sera le SMIC, je pense. C'est bien le SMIC déjà. [...] De toute façon, je suis prête à tout pour travailler. » [Entretien avec Margot, 19 ans, sans emploi.]

Revers de la médaille : trouver un emploi par réseau d'interconnaissance en bénéficiant de son capital d'autochtonie, impose de « faire confiance » tant sur les conditions de travail que sur les conditions d'emploi. Aussi, les filles n'ont pas toujours des contrats de travail en bonne et due forme et ne sont pas toujours déclarées. La nécessité de trouver un travail et de « gagner des sous » crée une certaine forme de dépendance par rapport aux employeurs – qu'elles ne se permettent pas de critiquer – et aux conditions de travail – que la majorité d'entre elles accepte à n'importe quel prix. Cette situation est d'autant plus accentuée chez des jeunes femmes comme Margot qui n'ont aucune qualification et sont marginalisées par la pauvreté de leur famille (sa mère est handicapée et ne travaille pas, son père est un ancien marin pêcheur décédé et son frère est au RSA). Parmi celles qui ont une formation diplômante, c'est sur les filles des milieux les plus populaires que se conjuguent les difficultés. Ce sont elles qui subissent à la fois les contraintes familiales, les conséquences d'une orientation genrée qu'elles ne peuvent contester faute de capital social, les discriminations à l'embauche (liées notamment à la maternité ou à la moindre efficacité/capacité des femmes pour exercer tel ou tel métier) et dans la gestion de carrière (la prise de postes à plus grandes responsabilités, l'ascension professionnelle au sein de l'entreprise leur paraît freinée), ainsi que la précarité généralisée des emplois qu'elles parviennent à « dégoter ».

Obtenir un emploi ou un stage professionnel par le réseau local est une des seules manières de s'en sortir, mais le revers de la médaille est qu'il est très difficile pour les jeunes femmes de pouvoir contester leurs conditions de travail, et surtout de faire part de situations de harcèlements ou de violences au travail. Dans les entretiens collectifs, ces tensions ont régulièrement été mises en discussion par les jeunes femmes elles-mêmes, mais rares sont celles qui se sont autorisées à parler de leur situation personnelle : « C'est gênant de parler de ça. Ici tout le monde se connaît » conclura d'ailleurs une jeune femme comme pour changer de sujet. Dans les entretiens individuels et collectifs, au total, neuf jeunes femmes ont raconté des situations de mal-être au travail dues à des humiliations (nettoyer des toilettes sans gants ni masque de protection, sans javel ou encore remarques publiques sur le travail accompli « pas assez bien fait »), violences subies (embauchée pour faire le ménage dans l'entreprise de son cousin, une jeune femme s'est fait enfermer à l'intérieur jusqu'à ce que ce dernier considère la tâche terminée) et autres formes de harcèlements (moral, psychologique) avec des demandes de changements d'horaires et d'annulations à répétition, ou de propositions de postes valorisés (comme l'accueil) qui sont en réalité des postes dans l'ombre (nettoyer les cuisines). Deux jeunes femmes ont par ailleurs fait part de formes de harcèlement sexuel au travail, bien qu'elles ne les nomment pas comme telles (insistance pour le port de jupe courte, remarques sur l'apparence physique, le poids et plus largement le corps ou encore le volume de la poitrine qui serait à mettre davantage en valeur). « Ne pas chercher les problèmes » et « ne pas causer de problèmes » à ses parents sont les deux principes qui participent à l'invisibilité et à l'indicibilité des violences en milieu professionnel subies par ces jeunes femmes dont on attend une forte loyauté au moment de leur entrée sur le marché du travail. Cette dernière sera un indicateur de leur employabilité pour la suite. Lorsque les proches ont aussi le statut d'employeur, l'emploi présenté comme un service rendu empêche l'expression d'un quelconque mécontentement (Pinto *et al.*, 2019), et ce d'autant plus que les jeunes femmes semblent occuper davantage les emplois caractérisés par l'absence de collectifs de travail, notamment dans les secteurs de l'aide à la personne (Lechien, Mournetas, 2013).

Des parcours d'insertion marqués par l'intérim, les contrats courts et des conditions de travail difficiles

Les récits d'insertion professionnelle des jeunes femmes rencontrées mettent en lumière une succession de périodes d'intérim dès leurs études, avec des contrats précaires, dans certains cas non conformes et précaires (contrats « oraux » « mais c'est parce qu'on se connaît »), avec des conditions de travail difficiles et des horaires fractionnés (ou fractionnables). C'est le cas notamment des jeunes femmes exerçant des métiers dans les secteurs de l'aide à la personne, de l'aide à domicile, mais aussi des aide-soignantes, etc., et, plus largement, de toutes celles qui travaillent dans les métiers de service, du *care*, où la dimension affective du travail est très présente (Avril, 2018). Maëlle a 25 ans, fille d'un père inséminateur et d'une mère assistante maternelle, elle est aide-soignante en CDD dans un centre de rééducation quand nous la rencontrons. « [Elle] fait[] ce métier pour aider les gens, parce qu'[elle] aime ça aider... être utile », point sur lequel elle insistera à plusieurs reprises dans l'entretien. Elle vient de se séparer de son conjoint avec qui elle avait acheté une maison dans la petite ville de « T » (2 000 habitants) où habitent également ses parents et son frère. Pendant sa formation et avant d'être diplômée, elle a « enchaîné » les contrats précaires et l'intérim (« J'ai travaillé un peu, j'ai travaillé au Leclerc à C, au Huit à Huit qui est Carrefour maintenant à T, au Leader price à S-C »). Avec

l'obtention de son diplôme, elle enchaîne les contrats courts dans différentes structures locales : EHPAD, maisons de retraite... et, depuis peu, travaille dans un centre de rééducation, bien qu'elle soit en arrêt de travail pour une blessure à l'épaule, à cause des mauvaises postures dues aux gestes quotidiens dans son travail, où elle est obligée de « forcer un peu » :

« Pousser un chariot de repas c'est hyper lourd. Et quand on fait les transferts avec des personnes, on a beau avoir du matériel, on est obligé d'avoir la force aussi dans les bras pour pousser, pour trimbaler l'appareil avec la personne dedans. Et tout n'est pas électrique, on a quand même une partie de manuel, et c'est sûr que si t'as les muscles fragiles, tu prends un coup, si t'es pas assez musclée, tu prends un coup. Et là du coup, je me suis mis au sport pour remuscler tout ça. En espérant que ça marche, que j'aie plus mal après au boulot. » [Maëlle, 23 ans, aide-soignante en EHPAD.]

Si ce travail lui « plaît », elle souligne malgré tout la faiblesse des salaires (« C'est très mal payé par contre. Je dois gagner en CDD 1 400 euros à temps plein, et 1 200 en CDI. Ça donne pas envie de passer titulaire »). La rupture conjugale et les frais associés à sa maison qu'elle doit maintenant assumer seule l'inquiètent et la précarisent. Comme dans le parcours d'Aline que l'on présentera ensuite, on observe dans le récit de Maëlle à quel point, dans les emplois à faibles revenus, les enjeux professionnels et conjugaux sont très largement imbriqués et conditionnent l'indépendance des filles et leur vie hors du foyer familial. Aline a 23 ans, ses parents sont devenus depuis quelque temps « famille d'accueil » (père : carrossier au chômage, mère : travaillait comme secrétaire dans un garage). Dès l'obtention de son BEP de carrières sanitaires et sociales, elle a trouvé un emploi d'abord dans des missions d'intérim dans une maison de retraite (contrats à la semaine ou au mois). Ses premières expériences lui ont confirmé son intérêt pour le travail d'aide-soignante, mais les conditions de travail et d'emploi ne lui permettaient pas de partir de chez ses parents (précarité des contrats, horaires décalés...).

« On travaille en 13 heures, on travaille pas en 7 heures, donc tu fais 7 h-20 h quoi, donc t'es au boulot quoi, tu peux vraiment pas... tu rentres, moi j'ai 40 minutes pour y aller, donc tu rentres, tu manges, tu te couches. Douche, dodo, et c'est bon, il y a plus personne. » [Aline, 23 ans, aide-soignante.]

Cette entrée rapide dans le monde du travail masque les deux ans de « CDD à répétition » d'Aline dont le dernier contrat n'est finalement pas renouvelé. Elle reprend des missions d'intérim en attendant de trouver un contrat plus stable, bien que la précarité lui fasse moins peur maintenant qu'elle est en ménage. Aline est partie depuis 3 mois de chez ses parents, car elle s'est installée avec son « compagnon ». Ils ont pris un appartement dans le bourg « pour avoir une vie à [eux] ». Au cours de l'entretien, elle vante l'intérim qui lui permettra de mieux concilier sa vie professionnelle et sa vie privée notamment en étant disponible pour son compagnon, conducteur d'engins dans les travaux publics. Comme il est souvent en déplacement, les contrats en intérim permettraient à Aline de pouvoir « s'occuper de lui et de la maison ».

« Je travaille dans une entreprise privée, mais tu vois, là, le 30 février, mon contrat il se termine, donc je vais partir vers de l'intérim [...] Parce que là, on a un week-end par mois, les autres, on les travaille tu vois, donc mon compagnon, il est seul... Là, cette semaine, ça va, il travaille à Bourg-Saint-Maurice donc il rentre, mais des fois, il part la semaine quoi, donc le week-end, c'est le seul moment où on se voit, alors je me dis, si j'arrive à faire un week-end en intérim, mais les trois autres les avoir un peu avec mon chéri, ça pourrait être pas mal quoi. [...] Il y a un moment où quand t'as 23 ans, t'as le temps devant toi. Quand on est jeune, c'est le temps de changer. » [Aline, 23 ans, aide-soignante.]

Cette appréciation du changement sous couvert de l'âge et de l'expérience constitue une forme de rationalisation de l'adaptation aux contraintes extérieures. L'entretien avec Aline met en évidence des normes domestiques composites : entre adhésion au rôle des femmes dans le travail domestique

traditionnel dans un cadre conjugal fort (où il faut s'occuper de la maison, prendre soin de son intérieur), et volonté de travailler et d'avoir une carrière professionnelle combinant ainsi travail domestique (y compris dans une perspective d'un travail de mère) et travail salarié, à condition que ce dernier ne vienne pas empiéter trop fortement sur la « vie commune ». Dans son parcours, on retrouve donc une division sexuelle traditionnelle des rôles, mais qui reste nuancée, avec une aspiration à l'indépendance économique et à la réalisation de soi, notamment par le travail, tandis que les jeunes femmes pour qui l'insertion professionnelle est difficile vont davantage investir dans le travail domestique et la place accordée à la famille d'origine et à la famille de procréation.

Une division genrée des emplois pourvus constatée par les jeunes femmes

Les jeunes femmes que nous avons rencontrées ont exceptionnellement eu un travail à la sortie de leurs études dans la branche qu'elles ont étudiée. Leurs parcours sont marqués par des périodes de stage, de chômage, d'intérim, avec des réorientations, qui les amènent à s'adapter à l'offre locale. Si elles sont dans la branche étudiées, c'est souvent en dessous de leur niveau de diplôme, ce qui est accepté de manière transitoire, mais qui pour certaines s'installera dans le temps. C'est le cas de Clara, 21 ans, en licence de maths à Brest qui veut être professeure des écoles depuis qu'elle a 6 ans. Elle a commencé à travailler dans un centre de loisirs en terminale, a passé son stage pratique du BAFA l'été du bac et depuis, elle travaille tous les étés dans l'animation. Depuis février, elle travaille à l'année au centre de loisirs comme animatrice bien que les horaires soient assez fatigants et pas toujours compatibles avec ses cours :

« Matin, garderie, midi sur le temps du repas, un peu de TAP aussi, le soir, garderie, et le mercredi, centre de loisirs. [...] J'aime bien, après, j'en ferais pas mon métier. C'est des horaires très particuliers, 7 h-8 h 30, midi-13 h 30 et 16 h 30-18 h 30. Tu te lèves tôt, tu rentres tard et, en même temps, tu fais pas grand-chose de ta journée. » [Clara, 21 ans, étudiante en licence de maths, animatrice.]

Si, pour Clara, ces contraintes sont acceptables, c'est d'une part parce que l'animation s'approche de son objectif professionnel, mais aussi parce que c'est « en attendant », comme elle le dit. La complexité d'un emploi du temps fragmenté devient alors acceptable ; on y observe également la socialisation à la précarité des emplois locaux.

« Déjà, j'ai de la chance de faire un métier que j'aime. Qui est presque celui que je vais faire plus tard, alors je vais pas cracher dans la soupe. Je prends... Les horaires c'est compliqué, mais ça pourrait être pire. J'ai des copines, elles ont plus de vie du tout avec l'usine, par exemple. Moi, à côté, je peux pas me plaindre. En plus, je travaille pas trop loin de chez moi... comme 20 minutes quoi. » [Clara, 21 ans, étudiante en licence de maths, animatrice.]

Plus globalement, on remarque que les jeunes femmes sont particulièrement exposées aux conditions de travail difficile : intérim, contrats courts, temps partiel subi, horaires fragmentés, cumul de postes différents, etc., constituent autant de données que les jeunes femmes intègrent dans leur projection d'avenir et leurs parcours d'études. Cécile (père : ouvrier, mère : employée de gestion dans une cantine) est en master de ressources humaines et effectue un stage dans une grande entreprise agro-alimentaire dans sa branche, au moment où nous la rencontrons. Dans quelques mois, elle entrera en alternance dans une association travaillant avec des handicapés, formation trouvée par contact (« j'ai

eu une annonce par des gens que je connais, j'ai postulé. J'ai eu de la chance ». Concernant l'avenir, elle se dit « pragmatique » :

« Dans 10 ans ? Pffff, déjà, je vais prendre le boulot que je trouve, parce que y a rien, je vais prendre ce qu'il y a en vrai. Si je veux rester en Finistère, je trouverai pas forcément. Déjà faut trouver le travail. Après je sais pas, je vis un peu au jour le jour moi. Si je me planifie des trucs, je vais être déçue. » [Cécile, 25 ans, master 1 ressources humaines.]

D'après les jeunes femmes rencontrées, la difficulté à trouver des emplois locaux les toucheraient particulièrement en raison de leur sexe : « En fait si tu regardes ici, ben être une fille c'est pas un avantage pour le travail », dira l'une d'elles lors d'une discussion collective. Si elles peuvent postuler aux emplois dans les secteurs de l'aide à la personne, ou la grande distribution, c'est surtout à des postes sous-qualifiés au regard de leur formation initiale, les autres « métiers » sont avant tout pour les autres – les adultes ou les hommes, comme le racontent les jeunes femmes les plus âgées ayant davantage expérimenté la recherche d'emploi, à l'image d'Emilie :

« J'ai déjà postulé dans les boîtes d'intérim, et j'ai jamais été appelée. Les Pôle emploi, j'ai postulé sur plein d'annonces, tout, livreuse... Qu'est-ce qu'il y avait d'autre aussi j'ai postulé ? Préparatrice de commande, j'ai fait magasinier aussi, j'ai postulé pour tout ça, j'ai jamais eu de réponse. Les seules réponses que j'ai eues c'est pour l'aide à la personne, parce que beh eux ils cherchent beaucoup et ils prennent facilement. » [Emilie, 25 ans, employée aide à la personne.]

D'après les filles, sur les quatre territoires enquêtés, les métiers qualifiés d'« accessibles » localement sont surtout des métiers d'hommes. Elles prennent pour exemple en Chartreuse les travaux du bâtiment (comme la charpente), l'exploitation forestière ou encore les ponts et chaussées ; en Presqu'île de Crozon, elles font référence aux usines qui emploient surtout les hommes, à l'image des postes de tourneurs-fraiseurs ou de caristes.

« C'est sûr qu'en Chartreuse j'aurais été un garçon j'aurais fait sûrement charpentier et du coup j'aurais, j'aurais vraiment trouvé du travail tout de suite quoi. [...] Quand t'es une fille trouver du travail ici c'est quand même plus compliqué, c'est plus limité. Des métiers féminins, t'en a pas énormément en fait. » [Clémence, 18 ans, en centre de formation métiers de la montagne.]

Cette division genrée des emplois disponibles est également visible dans les métiers exercés par leur entourage : les hommes (frères, copains et petits copains) exercent des activités de conducteur d'engin, bouchers, emplois dans la logistique, mécaniciens, pêcheurs et horticulteurs, paysagistes, menuisiers, restauration, chaudronniers, charpentiers et pompiers professionnels, infirmiers/ambulanciers, boulangers-pâtisseries..., tandis que les femmes sont davantage dans l'aide à la personne, la petite enfance, parfois agentes d'accueil ou caissières/chargée de la mise en rayon dans la grande distribution ou au supermarché.

L'adéquation entre la formation et l'emploi occupé n'est pas toujours optimale dans les parcours des jeunes femmes rencontrées, si une partie d'entre elles se sont orientées vers les métiers de service du secteur médico-social et le service à la personne, pour d'autres c'est une réalité qui s'impose alors qu'elles ont suivi des filières tournées vers la vente ou encore le commerce sans pour autant trouver d'emploi à la clé. Aussi, les jeunes femmes rencontrées qui exercent une activité localement occupent souvent des postes dans le secteur de l'aide à la personne ou « avec les personnes âgées », la petite enfance (assistante auxiliaire de puériculture, animatrice de loisirs, assistante d'éducation, aide-soignante). Nombreuses sont celles qui racontent avoir dû s'adapter et accepter des postes ou de conditions de travail bien en dessous de ce à quoi elles pouvaient aspirer avec leur diplôme afin de

« rester » vivre sur leur territoire. Parfois parce qu'elles ne souhaitent pas déménager, plus souvent parce que ces mêmes emplois ne leur donnent pas les conditions suffisantes pour emménager dans la petite ville la plus proche.

Pour les jeunes femmes sans diplôme, c'est aussi plus facilement dans le secteur de l'aide à la personne ou sur des postes d'ouvrière à l'usine qu'elles entrent sur le marché du travail. Dans ces métiers, c'est même un avantage d'être une fille :

« Au contraire je pense que ça les arrange parce qu'ils disent que les filles elles sont beaucoup plus minutieuses dans leur travail que les garçons. Non tout se passe très bien en général, j'ai pas de... non tout va bien. » [Stéphanie, 22 ans, peintre en bâtiment.]

Il en va tout autrement pour des emplois considérés comme plus masculins, nécessitant de la force physique, par exemple. C'est ce que raconte Camille, étudiante en BTS de commerce, exclue d'une ferme car ils ne prenaient pas les filles au nom de la composition uniquement masculine de l'équipe : « Ils m'ont dit si on prend une fille, bah... ça va être une fille, oh la la, une fille, et ils vont faire n'importe quoi et tout. »

L'impossibilité à trouver dans sa branche : se « retourner » vers l'aide à la personne, la grande distribution, l'animation et les métiers de la sécurité

Les jeunes femmes qui arrivent à travailler « dans leur branche » sont surtout celles qui ont une formation dans l'aide à la personne, moins souvent dans l'animation socioculturelle, qui reste cependant un secteur d'activité où des emplois temporaires sont régulièrement à pourvoir et où on retrouve des jeunes femmes de milieu populaire. Pour autant, même dans l'animation, elles ne travaillent pas forcément à leur niveau de diplôme : Marie, 28 ans (père technicien retraité, mère décédée) a obtenu son bac et un brevet professionnel jeunesse, éducation populaire, sport (BPJEPS, diplôme de niveau 4). Si elle espérait un emploi pérenne dans une structure, elle se retrouve avec un emploi fractionné entre cantine, garderie et animation en école primaire, depuis qu'elle a rejoint son mari en territoire rural (elle habitait auparavant dans un autre territoire rural, situé à plusieurs dizaines de kilomètres et travaillait à mi-temps sur un poste social d'animation en appui de la mission locale).

« Mon poste c'est garderie le matin, puis service mise en place cantine, service des enfants à la cantine, tout ce qui est nettoyage après le service et garderie du soir. [...] Je travaille aussi au centre de loisirs [...] le mercredi : garderie au centre de loisir et animatrice au centre de loisir pendant les vacances. C'est un poste groupé quoi, sur les deux. [...] Après, c'est pas un poste à 100 % dans l'animation, mais pour le moment ça me convient. [...] Je cherche animation, direction. Plus dans ma filière quoi. » [Marie, 28 ans, animatrice.]

Les jeunes femmes qui ont poursuivi des études au-delà du bac (ou qui ont fait quelques tentatives et se qualifient elles-mêmes d'ex-étudiantes) peuvent occuper des emplois à mi-chemin de l'animation comme ceux de surveillante d'internat, d'assistante d'éducation, ce qui leur permet d'avoir leurs premiers salaires. Ainsi, après une tentative d'une première année universitaire en langues étrangères appliquées à Lille qui s'est soldée par un abandon, Lola, 23 ans « revient chez ses parents » tous deux enseignants à l'école primaire. Quelques semaines après être rentrée, elle travaille au centre de loisirs et comme surveillante au collège (« la CPE que j'avais comme élève m'a fait un entretien d'embauche. C'était très perturbant ! »). C'est ce que vit aussi Pauline, 23 ans, qui est retournée chez ses parents

(tous deux paysans maraîchers) après avoir « lâché » la fac de psychologie et échoué au concours de police, et qui a trouvé un emploi de surveillante. Cette « reconversion » est une idée de sa mère. Si cela lui permet d'avoir un salaire, elle précise qu'être surveillante dans deux collèges éloignés n'est pas sans conséquence, et représente notamment des coûts financiers (les déplacements, etc.), mais aussi en temps, en organisation.

« C'est un boulot que tu peux avoir sans avoir de bagage [...] Quand j'ai pas eu le concours police, elle [ma mère] m'a fait : ah ben y a surveillante, si tu veux. J'ai fait la liste de tous les collèges, lycées de tout le Finistère même de La Roche [où vit son copain]. J'ai fait 60 candidatures spontanées pour 6 entretiens. » [Pauline, 23 ans, surveillante dans deux collèges.]

Si Pauline trouve des liens entre ses ambitions initiales (faire de la psycho), le concours de police (aider les autres, faire respecter les règles), et son emploi actuel (surveillante de collège), ce n'est pas le cas de toutes les jeunes femmes rencontrées, loin de là. Pour une partie importante d'entre elles, les liens entre leur formation initiale (ou leur centre d'intérêt) et l'emploi obtenu (même temporairement) sont plus rares. Les réorientations de parcours, au fil des rencontres et des opportunités d'emploi, vont guider les « choix ». Il s'agit de fait plutôt de s'adapter à l'emploi local et aux offres disponibles : dans cette situation, on retrouve plus qu'ailleurs les jeunes femmes qui ont une formation (ou qui se sont orientées) en esthétique, coiffure ou soins du corps. C'est le cas d'Annabelle, 19 ans, esthéticienne (père éducateur spécialisé, mère employée) qui travaille en institut de beauté à temps partiel et qui est également caissière de la supérette locale « pour pouvoir joindre les deux bouts ! » Comme Annabelle, nombre de celles qui ont suivi des formations (CAP, bac pro, ou BTS) en vente, comptabilité, esthétique travaillent « finalement » dans la grande distribution après un stage, un job d'été, une mission d'intérim qu'elles ont réussi à « dégoter » parce qu'elles ont de la famille qui y travaille déjà (mères, tantes) mais surtout parce que c'est un secteur qui embauche localement. Lisa, 24 ans (mère : employée en grande surface, père : ouvrier en usine), après l'obtention de son BTS de comptabilité et six mois de chômage, trouve un remplacement de six mois en comptabilité dans la grande surface où sa mère travaille depuis 35 ans. Elle y avait déjà effectué des stages durant lesquels elle faisait de la mise en rayon. À la fin du remplacement, « le patron ne peut [la] garder en comptabilité » et il l'embauche dans la mise en rayon. Après trois ans passés dans cette grande surface, dont seulement six mois à la comptabilité, elle décide d'arrêter, mais elle sait qu'elle devra sûrement chercher plus loin, au moins dans la grande ville la plus proche. Ses meilleures amies d'enfance ont eu les mêmes difficultés d'insertion professionnelle, l'une travaille aujourd'hui en usine, l'autre s'est engagée dans la marine.

La situation de la meilleure amie d'Annabelle, engagée dans la marine, n'est pas rare dans les récits des jeunes femmes rencontrées. Face à la difficulté de trouver des emplois, une partie d'entre elles s'intéresse aux métiers de la sécurité : armée, gendarmerie, police, pompiers essentiellement – garantissant une certaine sécurité de l'emploi avec l'entrée dans la fonction publique et des salaires mensuels fixes. À ces arguments s'ajoutent l'absence de discrimination à l'embauche (liée à la réputation locale de la famille d'origine par exemple) et le fait d'exercer un métier reconnu localement (à la fois par les parents et le groupe de pairs) : montrer que l'on désire s'engager dans ces métiers permet non seulement aux jeunes femmes d'ouvrir la porte de l'entre-soi masculin, mais aussi de faire advenir une reconnaissance assez directe du réseau local et familial. C'est ce que raconte Pauline, 23 ans, fille d'agriculteurs-maraîchers, qui après son bac STL a fait six mois de licence de psychologie puis un an d'école d'ergothérapie « sans trouver ce qui [lui] convenait ». De retour chez ses parents, elle les aide à nouveau sur les marchés et prépare le concours de police, tout en étant surveillante

dans des établissements scolaires. Cette année passée à préparer le concours de police lui a apporté une reconnaissance et une légitimité qu'elle n'avait pas auparavant dans l'exploitation agricole auprès de ses parents et des jeunes hommes travaillant avec eux : alors qu'elle n'avait jusque-là jamais été autorisée à participer au ramassage des pommes de terre (l'équipe est exclusivement masculine) sur le refrain du « pas de filles aux champs », sa préparation du concours de police lui en ouvre la possibilité.

L'année suivante, son père lui propose même d'être cheffe d'équipe. Cet intérêt pour les métiers de la sécurité n'est pas sans lien avec les observations faites dans les quatre territoires où l'on a pu observer dans les lieux fréquentés par les jeunes (missions locales, établissements, ou encore point information jeunesse par exemple) des plaquettes de présentation et autres prospectus de recrutement à destination des jeunes.



Photo prise en juin 2018 : dépliant disponibles à Pôle emploi côté mission locale.

Parmi les jeunes femmes rencontrées, si certaines ont déjà commencé à en passer des concours (notamment police, gendarmerie) d'autres attendent « de finir leurs études », c'est-à-dire d'avoir leur CAP ou leur bac professionnel en fin d'année, avant de s'engager dans l'armée par exemple. Enfin, parmi celles déjà en emploi, quelques-unes envisagent les métiers de la sécurité comme une reconversion professionnelle possible lorsqu'elles en « auront marre de l'aide à la personne », à l'image d'Angélique (père : ouvrier en intérim, mère au foyer) actuellement agente territoriale spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) contractuelle.

« C'est pas un contrat sur le long terme ce que j'ai, mais ATSEM, c'est bien. Et si ça marche pas, par la suite, j'ai un autre projet en parallèle, mais encore ça se discute beaucoup, je dois encore y réfléchir beaucoup, je pense, et me poser plein de questions. Ça serait dans tout ce qui est sécurité. C'est une branche qui n'a rien à voir avec les enfants, mais c'est une branche qui m'a beaucoup attirée par les médias, par les films que je vois, les reportages à la télévision. Ça m'intéresse beaucoup tout ce qui touche l'armée... J'ai voulu faire l'armée, mais ma taille ça n'allait pas. [...] Donc j'ai voulu faire aussi jeune sapeur-pompier volontaire en parallèle avec le métier que je fais. J'ai eu un entretien, mais il m'a dit que c'était pas possible avec le boulot que je fais de faire en parallèle les deux, ce serait compliqué, avec toutes les formations qu'il y a à passer pour le devenir, ce serait trop compliqué. Et donc j'ai voulu faire GEV, gendarme volontaire, j'ai rempli tous les papiers, mais j'ai trouvé ce boulot-là de petite enfance, qui était primordial pour moi, parce que c'est vraiment dans ce que je veux bosser. Mais c'est un projet qui me reste quand même dans le coin de la tête, et peut-être qu'un jour je sauterai le pas, je pense. [...] Parce que d'avoir plus d'expériences dans la vie c'est chouette. Que là j'ai que des expériences que dans la petite enfance en fin de compte. À part les trois semaines que j'ai fait à l'EHPAD et une semaine en restauration, j'ai rien fait d'autre que de la petite enfance de la petite enfance. Ça, je me dis, ça peut un jour me peser, c'est quand même bouché la petite enfance, il y a très peu de places, je suis dans une école privée où ils ont pas le concours d'ATSEM, en école publique ils le demandent obligatoirement. Et si ça reste bouché, ce serait compliqué sans permis, ça serait compliqué. » [Angélique, 18 ans, ATSEM contractuelle dans le privé.]

« Servir, être utile, s'occuper des autres » sont des expressions entendues dans les entretiens que l'on retrouve à la fois dans les métiers de l'aide à la personne et de la petite enfance ainsi que dans les arguments avancés pour expliquer l'intérêt pour l'armée. C'est aussi une manière de trouver de la reconnaissance pour des jeunes femmes sans diplôme ni formation qui « galèrent » à s'insérer

professionnellement. Stéphanie, 22 ans, qui a quitté l'école après le collège et a enchaîné travail au noir et intérim, essentiellement dans la peinture en bâtiment, a passé une première fois sans succès le concours de la gendarmerie. Elle envisage de le repasser ou de s'engager dans l'armée. « Il faut bien qu'il y ait des personnes qui soient là pour aider les autres quoi », affirme-t-elle, « déjà que ça part pas mal en vrille le monde, alors il faut bien qu'il y ait des personnes pour le tenir droit quoi, pour essayer de... faut se protéger les uns les autres quoi ».

Faire une pause dans la formation, enchaîner les petits boulots... entre choix et contrainte

Au moment de l'entrée dans l'âge adulte, l'importance donnée à la formation n'entre pas toujours en cohérence avec les besoins d'une partie des jeunes de gagner leur vie et de « remplir [leur] CV ». La complémentarité ou la concurrence entre la poursuite d'études et l'insertion dans le marché du travail, y compris par des petits jobs, est alors importante. Les travaux de sciences sociales sur l'emploi des étudiants montrent d'ailleurs de grandes disparités dans la poursuite d'études, si l'emploi occupé n'est pas directement en lien avec la formation (Bédoué *et al.*, 2018 ; Belghith *et al.*, 2016). Issues de milieux populaires, les jeunes femmes vivent dans des familles marquées par la faiblesse des capitaux économiques et culturels, « les sorties de formation sont plus précoces et les études suivies moins généralistes » (Aouani *et al.*, 2019). Compte tenu de la vulnérabilisation sociale et économique locale, une partie d'entre elles ont un premier travail et arrêtent les études, quitte à espérer reprendre une formation plus tard.

Parmi les jeunes femmes ayant participé à notre enquête, celles disposant du plus de ressources et ayant marqué une pause dans leur formation initiale, ne percevaient pas toujours pour autant d'argent de la part de leurs parents pour répondre à leurs besoins (en matière de loisirs mais aussi d'aspiration à l'indépendance). Pour les filles les moins dotées en capital économique, cette question du soutien financier de leur famille ne se pose même pas, tant elles connaissent une situation de précarité, voire de pauvreté. Il est intéressant de voir que si, dans un premier temps, « faire une pause » dans ses études pour entrer sur le marché du travail local est relativement valorisé, c'est aussi le résultat des contraintes économiques quotidiennes qui pèsent sur elles. Les plus défavorisées font leurs premières expériences professionnelles dès les années lycée quand les autres expérimentent le travail après leur majorité. Ainsi, Constance, 15 ans, donne des coups de main à son père, ancien apiculteur, qui a repris un snack l'été pour les touristes qui vont se balader dans les montagnes.

« L'été, mon papa, il a un petit snack, du coup, j'aime bien y bosser, c'est dehors. [...] C'est des touristes qui viennent pour la journée, du coup, l'été, on peut arriver à en avoir quand même pas mal, c'est plutôt cool. Après, il y a une période où j'aimais bien aider mon papa, quand il bossait [aux ruches], mais après, je suis devenue allergique aux abeilles, alors j'ai dû arrêter. » [Constance, 15 ans, lycéenne.]

La situation est différente pour Cécile, 25 ans, en master de ressources humaines (père : ouvrier en usine, mère : gestionnaire dans une cantine), fille unique, elle travaille tous les étés depuis son bac et ses 18 ans : « J'ai fait Leclerc plusieurs saisons à la caisse, à la mairie pour ramassage des plages et nettoyage routes. Boulangerie aussi. C'était tranquille, à part la boulangerie pas top l'hygiène. »

Cléo, 21 ans, fille d'un éleveur canin et d'une mère sans emploi qui aide à l'élevage, fait partie des premières. Avec avoir obtenu son bac agricole et avant de commencer une formation en élevage canin dans l'objectif de reprendre l'activité de son père, Cléo a été serveuse deux ans « parce que c'est un travail qui [lui] plaisait aussi et parce que c'est un travail qui embauche tout le temps ». Cette période, elle considère que c'était une « pause » et surtout une manière de gagner des sous pour la première fois « en vrai, des vraies sommes ». Cela lui offrait alors la possibilité de profiter de la vie en accédant notamment aux loisirs sans avoir à rendre des comptes de manière permanente à ses parents ni à se justifier sur ses dépenses, etc. Pendant cette pause, elle loue un studio en ville et fait beaucoup la fête, jusqu'à ce qu'elle rencontre son copain, se « mette en couple », événement qui sonne comme la fin des sorties :

« J'avais un appart en centre-ville quand j'étais serveuse. Mais après, je suis partie dans l'extrême donc... il fallait qu'il y ait du monde tout le temps. Donc j'étais serveuse le soir, le midi, je travaillais pas, donc ça veut dire que je rentrais, j'avais pas envie de dormir, donc je sortais jusqu'à 6 h du matin, et je sortais comme ça six jours sur sept. Les seuls jours où je sortais pas, en fait, c'était le jour où les boîtes elles étaient fermées ! [...] Je sortais beaucoup beaucoup, beaucoup. En fait, t'arrives d'un pays où tu connais tout le monde, où machin...

– *Un pays !?*

– Non mais franchement je pense que c'était ça, c'était waouh, putain, il y a trop des trucs à faire quoi !! Et c'est fou. Et du coup, tu sors tout le temps. Et puis, en plus, moi du coup, j'étais seule, donc à part rentrer voir mon chat, je préfère sortir et voir du monde quoi. [...] En fait, à CH, t'as les trois boîtes, t'as le RDC, le VIP et l'Opéra. Et, en fait, chaque boîte a sa tranche d'âge. Et je crois que c'était mardi-mercredi j'étais au RDC, jeudi-vendredi-samedi, j'étais à l'Opéra, dimanche, j'étais au VIP. [...] En fait, je sortais du travail, je rentrais, je me changeais, je repartais, et j'allais en boîte jusqu'à 6 h et je rentrais chez moi, je dormais jusqu'à 15 h. C'était pas un super mode de vie quand même. [...] Tu finis par connaître tout le monde. Bon, après, tu comprends que ces personnes-là tu peux pas compter dessus. [...] Parce que toi t'arrives, en fait, t'es juste un client, donc il va te dire bonjour, il va te payer des verres, il va te payer machin, mais en fait tu seras pas son ami, tu seras un client. Et après, toutes ces relations-là, ça m'a un peu saoulée, et après j'ai arrêté de sortir un peu comme ça. Et puis après le compte en banque... [...] Même quand j'étais avec Théo je ne sortais déjà plus, j'ai arrêté de sortir vite, très vite. » [Entretien avec Cléo, 21 ans, en formation d'élevage canin.]

Maud, 18 ans, (mère : ATSEM, père qui a ouvert un bureau d'études environnement depuis peu) a eu un parcours scolaire qu'elle décrit comme « chaotique » : après avoir été exclue du collège public, elle fait par défaut un an d'apprentissage en boulangerie-pâtisserie dans la métropole de G, puis abandonne (« honnêtement, me lever à 5 h du matin, je pouvais plus, pas avoir mes samedis et dimanches je pouvais plus, donc j'ai arrêté »). Là-bas, elle emménage dans un foyer de jeunes travailleurs, tente une formation CAP de services à la personne et de vente en milieu rural dans un lycée professionnel, mais elle ne parviendra pas à mener au bout sa formation et l'abandonnera en février.

« J'étais jeune, j'avais pas mes parents derrière moi, je commençais à pas me lever le matin pour aller en cours, à dormir, donc, au final, beh, j'y allais plus trop, et voilà. Donc au final, ils m'ont virée parce que j'y allais plus assez. » [Maud, 18 ans, employée au fast-food.]

Sans diplôme, elle travaille aujourd'hui dans le plus grand fast-food des environs en attendant de pouvoir passer un concours dans le secteur de la petite enfance.

« En général, je fais de deux à quatre heures le midi, je commencer vers 11 h 45, et je fais 4-5 h le soir, ou plus, 6-7, ça dépend, je commence à 18 h, après c'est soit je finis à 22-23-23 h 45, minuit, 1 h du matin. Le plus tôt c'est 22 h, le plus tard c'est 2 h du matin. [...] Cinq jours dans la semaine. Je travaille pas ni lundi ni mardi. J'ai jamais mes week-ends. Et tous les dimanches, je ferme, ça veut dire, tous les dimanches, je finis à 2 h du matin. » [Maud, 18 ans, employée au fast-food.]

Des premiers jobs liés au tourisme aux territoires sans touristes et « sinistrés »

L'étude de quatre territoires distincts a montré que les deux territoires reconnus pour le tourisme (Crozon et Chartreuse) rendaient davantage possible l'expérience professionnelle, notamment grâce à des petits jobs bien plus nombreux que dans les Ardennes ou dans les Deux Sèvres, à la fois par leur nombre et par leur diversité. Dans les deux territoires touristiques, en « saison » (l'été pour Crozon, l'hiver et l'été pour la Chartreuse), les jeunes femmes trouvent du travail en bar et restauration, dans les hôtels, campings, gîtes, buvettes... L'interconnaissance, le réseau, le piston sont autant de mots utilisés dans les entretiens pour souligner qu'elles ne sont cependant pas toutes égales face à ces emplois locaux. Dans un grand nombre de cas, elles conservent ces emplois d'une saison à l'autre, ou se les « refilent » entre copines. Bien au-delà du diplôme et de la formation suivie, les ressources familiales et les réseaux familiaux ainsi que le territoire d'origine sont des facteurs qui jouent pour l'obtention de ces premiers emplois.

« Les solidarités locales existent et s'autoalimentent comme l'expliquent ces quatre filles scolarisées en lycée à la MFR option vente/commerce/restauration, lorsqu'on demande comment s'est passée la recherche de stage. Certaines disent avoir eu du mal, car il y a peu d'opportunités localement (elles habitent dans des hameaux composés de 4 à 15 maisons situés à plus de 40 min du lycée). Elles poussent une fille du groupe à parler comme pour montrer que pour elle c'était différent. La fille rigole, puis s'explique en disant que, comme sa mère [caissière à Intermarché] a embauché la fille de la dame qui travaille à la poste du village, l'été précédent, elle a ainsi pu faire un stage à la poste. "C'est normal, ici on s'entraide quand même", conclut-elle en rigolant. » [Extrait de journal de terrain du 09/10/2018.]

L'inscription des jeunes femmes et de leur famille dans la communauté locale rend possible leur insertion sur le marché du travail, les solidarités familiales s'organisant autour du don et du contre-don dont sont malgré tout exclues celles qui n'ont pas suffisamment de capitaux valorisés et mobilisables, c'est-à-dire celles qui ne peuvent faire valoir un capital d'autochtonie, parce que leur famille n'est pas reconnue localement et n'appartient à aucun réseau local. Autrement dit, la mobilisation possible du capital d'autochtonie par certaines jeunes femmes met en lumière la vulnérabilité et la précarité de celles qui ne peuvent bénéficier de cette forme de soutien familial et local (ou – même si c'est plus rare – qui ne souhaitent pas le mobiliser). Les travaux d'Anne Lambert (Lambert, 2012) montrent que l'origine locale joue un rôle important pour les femmes employées ou ouvrières : celles qui ont des parents dans « le coin » disposent d'un atout et bénéficient d'une aide précieuse par rapport aux autres. Il en va de même pour les filles qui ont une famille locale et qui peuvent être sollicitées pour apporter de l'aide, ce qui contribuera à la diversification de leurs réseaux de sociabilités, et à moyen terme leur permettra de trouver du travail.

Le poids de l'interconnaissance est toutefois dénoncé plus ou moins vigoureusement par les jeunes femmes exclues des réseaux locaux : le magasin de la coopérative du village d'E. (650 habitants) est le seul du village. Seules les filles d'employées ou de leurs amies ou familles y sont employées, ce qui n'est pas sans créer des tensions et des jalousies. Emeline, 18 ans (mère : sophrologue ; père : poseur métreur) est née à 70 kilomètres d'E., où elle vit depuis ses 10 ans. En arrivant au village elle a dû se faire une place et régulièrement des expériences lui rappellent qu'elle n'en fait toujours pas totalement partie :

« L'été, je cherchais du boulot parce que je voulais partir en Angleterre et, du coup, je voulais financer mon voyage, donc je me suis dit, je vais travailler tout l'été pour gagner de l'argent, et à E, il

y a une fromagerie, je suis allée à la fromagerie en disant je cherche un job. Je devais avoir 16 ans. Est-ce que vous prenez les mineurs ? Et catégorique : Non. L'été d'après, il y avait une des filles qui avait un an de moins que moi qui travaillait là-bas et, elle, c'est une des filles des familles pures souches. Et encore maintenant, donc il y a eu Rose, après il y a eu Julie, et là, en ce moment, il y a Lilly... non c'est pas Lilly qu'elle s'appelle, mais pareil, qui étaient mineures quand elles ont commencé, et moi elle m'a vue arriver, elle m'a dit non. Je suis pas d'ici vraiment. Donc, tu vois, c'est pas un truc que je dis comme ça, parce que je le vois, c'est un truc que je dis comme ça, parce que je l'ai vécu et parce que je le sais. » [Emeline, 18 ans, en service civique dans une école primaire.]

À la logique des réseaux dans l'insertion professionnelle s'ajoute le constat partagé de la valeur des diplômes même dans des emplois peu qualifiés à l'image du secteur de la grande distribution qui marque le déclin de la logique méritocratique qui a longtemps reposé et reposent encore en partie, sur la promotion interne pour les employés de rayon non qualifiés. Aujourd'hui, de plus en plus de distributeurs recourent à de jeunes diplômés pour tenir les postes d'encadrement (Bernard, 2012 ; Waelli et Fache, 2013) laissant toujours moins de place aux jeunes femmes locales peu diplômées. En plus du facteur « diplôme », on observe des tensions dans les secteurs d'emploi féminin sur les territoires touristiques.

« Moi je vois bien, ici les seuls boulots qu'on me donne c'est ménage, ou caisse à la supérette là bas. Mais quand c'est la saison des touristes direct y'a toutes les nouvelles qui ont les boulots. Je sais pas pourquoi... l'an dernier j'ai postulé pour l'accueil du camping et de l'hôtel, j'ai été prise. Au final, j'ai fait les ménages et l'entretien et y'a une autre fille qu'est même pas d'ici qui a fait mon boulot. Y'a des moments ça te tape un peu sur le système tout ça.

– Ah oui c'est une fille de Rennes qui l'a eu le taf ! Comme par hasard (rires) » [Entretien collectif, jeunes femmes 20 et 23 ans, centre social Cz]

Les emplois saisonniers sont pourvus avant tout par des jeunes femmes ayant expérimenté la ville pour les études, le travail ou parce qu'elles y vivent. Ce sont ces jeunes considérées comme « citadines » qui « prennent les emplois les plus en vue » et au contact des touristes ; accueil, conciergerie, hôtesse etc., les postes les moins valorisants, à l'image des ménages, reviennent aux jeunes femmes locales.

Être patronne de soi-même : un rêve épuisant

Dans un contexte néolibéral marqué à la fois par la difficile insertion des jeunes sur le marché du travail, par la réussite individuelle et la croyance en la capacité de chacun de pouvoir « réussir par soi-même », les jeunes femmes de milieu rural nourrissent elles aussi cet espoir d'être leur « propre patronne », même si, avec l'effet d'âge, de milieu social et de trajectoire, seule une minorité d'entre elles a déjà tenté l'expérience.

Face au manque d'emplois locaux et d'opportunités, celles qui disposent de ressources économiques, culturelles et qui ont le plus de réseau local sont également celles qui vont faire l'expérience de création de leur propre activité. Auto-entrepreneuses, à leur compte, « en mode débrouille », elles cherchent soit à « lancer une activité qui n'existe pas sur place », soit à en reprendre une à leur nom, bien que l'estimation des coûts de cette aventure soit largement sous-estimée.

Mathilde comme Valériane fait partie des trois filles les plus « avancées » dans leur projet, et c'est dans leurs récits qu'émergent les coûts afférents à l'idéal d'être sa propre patronne, en temps, en fatigue, en argent, ou encore localement, comme le résume l'une d'elles : « faut pas croire, ça [monter son affaire] a des conséquences sur les relations interpersonnelles ». On retiendra leurs parcours, parce qu'ils

éclairent à la fois les difficultés professionnelles et relationnelles qu'engendre le projet de « monter son business ». Elles sont quatre à avoir investi le secteur de la petite enfance à l'image de Mathilde, aujourd'hui 28 ans, titulaire d'un CAP petite enfance, et qui n'a pas trouvé d'emploi local à la crèche faute de réseau : « C'est beaucoup du copinage, si on connaît personne... ils prennent pas. » Ses parents (mère : assistante maternelle, père : perceuteur) ont déménagé à plusieurs reprises pendant l'enfance de Mathilde pour des raisons liées à la profession de son père. Sa famille s'est finalement installée dans un village du Finistère à son adolescence. En attendant de passer le diplôme d'assistante maternelle comme sa mère, elle a monté son activité de garde à domicile « qui fonctionne plutôt bien » mais qui est bien plus contraignante. De son point de vue, la présence de jeunes couples de militaires qui habitent temporairement sur la commune et ses environs est un atout, ce que souligne une autre jeune femme du territoire : « En arrivant ils n'ont pas forcément le temps de faire les papiers et ils ne sont pas prioritaires sur les modes de garde comme la crèche. Le temps que tout ça se tasse et se fasse, le travail il est pour moi. » Ce travail « à la carte » lui permet de gagner sa vie, de payer son loyer, mais il l'épuise et pénalise toute sa vie amoureuse et même amicale. Elle est toujours en déplacement, a des horaires flexibles et à rallonge, pas toujours prévisibles : la veille de l'entretien elle s'est levée à 5 heures du matin et est repartie d'une autre maison à 23 heures. Mathilde a peu, voire pas, de vacances et doit s'adapter aux « besoins des parents », sans oublier le coût de l'essence qui est peu pris en compte par les parents (« la route c'est bien, mais on dépense plus que ce qu'on gagne en essence »). De son point de vue, c'est sa disponibilité qui explique pourquoi ça marche : « Ça, ça joue pas mal, y en a plein qui font "moi je suis en week-end je travaille pas", alors que moi... je prends tout le temps ». Elle a récemment enchaîné 12 jours de travail consécutifs et dit « être toujours de garde » pour répondre aux besoins, « on peut l'appeler à tout moment », y compris pendant l'entretien.

« C'est vrai quand je rentre le soir que je suis fatiguée, ils me disent "ben en fait t'as du courage". Oui j'ai du courage, oui j'ai envie de travailler et du coup, ben, oui des fois, je prends pas de vacances. Comme cet été, pas de vacances : j'ai pris la dernière semaine d'août pour le surf, mais sinon, je travaille tout l'été. Depuis que j'ai un logement à payer, j'ai pas le choix. Le travail passe avant mes loisirs, je l'ai toujours dit. » [Mathilde, 28 ans, garde d'enfants à domicile.]

De son engagement dans le travail, Mathilde retire une reconnaissance locale qui lui octroie un statut de femme respectable, de jeune dévouée et subjectivement lui confirme son utilité sociale.

Parmi les trajectoires professionnelles des jeunes femmes rencontrées, Valériane 26 ans est dans une situation plus rare : plus diplômée que les autres jeunes femmes (niveau master en management), elle vient d'une famille avec des ressources économiques et culturelles plus élevées ; ses parents se sont installés dans un hameau pendant son adolescence, après avoir habité en ville. Son père est producteur agricole, sa mère est maire d'un village situé à plusieurs dizaines de kilomètres de son domicile et syndicaliste. C'est avec ses frères et sœurs qu'elle a commencé à avoir le goût de l'entrepreneuriat en ouvrant une crêperie ambulante. Cette expérience lui permet à la fois de bouger sur le territoire (en allant à tous les événements), mais aussi de se faire connaître. Deux ans plus tard, avec son petit ami et le soutien de ses parents, Valériane s'attelle à reprendre un café local. Elle prend rapidement conscience de la faiblesse de son réseau, quand les ragots de village lui reprochent de « ne pas être du coin » pour reprendre une « institution locale », mais aussi parce qu'elle est une femme reprenant un café tenu auparavant par un homme. Pour autant, le fait de ne pas être du coin a été l'élément moteur de la vente : avant Valériane, plusieurs personnes avaient fait des offres d'achat, toutes refusées. Ce qu'elle explique avant tout par le fait – pour l'ancien patron – de la difficulté de « vendre en interne » c'est-à-dire dans

l'entre-soi du village, ne pas être née ici, mais y vivre depuis un certain temps, être en couple et avoir d'une famille dotée d'un certain capital économique ont été autant d'éléments jouant en sa faveur. Le récit d'une autre jeune femme ayant essayé de reprendre un bar seule, sans être en couple, confirme les difficultés pour les jeunes femmes d'investir ce secteur d'activité, ouvert au public, avec débit d'alcool et largement fréquenté par les hommes, parce qu'on les soupçonne de ne pas savoir « faire face » à des débordements, à l'alcool, et/ou aux avances sexuelles des hommes.

La création comme débrouille dans l'espace domestique

Enfin, parmi les jeunes femmes qui tentent de créer leur propre activité, on trouve celles qui sont déjà en emploi – souvent partiel – et dont les revenus du travail ne leur permettent pas de vivre correctement. Ces jeunes femmes, parce qu'elles viennent de familles déjà largement concernées par les problématiques d'emploi précaire et faiblement rémunérateur, parce qu'elles ont grandi dans une insécurité sociale (Castel, 1995) évoluent dans des contextes structurellement précaires. C'est pourquoi elles ont aussi appris à s'organiser autrement, à cumuler les emplois, à donner des coups de main pas toujours rémunérés financièrement, mais qui leur permettent de bénéficier du réseau local et d'entretenir les relations de don/contre-don. À cela s'ajoutent des tactiques individuelles pour compléter les revenus, améliorer le quotidien à partir de leurs centres d'intérêt, ces « passions » qui deviennent rémunératrices, bien qu'elles empiètent largement sur la vie privée, le temps de repos, les loisirs et imposent des investissements de base. L'enquête du collectif Rosa Bonheur a d'ailleurs montré comment s'organisent les activités sociales et économiques autour de la voiture par les hommes des classes populaires, en enquêtant sur les « garages à ciel ouvert » (Collectif Rosa Bonheur *et al.*, 2014).

Dans une tout autre configuration, on observe, sur les quatre territoires enquêtés, des jeunes femmes qui mobilisent leur temps disponible (soirées, jours de congés) pour des activités manuelles de création (le plus souvent pour créer des bijoux et accessoires de mode) qu'elles revendent sur internet ou sur le marché local, et qui constituent des formes de travail de subsistance acceptables, sur fond de mode « do it yourself ». Bien qu'elles utilisent globalement très peu l'informatique, y compris dans leur vie professionnelle, internet s'est imposé dans leurs pratiques de loisirs et de création. On retrouve un prolongement des pratiques culturelles, notamment de la culture manga, dans les créations Kawaii¹⁷ présentées. Ces activités, qu'elles ne qualifient pas de « travail », sont largement invisibilisées, lorsqu'on parle de l'emploi local et de l'accès au marché du travail, et ce d'autant plus qu'elles reposent sur des savoir-faire naturalisés renvoyant à des compétences genrées (« j'ai toujours aimé faire ça », « je suis manuelle », « j'aime bien créer », « je suis assez minutieuse »).

« Ah les bijoux... oui je les vends, mais j'avoue ne peux pas en vivre (rires). Mais ça complète bien. La journée, comme je travaille à Carrefour contact, je n'ai pas trop de temps, le soir, je fais les bijoux et les porte-clés. [...] Moi, ça me permet de développer mon petit truc, et puis, quand c'est la saison, le marché est plus gros et il y a des touristes, je vends ça bien. [...] Je vais pas te dire que je suis riche, mais bon... Depuis petite, j'aime faire ça, des trucs manuels et tout, bricoler... là ça me permet de gagner un peu. J'ai même des commandes parfois sur internet elle montre alors des boucles

¹⁷ La *Kawaii* culture, populaire notamment au Japon, est largement véhiculée dans la mode, les mangas ou les jeux vidéo ; elle évoque la culture enfantine et se caractérise par des couleurs pastel et des accessoires type bijoux, porte-clés, sacs, etc. « Kawaii » est un adjectif japonais signifiant principalement « mignon ».

d'oreille Pokemon en plastique qu'elle a fabriquées]. » [Coralie, 28 ans, mère au foyer, en cours de CAP boucherie.]

Encouragées par les innombrables tutoriels sur les plateformes vidéo en ligne qui valorisent la création par soi-même dans des milieux essentiellement féminins, ces activités de création s'exercent aux marges du salariat et de la légalité (le produit des ventes – aussi variable soit-il – n'est jamais déclaré). Ici, comme le souligne Dominique Pasquier « le contournement de l'écrit expert passe par une autre voie, celle des tutoriels. Ces petites séquences vidéo, qui montrent pas à pas comment réaliser quelque chose, entrent parfaitement dans le cadre de ces "savoir-faire (qui) s'apprennent par la pratique, l'imitation et la répétition beaucoup plus que par le discours et l'explication" dont Olivier Schwartz fait un trait caractéristique de l'apprentissage en milieu populaire » (Pasquier, 2018, p. 33). Mais les « tutos » permettent également d'ouvrir le champ des possibles, et constituent en cela un « instrument d'ouverture sur la nouveauté » pour reprendre l'expression de Dominique Pasquier, que les jeunes femmes regardent sur leur smartphone ou leur tablette.

« Comme je fais un peu des trucs comme des bijoux et tout, ça me permet de pouvoir faire des choses que j'aime. Parce que c'est pas que j'aime pas caissière ou faire les ménages, mais bon... Comme je suis minutieuse, qu'on m'a toujours dit que j'étais très patiente et c'est vrai, une copine m'a dit que je devrais faire des petits pendentifs. Elle m'a commandé le premier un peu personnalisé pour elle. Je m'en souviens, elle aime bien les chouettes, c'était une petite chouette ! Et ensuite, c'est elle qui a fait savoir que je savais faire ça. Là j'ai eu d'autres commandes. Le bouche à oreille ça marche bien. [...] »



Exemple de bijoux « kawaii » : ici des boucles d'oreille fabriquées à partir de feuille de plastique.

– Et tu vends combien par exemple sur un pendentif ?

– Par exemple celui-là [elle montre un pendentif fait à partir d'un bonbon dans de la résine] je le vends 10 euros au marché, après si c'est pour une petite fille par exemple, ou quelqu'un que je connais je peux faire un prix comme 5 euros. Y'a des mois où j'ai fait déjà 120 ou 130 euros même, c'est des fois que sur internet, mais le problème c'est qu'il faut payer La Poste et tout, donc ça fait baisser en vrai ce que je gagne. Je vais pas te dire que ça me change la vie, mais quand même c'est vraiment un plus et ça me fait plaisir de le faire. » [Entretien avec Coralie, 28 ans, mère au foyer, en cours de CAP boucherie.]

Dans ce rapport à la création se dessinent à la fois une contrainte économique et une réorganisation des activités féminines dans un espace local restreint. En effet, alors que les revenus du travail sont insuffisants pour subvenir à leurs besoins et couvrir les coûts des loisirs, elles vont s'occuper chez elle à des activités compatibles avec le fait d'être jeune mère pour celles qui le sont ou compatibles avec le fait de vivre chez ses parents, par exemple, puisque, dans ce cas, elles font de leur chambre leur « atelier de création ». Ces activités informelles confortent les femmes dans les espaces domestiques, à l'intérieur des maisons, tout en leur permettant d'avoir une relation avec l'extérieur, avec un redéploiement des espaces de rencontre (sur internet ou sur les marchés), et de voir leurs compétences reconnues dans un entre soi-local qui participe à acquérir une certaine respectabilité. Sur fond de vulnérabilisation sociale croissante, une professionnelle du centre social dira d'ailleurs de l'une d'elles « qu'elle fait tout pour s'en sortir » :

« Elle travaille sans rechigner, elle s'occupe au mieux de sa fille alors qu'elle n'a pas été aidée par un mari qui était alcoolique et lui tapait dessus. Et là en plus elle trouve le temps de faire des bijoux. C'est ça aussi les filles d'ici, elles n'ont pas froid aux yeux. Elles veulent s'en sortir. »

Ces activités créatrices qui s'ajoutent aux emplois salariés mobilisent l'habitat comme support conjoint d'activités liées à la famille, au travail et aux sociabilités puisque c'est aussi dans leur salon qu'elles peuvent « accueillir » les amies d'amies qui veulent « voir » les productions (ce qui n'est pas sans conséquence sur la préparation et la préservation d'un intérieur présentable et acceptable), ces jeunes femmes mettent à profit leurs loisirs et activités culturelles sans perturber l'ordre de genre (Octobre, 2014).

Ce que devient l'argent du travail

L'obtention d'un travail ouvre la porte à une certaine forme d'indépendance économique des jeunes femmes par rapport à leur famille. Les revenus du travail sont toutefois répartis entre les besoins incompressibles des jeunes (notamment pour payer l'essence afin d'aller au travail, s'acheter des vêtements pour le travail, etc.) et, quand elles habitent seules, les dépenses liées à leur propre logement (loyer ou emprunt, factures pour l'électricité, internet, le téléphone, mais aussi l'alimentation). Les premières formes de rémunération servent également à pouvoir vivre sa jeunesse en termes de loisirs avec leur groupe de pairs (aller « boire un coup », se promener en ville, augmenter son forfait de téléphone) et de consommation (acheter les vêtements que l'on veut, par exemple). Mais ces dépenses ne doivent pas faire oublier les formes de solidarités familiales inversées : dès leurs premiers revenus, les jeunes femmes vivant dans des familles privées ou limitées dans leurs ressources financières en reversent une partie substantielle à leurs parents et plus largement à leur famille (Couronné, Loison-Leruste et Sarfati, 2019). Ainsi, l'héritage de la précarisation économique familiale se traduit, dès le premier emploi, par des formes de soutien attendu des travailleurs de la famille envers le collectif familial. Cela passe plus souvent par des formes détournées de soutien plutôt que par des virements bancaires ou des « enveloppes de billets ». Il s'agit par exemple de faire des courses, de « remplir le frigo », faire le plein d'essence de la voiture des parents ou encore « acheter des vêtements pour les petits » et « faire les courses pour la rentrée des classes » : autant de formes de participations acceptables et reconnues (parfois même attendues) par l'entourage aux dépenses familiales qui permettent d'une part de « rendre » l'aide perçue pendant l'enfance (contre-don) et de participer à améliorer les conditions de vie précaires dont elles sont les témoins. Ces formes d'aides constituent aux yeux de la communauté autant de gages de respectabilité, les femmes montrant de cette manière qu'elles savent fort bien gérer le budget familial conformément à ce que l'on attend d'elles, y compris dans les milieux populaires (Schwartz, 1990).

V. Occuper son « temps libre » en milieu rural

Dans un contexte où les ouvriers et les employés se sont rapprochés des autres classes sociales en termes de conquête du temps libre (Siblot *et al.*, 2015), les modes de vie, les valeurs et les loisirs tendent aussi à s'homogénéiser entre jeunes urbains et jeunes ruraux (Coquard, 2015). Pour autant, les récits des jeunes femmes rencontrées mettent en évidence combien vivre sa jeunesse hors des grandes zones urbaines comprend de spécificités, y compris en matière d'activités de loisirs. Nombreuses sont celles qui insistent sur leur sentiment d'être moins considérées que les jeunes des villes... Elles nourrissent un sentiment de relégation sociale dû notamment à leur difficulté d'accès aux loisirs juvéniles médiatisés qui participent à l'identification d'une « culture jeune » et soulignent l'appartenance générationnelle. Pour autant, les entretiens menés avec les jeunes femmes de milieu populaire et habitant en zone rurale mettent en évidence la diversité des expériences juvéniles, y compris dans leurs pratiques culturelles, cela en raison des effets de la fragmentation des parcours scolaires (et ses conséquences sur l'insertion professionnelle) et des inégalités socioéconomiques qui traversent une population du même âge. Les travaux sur les pratiques culturelles juvéniles aujourd'hui soulignent d'ailleurs combien, dans l'explication de la fragmentation des univers culturels, le mode de vie prime sur les distinctions liées au diplôme. Les jeunes femmes sont socialisées *au* et *par* le jugement et le regard des autres, qui est d'autant plus fort dans un espace social restreint où « tout le monde se connaît » et « tout le monde sait tout ». Leurs activités de loisirs, leurs sorties sont connues et sont soumises au regard réprobateur du groupe de pairs et des adultes quand elles s'écartent de l'ordre de genre. Entre 15 et 25 ans, dans leur prise d'autonomie elles doivent avant tout montrer leur maîtrise des codes comportementaux collectifs. Dans ce contexte, plusieurs recherches portant sur le temps hors travail et les loisirs mettent en évidence l'exclusion relative des femmes, et en particulier des jeunes femmes, à la fois des sociabilités des cafés, du football ou encore des clubs de chasse/pêche. Qu'en est-il des femmes rencontrées au cours de notre enquête ? Nous nous proposons, dans cette partie, de rendre compte des manières qu'ont les jeunes femmes d'occuper leur temps libre, de pratiquer des loisirs extérieurs au regard de leur investissement dans la sphère domestique et de leur aspiration à la ville.

1. « Ici, il n'y a rien à faire pour les jeunes » : des loisirs contraints par une faible mobilité

La nature : un idéal pour l'enfance qui ne suffit plus dans la jeunesse

La description d'une enfance que les jeunes femmes perçoivent comme privilégiée par rapport aux enfants qui grandissent en milieu urbain construit un sentiment d'appartenance et de proximité entre elles, avec un « nous » fort et valorisant d'avoir grandi en milieu rural. Une majorité d'entre elles décrivent la campagne et, plus largement, le milieu rural comme un « beau cadre pour grandir comme enfant » ; elles sont nombreuses à décrire le sentiment de liberté et de sécurité éprouvé à grandir dans

un espace où tout le monde se connaît, « avec de l'espace, de la nature ». En regard de leurs représentations de la jeunesse urbaine, elles insistent sur le fait qu'elles ont pu jouer librement dehors avec les autres enfants et faire du vélo dans la nature. Plusieurs d'entre elles ont été scolarisées dans des classes multiniveaux, certaines en classe unique, ce qui a pour effet de rapprocher les enfants d'une même génération, qui fréquentent tous la même classe jusqu'au collège. Le revers de cette forte interconnaissance est toutefois que les « embrouilles » et stigmatisations suivent les jeunes femmes marginalisées, tout au long de leur scolarité.

Cette enfance idéalisée, décrite parfois avec une certaine nostalgie, a toutefois ses limites, car elle ne facilite pas l'entrée dans l'adolescence et l'âge adulte. C'est ce que décrit Stéphanie, 22 ans qui a grandi pendant son enfance dans un appartement en ville (à Aix-en-Provence) et dont les parents ont déménagé lorsqu'elle est entrée en CM2 dans un petit village (< 600 habitants) dans le massif de la Chartreuse.

« Aix c'était plus la ville et j'étais plus petite donc... Disons qu'il aurait fallu inverser, que j'habite d'abord ici jusqu'à l'âge de mes 10 ans, et puis en ville plus tard, parce que du coup j'étais petite, j'étais en ville je n'avais pas trop l'utilité d'être en ville en fait, et puis là d'habiter ici alors que j'ai 22 ans et puis il y a pas grand-chose. » [Stephanie, 22 ans, peintre en bâtiment.]

Ce qui constituait une plus-value à la fin de l'enfance dans ce petit village de montagne avec ses parents (la tranquillité) devient un poids et s'appelle l'ennui à l'adolescence. La plupart de celles qui ont toujours vécu en milieu rural le caractérisent par le « vide », le fait qu'il n'y ait « rien », « rien à faire », ou encore « rien pour les jeunes », comme le dit Sandra lors d'un entretien collectif. Elle explique ainsi d'ailleurs les « bêtises » des garçons de la semaine passée, dont tout le monde parle dans le village : si ces derniers dégradent les équipements publics, c'est par ennui.

« Franchement s'ils mettraient plus de trucs pour les jeunes, il y aurait moins de poubelles brûlées, il y aurait moins de panneaux cassés. [...] S'ils font tout ça, c'est parce qu'ils s'ennuient. Les gars ils sont là, ils boient, après j'ai déjà vu faire, vous voyez, c'est pour ça je dis ça, il y en a qui boient, et dès qu'ils sont bourrés ils pètent tout. Ils boient parce qu'ils s'ennuient déjà. Alors que s'il y avait plus d'occupations, il y aurait déjà moins de gens qui boient, ils fumeraient peut-être moins. Il y aurait je sais pas, même un petit MacDo, je sais pas, un truc comme ça, un petit truc quoi... Je sais pas ce qui est idéal, parce que chacun il aime... Déjà un kebab c'est l'essentiel, c'est mieux. Ici on paye des pizzas, elles sont à 15 euros. Enfin, je sais pas moi, je trouve c'est... » [Entretien collectif, extrait de Sandra, 18 ans.]

La description de leur environnement par l'absence est fréquente, elles insistent sur les manques avec lesquels elles doivent composer au quotidien. Qu'elles aient ou non déjà vécu en ville, les jeunes femmes sont nombreuses à insister sur le fait qu'il n'y a « personne » : c'est-à-dire peu ou pas de jeunes de leur âge, « il y a seulement des personnes âgées ». Angélique (père : ouvrier en intérim à l'usine, mère au foyer) a grandi successivement dans des villages de 250 à 1500 habitants dans l'intérieur des terres de la communauté de communes Presqu'île-Aulne maritime d'où est originaire sa mère puis, vers ses 14 ans, sa famille a déménagé en Chartreuse sur les terres de la famille de son père, dans un village de 450 habitants où nous la rencontrons. Se plaçant en experte du milieu rural en raison des 12 déménagements qu'elle a vécus depuis son enfance, que ce soit en Finistère ou en Chartreuse, elle pointe l'absence de jeunes dans tous les villages.

« J'ai jamais rencontré personne de mon âge en 10 ans à Pl. que des personnes âgées [...] des jeunes y a pas, ils partent tous sur Quimper, Douarnenez. Après je connais des jeunes avec mon boulot mais... pas plus que ça. » [Angélique, 18 ans, ATSEM contractuelle.]

Cette absence de jeunes sur le territoire remarquée par les jeunes femmes justifie, d'après elles, le manque d'activités, de lieux, d'espaces pour la population de leur âge.

Le bourg et ses magasins qui « servent à rien »

Lorsqu'il reste dans les centres-bourgs des magasins et autres lieux de consommation, ces derniers ne leur conviennent pas : « c'est pour les vieux » ou encore « c'est pour les parents », déclarent-elles. Un petit groupe de filles dira d'ailleurs que ces magasins (caviste, fleuriste, coiffeurs, magasins de souvenirs) ne « servent à rien ». C'est ce qu'expliquent trois jeunes femmes à qui l'on demande au cours une discussion collective ce qu'elles souhaiteraient changer dans la ville principale qu'elles fréquentent, où elles vont au collège (4500 habitants) et au centre d'animation – si elles étaient à la place d'un décideur politique.

« - Si vous étiez maire qu'est-ce que vous feriez ?

F1 : Han !!! Mettre un Macdo. Un Macdo et des magasins.

F2 : Et pas mettre des trucs inutiles, genre je sais pas, là y a un nouveau magasin qui a ouvert, c'est quoi ? Une cave à vin, mais qu'est-ce qu'on s'en fout, franchement !

F1 : Ah oui, à côté du kebab

F3 : Pff... ça sert à rien !

F2 : Voilà, genre le kebab ça a été le meilleur truc qui est arrivé ici quoi !

F3 : C'est comme là, dans le centre ville, y a trois ou quatre coiffeurs.

F1 : C'est inutile.

F3 : Et y a... quatre fleuristes

F1 : Non, mais y a des magasins qui sont ouverts, on sait même pas c'est quoi. Y a un magasin de ski mais personne y va enfin...

F3 : Enfin si, l'hiver.

F2 : Mais non, même l'hiver hein, en plus il est cher.

F1 : Et y a un magasin, ils vendent des cailloux (rires) !

F3 : Des pierres précieuses... et « Brigitte boutique » merci, mais voilà quoi ! (rires collectifs) C'est un magasin de vêtement, mais autant nous faire un Jennifer

F2 : Ah ouais, voilà quoi. Jennifer, Bershka, Pool and Bear,

F2 : Ouais, tous les trucs qu'y a à Grenoble hein. On demande pas la lune hein ! Même genre, style un style de la Halle ou un truc comme ça. Parce que quand on veut un truc, on est toujours obligées d'aller dans une ville...

F3 : T'enlèves deux coiffeurs, tu casses le mur et tu te fais un grand magasin, voilà ! Tu prends le bureau de tabac, à côté, t'as le truc de chaussures, les chaussures elles sont trop moches, elles servent à rien et, à côté, t'as le truc de pierres précieuses. Tu casses tout et tu fais un grand magasin, voilà : maire de SL direct ! (rires) » [Entretien collectif avec trois jeunes femmes âgées de 14-15 ans, centre d'animation de SL.]

La description des lieux de consommation de la petite ville est aux antipodes de la culture jeune : à l'image des autres jeunes femmes rencontrées, ces trois filles regrettent ne pas pouvoir y trouver des vêtements « stylés », « à la mode d'aujourd'hui » à prix abordable. Outre les magasins, les jeunes femmes évoquent aussi les lieux de sortie potentielle et décrivent combien les cafés-bars-tabacs des villages sont accaparés par les « anciens » et les hommes, si bien qu'elles n'y ont pas leur place, reprenant à leur compte la figure repoussoir de l'alcoolique pilier de bar.

« Un endroit pour boire un coup ? J'ai beau chercher maintenant que tu le demandes je vois pas trop... Parce que toi t'as vu le bar du centre, mais là t'y vas pas en fait ici ! T'y vas pas genre avec tes copines et pas quand t'es ado ! Y'a des piliers de bar, les gars ils sont là parce qu'ils ont rien à faire dans leur vie. Ça fait parler après si tu y vas. Moi j'y vais pas... À la limite, je préfère aller au bar de Ct

avec des copains. Comme y'a plus de passage, c'est moins... moins... Je sais pas y'a pas la même pression quoi. [...] Mais quand même le mieux c'est la ville (rires). » [Maëlle, 23 ans, aide soignante en EHPAD.]

Les bars des villages, disposant trop peu souvent de terrasses aménagées, sont à l'opposé des lieux « jeunes » représentés dans les séries télé américaines : des lieux confortables (avec des canapés) où l'on peut consommer des boissons « jolies », sucrées et personnalisables « en écoutant de la musique de jeunes » et avec une connexion à internet. L'entrée dans l'âge adulte va marquer l'accès à ces lieux, notamment parce qu'elles vont davantage fréquenter des villes un peu plus grandes et se rendre un peu plus fréquemment dans les métropoles des alentours où les chaînes de restauration rapide proposent ce type d'espaces : « Même si c'est cher, là-bas, on peut rester des heures comme ça couchées dans les canap' ils disent rien. » Dans l'un des territoires, le succès du fast-food local auprès des 15-20 ans surtout vient satisfaire leurs attentes qui sont de pouvoir consommer, comme les jeunes des villes, des burgers et des frites, avec des sodas et des muffins ! Situé hors du centre bourg à proximité du collège et en face du supermarché discount de la petite ville, le fast-food bénéficie d'une terrasse et d'un emplacement qui permet un entre-soi juvénile des filles comme des garçons.

Mais dans l'ensemble, c'est l'absence de ces lieux qui contribue au sentiment de marginalisation : ne pas avoir de place au village et être maintenues à l'écart de la modernité. Il est d'autant plus fortement exprimé lorsque les jeunes femmes vivent dans des territoires à faible capital touristique et non reconnus pour leurs spécificités. Dans les hameaux des Entremonts ou de la Presqu'île de Crozon, le manque d'activité ou de lieux pour les jeunes est mis en balance avec la beauté du paysage et la saisonnalité des actions en direction du tourisme qui dynamisent la zone. Dans les villes et villages du bas de vallée ou de l'arrière-pays, comme dans les Ardennes ou le pays de Gâtine, aucune attractivité ne vient compenser le manque d'activité. Percevoir son environnement comme « beau » ou « moche » est lié à l'animation, aux opportunités, au sentiment d'y être ou non enfermé. Transversaux à toutes les sphères de la vie, les déplacements, tout au long de la journée, sont au cœur des problématiques rencontrées par les jeunes, et plus encore par les jeunes femmes. Derrière l'expression largement entendue « ici on ne peut rien faire » se cache à la fois la faiblesse de l'offre d'activités disponibles et le fait de « ne pas pouvoir bouger ». Dès l'adolescence, le manque de transports en commun est critique alors que tout demande de se déplacer : les cours, les activités de loisirs, les ami·es qui ne sont plus seulement les voisin·es du village... Or, les jeunes femmes n'ont pas toujours les moyens matériels et financiers pour organiser des « virées » les unes chez les autres au fur et à mesure que leur réseau de sociabilités s'étend.

« Faire avec » : des ruses en attendant le permis de conduire

L'entrée dans l'adolescence, l'éloignement des services publics et des lieux d'enseignements ou de loisirs contraint les jeunes à bouger quotidiennement. Malgré les représentations collectives qui pèsent sur elles, les jeunes femmes de classe populaire vivant en milieu rural font preuve de davantage de mobilité qu'elles ne le disent. Sans parler d'indépendance, l'entrée au collège constitue pour celles qui ne vivent pas dans la petite ville où il est situé la première expérience d'autonomie. Puis, au fil des expériences, on verra dans leur parcours que les « galères » de transport les amènent à composer et à ruser, malgré les interdictions parentales et les prescriptions du groupe de pairs, car même si l'offre de transport est inégale dans les quatre territoires, elle est partout trop peu fréquente (on l'a vu dans la

partie de notre rapport consacrée au travail). Par exemple, un seul bus relie la presqu'île de Crozon à Brest, un autre à Quimper et dans l'intercommunalité, il n'y a pas de navette reliant les différentes petites villes (le tarif est d'ailleurs le même quelle que soit la longueur du trajet : qu'elles aillent jusqu'à Brest ou qu'elles aillent dans le bourg d'à côté). Dans les Entremonts, une seule ligne descend de Saint-Pierre d'Entremont à Chambéry. Dans les Ardennes, une ligne de bus relie Revin à Charleville, mais elle ne va pas plus loin dans la vallée. Elie, 19 ans vit dans une petite ville (< 3 000 habitants) dans les Ardennes. Elle est inscrite dans le dispositif de la garantie jeunes en attendant de décrocher un contrat d'agent de propreté des locaux. Ses parents n'ont pas ni voiture ni permis de conduire (sa mère est handicapée et vient d'obtenir un diplôme d'aide-soignante ; son père est retraité) ; pour les magasins, ils vont au mieux dans la petite ville située à 15 minutes en voiture, une demi-heure en car (le trajet coûte 2,70 €), Elie a donc toujours dû se « débrouiller avec les bus ». Quand sa mère réussit à trouver une mission d'intérim d'aide-soignante pendant une semaine à Charleville-Mézières, Elie doit l'aider pour comprendre la carte des bus, les arrêts, les tarifs.

« Là elle [sa mère] est contente parce qu'elle va travailler pendant une semaine à Charleville. Elle m'a demandé les horaires de bus.

- Et elle va y aller en bus ?

- Quand elle commence à 14 h ou un truc comme ça, elle monte en bus le matin, et après, si c'est vraiment tard le soir, on demande une voiture, ou tôt le matin à 6 h quoi, parce que le matin, il y a pas de bus, c'est 7 h 05 du matin. Je connais le bus. Des fois elle me dit : "Tu retiens pas les leçons mais tu retiens les horaires de bus !" » [Elie, 19 ans, dispositif garantie jeunes.]

EXEMPLE DE CIRCULATION DES CARS ENTRE CAMARET ET BREST EN PERIODE SCOLAIRE DITE « HIVER »

Camaret - Brest 					
Jours de circulation période scolaire	L	LMMe JV	Me S	LM JV	D&F
Jours de circulation période de vacances scolaires		LMMe JV	Me S	LM JV	D&F
Renvois à consulter	2	1	3		
CAMARET SUR MER, Port	06:00	07:00	(L 37) 12:30	15:50	17:40
ROSCANVEL, Place de la Poste	TAD	06:50	12:20	15:40	
MORGAT, Place d'Ys	TAD	06:55	12:25	15:45	
MORGAT, Piscine	TAD	06:58	12:28	15:48	
CROZON, Gare SNCF	06:10	07:10	12:40	16:00	17:50
CROZON, Rue du Moulin du Chat		07:07			
LANVÉOC, Le Fret Poteau	06:14	07:10	12:49	16:04	17:55
LANVÉOC, Rue de l'Aviation	06:18	07:14	12:53	16:07	17:58
CROZON, Tal ar groas - Route de Crozon	 	07:20	 	 	
CROZON, Tal ar groas - Route de Lanvéoc	06:23	 	12:58	16:11	18:02
TELGRUC-SUR-MER, Bourg	06:29	07:14	13:04	16:16	18:05
TELGRUC-SUR-MER, Gare d'Argol	06:32	07:18	13:09	16:21	18:08
ARGOL, Bourg	06:35	07:21	13:13	16:25	18:12
LANDEVENNEC, Mairie / Abbaye	TAD	07:15	13:01	16:15	
TELGRUC-SUR-MER, Les Quatre Chemins - Route de Crozon	06:38	07:26	13:16	16:28	18:18
ROSNOEN, Centre	TAD	07:40	13:26	16:40	
LE FAOU, Centre	06:52	07:40	13:30	16:42	18:32
BREST, Gare Routière SNCF	07:25	08:20	14:00	17:12	19:02
Service accessible aux personnes à mobilité réduite. ATTENTION pour les personnes en fauteuil, RÉSERVATION impérative au 02 98 90 88 89 la veille avant 17h00 ou le vendredi avant 17h00 pour les services du samedi et du lundi. TAD : Transport à la demande : service assuré sur réservation téléphonique au 02 98 90 88 89 au plus tard la veille avant 17h00 et le vendredi pour les services du samedi et du lundi. Taxi: Argol et Telgruc-sur-Mer desservis systématiquement par taxi au départ de l'arrêt Les 4 Chemins. (Pas de montée) Lanvéoc et Le Fret desservis systématiquement par taxi au départ de l'arrêt Tal Ar Groas. (Pas de montée) 1: Arrêt Bibus desservi : La Carène. A signaler au conducteur à la montée. 2: Circule les lundis scolaires (peut être supprimé certains jours en fonction du calendrier scolaire. Informations sur www.lao29.fr) 3: A Camaret prendre le car de la ligne 37 à destination de Quimper, puis changement à Crozon gare SNCF. Aucun car du réseau BreizhGo ne circule les 25 décembre, 1^{er} janvier et 1^{er} mai.					

EXEMPLE DE CIRCULATION DES CARS ENTRE BRESSUIRE ET PARTHENAY LES WEEK-ENDS ET PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES

La semaine en vacances scolaires						
		300414	300415	200375	200380	200379
Jours de circulation :		du lundi au vendredi				
Jours fériés : se reporter au dimanche						
Notes à consulter		2				
Bressuire	Gare SNCF	06.55	07.55	12.00	17.45	18.15
Bressuire	Rue Flemming	-	-	12.02	17.50	18.20
Bressuire	Moulin Jacquet	06.58	07.58	12.04	17.55	18.23
Bressuire	La Grimaudière	07.00	08.00	12.06	17.57	18.25
Saint-Sauveur	Zone Artisanale	07.04	08.04	12.10	18.01	18.29
Chiché	Place Saint-Martin	07.09	08.09	12.15	18.06	18.34
Amailoux	Villeneuve	07.13	08.16	12.19	18.10	18.38
Amailoux	La Raconnière	07.17	08.20	12.23	18.13	18.42
Adilly	Les Vaux RN 149	07.20	08.23	12.26	18.16	18.45
Châtillon-sur-Thouet	Centre-bourg	07.27	08.30	12.33	18.23	18.52
Parthenay	ZAC des Loges	07.31	08.34	12.42	-	-
Parthenay	Gare routière	07.35	08.38	12.38	18.30	18.59
Les correspondances SNCF sont données à titre indicatif ; se renseigner au 0 810 810 888 (prix d'un appel local)						
Correspondances RDS vers Niort		07.45	08.55	12.45	18.40	
Correspondances SNCF vers Poitiers		07.45		12.45	18.48	

Le week-end toute l'année				
300416	300418	200393	200332	
samedi			dimanche	
08.05	12.00	17.58	17.58	
-	12.02	18.03	18.03	
08.08	12.04	18.05	18.05	
08.11	12.06	18.08	18.08	
08.14	12.10	18.13	18.13	
08.20	12.15	18.17	18.17	
08.25	12.19	18.21	18.21	
08.29	12.23	18.24	18.24	
08.32	12.26	18.27	18.27	
08.39	12.33	18.34	18.34	
08.42	12.42	-	-	
08.45	12.38	18.40	18.40	
08.55	12.45	18.55	18.55	
	12.45			

Informations : Les horaires sont prévisionnels et peuvent varier en fonction des conditions de circulation. Veuillez faire signe au conducteur pour solliciter l'arrêt de l'autocarro.

Informations : Les horaires sont prévisionnels et peuvent varier en fonction des conditions de circulation. Veuillez faire signe au conducteur pour solliciter l'arrêt de l'autocar.

Outre le fait qu'il faille se rendre dans une gare souvent éloignée pour prendre les lignes de TER, si les jeunes femmes disent « préférer » le car, c'est surtout parce que les trains sont trop chers, dans le Finistère, le même trajet (pour rejoindre Brest métropole) coûte 1,50 € en car contre 8 € en TER.

Il en découle de fortes inégalités entre les jeunes femmes avec, d'un côté, celles qui ont des parents disponibles pour faire les déplacements (« mon père il aime bien conduire, donc il peut m'emmener genre à Camaret...Crozon, Lanvéoc, Telgruc, il s'en fout quoi ») et, de l'autre, celles dont les parents ne veulent pas ou ne peuvent pas les aider (faute de temps, de budget ou encore de motivation), sans oublier celles qui ne se posent même pas la question, leurs parents n'ayant ni permis de conduire ni véhicule. Les parents qui ont le plus de ressources sont les plus disponibles et ceux des petites classes moyennes cherchent parfois à compenser l'isolement du cadre où ils font grandir leurs enfants par une grande disponibilité pour les aider à se déplacer.

« Mes parents, ils ont vraiment tout fait pour qu'on puisse... enfin que je puisse bouger. Ils essayaient de s'arranger pour que je puisse faire les choses dont j'avais envie quand même [...] Pour aller à Brest, ils bloquaient du temps pour m'amener au Faou et que je puisse prendre le bus. Ils ont toujours essayé de faire en sorte que je puisse quand même faire des choses et bouger. Même les vacances, leurs jours de congés. » [Elodie, 21 ans, animatrice et étudiante en BTS.]

« Ça les embête un peu de savoir qu'ici y a rien à faire, donc si je peux aller voir mes amis, ça les dérange pas de m'emmener. » [Mélina, 15 ans, lycéenne.]

La participation des parents et plus largement de l'entourage ne concerne pas seulement la participation financière, en particulier dans le cas de la mobilité où le capital d'autochtonie joue à plein. L'exemple de l'installation en couple des jeunes femmes met cela en évidence. Les jeunes femmes venues s'installer « chez » leur petit ami, dans sa famille, peuvent bénéficier dans les faits assez rapidement du soutien et du réseau déjà en place, trouvant rapidement une place dans les relations marquées par les dons et contre-dons localement. Celles qui emménagent « avec » leur petit ami dans leur propre appartement ou maison, plus éloignées de la parentèle, se trouvent moins mobiles et

doivent faire avec les déplacements de leur partenaire. Autrement dit, le fait d'avoir ou non des proches qui ont le temps, les moyens et qui acceptent de « faire taxi », cristallise les inégalités.

« En grandissant, ça devient plus compliqué pour sortir, pour bouger. La piscine elle est à Châteaulin. Si on n'a pas de scooter ou que les parents peuvent pas amener, ben pareil, on y va pas. Pareil, la médiathèque, on peut pas y aller à pied non plus. Plein de choses comme ça, on se retrouve assez bloqués. Brest : si les parents nous accompagnent pas... s'ils pouvaient, ils m'amenaient au Faou pour prendre le car et aller à Brest avec les copines. Si les parents sont pas disponibles, ben on bouge pas quoi, on reste là. On est bloqués. [...] C'est vrai que c'est compliqué, quand on commence à avoir envie de sortir avec ses amis, quand on habite à la campagne, c'est compliqué. » [Elodie, 21 ans, animatrice et étudiante en BTS.]

Dans tous les entretiens réalisés, ce sont en effet les parents et plus largement les familles qui deviennent « le » moyen de transport le plus utilisé, à défaut de transport autonome (la voiture) ou commun et régulier (le car). Au-delà, les filles ayant une forte popularité, qui ont des petits copains ou des amis garçons plus âgés (lesquels obtiennent plus tôt que les filles le permis de conduire et la voiture), ont plus facilement dans leur entourage des amis ayant le permis et pouvant les véhiculer. Elles s'arrangent avec les parents des unes et des autres afin de soulager un peu leurs propres parents et surtout leurs mères « La dernière fois pour aller au bowling y avait deux-trois parents qui nous ont amenées : les parents de Matéo, la mère de X aussi et la mère à Kahina », raconte Olivia. C'est ce que certaines appellent du « covoiturage », même si c'est bien loin en réalité d'un service de dépannage (parfois payant) entre inconnus qui font partiellement le même trajet. Avec l'âge toutefois, on verra qu'elles hésitent davantage à faire appel à l'entourage pour se déplacer, cherchant à la fois à éviter des formes de « redevabilité » et l'image d'assistée. Sandra, inscrite dans le dispositif de la garantie jeunes, préfère « se débrouiller » plutôt que d'appeler des amis ou de compter sur sa mère.

« J'aime pas appeler : "Ouais est-ce que tu peux me déposer là ?" J'aime pas dépendre, franchement j'aime pas trop dépendre des gens. J'aime bien me débrouiller, mais c'est vraiment si j'ai vraiment aucune solution pour y aller, si c'est urgent et tout, beh, je donne des sous parce que moi, j'aime pas monter comme ça. Si j'ai l'argent ou quoi je dis : "Beh tiens je te donne un billet et tout pour ton essence et tu me ramènes." Mais sinon, ouais, j'aime pas trop dépendre des gens. » [Sandra, 18 ans, dispositif garantie jeunes]

L'entrée dans la parentalité des jeunes femmes ne disposant pas de permis de conduire ni de véhicule constitue un frein supplémentaire à la mobilité, alors que les besoins sont décrits comme plus fréquents et « nécessaires » compte tenu de l'éloignement des médecins spécialistes, par exemple.

Le permis, la voiture... une autonomie au service du groupe

La plupart des jeunes femmes rencontrées envisagent de passer le permis et de s'acheter une voiture, mais, dans le corpus rencontré, celles qui en sont déjà munies font figure d'exceptions. Dans les relations sociales, cette exception a un prix : elles peuvent être autonomes dans leur déplacements, mais doivent souvent être « Sam », « cheffe » ou « capitaine de soirée », aller chercher les unes et ramener les autres, y compris leur petit ami.

« Les boîtes j'allais pas tant que ça. C'est une seule pote en particulier, elle, elle arrive à me trainer en boîte, sinon je suis pas spécialement... Un concert ça me suffit pour me péter les oreilles (rires). Puis généralement quand j'allais en boîte, c'est toujours moi Sam, donc je me faisais chier, je buvais pas (rires)... Mes potes bourrés, moi sobre, bon... J'étais la seule à avoir le permis. C'est lourd, pffff, bon, ben, je suis Sam, bon ben, je vais me faire chier encore... si seulement je pouvais boire une

bière ? Mais non. Trop de responsabilité. Trop dangereux. Faut ramener les autres. » [Lola, 23 ans, assistante d'éducation.]

L'obtention du permis est décrite comme une libération, synonyme de la fin des galères, et ouvre le champ des possibles pour sortir, travailler, se soigner, rendre des services, être utile. Dans le couple aussi, les jeunes femmes titulaires du permis font taxi : c'est sur elles que pèse la charge mentale de s'amuser sans boire d'alcool, elles qui sont garantes de la sobriété pour le groupe et le couple. Au sein de leur couple, elles sont d'ailleurs moins nombreuses à perdre les points de leur permis que leurs partenaires masculins.

En attendant, pour les plus jeunes comme pour les plus précaires, « c'est beaucoup à pied ». Les jeunes femmes en emploi, entrée dans la parentalité sans permis ni voiture, limitent quant à elles « les déplacements inutiles ». Une minorité d'entre elles a un deux roues et l'autostop est un mode de déplacement qui reste peu pratiqué.

« Les deux-roues, c'est pas trop pour les filles »

Face à l'absence de transports, les deux roues peuvent être un expédient. Toutefois rares sont les jeunes femmes à avoir ou à avoir eu une mobylette, une moto ou un scooter, d'abord en raison de leur sexe et d'une construction genrée du « risque » selon laquelle elles s'exposeraient davantage que les garçons (les jeunes hommes sont davantage socialisés à la conduite et à la mécanique, y compris des engins agricoles, mais aussi de la voiture familiale par leur père), ensuite en raison de leur milieu social. Dans leur « bande », on remarque que ce sont surtout les jeunes hommes dont les parents travaillent, issus de la classe populaire installée ou de la petite classe moyenne qui ont un scooter ou plus souvent une « petite 50 » (moto de 50 cm³ qui peut être conduite avec seulement un brevet de sécurité routière [BSRI]). À l'adolescence, la détention d'un véhicule à deux roues participe à la popularité des garçons dans les groupes et leur confère une place particulière, y compris dans les relations amoureuses. De même, à cet âge, avoir un copain qui a une moto ou un scooter est un gage de mobilité y compris pour les filles, comme le raconte Valériane (mère : ex-ingénieure, maire de village ; père : vacher-porcher, aujourd'hui éleveur) : empêchée d'avoir elle-même un deux roues, elle avait cependant le droit de monter à l'arrière de celui de ses copains.

« J'avais pas le droit, moi mes parents ils ont pas voulu. Donc ils acceptaient que moi je monte derrière quelqu'un, mais par contre ils voulaient pas que moi je... Mais je me suis vengée, j'ai passé le permis moto maintenant ! Ouais, j'avais toujours quelqu'un qui venait me chercher, tous les soirs quasiment. Je remontais même du collège, j'avais un pote qui venait me chercher, on allait trainer au bassin là-bas. » [Valériane, 26 ans, « patronne » de bar.]

Néanmoins, certains parents leur interdisent même de monter à l'arrière, en raison de la consommation d'alcool supposée des garçons et des risques d'accidents de la route qui y seraient liés. « Mon ex-petit copain, il venait nous voir avec son scooter. Du coup, je venais pas chez lui trop compliqué, mais lui venait », raconte Elodie. Cette disparité dans l'acquisition des deux roues socialise également les rapports de genre dans les modes de rencontre et de séduction : ce sont les garçons qui vont voir les filles, ce sont également eux qui sont les plus mobiles sur le territoire et connaissent le plus de jeunes. « J'en ai eu deux-trois [petits-copains] ils avaient des motos donc du coup ils venaient me chercher quoi, on faisait des soirées barbecue, tentes, avec d'autres collègues » se souvient Valériane. Les jeunes femmes de Bressuire comme de Revin constatent aussi qu'autour d'elles les garçons ont plus

souvent des scooters et des motos que les filles. Les représentations genrées font qu'il est attendu de ces mêmes garçons qu'ils passent leur permis de conduire, dès leurs 18 ans, et acquièrent une voiture rapidement au risque de s'installer dans une certaine forme de mobilité précaire s'ils gardent uniquement leur deux-roues. Leur mobilité serait alors forcément locale : les réservoirs des 50cm³ étant d'une capacité toute relative. Les jeunes femmes obtiennent leur permis de conduire progressivement à partir de l'âge de 18 ans et, au moment de notre enquête, toutes celles qui sont majeures, ne l'ont pas loin de là, faute de budget et de motivation.

La plupart des parents des jeunes femmes rencontrés se sont plus ou moins fortement opposés à l'acquisition, la conduite ou même le transport de leur fille sur un deux roues, avançant des arguments autour de la vitesse, de l'état des routes et des manières de conduire des autres en milieu rural. Ces mêmes arguments ne sont pas avancés avec autant de fermeté quand il s'agit des garçons (notamment pour les frères des filles, comme celles-ci le font remarquer). Une minorité d'entre eux a toutefois accepté, voire proposé, un deux-roues à leur fille ; plus souvent issus de la classe moyenne et en emploi, tout se passe comme si ces parents ne souhaitaient pas faire peser leur choix de vie à la campagne sur leur fille. C'est par exemple le cas de Eve, Chloé, Lizéa, qui ont chacune un scooter pour les petits déplacements d'un village à l'autre ou pour aller au collège. Lizéa, qui en a un depuis un mois, l'utilise surtout pour aller à Cz (5 km de chez elle), tandis que Chloé, qui l'a depuis plus longtemps, l'a « abandonné dans le garage après plusieurs accidents ».

« Un scooter ? Oui, je l'ai eu à mes 14 ans, mais il n'a pas roulé beaucoup. J'avais pas de petit boulot. J'allais à T (8 km) avec en fait, même pas à Cz (14 km). Ça duré à peu près un an... Mais il a été accidenté. J'ai eu trois accidents avec (sourire) et bon moi ça va oui, mais lui pas trop ! Le fossé quoi. » [Chloé, 21 ans, sans emploi.]

L'auto-stop un interdit de genre et de classe

Pendant l'adolescence et à l'entrée dans l'âge adulte, les jeunes femmes marchent beaucoup et déclarent pour la plupart ne jamais faire d'auto-stop. C'est d'abord un interdit de genre – en tant que fille, cela leur semble impossible –, mais aussi un interdit social – « ça ne se fait pas » – particulièrement présent dans les familles de milieux populaires. Les stratégies dissuasives collectives, présentent l'auto-stop comme une pratique dangereuse, en particulier pour les filles, puisqu'il s'agit de monter en voiture avec une inconnue. « On m'a toujours dit, quand t'es une fille, toute seule, faut mieux pas. Puis je pense que j'aurais un peu peur quand même », raconte Mélina 15 ans (père ouvrier, mère employée). Derrière cette mise en garde plane la menace de l'agression sexuelle dont elles pourraient être les victimes, mais aussi le kidnapping ou pire, le meurtre, alors que, bien moins souvent, elles redoutent le fait de monter avec quelqu'un qui n'a pas son permis de conduire. Ainsi, après qu'elle nous a expliqué toutes les difficultés des mobilités locales, quand on lui demande si elle s'est déjà déplacée en stop, Lola 23 ans (mère : assistante maternelle ; père : enseignant retraité) répond : « Jamais, j'ai trop peur. C'est pas possible pour moi. Je sais que j'ai des potes qui en font, mais moi pas possible, j'aurai trop peur de tomber sur un détraqué. » Les faits divers qui alimentent la presse locale et les histoires sur l'auto-stop et, plus largement, sur les mobilités des filles ont cette fonction-là : prévenir les comportements minoritaires, rappeler l'ordre de genre, en faisant planer une insécurité permanente sur les femmes, d'autant plus qu'elles sont jeunes. Les déplacements des filles ne sont donc pas seulement contraints par l'offre de transports, mais également par le sentiment de sécurité

ou d'insécurité dans les modes de transports accessibles comme dans les espaces qu'elles traversent (rues, bois, voie verte, etc.).

Mais la contrainte de la mobilité fait que l'auto-stop s'impose parfois aux jeunes femmes, après avoir raté le car scolaire pour revenir du collège ou du lycée, par exemple, ou pour rejoindre des amis en discothèque : dans ce cas, elles partent à deux ou trois.

Faire du stop seule est beaucoup plus rare comme l'expliquent Emeline et Cléa, toutes deux issues de classes moyennes avec des mères plus diplômées que les pères (mère profession sociales, médicale ou ingénieure, pères artisans ou éleveur). Elles décrivent avoir eu une éducation « différente des autres », « babacool ».

« Moi je me déplace en stop, et ça fait maintenant 3-4 ans que je fais du stop, ouais, j'ai commencé à 15 ans. Parce que [...] [mon beau-père] il voulait pas m'emmener à gauche à droite, donc je dis beh oui beh j'y vais toute seule, pas de soucis. [...] Pour descendre sur Chambéry, le maximum que j'ai attendu c'est 30 minutes je pense, en pleine journée, donc ça veut dire qu'il y a genre 5 voitures qui passent et c'est la 5^e qui me prend, et pour remonter, comme ils peuvent aller dans différentes directions, généralement, les voitures elles s'arrêtent et mince c'est pas la bonne, mais le maximum que j'ai fait c'est 40 minutes je crois, donc... et j'en fais souvent. » [Emeline, 18 ans, étudiante en MFR – élevage porcin.]

« La période de l'adolescence, on est un peu isolés de la ville, moi, je sais que j'aimais beaucoup Chambéry, je descendais souvent en stop à Chambéry. Ou même, j'ai eu plein d'orthodontistes ou des trucs comme ça, pour tous les rendez-vous, beh, quand les parents bossent, t'es obligée de descendre en stop quoi, parce que le bus il y en a un le matin à 6 h, il y en a peut-être un le midi... [...] donc, pour peu qu'on ait rendez-vous en milieu de matinée, on va pas prendre celui de 6 h, ou pareil, si on a rendez-vous en fin d'après-midi, on va pas prendre celui de midi parce que si on a rien à faire en bas... Du coup, ouais, beaucoup de stop. » [Cléa, 21 ans, étudiante en élevage canin.]

Elles ont toutefois conscience de braver ou d'avoir bravé un interdit de genre. « Je fais du stop mais j'ai plein d'amis qui oseraient pas faire du stop, et où les parents souhaiteraient pas qu'ils en fassent » remarque Emeline, qui se fait régulièrement rappeler à l'ordre : « Même quand je fais du stop, bon les gens ils me disent : T'es une fille, t'as pas peur de faire du stop quand t'es une fille ? »

Dans la pratique, les filles sont surtout embauchées par « les gens » qu'elles connaissent directement ou par réseau d'interconnaissances, ce qui en complique concrètement la pratique puisque les parents risquent à tout moment d'en être informés. C'est d'ailleurs grâce au stop qu'Emeline a rencontré le maire. Cette pratique en contradiction avec les interdits de genre procure un sentiment de liberté et de distinction entre celles qui en font et les autres.

Et puis d'être en Chartreuse aussi ça m'a appris à faire du stop ! Et ça c'est cool quoi. Franchement, je suis contente, parce que je sais pas si j'aurais eu les couilles de le faire si j'avais eu d'autres solutions. C'est parce que j'avais pas d'autre solution que... Et ça, ça m'a donné une liberté de fou quoi, un sentiment de liberté de fou. » [Roxane, 21 ans, « mère au foyer », 1 enfant.]

Bien que plusieurs communautés de communes des terrains enquêtés aient mis en place des systèmes d'auto-partage ou de « réseau citoyen d'auto-stop organisé », aucune des jeunes femmes rencontrées ne les a utilisés. Elles connaissent et se donnent entre elles les « bons plans », c'est-à-dire « là où ça prend vite ».

2. Être sportive en milieu rural : expérience des inégalités de genre

Les territoires sont inégaux quant aux activités de loisirs proposées aux jeunes, à la fois en raison du potentiel naturel disponible (littoral ou montagne pour deux d'entre eux *versus* « campagne » pour les deux autres) et du développement économique et de loisirs qui y sont liés, puisque l'attractivité touristique influence les politiques d'équipements des deux communautés de communes étudiées situées dans la Chartreuse et du Finistère. Toutefois, les difficultés liées aux offres de loisirs « encadrés » ne sont pas seulement l'apanage des deux territoires les moins touristiques : dans les quatre intercommunalités, durant leur enfance, les filles réussissent à pratiquer des sports et des activités, y compris dans les bourgs ou les petites villes des environs (ce qui nécessite cependant une organisation conséquente pour les mères qui se chargent des modalités de transports des groupes d'enfants), même si celles vivant dans les hameaux les maisons isolées sont moins nombreuses à en avoir fait l'expérience. À cette période de la vie, les jeunes femmes ne décrivent pas de disparités fortes entre leur situation et celle des garçons, elles font toutefois part de la dispersion des équipements sportifs (et donc l'éloignement de l'offre) sur de grandes distances, ce qui devient rapidement un frein pour les familles. Le temps nécessaire pour rejoindre les équipements spécifiques où se jouent les entraînements de tel ou tel club s'ajoute aux autres charges parentales : organisation des journées, modalités de déplacements ou encore coûts des déplacements. Notons aussi que cette question des déplacements reste plus « problématique » pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes, parce qu'elles sont moins nombreuses à pratiquer, ont moins souvent de deux roues et pratiquent moins l'autostop....

Au-delà, on observe des différences sociales dans les modalités de la pratiques sportive pendant l'enfance, l'initiation à l'école n'engendrant pas forcément une pratique en club. Même si le sport est en effet l'un des signes distinctifs de la jeunesse, l'origine sociale continue de peser largement sur les pratiques, y compris parmi les jeunes femmes en milieu rural. À l'entrée dans l'adolescence, les jeunes femmes des milieux les plus modestes sont plus nombreuses à n'avoir jamais pratiqué d'activité « en club ». Celles issues des familles populaires plus installées citent davantage des sports collectifs (twirling bâton, judo, handball, football, basketball). Celles des milieux plus favorisés sont quant à elles plus nombreuses à avoir déjà pratiqué des sports individuels (danse, équitation, natation, gymnastique). La pratique du sport seule ou en famille reste quant à elle très marquée socialement : ce sont surtout les filles des petites classes moyennes à fort capital culturel qui pratiquent les sports de voile, le surf, la randonnée ou le ski durant leur temps libre. Les jeunes femmes venant des fractions les plus précaires des classes populaires diront dans les entretiens « j'aime pas le surf », « la mer c'est pas trop mon truc » ou encore « je déteste le ski », afin d'expliquer leur non-pratique d'une activité sportive, pourtant symbole de leur territoire, où il attire des milliers de touristes. L'argument des préférences personnelles semble plus acceptable que celui de l'inexpérimentation (excepté les temps de découverte avec l'école et le centre de loisirs) liée à l'inaccessibilité de ces loisirs.

La constitution du corpus d'enquêtées avec des jeunes femmes âgées de 14 à près de 30 ans met en évidence combien les pratique d'activités encadrées sont surtout le fait des plus jeunes. En grandissant, les jeunes femmes investissent leurs études ou le travail, donnent des coups de main dans leur entourage familial, « préfèrent » passer leur temps libre seules, avec des ami-e-s, en couple :

autant de « préférences » qui nécessitent d'être déconstruites au regard des attentes sociales qui pèsent sur elles.

Équipements et entraîneur·se·s : implication des familles et ruptures dans les pratiques

Dans chacun des territoires, les jeunes femmes disent avoir eu le choix entre « quelques sports » et ont dû parfois s'orienter par défaut, compte tenu de la faiblesse de l'offre destinée aux filles. Au moment de l'enquête, les jeunes pratiquantes sont les plus jeunes des enquêtées, scolarisées en collège ou lycée, elles ne sont pas encore entrées sur le marché du travail et, par ailleurs, aucune des jeunes femmes inscrites dans le dispositif de la garantie jeunes n'est dans un club sportif. Dans leur famille, leurs mères sont une minorité à faire du sport ou à avoir déjà été dans un club sportif, même si elles soutiennent pour une grande partie les activités de leur fille. Quand elles ont une fratrie, leur frère et/ou leur sœur ont déjà pratiqué une activité sportive ou, du moins, cela leur a été proposé par les parents. Du côté de leurs ami·es, elles ne jouent pas forcément avec des filles de leur « bande », mais se reconstruisent un autre groupe autour de l'équipe sportive. Ce nouveau réseau d'amies transcende parfois celui du lycée.

L'offre d'activités sportives dépend des logiques locales et sportives ainsi que de l'engagement des parents : pendant l'enfance, les filles pratiquent souvent en équipe mixte, l'entrée dans l'adolescence induit une non-mixité des activités sportives qui a des conséquences à la fois sur les sports possibles et sur les lieux où ils peuvent être pratiqués. C'est ce qu'explique Lou, 15 ans (père : serrurier, mère : sans emploi, gère une association culturelle) qui joue dans l'équipe de basket depuis 7 ans. Après avoir testé quelques séances de handball où l'entraîneuse « était très stricte et passait ton temps à crier », elle s'est tournée vers le basket. Une voisine plus âgée en avait déjà fait et elle a vu le stand au salon des associations qui se tient tous les ans dans la petite ville centrale de l'intercommunalité où elle vit (sa mère s'y rend pour son association de peinture « pour présenter les tableaux qu'elles font » et y emmène ses filles « depuis toujours »). Pendant 7 ans, Lou et les filles de son équipe (qui passe de 10 à 7 membres au fil des âges) ont été coachées par le père de l'une d'elles, ancien pratiquant de basket qui a accepté de les entraîner par défaut de candidat, mais qui a arrêté l'an passé et a été remplacé par le père d'une autre joueuse, militaire non-basketteur.

« Le père de Fleur a un peu monté le club. En fait, le club existait, mais s'il n'avait pas été là, on n'aurait pas pu en faire, car sans entraîneur, pas de basket (rire) et, ici les gens, ils sont surtout sur le foot et plutôt le foot garçons quoi. [...] Il était troooooop bien comme entraîneur. Il a voulu arrêter quand elle est partie au lycée. Et cette année l'entraîneur [...] c'est un militaire... c'est un militaire, donc c'est beaucoup plus de physique... et il n'a jamais fait de basket ! C'est juste parce que sa fille fait du basket avec nous et c'était pas pour que l'équipe s'arrête qu'il a fait ça. » [Lou, 15 ans, collégienne.]

Le récit de Lou montre bien la fragilité d'une pratique sportive en milieu rural, qui est imbriquée dans les trajectoires personnelles des jeunes et des entraîneur·es. Des jeunes d'abord, parce que compte tenu de la taille réduite des équipes, tout abandon en cours d'année met en péril le bon déroulement des matchs. Des entraîneur·es ensuite, parce que comme le fait remarquer Lou, bien qu'elle n'apprécie guère le nouvel entraîneur, elle se considère comme « chanceuse » car pour d'autres de ses copines, le sport s'est tout simplement arrêté avec le départ de l'entraîneur·se. Le déménagement ou le désengagement d'un·e

intervenant·e ou d'un·e entraîneur·se se traduit alors par la suppression d'une activité et donc l'arrêt de la pratique pour les filles, comme cela s'est produit pour la danse dans trois des territoires enquêtés.

Quand elle évoque les créneaux de basket, Lou les compare sans cesse avec ceux des garçons : ils en ont plus et surtout « à des horaires qui sont mieux ». Les garçons ont davantage le choix entre plusieurs clubs de basket des environs tandis qu'elles n'en ont qu'un seul. Plus généralement, Lou insiste sur les équipements en disant que les filles manquent de terrains couverts « parce qu'il ne fait pas toujours beau ici, et puis on veut pouvoir s'entraîner dedans, comme les gars ».

Lou ne sait toutefois pas si elle va continuer le basket après le collège, car au lycée, avec l'internat, les emplois du temps sont plus contraints et elle souhaite « garder du temps pour les copines et tout et puis [se] reposer ». Mais surtout, ce qu'elle redoute « c'est de jouer en sénior », comme c'est arrivé à Fleur, sa copine, d'un an plus âgée, qui s'est confrontée au problème. Effet d'âge et de structuration des équipes, à partir de 15 ans les jeunes femmes jouent dans la même équipe de basket que les femmes. Si le problème des horaires des entraînements est important, ce n'est pas le seul : jouer avec des adultes semble bien moins enthousiasmant.

« Elles jouent le vendredi soir à 20 h, genre t'as que ça à faire après l'internat. T'es fatiguée de ta semaine, tu veux voir ta famille et tes copines et t'as basket ! Pfff rien que ça... [...] En plus dans l'équipe des séniors, à ce que nous a dit Fleur, c'est que des femmes genre des vieilles (rires gênés) enfin comme des mamans et tout. C'est pas des filles jeunes comme nous, alors dans les délires, c'est pas trop ça. » [Lou, 15 ans, collégienne.]

Les sports collectifs sont des lieux de sociabilité importants à la fois parce qu'ils construisent des « équipes » et qu'ils permettent des mobilités intra-départementales voire intrarégionales. Le club permet de construire (et développer) un réseau d'amies au-delà du cadre scolaire et de dépasser les réputations locales. Dans les équipes, les tensions existent et certaines « mettent des soufflantes » à d'autres quand elles manquent à leurs obligations de présence ou de participation au groupe. Lou l'a déjà fait à deux des joueuses qui ne s'investissaient pas suffisamment et qui « étaient absentes trop souvent aux matchs du week-end, soit-disant parce qu'elles avaient mal, mais on sait que c'était pour rien faire avec les autres ».

Quels que soient leur âge et leur territoire, les jeunes femmes rencontrées décrivent leurs conditions d'exercice d'activités sportives en club bien plus limitées que pour les jeunes hommes vivant au même endroit. Cette conception différentielle peut s'expliquer par une conception genrée de l'adolescence, période pendant laquelle les activités des garçons sont davantage pensées sur le mode de la dépense physique et encadrées, naturalisant au passage des besoins des jeunes hommes vers des activités sportives au risque qu'ils soient dangereux et/ou violents. C'est sur le foot que se cristallisent les tensions, tant ce sport prend une place importante dans l'activité et les réseaux locaux, mais les jeunes femmes en sont pourtant tenues à l'écart, à partir de l'adolescence. L'entrée au collège et l'adolescence constituent en effet des formes violentes de rupture pour les filles, qui ne peuvent plus bénéficier aussi facilement des sports dont la pratique était mixte jusque-là. Talina, 17 ans (père : charpentier, mère : employée dans l'administration) a longtemps demandé à faire du football, comme ses frères, avec son père entraîneur de l'équipe masculine. Élément important dans la vie familiale, le foot devient aussi un élément central dans le style de vie de Talina et lui a permis de construire une relation de complicité avec son père et ses frères. Malgré cette socialisation sportive et sa proximité avec les copains de son frère, joueurs dans l'équipe de foot, ses compétences sportives ne lui

permettent pas d'être intégrée au groupe des garçons et ne légitiment pas plus sa pratique du foot, ce qui s'exacerbe à l'adolescence. « Tout s'est coincé à partir du collège », dit-elle, c'est à partir de cette période qu'elle a entendu les garçons dire que « ce n'était pas un sport de filles », et ses parents qu'elle pouvait « choisir autre chose ». Déterminée, à 14 ans, elle décide de fonder la première équipe féminine avec une copine. À quelques-unes, elles s'entraînent dans un village où il y a un stade désaffecté, loin des structures avec gradins réservées aux garçons ; l'objectif était d'avoir leur « propre terrain » et « d'éviter les attaques » de ceux les accusant de prendre trop de place. Talina comme Lou dit aussi avoir fait l'expérience de remarques sexistes pendant les entraînements ou les compétitions, de la part des garçons, mais aussi des entraîneurs. Elles sont confrontées à une « double contrainte » : « maîtriser une gestualité sportive "masculine", tout en démontrant leur appartenance à la catégorie "femme", pour échapper aux processus de stigmatisation. » (Mennesson, 2004, p. 70).

3. Des activités populaires inscrites dans les sociabilités locales

À côté de ces activités de loisirs encadrées et souvent ségréguées selon l'âge, des jeunes femmes pratiquent des activités moins encadrées, qui participent d'une certaine sociabilité locale, populaire et féminine rassemblant plusieurs générations. Ces activités peuvent être plus ou moins sportives, mais revêtent une importance pour les jeunes femmes tant elles contribuent à les insérer socialement et localement dans des réseaux, en leur permettant de renouveler leur réseau d'interconnaissance. Ces activités de loisirs rythment la vie des jeunes femmes et contribuent largement à limiter le sentiment d'isolement, voire l'ennui, qu'elles peuvent décrire par ailleurs (Clair, 2011a ; Coquard, 2016a), mais surtout elles constituent autant de moments qui leur permettent d'avoir du temps « à soi » et « pour soi » dont elles peuvent user à leur guise, sans se sentir obligées de faire quelque chose en particulier..

« Retourner » pour « faire vivre » le foyer des jeunes : participation dans la vie locale

Dans les quatre territoires, lorsqu'ils existent, les foyers de jeunes sont surtout fréquentés à l'année par les préadolescents. Un public en chassant un autre, les jeunes femmes rencontrées y vont peu considérant que c'est surtout pour les « petites » et qu'elles manquent de temps, mais quand le foyer des jeunes est fréquenté majoritairement par des garçons, on n'y trouve plus de filles.

Les jeunes femmes qui ont fréquenté le foyer quelques années en soutiennent davantage les activités et participent aux événements dans une forme de reconnaissance pour les animateur-trices, qui se « donnent du mal ». Elles répondent présentes quand les animateur-trice-s les sollicitent pour donner un coup de main ou les invitent à une soirée spéciale au foyer. C'est également le cas de celles dont les mères s'y investissent, comme le racontent Lola et Talina, qui ont accepté avec plus ou moins d'enthousiasme de s'impliquer dans l'association depuis que leur mère a « repris le foyer ». On le verra, les pères en sont presque toujours absents. Les autres jeunes femmes, celles qui n'ont pas fréquenté le foyer des jeunes y viennent par « solidarité de groupe » avec leur copines, ou n'y vont jamais

comme Lizéa et Prune, qui ne se voient pas aller au foyer de jeunes, selon elles accaparées par les « vrais locaux ».

Lizéa : Après, y a un foyer des jeunes.

Prune : J'y suis même pas allée.

L : Ben, c'est pareil, c'est le même cercle qu'est là depuis toujours, qu'on retrouve au loto, au puzzle, au foot. C'est les mêmes.

P : Ça me dérange pas moi, je fais autre chose.

L : C'est sympa le foyer des jeunes, ben, pour les jeunes de L. Ils font des voyages, ils sont partis à... je sais plus Europa Parc ou je sais pas quoi, Parc Astérix. Ils lavaient des voitures pour financer. »

[Lizéa, 16 ans et Prune, 15 ans, lycéennes.]

Chaque événement est l'occasion de montrer son réseau et de s'assurer de sa notoriété, mais aussi de marquer son intégration dans le groupe local. Comme dans d'autres activités, elles y reçoivent des formes de reconnaissance de la part de la communauté, y compris à travers la médiatisation de certains événements à l'image de la soirée « Miss & Mister Lanvéoc » 2018, à laquelle nous avons pu assister. Cette élection se déroule tous les ans avant l'été et constitue une occasion de célébrer la fête du foyer des jeunes avec les familles. Si tout le monde arrive ensemble, les adolescents prennent à manger et s'échappent assez rapidement de la salle principale pour rester entre eux, dehors, et écouter de la musique à partir de leur portable. Dans la grande salle, les mères d'enfants en bas âge restent aux grandes tablées auprès de leurs propres parents et parfois grands-parents. Les jeunes pères, eux, font des allers-retours avec l'extérieur, vont donner un coup de main aux grillades et reviennent aux tablées familiales. Dans ces occasions, comme toute la famille vient, les jeunes femmes ne disposent d'aucun mode de garde. En effet, des travaux antérieurs ont montré combien la famille joue un rôle central dans la garde d'enfants en bas âge, surtout dans les milieux populaires (les femmes employées et surtout ouvrières ont nettement moins recours aux assistantes maternelles et aux crèches que les femmes cadres ou exerçant des professions intermédiaires) : plus que dans d'autres catégories sociales, les femmes s'organisent pour faire garder leurs enfants par un membre de leur famille (Siblot *et al.*, 2015).

L'élection de « Miss et Mister » est le temps fort de la soirée, mais sert également de lancement à la soirée dansante, moment à partir duquel les lumières sont moins fortes et où chacun.e doit investir la piste. L'élection de Léa et Romain a été commentée par les jurys, soulignant à la fois leur parcours scolaire et leurs passions, mais surtout mettant en avant le fait qu'ils sont des « jeunes du cru ». Ici, le capital social populaire rend possible l'existence de scènes « où le style populaire peut s'épanouir sans être dédaigné » (Retière, 2003). On y retrouve donc les familles bénéficiant du capital d'autochtonie, tandis que les jeunes femmes de conditions plus précaires ou populaires, déjà marginalisées, s'auto-excluent davantage de ces sorties et festivités locales. La mobilisation du capital d'autochtonie est l'occasion de redessiner les hiérarchies familiales et participe à la production de rapports sociaux de différenciation.

EXPRESS

Lanvéoc. Léa et Romain, Miss et Mister de la commune

La soirée année 80 organisée par l'association Lanvo'jeunes, samedi 23 juin, a donné l'occasion au collectif des associations de Lanvéoc d'élire les ambassadeurs 2018 de la commune. Un jury composé de représentants de différentes associations a désigné Léa Bertout et Romain Le Brenn, qui sont donc désormais Miss et Mister Lanvéoc. Ils ont été récompensés par un pass trois jours pour le festival du Bout du Monde et ils participeront aux prochains grands événements festifs de Lanvéoc, comme lors le pardon de Sainte-Anne, les 28 et 29 juillet.

Source : *Le Télégramme*, lundi 25 juin 2018.

Avec deux autres jeunes femmes, Léa Bertout a accepté de participer à l'élection de Miss Lanvéoc 2018. Une autre candidate expliquera que c'est surtout pour « rigoler » et « faire plaisir à l'animatrice qui se bouge grave pour le foyer », « pour soutenir » qu'elle a accepté de participer. Toutes souligneront que cette participation est l'occasion de « faire la fête tous ensemble ». Du côté des jeunes hommes, il a été bien plus difficile de trouver des jeunes candidats (2), deux hommes plus âgés ont alors aussi été invités à y participer.

De la zumba au loto : l'entre-soi féminin hors des maisons

L'allongement de la période de la jeunesse permise par la phase d'entre-deux entre les études et l'arrivée du premier enfant, et marquée par les premiers emplois permettant dans une certaine mesure une indépendance financière sont l'occasion pour les jeunes femmes d'avoir des pratiques de loisirs variées, y compris hors de leur domicile. On l'a vu, les clubs de foot des villages continuent d'être surinvestis par les hommes constituant ainsi des institutions masculines en milieu rural (Coquard, 2015 ; Orange, Renard, 2018 ; Renahy, 2010), mais les jeunes femmes ne sont pas pour autant exclues des pratiques sportives, même si celles-ci sont moins encadrées et ont plus rarement lieu en club que les garçons. Si la mise en couple ou l'arrivée d'un enfant ne signifie pas forcément l'arrêt du sport, c'est pourtant souvent le cas pour celles qui exercent un emploi en parallèle. Elles se trouvent alors à devoir investir davantage la sphère domestique et la charge des enfants en bas âge leur revient largement. À cela s'ajoute la culpabilité de ne pas passer « suffisamment de temps » avec leur enfant et/ou leur conjoint et les difficultés de mode de garde « aux heures qui iraient bien ». Autrement dit, la mise en couple et l'entrée dans la parentalité induisent une redéfinition des pratiques de loisirs des jeunes femmes, tandis que cela semble être moins le cas pour les jeunes hommes.

La zumba fait alors partie des activités sportives occasionnelles ou régulières citées par les jeunes femmes plus ou moins âgées du corpus. Elles la pratiquent lors d'événements organisés par des associations locales ou parfois par des magasins de sport ; très rares sont celles qui sont inscrites dans des salles de sport bien que l'enquête ENRJ montre que 29,5 % des jeunes femmes en milieu rural (et 33,2 % des jeunes hommes) adhèrent à un club de sport ou prennent un abonnement dans une salle de sport (club de gym ou fitness).

Depuis quelques mois, Mathilde, 28 ans, garde d'enfant à domicile, pratique le fitness en plein air qu'elle a trouvé via un groupe Facebook local, le même que fréquente Margaux, 17 ans, avec sa mère, et que la cousine de sa voisine. Une fois ou deux fois par semaine, une dizaine ou parfois une quinzaine de femmes d'âges différents se retrouvent pour faire du sport ensemble dans un lieu central, mais qui n'est pas à la vue de tou-te-s, afin de préserver ce temps entre elles. Ailleurs, des jeunes femmes

parlent des danses bretonnes ou encore de groupes pour se retrouver et faire de la zumba « ensemble... entre filles », alliant danse, sport et entre-soi féminin : « Il y a des filles d'un peu partout qui viennent. Des petits villages et puis de la petite ville aussi, on est 12 ou 13 mais ça peut monter à plus parfois. Souvent on rigole et tout et puis c'est là que t'apprends des trucs aussi (rires) », dira l'une d'elles. Ces temps dédiés à se dépenser, à sculpter le corps féminin, et au souci de l'apparence (Arborio, Lechien, 2019), peuvent aussi se transformer en lieux de solidarité collective entre jeunes femmes où il est possible de parler des expériences des unes (maternité, mariage), souvent pour « prévenir » les autres, ces moments constituant en creux des rappels à l'ordre de genre.

Au-delà des activités sportives – qui ne sont pas toujours codées comme telles par les jeunes femmes comme la zumba qu'elles classent dans la « danse » –, les soirées organisées par les associations des communes ou des villages des environs font partie des formes de participation à la vie locale. Les « soirées lotos » sont ainsi évoquées, où se croisent les différentes générations de femmes, mais aussi où « on peut être entre copines », dans un moment calme. Eve, 21 ans, est longtemps allée au loto de Nz situé à 30 km de chez elle, d'abord avec sa mère et sa grand-mère, puis avec ses copines : « On y allait tout le temps, il y en avait presque tous les samedis avant. Bon, maintenant c'est arrêté quoi, ça dépend des... des temps, des saisons. » Là-bas, elles discutent : « On parle de tout, la fille de truc qui a eu un enfant, l'autre qui est enceinte de qui ou bien aussi, qui s'est marié, qui a divorcé et tout... c'est là aussi que tu apprends les cancons (rires) » raconte une jeune femme, lors d'un entretien de groupe dans les Deux-Sèvres. Mais au-delà des ragots, c'est aussi dans les lotos que peuvent s'échanger les jobs, les bons plans et autres formes de soutien permettant notamment de rompre les situations d'isolement vécues par certaines femmes qui habitent dans des maisons reculées, par exemple.

Investir des bastions « masculins » sur le temps des loisirs

Parmi les jeunes femmes rencontrées, une minorité a des activités qui participent plutôt d'une sociabilité masculine, comme Elia, qui a longtemps accompagné son père au club de pétanque local et qui « monte avec lui les sonos pour les fêtes » organisées dans les villages alentour (anniversaire, mariage, etc.). Pour autant, une partie des jeunes femmes rencontrées fréquente des « bastions masculins ». La fréquentation d'un club sportif légitime aussi la participation aux événements des autres clubs : Adèle et Coralie, très impliquées dans la vie de la jeunesse de Vs (village situé dans l'intercommunalité de Parthenay) sont très investies dans le club de danse, ce qui induit des représentations régulières aux divers événements locaux et leur donne accès aux soirées du club de foot du vendredi. Dans la petite ville de Bg dans les Ardennes, c'est le club de handball de la ville qui est un lieu important de l'animation locale, les jeunes femmes qui y jouent, ou qui ont des membres de leur famille qui jouent, vont aux matchs et aux soirées organisées par le club, chacune de ces soirées étant l'occasion de sortir et de fréquenter les garçons.

La mise en couple, comme le fait d'être proche de son père ou de son frère (entraîneur ou président du club) vient aussi modifier les pratiques de loisirs. Certaines jeunes femmes vont apprécier de « passer du temps » avec leur partenaire en l'accompagnant dans ses activités, s'affirmant comme « soutien toujours utile », elles peuvent alors investir des espaces dont les femmes sont traditionnellement tenues à l'écart, à l'image des entraînements de football, des parties de pêche ou des sorties en moto

par exemple. On le verra par la suite, la mise en couple participe largement à modifier les sociabilités des jeunes femmes et également les pratiques de loisirs.

L'événement que constituent les matchs des clubs sportifs, et notamment ceux du club de football local, est un autre exemple qui permet de saisir les sphères de sociabilités des jeunes femmes. En tant qu'institution importante de la vie locale, les matchs locaux de foot masculin restent fédérateurs : c'est l'occasion de « croiser tout le monde », le dimanche, pendant le match. À l'issue des matchs, les clubs organisent souvent des apéros et des repas (grillades) où, comme leurs mères, les jeunes femmes sont attendues pour aider. Comme le soulignent Sophie Orange et Fanny Renard, « les fêtes estivales dans les communes rurales sont souvent des lieux où se rejouent la division sexuée des tâches domestiques et la prise en charge, par les femmes, de l'intendance liée aux loisirs masculins » (Orange, Renard, 2018, p. 77) : les jeunes femmes rencontrées tiennent les crêperies et font des gaufres, gèrent les buvettes, se chargent de la décoration et de la préparation de la salle, servent les repas. Les jeunes hommes, eux, sont appelés au montage des barnums ou préposés aux grillades. L'observation de plusieurs fêtes de village ou de fêtes de foyers de jeunes a montré que, lors des remerciements officiels, le travail des hommes, visible et nécessitant de la force physique (à l'image du montage des barnums), était davantage valorisé et distingué que celui des femmes, considéré comme « normal » pour le bon déroulement de la vie locale. Les jeunes femmes mobilisent alors des compétences acquises dans le cadre scolaire comme la comptabilité qui, quand elle est « bien faite », leur confère une certaine notoriété et respectabilité locale.

4. « Profiter » de son temps libre : des réalités contrastées

L'occupation de leur temps libre par les jeunes femmes modestes vivant en milieu rural ne se cantonne pas aux activités sportives, loin de là. Dans les entretiens, à de multiples reprises, la question revient de vouloir « profiter » du temps hors école, hors travail, hors dispositif, autrement dit d'avoir du temps à soi pour soi. La mise à profit de son temps libre par les jeunes femmes rencontrées se concentre dans l'espace domestique, avec la télévision et internet en toile de fond. Si la contrainte budgétaire pèse fortement sur les loisirs culturels et sur leur fréquence, cela ne peut suffire à expliquer les pratiques juvéniles, l'exemple du visionnage de film étant à ce titre révélateur : les jeunes femmes (comme les jeunes hommes) regardent avant tout des films en *streaming* sur internet ou à la télévision, bien plus rarement au cinéma – qui fut pourtant longtemps un loisir populaire. Dans des espaces géographiques marqués par un éloignement des équipements de loisirs, notamment juvéniles (cinéma, bowling, *lasergame*, etc.), les pratiques de loisirs dans les foyers sont importantes. Les trajectoires scolaires des jeunes femmes comme celles de leur entourage sont marquées par des études relativement courtes et plus souvent professionnalisantes, elles fréquentent donc peu d'enfants des classes sociales supérieures, ce qui contribue en creux à les éloigner des savoirs et des dispositions culturelles socialement légitimes.

Des pratiques numériques des jeunesses populaires

La baisse du coût des équipements informatiques, de la connexion à internet, de l'abonnement et des communications téléphoniques a largement réduit les écarts entre les classes sociales dans l'accès à l'équipement (Siblot *et al.*, 2015), même si les pratiques en lignes diffèrent en partie selon les milieux sociaux (les plus dotés en capitaux ont un usage plus diversifié que les autres). Dans les quatre territoires, seules quelques jeunes femmes habitent dans des « zones blanches » ou « aux limites du câblage d'internet » et n'ont donc pas de connexion à domicile, les contraintes techniques prenant ici le pas sur les arbitrages budgétaires des familles. Comme les autres jeunes de leur génération, elles passent ainsi des heures avec ou sans leurs copines à écouter de la musique sur Youtube tout en regardant une émission de télé réalité comme *Les Anges*¹⁸, dont elles commentent les personnages en même temps sur un groupe Whatsapp : les usages ne sont pas exclusifs bien au contraire. Elles regardent des séries en streaming entre copines et passent du temps à visionner des « *tutos* » (tutoriels) sur Youtube destinés surtout aux femmes – maquillage, mode, décoration, « petit » bricolage, ou encore cuisine – ; les passionnées iront, elles, regarder des « *tutos* » sur leurs centres d'intérêt spécifique (chiens, moto, voiture, surf, ski, etc.).

Ce temps libre est peu souvent utilisé pour pratiquer des activités artistiques, qui concernent davantage les jeunes femmes les plus dotées scolairement et/ou socialement. Ce qui ne signifie pas que les autres s'en tiennent complètement à l'écart : les jeunes femmes les plus modestes, mais ayant déjà eu des expériences professionnelles, disposent de menues ressources qu'elles mobilisent en partie dans des activités de loisirs s'articulant autour de travaux de bricolage (créations de bijoux et d'accessoires de mode), ce qui leur permet de percevoir aussi des revenus complémentaires. Mais quand ces activités « se transforment en "travail-à-côté" offrant une source de revenus supplémentaires ou une source d'économie sur les dépenses » on peut se demander s'il s'agit toujours des loisirs ou si cela relève de contraintes économiques (Siblot *et al.*, 2015, p. 193).

Dans ces activités, les jeunes femmes ont un univers tourné vers le foyer (leur chambre, leur appartement, les enfants ou encore leur fratrie) et, à travers les loisirs, elles cherchent à se reposer des contraintes objectives quotidiennes qui pèsent sur elles, ce d'autant plus qu'elles suivent des études (internat), sont de jeunes mères, ou de forts soutiens de famille ou encore que leurs conditions de travail sont caractérisées par une forte pénibilité. Ces activités sont aussi l'occasion d'organiser et de constituer leur mode de vie et leurs réseaux de sociabilités, en valorisant au passage un entre-soi à la fois social et sexué. « Avoir du temps pour se reposer », « ne rien faire » : autant d'expressions qu'elles utilisent et qui font émerger le fait que les jeunes femmes sont nettement plus sollicitées que les garçons dans les tâches domestiques, même si c'est à des degrés divers en fonction des classes sociales, de l'activité des parents, de leur propre activité et des ressources culturelles et économiques des parents ainsi que des rapports sociaux qui sont à l'œuvre entre eux. Le domicile familial peut alors constituer un « lieu de repli » (Gilbert, 2016) à l'écart des relations avec les autres groupes sociaux. Ce « repli » s'explique aussi par la lourdeur des mobilités : les jeunes femmes qui sont à l'internat en

¹⁸ *Les Anges*, anciennement *les Anges de la télé réalité* est une émission diffusée sur NRJ 12 depuis janvier 2011 ; elle comptait dix saisons au moment de l'enquête (2018). Sur la page que lui consacre Wikipedia, on peut lire : « Le principe est de faire cohabiter d'anciens candidats d'émissions de télé réalité dans une villa située dans une ville ou une région mythique d'un pays étranger, qui varie chaque saison. Le but des candidats est de percer dans leurs milieux professionnels grâce aux multiples contacts du parrain des Anges. » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Anges_\(émission_de_télévision\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Anges_(émission_de_télévision)))

semaine n'ont pas forcément « l'envie ni l'énergie » de sortir, une fois rentrées « chez elles » ; celles qui travaillent n'ont pas toujours « le courage de ressortir » après leurs heures de travail.

« J'ai pas de vie sociale en fait. Je passe mon temps sur Netflix, à tricoter ou à jouer aux jeux vidéo. Mais sinon je me lève à 5 h 30 du matin, je commence à 7 h, des fois à 6 h 30, je termine à 13-14 h, je reprends à 17 h jusqu'à 20 h 45. [...] Et encore, des fois, on a du ménage en plus l'après-midi, donc du coup ça me laisse le temps de rien. [...] Donc je me vois pas sortir même de 21 h à 23 h, après, je suis claquée le lendemain. Donc c'est vrai que j'ai pas vraiment de vie sociale. » [Agnès, 29 ans, aide à domicile.]

Rester chez soi, aller chez l'autre : le domicile au cœur des pratiques juvéniles féminines

Dans les espaces de sociabilités des jeunes femmes, les domiciles des unes et des autres sont largement cités. Le logement a une place importante dans l'existence sociale des individus, notamment parce que son rôle dans les sociabilités s'est renforcé (Gilbert, 2016). Et si le logement est le siège des relations familiales, il est aussi le siège de relations amicales, notamment pour les jeunes femmes, perturbées par le fractionnement du temps de travail et la précarisation des emplois. La présence ou l'absence des membres de la famille au domicile dans la journée et/ou dans la soirée est plus difficile à anticiper. Mila, 20 ans est fille d'ouvriers, sa mère travaille à l'usine de camions tandis que son père est à l'usine d'abattage et préparation des viandes en intérim, après avoir travaillé à la laiterie. Avant d'intégrer le dispositif de la garantie jeunes sur les conseils de la mission locale, Mila a passé « beaucoup de temps » chez elle, à regarder la télé, jouer aux jeux vidéo, manger et ne « rien faire ». Pendant ces mois sans école ni travail, elle n'a pas accueilli de copines et, dans son quotidien, il n'y avait plus de rencontres fortuites au bourg ou au supermarché ; ces rencontres reprennent maintenant qu'elle va à la mission locale tous les jours (lorsque nous la rencontrons, elle est au début du dispositif GJ dans la phase qui impose une présence quotidienne). Mila invite peu parce que la maison familiale est légèrement à l'écart d'un petit village où le car ne passe que deux fois par jour aux heures scolaires, mais aussi parce que, chez elle, « il y a souvent quelqu'un », et que « quand [son] père est là, il ne faut pas faire de bruit ».

« En fait mon problème, c'est que je ne sais plus trop qui est là quand. Ça change trop d'horaires dans la famille (rires). Parce que genre ma mère, à l'usine de camion [...] mon père à l'autre usine avec son contrat à l'usine, on sait pas trop jusqu'à quand ça dure. Parfois, il fait des pauses. Sinon, il travaille de nuit, enfin, il part dans la nuit et il rentre dans la matinée... [...] Donc si j'arrive avec une copine pour manger, il dort et faut pas faire de bruit, ou il est là et faut lui faire à manger. » [Mila, 20 ans, dispositif garantie jeunes.]

Benoit Coquard a déjà souligné qu'en milieu rural la fermeture des usines et la précarisation du travail, notamment des hommes, ont modifié les sociabilités et plus particulièrement les sociabilités féminines (Coquard, 2016b). Comme Mila, plusieurs jeunes femmes regrettent que leurs parents n'aient pas des emplois qui les contraignent davantage dans la journée « pour pouvoir inviter » et faire ce qu'elles veulent ; celles qui sont en couple auront des remarques assez proches concernant la présence en journée de leur conjoint.

« Avoir du temps libre » signifie, pour une grande partie des jeunes femmes rencontrées, pouvoir le passer chez soi, à regarder la télévision ou être sur internet pour regarder des films ou séries en streaming, faire ses courses en ligne, suivre des groupes de discussions sur les sujets qui les

intéressent, écouter de la musique. Quelques-unes, des « *gameuses* », jouent aux jeux vidéo en ligne et font partie de la communauté, y ont des amis et parfois y ont rencontré leur petit ami. Plus rarement elles écrivent des histoires ou lisent des romans sur Wattpad. La diversité des formes d'occupation du temps libre des jeunes femmes des classes populaires vivant en milieu rural met en lumière des pratiques culturelles variées, y compris du côté de la culture légitime à l'image de la production d'écriture (Lahire, 2004) : une minorité tient un journal et quelques-unes écrivent des poèmes ou des histoires.

L'occupation du « temps libre » est toutefois très relative, notamment pour les jeunes mères ou encore pour celles, installées en couple qui disent « pouvoir profiter du temps libre pour s'occuper de [leur] intérieur » ranger, s'occuper de la décoration, mais aussi faire le ménage ou la cuisine, autrement dit, s'avancer dans les tâches domestiques, car contrairement aux milieux sociaux plus aisés, les freins budgétaires font qu'il leur est matériellement difficile de sous-traiter ces tâches. Au-delà, même si l'éthos égalitaire a largement imprégné les milieux populaires et que l'on observe une envie de « partager les tâches » ou d'en déléguer quelques-unes aux jeunes hommes, la charge continue de peser spécifiquement sur les femmes. Pour autant, le travail domestique peut être « source de sentiments positifs, de fierté et de reconnaissance » (Siblot *et al.*, 2015). Ces tâches que les jeunes femmes effectuent bien souvent seules, peuvent aussi être réalisées en présence d'une bonne copine « qui vient tenir compagnie » après le travail. C'est ainsi qu'une jeune femme rencontrée dans un atelier bébé/parents racontera qu'elle profite du passage d'une de ses copines pour « faire son repassage » pendant la sieste de son bébé, car « c'est plus sympa ». Le caractère quotidien du travail domestique (tâches ménagères, aide à la famille, notamment soins aux enfants ou aux personnes âgées, préparation/aide à la préparation des repas, etc.) fait qu'il est plus difficile pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes de se libérer du temps hors du foyer, elles mettent alors en œuvre des manières d'y développer une sociabilité caractérisée par un entre-soi féminin. Néanmoins, cet entre-soi féminin est régulièrement mis à mal par la présence d'hommes (frères, pères, cousins, conjoint), ce qui s'explique par les emplois et le temps travail, mais aussi par l'organisation du travail domestique et éducatif auquel les hommes participent davantage (Coquard, 2016a ; Renahy, 2010 ; Schwartz, 1990).

Un espace domestique élargi : les domiciles des autres « pour faire la société »

L'occupation de l'espace domestique ne se limite pas à leur « chez elle », les sociabilités féminines se jouent aussi au domicile des autres, dans la journée ou en début de soirée plutôt qu'en soirée pour les plus âgées (en emploi et/ou mère), en fin d'après midi ou en soirée le week-end pour les adolescentes. Quand elles sortent chez leurs amies, les jeunes femmes font en partie la même chose que chez elles, mais chez les autres : discuter, être sur internet, regarder la télévision, écouter de la musique, s'occuper des enfants de la famille, garder leurs neveux et nièces ou leurs petit·e·s cousin·e·s, que ce soit à la maison ou pour les emmener se promener dans le village, dans la forêt, au bord de l'eau ou encore leur faire faire un tour de vélo. Dans ces formes d'occupation du temps libre chez les autres, les jeunes femmes sont davantage sollicitées et vont davantage visiter leurs grands-parents, leurs oncles et tantes, leurs cousin·e·s ou encore les voisins, ce qui montre que, si elles ont en charge la sphère domestique, elles sont aussi attendues – notamment par les femmes – dans la fréquentation de

l'espace domestique de leur entourage « pour donner un coup de main », « dire bonjour » ou comme dira l'une d'elles « pour faire la société ».

La désynchronisation des temps libres entre les parents et les jeunes femmes ou entre les jeunes femmes et leurs conjoints leur offre donc des temps de repos au cours desquels elles peuvent mobiliser d'autres réseaux amicaux ou développer des activités. Aline, 23 ans est aide-soignante et vient de partir de chez ses parents (mère : psychologue ; père : métreur dans la construction) pour vivre avec son conjoint (conducteur de pelle sur les chantiers). Avec sa mère, elle a appris à coudre : elle dit avoir les bases, mais ne crée pas de vêtements pour autant. Son « truc » à elle, c'est la vente de vêtements à domicile. Son réseau s'est d'abord constitué autour de sa mère et ses tantes, puis s'est progressivement élargi, bien que ce ne soit pas « facile ».

« Parce que j'aime pas les magasins, donc aller faire les magasins, non, donc la vente à domicile, ça me va bien, comme ça, je fais pas les magasins, c'est moi qui vais chez les gens et, en plus, je peux me faire plaisir, donc...

– C'est-à-dire tu vends chez les...

– Comme Tupperware en fait, c'est de la vente à domicile, mais de vêtements.

– Et du coup toi t'en prends aussi pour toi ?

– Oui, beh oui, tu te fais plaisir. Généralement, je fais une vente, je fais une réunion, je me rajoute deux trucs pour moi, tu vois, donc, tu vois, ça me fait un petit... ma garde-robe.

– Et tu fais ça avec des gens que tu connais du coup ou c'est...

– Alors du coup, le problème c'est que pour se faire un réseau, c'est dur, c'est pas facile. Donc au début je faisais ça avec ma maman, qui invitait des copines, après du coup, tu demandes à la copine si elle veut pas en faire une chez elle... Après, j'ai une collègue de boulot, j'ai mon esthéticienne, et ma belle-mère. Mais tu vois, c'est restreint, alors arriver à faire un chiffre d'affaires c'est compliqué, moi, j'avoue que c'est pas facile. [...] Et au final, j'appréhendais énormément au début, parce que t'appréhendes, tu te dis, je me retrouve face à cinq bonnes femmes, les bonnes femmes c'est des pipelettes, donc tu vas peut-être présenter ta collection, mais elles vont te couper, comment ça va... Et puis au final, tu fais, et puis si elles écoutent, elles écoutent, si elles écoutent pas, beh, elles regarderont les fringues à la fin et puis voilà. Non non, c'est un petit complément de revenu et puis voilà. » [Aline 23 ans, aide-soignante.]

Être aide-soignante et compléter son activité par la vente à domicile de vêtements permet à Aline de ne pas se retrouver pleinement dépendante des sociabilités d'Arnaud, son partenaire. Au-delà, on observe aussi que les décalages de leurs plannings professionnels lui permet de se retrouver seule dans son temps libre et de l'investir comme elle le souhaite. Arnaud apprécie peu l'envahissement de l'appartement du couple par des cartons d'accessoires et autres portants de vêtements qui « débordent dans le salon », à défaut d'une pièce dédiée, et qui constituent un frein pour inviter des gens. Les absences répétées d'Aline le week-end en raison des ventes de vêtements à domicile s'ajoutent à celles liées à son travail, autant de temps qu'elle ne peut consacrer à son couple, ce qu'il lui fait remarquer.

« Après, mon copain il me dit : "J'aimerais bien que t'arrêtes." Donc je vais finir la saison et puis je vais arrêter. Parce que du coup, beh, forcément, tu fais ça sur les week-ends parce qu'en semaine les gens travaillent. Donc déjà que j'ai pas beaucoup de week-ends, donc mes week-ends de dispo, il suffit que tu fasses une réunion, ça te prend facilement trois-quatre heures. Alors il dit : "C'est bien gentil, je veux bien que ça nous ramène un peu de sous, mais bon ce temps-là t'es pas avec moi quoi." Je dis c'est vrai. » [Aline 23 ans, aide soignante.]

Retrouver les ami·e·s « dehors » : l'espace public au village

Les entretiens menés avec les plus jeunes des femmes rencontrées confirment qu'un enjeu important du temps libre à l'adolescence est de pouvoir se retrouver entre pairs dans une sociabilité relativement protégée du regard des adultes. Comme en milieu urbain, en milieu rural, les groupes d'adolescents cherchent leurs propres espaces à occuper, où ils peuvent à la fois se cacher et se montrer, voir sans être vus. Les espaces étant limités et le contrôle social sur les fréquentations et les sorties étant relativement élevé dans certaines familles, l'utilisation d'un cabanon de jardin, d'une tente ou encore d'une caravane qui y serait installée, constitue une forme de glissement entre l'espace privé intérieur et le « dehors » dont elles parlent, bien qu'il reste privé. La présence parentale y est moins forte, mais les mères des unes et des autres « sont rassurées de savoir qu'on est là et que si on a un problème on peut appeler » explique Cassandra, 18 ans. Dans les premières expériences du « dehors », Lola a été la première de sa bande à avoir son permis de conduire, dès ses 18 ans, et elle raconte ses premiers retours de discothèque avec ses copines, quand elles dormaient « dehors », puis elle se reprend en précisant qu'elles dormaient « dans la caravane installée au fond du jardin de ses parents ».

« Quand on rentrait à 6 h du mat, on passait prendre les croissants pour la mère [en rentrant de discothèque], quand même, histoire de la remercier de nous loger du coup. Généralement, la voiture était pleine donc... on était à 5 du coup... pas forcément très discrètes quand on rentrait. Enfin, les filles étaient pas très discrètes. Après sinon, on dormait dans la caravane au pire, je me rappelle on avait fait des soirées, on rentrait de boîte, achetait des croissants, on les déposait sur la table et on ressortait dormir dans la caravane. On regardait des films jusqu'à ce que... on tombe quoi. » [Lola, 23 ans, animatrice et assistante d'éducation.]

Sans toujours parler des lieux dans lesquels elles ont pu dormir, lorsque les jeunes femmes évoquent les espaces publics qu'elles fréquentent dans les petites villes et villages, reviennent les stades, le city-stade et le skatepark. Elles y vont pour s'asseoir ou regarder les garçons pratiquer, plutôt que pour faire du sport (Bacou, Raibaud, 2011), ce qui interroge au passage sur la mixité dans l'utilisation des équipements de loisirs. Ici « y passer du temps » pour discuter signifie devoir s'asseoir « par terre en esquivant les flaques d'eau » ou les détritiques, les équipements ne prévoyant presque jamais de bancs (rappelant en creux aux spectatrices qu'elles n'y ont pas de place). Dans plusieurs des villages enquêtés, les stades restent fermés en dehors des matchs et des entraînements, les groupes de jeunes y entrent par effraction pour aller sur les gradins qui disposent d'auvents pour s'abriter de la pluie. Mais les jeunes ne se retrouvent pas tous à proximité des équipements sportifs. Dans les bourgs, des lieux sont choisis pour leur centralité : les gares (ou anciennes gares), les arrêts de bus, les marches de l'église. Faciles d'accès ces espaces abrités permettent d'être au cœur de l'animation locale pour voir ce qui s'y passe, « savoir qui fait quoi et avec qui ». Cherchant à être plus discrets, des petits groupes « squattent » un mur derrière le supermarché, ou les escaliers de secours d'un gymnase ou du foyer des jeunes.

De manière un peu plus marginale, dans les quatre territoires, les jeunes femmes décrivent des espaces investis par les jeunes, même si chaque groupe a ses territoires de prédilection (« là-bas, c'est le coin où il y a les cassos, nous on va ailleurs »). Certaines se retrouvent dans les lieux abandonnés (maisons désaffectées, anciennes usines ou blockhaus), quand d'autres vont au bord d'un lac ou de la mer, mais elles y font la même chose : elles discutent en groupes mixtes, écoutent de la musique, boivent de l'alcool et fument à l'abri du regard des parents, qui ont fréquenté les mêmes lieux quelques dizaines d'années plus tôt.

« Je suis plus sortie en plein air : se poser sur le bord d'un lac avec une bière, la cigarette. On discute, on rigole, on met la musique. On fait un peu les fous en restant dans un cadre normal. En s'en fichant de l'avis des autres. C'est notre vie on fait ce qu'on veut. » [Tiphaine, 19 ans, garantie jeune.]

Avec l'avancée en âge, les jeunes femmes participent davantage aux fêtes locales « où tout le monde se retrouve » y compris avec celles et ceux qui sont partie-s faire leurs études ou qui travaillent à la ville, mais qui reviennent pour l'occasion. Elles se rendent à ces événements en famille ou avec les enfants (les leurs ou ceux de leur famille) pour les divertir ; à l'adolescence ; cela leur permet de bénéficier de la voiture des parents tout en quittant le groupe familial « le plus rapidement possible » pour rejoindre leur groupe/leur bande à quelques dizaines de mètres, à l'écart des adultes.

On observe que les jeunes femmes disposant le moins de ressources économiques et ne venant pas d'une famille à forte notoriété ne fréquentent pas ces espaces de sociabilité juvénile, parce qu'elles n'appartiennent à aucun « groupe » « bande » ou « équipe », mais aussi parce qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires à ces sorties : « Pas de sous, pas de voiture, pas de permis », comme le résume Margot, 19 ans.

5. Sorties en ville : (re)faire partie de la jeunesse

La ville est au cœur de toutes les conversations des jeunes femmes, qu'il s'agisse des études, du travail, de la santé ou des occupations de loisirs. Même les jeunes femmes qui ne souhaitent pas émigrer et habiter en ville y sont confrontées au quotidien, tant les différentes sphères de sociabilités sont marquées par la fréquentations par les un-es et les autres de la localité la plus proche à la métropole la plus grande. La question de la ville abordée en entretien fait émerger les représentations et goûts (et dégoûts) territoriaux, les jeunes femmes mobilisant les récits des personnes de leur entourage. Paris fait figure de repoussoir en raison de sa taille jugée trop grande, de sa population trop nombreuse et des risques potentiels auxquels s'y exposeraient les filles : risque de se perdre, de se faire voler, de se faire agresser (sexuellement, mais pas seulement) et, depuis 2015, planent dans toutes les têtes les risques d'attentats.

L'étude des pratiques de loisirs et des premières sorties « entre potes », « entre copines », montre que les destinations les plus communes sont les moyennes et grandes villes les plus « proches », bien qu'elles soient considérées comme parfois comme « très loin » par les jeunes femmes. Dans les quatre territoires, on parle alors de Brest et Quimper, Cholet et Poitiers, voire Angers, Chambéry et Grenoble, Charleville-Mézières, Givet et Reims, des villes aux tailles et aux réalités fort différentes, mais qui disposent d'offres de service, de centres commerciaux, d'espaces de consommation et de loisirs inégalés dans les petites villes et les villages où grandissent les jeunes femmes. Les premières sorties en villes se font en famille, à l'occasion d'un anniversaire « pour marquer le coup » ou pour « aller chercher un cadeau », c'est aussi le lieu du shopping à l'adolescence « pour la rentrée scolaire » par exemple, mais aussi c'est en ville que les jeunes femmes ont accès aux médecins spécialistes (ophtalmologiste, orthodontiste, gynécologue). Avec l'avancée en âge et le gain d'autonomie dans les déplacements, elles y vont entre elles en car (moins souvent en TER) ou en voiture, ce qui nécessite une certaine organisation : il y a nécessité de remplir la voiture avec un maximum de passagères pour que le trajet soit « rentable », tout en ne le faisant « pas forcément trop savoir » à toutes, car les places sont limitées.

En ville, ce n'est plus « Brigitte boutique », « Chez Corinne » ou « Yolande », mais toutes les enseignes internationales qui permettent de renouer avec la mode juvénile : Jennifer, Kiabi, H&M, Bershka, Pool and Bear ou la Halle... autant de marques qui rappellent le milieu social d'origine populaire des jeunes femmes rencontrées. Celles issues des petites classes moyennes vont aller dans des magasins plus sélectifs, destinés à des sous-communautés ayant des centres d'intérêts communs comme ceux dédiés aux amateurs-trices de sports de glisse (skate), où l'accueil est plus personnalisé et les vendeurs « sympas ».



Yolande, boutique de vêtements, Parthenay, 2018.

Dans ces espaces commerciaux, elles achètent moins qu'elles ne s'y promènent et discutent, observent les autres, commentent les manières d'être et de se vêtir. Ces activités en ville constituent un espace temps d'entre-soi féminin où elles se conforment aux représentations sociales des pratiques genrées de shopping. « Bon après je reviens pas de Rives d'Europe [centre commercial de Givet, Ardenne] avec plein de sacs comme dans les films », explique l'une d'elle. En ville, elles en profitent parfois pour manger ou boire dans les grandes chaînes de fast-food qui offrent le même choix, sinon plus, que ce qu'elles trouvent localement, la marque en plus.

Au-delà d'être des lieux de consommation, ces lieux en ville offrent aussi l'occasion de pratiquer des activités de loisirs plus originales, qui n'existent pas toujours sur leur territoire ou qui ne sont pas « aussi bien », à l'image des bowlings et autres *lasergames*. La ville contribue aussi à la normalisation et à l'inclusion des jeunes femmes qui se sentaient jusque là « à part », « à côté » ou encore « avec des délires différents ». Elles y rencontrent des espaces de sous-cultures alternatives à leur groupe de pairs locaux, comme Roxane, qui rencontre « le milieu de la teuf » en traînant dans les parcs de la ville, ou Tiphaine, « sans trop d'amies à l'école », qui s'est liée d'amitié avec les « punks à chiens » et se constitue une petite bande hétéroclite. C'est aussi ce que racontent les jeunes lesbiennes, bisexuelles et transgenre rencontrées, décrivant les grandes villes comme l'espace des possibles où vivre leur orientation sexuelle et/ou identité de genre minoritaire, dans des espaces « safe [...] où d'autres personnes peuvent [les] comprendre, pas [les] juger, pas [les] regarder comme des... fous ! », diront deux jeunes trans rencontrés dans un lycée d'une petite ville des Deux-Sèvres. Ces lieux dans les villes, ils et elles les identifient grâce aux réseaux sociaux et aux groupes communautaires qui ont une certaine visibilité, tout en permettant la discrétion et l'anonymat dans les milieux ruraux.

Ces escapades en groupe sont l'occasion de confrontations avec des jeunes de la ville où toute forme d'interaction peut trahir leurs origines rurales, où elles peuvent ressentir de fortes différences avec les autres jeunes – garçons et filles. « On est différentes, même à nos manières de parler, les filles en ville elles sont bourgeoises on parle pas pareil ! Elles vont nous voir, nous regarder de haut... j'aime pas la ville pour ça [...] on se sent jugée » expliquera une jeune femme au moment de la restitution de cette enquête. Que les filles de la ville soient décrites comme « bourges » et superficielles, ou comme « cassos » et sans éducation, cela concourt à mettre en évidence une particularité des jeunes filles des territoires ruraux : « une certaine simplicité ».

Aller au bar quand on est une fille : stratégies dans les choix des lieux fréquentables

Les jeunes femmes qui ont des voitures et un emploi, à la fois plus âgées et plus autonomes, se rendent en ville pour accéder aux services publics ou aux professionnels de santé, mais aussi pour l'anonymat que procure la ville dans la fréquentation d'espaces sociaux qui leur semblent inaccessibles dans leur village, à l'image des terrasses des cafés et des bars. Car à la campagne, le bar est moins ouvert à tous qu'il ne le prétend : tout ce qui s'y raconte se répète et est amplifié et par opposition à la maison, il n'est pas l'espace des jeunes femmes (Coquard, 2016a). Dans les villages et les bourgs des petites villes, les jeunes femmes disent « ne même pas imaginer » aller dans les bars tant ceux-ci – quand il y en a encore – sont fréquentés essentiellement par les hommes ou les générations plus âgées, c'est risquer de s'exposer à des adultes, amis des parents, voire directement à leurs parents.

- « F1 : Nous, à F, on va pas au bar. Parce que... ben...
 F2 : Déjà, on est trop connues. Tous les parents nous connaissent, du coup, c'est chiant !
 F1 : On connaît trop de... de de grandes personnes qui y vont alors du coup... on préfère se voir ailleurs.
 F2 : On peut pas être nous-mêmes quoi.
 F1 : Ils iront dire à nos parents : oui ta fille elle est comme ça, elle est comme ça.
 F2 : Puis elle fume...
 Enquêteur : Vous pouvez pas être entre vous tranquilles ?
 F1 : Pas dans un lieu avec... pas un lieu public en gros. » [Entretien avec deux jeunes femmes de 17 et 18 ans, vivant dans une petite ville de 3 400 habitants.]

Exclues de ces bastions masculins (Orange, Renard, 2018), y aller serait s'exposer à des ragots, des remarques, voire une exclusion formelle, qui remettraient en cause leur respectabilité et/ou celle de leur famille. Dans les bars des villages, les jeunes femmes racontent qu'elles ne s'autoriseraient pas à boire de l'alcool ni à discuter sans se sentir observées et jugées. Les observations menées dans les centres bourgs confirment combien les lieux traditionnels des sociabilités masculines comme les bars-tabacs ou les cafés tendent à décliner dans les milieux ruraux (Benoît Coquard souligne d'ailleurs que cela modifie les lieux de sociabilités et contraint les groupes d'amis à investir les foyers [Coquard, 2018]). Lorsqu'ils sont encore ouverts, les bars en milieu rural sont pourtant bien fréquentés par des jeunes, mais essentiellement des jeunes hommes, avec une certaine répartition ceux fréquentés plutôt par les jeunes et les autres par les « anciens ». Sur le chemin de la boulangerie, de l'école primaire ou des habitations, les jeunes femmes, elles, se contentent de « passer devant » en jetant un coup d'œil pour savoir qui y est.

Des exceptions existent comme le bar tenu par les parents d'une des jeunes femmes – ce qui légitime leur présence et celles de leurs copines – ou encore le bar tenu par Valériane dont nous avons déjà parlé. Dans une des intercommunalité, un bar s'est même « adapté » en installant un coin avec des canapés sur une terrasse située dans une arrière-cour très prisée par les jeunes, y compris les jeunes femmes. Le patron, « un mec d'ici », gère lui-même les remarques faites aux jeunes femmes par les clients et les éventuels « mecs relous », au rang desquels ont noté « ceux qui ont trop bu », « les piliers », « les soulards » ou encore « les militaires », et « ceux qui veulent juste foutre le bordel ».

Les « bonnes boîtes de nuit »

L'enquête menée met en évidence le rapide déclin des lieux traditionnels de sociabilités juvéniles que sont les discothèques et autres boîtes de nuit. Sur chacun des territoires, on observe un nombre important de fermetures d'établissements entre la période de jeunesse de leurs parents et celles des jeunes femmes rencontrées. Ces fermetures s'ajoutent à celles des collèges ou des écoles, des entreprises et des commerces ou des bars qui participent au portrait « noir » des territoires ruraux marqués par les bâtiments vides et/ou abandonnés qui illustrent ce déclin. Les jeunes femmes sont ainsi nombreuses à décrire des territoires que leurs parents auraient connus, très éloignés de ceux dans lesquels elles grandissent aujourd'hui, confortant un discours pessimiste ambiant qui laisse imaginer que « c'était mieux hier ».

« F1- Franchement, ben, quand ma mère elle me raconte ce qu'ils faisaient à Rn, ben déjà, en fait, y avait pas les téléphones et ils se retrouvaient tout le temps dans les bars et tout. Moi personnellement je préfère leur jeunesse que la nôtre. Parce que nous, on est coupé du monde avec nos téléphones, on est tout le temps dessus, après on n'a pas beaucoup d'endroits où aller. Eux ils allaient tout le temps dans les bars et tout, ils se voyaient... ils avaient tous le permis.

F2 – Ben, y avait le... la première...

F3 – Merde, attends, c'était quoi la boîte, y avait une boîte à Vi' où ils se retrouvaient tous là-bas... ?

F1 – Putain merde, c'est quoi... c'est pas la guinguette c'est...

F2 – Ils allaient souvent aussi.

F1 – Le Sphinx.

F3 – Oui, le Sphinx.

F1 – Ouais, mais ils allaient dans une autre boîte, là, celle que tous les jeunes ils vont maintenant ?

F3 – Au César ?

F3 – Pas au César, je sais pas si elle existait à ce moment-là... y en avait une près de...

F1- Ils sortaient beaucoup, ils se voyaient tous les jours, enfin moi... Moi, leur jeunesse franchement elle me fait rêver, mais ce qu'il y a c'est que je me dis que j'aurais pas eu la même jeunesse qu'eux c'est, c'est un peu dommage je trouve, parce que... déjà, y a quasiment presque tout qui a fermé, en plus le lycée, je sais que y avait beaucoup plus de monde, parce que déjà nous on a que un bus pour Vi' et, eux, ils avaient au moins 4 bus avant alors... du coup, on voit direct qu'y a beaucoup moins de jeunes qu'avant et c'est ça qui est un peu dommage je trouve. » [Discussion entre trois lycéennes vivant dans une petite ville < 3000 habitants.]

Samedi 23 mai 2015 Le Télégramme

Le Faou. La discothèque « Le 29 » ferme ses portes

Dimitri L'hours

La boîte de nuit « Le 29 », située au Faou, a cessé son activité depuis hier. Une chose impensable il y a un an, alors qu'elle était encore fréquentée par près d'un millier de personnes !

La boîte de nuit « Le 29 » est située au Faou. L'établissement vient de fermer ses portes de manière définitive.



Ces boîtes de nuit locales font partie de la mémoire collective et leur fermeture contribue au sentiment de déclin de certains territoires et au « rien » qui les caractériseraient. Dans plusieurs entretiens, les jeunes femmes font la liste des discothèques que fréquentaient leurs parents à leur âge, et où ils se sont même parfois rencontrés, mais qui n'existent plus. Sur la communauté de communes Crozon-Aulne maritime par exemple, en une quinzaine d'années, près de six discothèques ont fermé leurs portes d'après les jeunes femmes rencontrées : à Crozon le Jabadao a été remplacé par une zone commerciale, à Lanvéoc le foyer de jeunes est dans le bâtiment de l'ancienne boîte de nuit, au Faou, « le 29 » a fermé comme le Via Note (ex-Mykonos) de Châteaulin. Sur la Presqu'île reste la Potinière à Morgat – la zone la plus touristique – et, dans l'intérieur des terres, il y a le Starlight à Pont-de-Buis. Autre exemple, dans les Ardennes, il n'y a plus aucune boîte de nuit dans la vallée entre Givet et Charleville, la

plus proche citée dans les entretiens est le Lindberg en Belgique, « sinon il faut monter à Charleville ». Dans les quatre territoires, chaque fermeture fait l'objet d'un article dans la presse locale, est au cœur des discussions des jeunes comme des « vieux », et l'on voit aussi des pétitions en ligne « contre la fermeture » de telle ou telle boîte. Jade, 23 ans (mère : décédée ; père : agriculteur) a grandi dans le même village que son père dont la famille est « agricultrice depuis des générations », sa mère vient d'un village situé à 14 km de là. Elle connaît le coin « comme sa poche », ce qui est facilité par le fait que sa famille accueille des apéros et organise régulièrement des diners, qui constituent autant d'occasions de s'informer sur l'actualité locale, Jade « connaît toutes les histoires... » Après avoir fait plusieurs « petits boulots, toujours dans le coin » – serveuse, vendeuse en boulangerie, ménages ou garde d'enfants –, Jade est aujourd'hui crêpière. Ces petits boulots, toujours au contact d'habitants locaux, offrent des temps de discussion – parfois très courts – mais qui lui permettent de « se tenir informée sur ce qui se passe ». À propos des lieux de sortie, Jade insiste longtemps sur la fin des discothèques de proximité, mais aussi sur les conditions et les contraintes qui s'imposent aux sorties juvéniles aujourd'hui, mais qui étaient épargnées les générations de ses parents ou de ses grands-parents. Elle critique au passage le faible investissement des « patrons » de boîte en prenant en exemple l'état des banquettes qui seraient les mêmes que lorsque leurs parents étaient jeunes. Une image de plus pour souligner la vétusté des établissements et la faible importance accordée aux lieux de sorties juvéniles, contrairement à ce qui se passe dans les grandes villes où les boîtes investiraient davantage pour conserver et développer leur clientèle.

« Ils [les parents] avaient le droit de conduire bourrés, eux, c'était comme ça. Et puis après, il y a eu beaucoup plus de boîtes de nuit, il y en avait sept-huit ici. Nous on n'en a qu'une et puis c'est pourri, enfin c'est... Eux-mêmes l'ont connu quoi cette boîte-là quoi. C'était de la merde. Même les banquettes sont encore les mêmes que celles de nos parents quoi. Oh, pour dire, c'est un peu Bagdad ! » [Jade, 23 ans, crêpière depuis 1 an.]

Dans les quatre territoires, les discothèques locales qui restent ouvertes sont fréquentées par toutes les générations, des salles ou des espaces séparent les jeunes des autres, et l'interconnaissance permet de rentrer « facilement ». Les boîtes « du secteur » permettent de « passer un bon temps », mais ne sont pas toujours considérées comme des « vraies boîtes [...] comme en ville ».

Tiphaine 19 ans (mère : aide ménagère en EHPAD ; père : maçon ; beau-père : sans emploi), inscrite dans le dispositif garantie jeunes depuis quelques semaines, vit dans un village de Chartreuse. Malgré des ressources économiques très faibles (le montant maximal mensuel de l'allocation de la garantie jeunes est de 492 euros) elle se finance « quand elle peut » (plusieurs fois par an) une sortie en discothèque dans la grande ville la plus proche.

« Une fois tous les 30 du mois, je vais en boîte. Je sors, je me vide la tête. Personne me connaît, je peux faire n'importe quoi, tant que je reste dans le respect de moi-même. » [Tiphaine, 19 ans, dispositif garantie jeunes.]

Si Thiphaine y va seule, d'autres jeunes femmes décrivent des pratiques plus collectives de la boîte de nuit. Elles s'y rendent en petits groupes, elles y rejoignent des ami-e-s d'enfance ou des études (lycée / BTS) plus rarement du travail. Elles y passent du « bon temps », mais restent prises dans les enjeux collectifs des réputations et de la respectabilité, et le « style populaire » (Retière, 2003) permis dans les fêtes locales doit être banni de peur d'être l'objet de mépris.

VI. Relations amoureuses, vie sexuelle, entrée dans la vie conjugale et poids de l'interconnaissance

L'allongement des études, la progressivité de l'entrée sur un marché du travail marqué par la précarité, la dépendance résidentielle au sein du foyer familial et l'acquisition de sphères d'autonomie au cours de l'adolescence, tout comme le report de l'installation en couple et de la première maternité, participent à la jeunesse sexuelle des jeunes femmes de classes populaires vivant en milieu rural. Cela contribue aussi pour les jeunes femmes enquêtées à un déroulement de leur biographie sexuelle moins linéaire que dans les générations de leurs grands-mères des (Bozon, 2018) mobilisées parfois comme référence. Ce processus qui renvoie plus largement à une réorganisation de l'entrée dans l'âge adulte marqué par une désynchronisation des étapes et des parcours, et du caractère réversible des expériences (l'installation en couple n'est pas forcément « pour toute la vie »). Des travaux antérieurs ont montré que la constitution du groupe de pairs, et plus spécifiquement du groupe d'amis, se diversifie et devient de plus en plus mixte au fil de l'adolescence. Pourtant les plus jeunes des enquêtées rencontrées (14-15 ans) mettent l'accent sur le fait qu'elles « ne trainent pas trop avec des garçons », elles les connaissent et les fréquentent, mais c'est surtout la fin des années du collège qui marque un avant et un après dans les descriptions des pratiques et des représentations. Cette période est également celle d'une autonomie de déplacement un peu plus grande – bien que toute relative – et de la présence de garçons lors de soirées « chez les copines », la mixité sexuée des groupes de pairs se constituant avec l'entrée dans la vie relationnelle, affective et sexuelle.

À partir des années lycées, les discours des jeunes femmes s'opposent : les unes considèrent qu'il est valorisant d'être avec des garçons, quand les autres cherchent à maintenir leurs distances (leurs familles investissent un peu plus sur l'école, les récits de leurs mères ou des aînés de la fratrie sur le qu'en-dira-t-on participent de ces mises en garde). C'est dans cette même période que l'on observe un processus de normalisation des comportements et que l'entrée dans la sexualité (au sens du premier rapport sexuel) s'effectue dans un intervalle de temps relativement restreint, c'est-à-dire autour de l'âge médian (17 ans) [Bajos, Rahib et Lydié, 2018].

« Repousser le moment du départ de chez les parents, différer celui de l'installation en couple puis de la procréation est devenu un comportement courant dans la jeunesse populaire française, y compris dans le milieu des jeunes ruraux enquêtés. Ce comportement est rationnel : il constitue un mode d'adaptation face à l'incertitude croissante rencontrée sur le marché du travail. » (Renahy, 2010, p. 189) Il est aussi rationnel au regard des situations familiales vécues par les jeunes femmes ou rencontrées dans leur entourage : relations parentales conflictuelles, séparations, violences conjugales où s'imbriquent les pertes d'emploi, déménagements. La précarisation générale du travail, qui touche les hommes et les femmes quel que soit leur âge, et y compris leurs parents, concrétise chez les jeunes femmes la nécessité d'une indépendance financière et vient modifier les relations sexuelles.

Nous chercherons dans ce chapitre à identifier les différents enjeux qui entrent dans les rouages des rencontres affectives, amoureuses et sexuelles de ces jeunes femmes, en analysant en priorité le choix des partenaires et l'hétéronormativité, l'importance de la norme conjugale et de l'installation.

1. « Être avec » : choix du partenaire et biais de l'interconnaissance

Sur les quatre territoires, dans les villages et les hameaux, dans les lycées et les internats, à l'usine à l'EHPAD ou à la mission locale se distinguent les groupes de jeunes des autres générations. Mais entre les groupes de jeunes existent aussi des distinctions fortes. Les jeunes femmes, on l'a vu, décrivent celles et ceux avec qui il ne faut pas traîner, qu'il ne faut pas fréquenter « car ce ne sont pas des bonnes relations... ça ne va rien m'apporter ». Ce processus de catégorisation des jeunes sur des territoires relativement restreints, où le localisme est une ressource, n'est pas sans conséquence sur le marché du travail, l'accès au logement, mais aussi sur la mise en couple. C'est sur ce dernier point que nous nous focaliserons à présent.

« Ici tout se sait »

Les descriptions que les jeunes femmes font de leur territoire mettent en évidence la contradiction entre un territoire vaste mais petit : « Tout se sait et on ne peut aller nulle part », résumera d'ailleurs une lycéenne rencontrée dans le cadre d'un entretien collectif dans son lycée. En l'absence de transports en commun, ce sont les transports individuels qui permettent de savoir qui est où et qui informent de la présence de chacune dans les environs. Ainsi, un scooter ou une voiture garée appartenant à un garçon devant le domicile d'une voisine, « ça fera parler tout le monde ». Sans avoir l'impression d'y prêter attention, les jeunes entre eux décrivent dans les entretiens qui va chez qui, avec qui, à quelle heure et pendant combien de temps. C'est donc par le dehors que s'opère la première forme de contrôle collectif sur les fréquentations de chacune : la voiture permet ainsi de « vérifier » si une fille est chez elle (« si la voiture n'a pas bougé, tu sais que je suis chez moi ! »), et le scooter, la moto ou la voiture garés devant son domicile informent si elle est avec quelqu'un d'autre¹⁹. Les récits des filles rencontrées mettront d'ailleurs en évidence combien chacune connaît le véhicule de l'autre, la voiture des parents, voire la plaque d'immatriculation. L'exemple des véhicules garés témoigne également des caractéristiques des sociabilités dans les classes populaires aujourd'hui, qui utilisent davantage leur domicile comme lieu des sociabilités amicales : ce phénomène n'est pas sans lien avec l'absence de lieux dédiés à la jeunesse dans les quatre territoires enquêtés, l'offre relativement faible des transports, la moindre légitimité pour les filles de « bouger » mais aussi avec la faible diversité des activités proposées aux jeunes femmes.

Dans un contexte où « tout se sait » et « tout se voit », les jeunes femmes expliquent qu'une manière d'y faire face est d'investir le domicile : accueillir les ami·e·s chez soi, « recevoir » chez soi assure une certaine discrétion et laisserait a priori moins de place aux ragots qui s'échangeront « entre les petits

¹⁹ Ce que Benoit Coquard soulignait également dans un article portant sur les sociabilités populaires au foyer (2016).

vieux » au bourg. Accueillir à l'intérieur du domicile permet une plus grande sélection des personnes : au dehors, les réseaux d'interconnaissance sont un peu moins choisis, il n'en va pas de même à leur domicile où les jeunes femmes ont davantage de moyens de « choisir qui vient ». Dans le même temps, elles sont plusieurs à souligner qu'il est délicat et difficile d'exclure arbitrairement et frontalement quelqu'un qui appartient au groupe ou qui a pu en faire partie antérieurement, excepté lorsqu'il y a eu un « gros clash ». Mais que ce soit dans les intérieurs comme à l'extérieur, les parents et plus spécifiquement les mères connues localement (par leur travail ou leur rôle dans la vie locale) bénéficient d'un capital social leur permettant d'être informées et, d'après leurs filles, de savoir ce que font ces dernières sans même avoir à le leur demander, comme le raconte Jeanne, 19 ans (mère : élevage porcin ; père : policier).

« Là ma mère, tu vas voir... C'est pire que mon père (rire) et pourtant c'est lui qu'est le policier (rire). Elle va rentrer ce soir, c'est sur elle va me dire tiens t'as fait venir quelqu'un à la maison, c'est qui ? Pourquoi ? Et tout... je vais avoir un interrogatoire. Ben, c'est pareil avec toi (sociologue) qu'avec n'importe qui... Et comment elle va le savoir ? Ça c'est le mystère de ma mère. [...] Elle va rencontrer la voisine aux courses ou au pain, c'est comme la fois où elle va voir la mère de Teddy et Théo qui va lui dire qu'ils sont passés par chez moi et tout. [...] Ici tout se sait. Tout se voit (rires). Nan, mais je suis sérieuse (rires) » [Jeanne, 19 ans, lycéenne en terminale.]

Les jeunes femmes décrivent ainsi un quotidien où c'est davantage le fait de se sentir potentiellement contrôlées qui joue sur leurs activités, leurs pratiques et leurs fréquentations qu'un réel contrôle formel, rendu d'ailleurs plus difficile avec le téléphone portable qu'avec les lignes de téléphone fixes des domiciles. Bien qu'elles se connaissent, au moins de vue sinon davantage, parfois depuis l'enfance ou du moins depuis la scolarisation des enfants, les mères d'une partie des jeunes femmes sont tenues à l'écart du groupe des femmes locales. Parmi elles, il y a les mères pauvres, à qui l'on reproche de vivre des allocations, mais aussi les mères célibataires (avec ou sans emploi) parfois mal vues par les autres femmes, car n'ayant pas su ou pu faire tenir leur couple ou « garder leur homme ». Elle bénéficient toutes d'un moindre capital d'autochtonie qui ne leur permet pas de contrôler indirectement leurs enfants à travers ce que chacune est susceptible de venir leur raconter à telle ou telle fête de village ou à la caisse du supermarché. Il en va de même entre jeunes : chacun cherche à se tenir informé des aventures des un-e-s et des autres. Anaïs, 25 ans (mère : auxiliaire de vie ; père chauffeur poids lourd) « habite » dans la métropole en semaine – pour exercer son travail de comptable – et « vit » là où elle a grandi le week-end, quand elle rentre dans la maison familiale ; pour expliquer les rumeurs locales, elle prend l'exemple d'une aventure qu'elle a eue avec un garçon, quelques mois auparavant.

« T'as un exemple de rumeurs comme ça ?

– [Temps] Bah attends, bon, c'est pas grave, tu feras ce que tu veux. Je suis sortie avec un gars en soirée... attends, c'était quand, en juin, tu vois. Donc ça s'est su un peu, nanana nanana. En octobre, j'ai une copine qui me dit : "Eh, je viens d'apprendre que tu... ah tu m'avais pas dit ça, nanana, je l'ai appris ce weekend." Octobre. De juin à octobre, ça a continué de circuler, nanana. T'es là : "ah ouais, ah ouais, d'accord."

– Oui, les gens continuent de parler et l'histoire elle est terminée depuis des...

– T'es là : "ah ouais", bah, dans le bourg, on arrête quoi, c'est... t'as pas... T'as toujours... [...] Nous... enfin moi je suis curieuse déjà. Donc quand je reviens, je dis : "bon alors, il s'est passé quoi depuis ?" Enfin voilà, tu demandes un peu les petits potins, les trucs comme ça. Je sais pas, ouais, tout se fait, enfin les histoires... Enfin après, t'es là en train de te demander : "Est-ce que lui il sait ou pas ; est-ce que...?" [...] C'est... tu sais que toi tu l'as su, mais tu sais pas est-ce que tout le monde l'a su ou pas, enfin c'est... c'est affreux. Puis bah ouais, ici, ouais, tout se sait quoi, c'est...

- *Toi, tu penses qu'on peut pas avoir une relation...?*
- ... secrète ?
- *Ouais.*
- Non, je pense pas. [Entretien avec Anaïs, 25 ans, comptable.]

■ **« Sainte nitouche » ou « trainée » : deux figures des filles au collège**

« Ici tout se sait » est un leitmotiv entendu dans nombre d'entretiens et qui caractérise, d'après les jeunes femmes, les milieux d'interconnaissance dans lesquels elles grandissent, met en évidence le poids des ragots, rumeurs, réputations dont certaines jeunes femmes ont pu faire les frais. Toutes s'accordent sur le fait qu'en matière de « relations », ces ragots et rumeurs se focalisent avant tout sur les filles, pointant au passage des rapports de genre inégalitaires. Les entretiens réalisés et les balades commentées dans les bourgs des quatre territoires étudiés ont été l'occasion de saisir les formes de distinction qui s'opèrent entre les jeunes femmes. Aux âges les plus jeunes, on trouve une opposition forte entre celles sortent qui avec des garçons et les autres, faisant apparaître à quel point la sexualité des femmes n'est pas dépourvue d'enjeux de lutte. Maud, 18 ans (mère : ATSEM ; père : bureau d'études environnement), décrit cette période du collège où les séparations fondées sur le contrôle de la sexualité des filles sont particulièrement marquées entre les groupes de filles. Elle faisait partie d'un groupe de copines qui fréquentaient des garçons légèrement plus âgés, se débrouillait pour aller à des fêtes et est sortie avec « trois ou quatre gars » durant la même année scolaire.

« Déjà au collège je me souviens... quand tu sors avec un mec, y a tellement de gens qui parlent. Ils parlent sur tout... sur toi... donc genre, ça donne pas envie de sortir avec quelqu'un, en fait. Moi je traînais un peu avec le groupe des filles qui sortent avec des gars et tout. Moi y a un moment où j'ai fait un peu n'imp', en fait, vers la 4^e ou la 3^e. [...] Le problème c'est que ça te fait des problèmes en fait. [...] Après, c'est vrai je faisais pas partie des saintes nitouches du collège (rires), mais t'es jeune ! Faut profiter de la jeunesse ! Mais les gens ils pensent pas ça. [...] Après t'as une réputation et après... [...] la réputation elle te colle à la peau.

- *T'entends quoi par « réputation » ?*

- Ben genre, je sais pas, genre, ils disent que tu couches... que t'es une trainée quoi. Genre, ils ont pas de preuve, mais ici y a des gens qui parlent trop, je te jure. Ça soule trop [...]. [Entretien avec Maud, 18 ans, employée au fast-food.]

Maud a largement renoncé à contrôler cette « réputation » qui lui « colle à la peau » depuis le collège, bien qu'aujourd'hui elle ait changé en partie de copines : « plus parce qu'on partage plus les mêmes délires [...]. J'ai rencontré d'autres filles par le travail on s'entend bien et on sort ensemble parfois à la fin du service. Alors bon... Je pense que ça va finir par se tasser tout ça ! » Son discours montre bien comment « l'hétérosexualité, la sexualité et la pratique sexuelle sont des lieux centraux de contestation de la respectabilité » (Skeggs, 2015, p. 235). Maud, comme d'autres jeunes femmes, décrit la difficulté d'être féminine après avoir été stigmatisée comme « garçon manqué » jusqu'à l'adolescence, elle pointe également la complexité d'avoir une vie relationnelle et affective épanouie dans un milieu marqué par une interconnaissance forte. Le rappel à l'ordre de genre et à « se préserver » quand on est une fille ne passe pas avant tout par les garçons ou les adultes, mais plutôt par les filles du groupe qui se rappellent à la règle entre elles, régulièrement, en cas d'écart risquant de mettre en péril soit la réputation individuelle soit la réputation collective du groupe de filles.

L'opposition décrite par les jeunes femmes dans les années collège semble moins prégnante dans les années suivantes, bien qu'elles soient nombreuses à faire le constat d'un décalage entre le nombre de partenaires autorisé socialement aux jeunes hommes par rapport aux jeunes femmes.

« C'est quelque chose que je ne comprends pas. Pourquoi genre un mec, il peut aller voir un peu où il veut. Franchement, on peut le dire, c'est comme ça ici... genre, tu prends le mec qui est là... lui là... Jonathan, il est sorti avec Louise que tu as vue tout à l'heure, avec Mélie et, puis, dans la même soirée, avec Virginie et Adeline. Lui genre on va vite fait dire pour rire que c'est un bâtard avec les meufs, mais c'est pas un truc qui... Tandis qu'une fille, elle fait pareil, elle est brûlée direct (rires) [...] plus personne veut y toucher. Faut être honnête ! » [Entretien en groupe, Bressuire.]

Comme Maud, d'autres jeunes femmes rencontrées sont sorties avec plusieurs garçons dans un cercle d'interconnaissance relativement restreint pendant l'adolescence, mais certaines ont préféré que cela ne se sache pas trop parmi les jeunes et que les adultes ne le voient pas. Elles parlent des risques pour leur réputation mais aussi pour la réputation de leur famille, pour justifier la vigilance à l'égard de leurs relations affectives ou sexuelles. Pourtant, si elles décrivent les effets de la mauvaise réputation comme immuables, les jeunes femmes des classes populaires ne sont « jamais libérées du jugement d'autrui, réel ou imaginaire » (Skeggs, 2015), les réputations se recomposent sans cesse autour des commérages contribuant à définir et redéfinir le « comme il faut » « comme il faudrait être », autrement dit ce qui est respectable. Dans leurs discours, on constate aussi que la respectabilité des mères passe notamment par la réputation des enfants, au sens où « la respectabilité, comme discours normatif, sert à évaluer les pratiques sexuelles, à établir, légitimer et maintenir des distinctions entre les groupes. » (Skeggs, 2015, p. 234)

■ **« Bon » et « mauvais » partenaire... quand les adultes entrent en jeu**

Dans les milieux ruraux enquêtés, caractérisés par une forte interconnaissance, les jeunes femmes rencontrées disent par dépit que « tout finit par se savoir », y compris dans les relations affectives, amoureuses, moins souvent lorsqu'il s'agit « uniquement du sexe ». Dans un cadre où l'hétérosexualité n'est pas remise en question, les couples adolescents ne font pas l'objet de la même vigilance de la part des adultes de l'entourage des jeunes femmes que les couples des jeunes femmes entrant dans l'âge adulte, c'est-à-dire passé le bac ou les études. Parce qu'ils ne sont pas considérés comme durables dans le temps, parce qu'ils s'inscrivent pendant une période où l'expérimentation est admise, à condition que le partenaire ne soit pas dans le groupe des « racailles » ni des « cassos ». À l'occasion d'un entretien en groupe qui s'est déroulé dans le lycée polyvalent une jeune femme, étudiante en BTS, rend compte de l'acceptation par sa mère de ses relations adolescentes à géométrie variable, selon qu'il s'agit d'un « garçon tout mignon » ou de « mecs qui traînent ».

« Est-ce que ma mère elle a rencontré mes copains... euh... Oui, alors, quand j'étais ado, je me suis fait prendre une ou deux fois. Mais elle n'a rien dit. Le garçon était un tout mignon et à part pour me dire "méfie-toi des hommes" elle ne m'a pas dit grand-chose... (Rires.)

– Et sur la protection par exemple ?

– Ah non, ça, elle a rien dit ! [...] Après, on a jamais parlé de la sexualité de toute manière chez moi. [...] Après, j'avoue que si elle m'avait attrapée avec Steeve ou Ryan, ça aurait pas été la même affaire. Elle en aurait peut être parlé à mon père ou je sais pas... je pense que...

– Pourquoi ?

– Parce que c'est les mecs qui traînaient devant la gare, si tu veux les connaître tu n'as qu'à y aller je pense que même à 30 ans ils y sont toujours. [...] Ils doivent avoir des sièges avec leur nom, je pense ! » [Entretien collectif, intervention d'une jeune femme, 1^{re} année de BTS.]

Au cours de l'entretien, Anaïs poursuit en soulignant le poids de l'interconnaissance et l'étroitesse du territoire où elle a grandi. Sa sœur, Morgane, de trois ans sa cadette est bien plus active dans la vie locale et « connaît tout le monde » : elle sort en discothèque, mais va aussi aux fêtes du foyer des jeunes, et contrairement à Anaïs, pour le moment, elle n'a pas déménagé pour ses études. Son ancrage

dans la vie locale lui permet de pouvoir être informée sur chacun, de savoir, quand elle rencontre un jeune homme en ville qui dit venir « de leur coin », quelles sont ses anciennes relations, de quelle famille il vient. Autant d'informations utiles pour classer ou déclasser tel ou tel partenaire. Anaïs raconte ainsi un jour où sa sœur, Morgane, a voulu la « caser » avec un mec :

« Si je rencontrais à Brest un mec de la Presqu'île, bah, je demanderais à Morgane quoi : "Avec qui il est sorti, c'est qui sa famille ?" Ouais, parce que mine de rien, Morgane elle voulait essayer de me caser avec un mec et puis j'ai dit : "Mais Morgane, non, c'est pas possible, ma mère c'est la petite cousine de sa mère quoi. Non, Morgane." » (Rires.) [Anaïs, 25 ans, comptable.]

Avec l'âge, les commentaires des mères sur les petits copains potentiels se cristallisent encore plus sur ceux qui ont « une bonne situation » et ceux qui « ne feront rien de leur vie ». Il s'agit alors avant tout de distinguer les types de partenaires, les « bons » et les « mauvais » mecs. Cette distinction s'opère à partir de la classe sociale et de la respectabilité familiale, et, si le mariage n'est plus considéré par les familles comme un substitut genré à l'emploi, la mise en couple est commentée par les familles et l'entourage des jeunes femmes. « Même s'ils ne sont pas définitifs, le lieu de résidence, le niveau de salaire ou les propriétés sociales du conjoint sont autant d'éléments de classement et de comparaison qui amènent les jeunes à s'interroger sur leur position sociale et sur leur avenir probable » (Coquard, 2017, p. 51) et qui participent au processus de classement des partenaires. Les couples « populaires » (qui ont bonne réputation) sont ceux où les hommes ont relativement une « bonne situation » professionnelle et une famille à fort capital d'autochtonie.

La confrontation à la réussite relative d'autres jeunes femmes permet de se situer sur l'échelle de la réussite ou de l'échec social. Les commérages ont notamment pour fonction de s'informer sur les autres sans pour autant maintenir des liens, les figures « populaires » sont au cœur des conversations et amènent les jeunes femmes à se situer par rapport aux trajectoires des autres.

« J'ai jamais été la fille populaire, nanana nana. Je pense que t'as certains, t'es plus intéressé par leur vie quand ils ont... quand ils ont été populaires ou un truc comme ça, t'as envie de savoir : "bon, maintenant ils sont devenus quoi, ils sont toujours populaires, ils ont bien réussi, ils ont... ?" Moi je pense que les gens s'en foutent complètement de ma vie, tu vois. J'ai toujours été discrète et les gens me connaissent en Presqu'île sans pour autant savoir vraiment qui je suis quoi. » [Anaïs, 25 ans, comptable.]

Ces conversations sur les attendus d'un partenaire et ce qu'elles peuvent ou doivent en attendre ont lieu entre les jeunes femmes, mais aussi avec les générations antérieures (en particulier leur mère ou leur tante). Dans l'entre-soi féminin se construit la définition du « bon partenaire », ce qui est attendu ou plutôt ce qui doit être exigé par les jeunes femmes. Si les trajectoires des jeunes se caractérisent par des allers-retours entre travail, chômage, couple et célibat, celles qui s'installent dans le chômage et le célibat se voient d'abord moquées puis stigmatisées au fur et à mesure de l'avancée en âge et de l'évolution de leur groupe d'amies ; à l'inverse celles qui font des études ou travaillent semblent pouvoir tenir davantage face à la norme conjugale. La grande majorité décrit toutefois la pression exercée sur elles pour construire un couple stable et connu de tous – confirmant la capacité de l'individu à nouer une relation –, à l'approche de la trentaine qui se joue dès 25 ans en réalité. Les récits des jeunes femmes rencontrées mettent en évidence une synchronisation temporelle des premières expériences de la sexualité et de la conjugalité, période pendant laquelle le groupe de pairs joue un rôle majeur, y compris pour rappeler la norme du « bon âge » pour avoir des rapports sexuels, du « bon partenaire », mais aussi du « bon âge » pour avoir des enfants. Les mères jouent aussi leur rôle pour définir les critères de ce qui est « bon », notamment lorsqu'elles demandent « c'est le fils à qui ? » pour

situer socialement la famille et sa notoriété locale. Avec l'avancée en âge et l'installation des couples, les tensions peuvent s'exacerber lorsque les familles des deux partenaires n'ont pas le même niveau de patrimoine : on a ainsi entendu parler de « bons mariages » – sans référence formelle à l'institution – lorsque les deux partenaires sont de familles de même niveau de patrimoine immobilier ou lorsque celle du jeune homme pourra « bien accueillir » la jeune femme. À l'inverse, le risque de « manipulation » ou d'« aveuglement » est avancé lorsque, dans la mise en couple des jeunes, des familles pourraient « y perdre ».

▪ ***Les rencontres en ligne pour faire face à l'interconnaissance***

Plusieurs jeunes femmes rencontrées dans les Ardennes et dans les Deux-Sèvres ont fait connaissance de leur copain en ligne, soit dans le prolongement de leurs activités de loisirs (sur des forums de « gamers ») soit *via* des médias sociaux. Dans des contextes où l'interconnaissance est forte, internet offre la possibilité de faire des rencontres, dans un territoire potentiellement plus élargi, mais surtout situé à la marge, voire à l'abri des regards du groupe de pairs, de ceux des parents et plus largement des commérages.

Aria a 18 ans, cela fait 5 mois qu'elle vit seule « grâce à [son] conseiller de la mission locale qui a trouvé les papiers pour demander un logement à Habitat ». Son appartement à elle (qui dans sa description est un grand studio) est à l'entrée d'une ancienne ville industrielle de 3000 habitants, où la fermeture des usines a coïncidé avec la fermeture des deux bars et de la supérette de centre-ville, où il n'y a plus rien à faire excepté « traîner » sur les bancs. Avant, elle a habité avec sa mère dans un village de quelques centaines d'habitants puis dans une petite ville des environs. Depuis son enfance, les conflits entre ses parents sont nombreux et connus de tous et leur séparation s'est déroulée dans la violence. Quelque temps plus tard, sa mère s'est remise en couple avec son beau-père, un couple à nouveau marqué par des violences, y compris contre les 7 enfants. Sa mère a mis à la porte la sœur aînée d'Aria, tandis que son frère aîné est parti en claquant la porte. Aria quant à elle a arrêté l'école à 16 ans après avoir fait un mois au lycée. Elle a déménagé à plusieurs reprises : chez sa mère, puis chez sa mère et son beau-père puis chez son père, ensuite avec son « ex », chez les parents de celui-ci (« c'était fin de collège – début de lycée. Et du coup j'ai fait un mois de lycée, je suis partie parce que ça me plaisait pas, et du coup je suis partie automatiquement vivre avec lui »). Aria est pourtant restée dans la même communauté de communes, y compris lorsqu'elle a vécu deux « petites semaines » dans la rue, puis dans la famille de sa meilleure amie. Elle a toujours fréquenté le même collège et donc les mêmes jeunes et les mêmes adultes. Elle a ainsi dû faire face aux petites « insinuations » ou « phrases de merde », et aux regards des voisins sur le couple de ses parents, sur les violences que « tout le monde savait » comme sur elle et ses frères et sœurs. Pour décrire les relations juvéniles, elle explique :

« Des bons moments, d'autres très mauvais, parce que du coup, ici, c'est petit, tout se sait, donc du coup, il suffit qu'il y ait une personne qui parle, et ça engendre, et puis il y a des problèmes. [...] J'avais mes amis, qui sont devenus à l'heure actuelle des ennemis, donc du coup, ça a balancé, mais oui, j'en avais quelques-uns quand même. » [Aria, 18 ans, école de la deuxième chance.]

Elle décrit sa situation actuelle comme un « nouveau départ » : elle a signé un contrat de 8 mois en service civique, qu'elle devrait commencer quelques jours après l'entretien, pour s'occuper des personnes âgées ; elle a un appartement « à elle » et un « copain », Karim, âgé de 26 ans, qu'elle a rencontré « sur internet, Facebook, il y a un an de ça, et du coup, beh, on est encore ensemble, comme

quoi... ! » Il habite dans la même ville qu'Aria et travaille à quelques dizaines de kilomètres sur des chantiers.

« J'ai rencontré mon copain, on était pas vraiment ensemble parce qu'à ce moment-là j'étais avec mon ex, donc du coup, je faisais pas attention, et puis avec le temps, au final, on s'est rapprochés. [...] En fait, c'était un ami que je connaissais avant, et du coup on s'est rapprochés, et je savais pas qu'il avait des sentiments, donc du coup mes sentiments sont venus après bien sûr, mais après ça s'est fait. » [Aria, 18 ans, école de la deuxième chance.]

Karim est « de religion kabyle », sa mère est stricte et Aria ne l'a pas encore rencontrée, alors qu'elle a rencontré son père « qui est plutôt gentil ». Elle a présenté Karim à son père à elle, mais ne le présentera « jamais à sa mère » avec qui elle n'a plus aucun contact. Ensemble, ils passent surtout du temps à la maison, chez elle. Dans l'entretien, elle dit « beaucoup de sorties », puis, quand elle raconte et date ses sorties, l'écart s'avère important entre ses représentations et sa pratique : avec Karim la dernière fois qu'ils ont été au restaurant, c'était il y a deux mois dans la pizzeria du bourg, et ils sont allés seulement une fois au cinéma en ville depuis qu'ils sont ensemble.

« Beaucoup de sorties au restaurant, au cinéma, du shopping [...] Après on regarde le foot ensemble. Après on se promène tout le temps. [...] Je ne sors pas sans mon copain, j'ai trop de respect envers lui pour sortir. Après je dis pas que je peux pas, si si bien évidemment il veut bien du coup, mais c'est moi qui ne veux pas, pas sans lui.

– Et même avec des amies, tu sors pas ?

– Non, à part faire des bowlings ou des trucs comme ça non je suis pas... je préfère rester chez moi avec mon chéri tranquille devant la télé, petite vieille ! Mais être bien. On peut passer des bonnes soirées devant une télé et rigoler, on est pas forcément obligé de sortir. » [Entretien avec Aria, 18 ans, école de la deuxième chance.]

Rester « tranquille » ensemble chez elle, c'est là que Karim et Aria passent la plupart de leur temps à défaut d'habiter ensemble. Ses meilleures amies ont suivi leur conjoint et sont parties vivre dans d'autres petites villes, elles se voient surtout sur Whatsapp. Elle fréquente aussi les amis de Karim quand ils font des soirées, mais jamais chez elle. Comme si le fait que ce ne soit pas un « chez eux » maintienne une certaine distance dans la fréquentation de l'espace domestique, à la différence d'autres jeunes femmes « installées en couple ».

« Celle qui aime les Noirs » : racisme et rappel à l'ordre de genre

Comme ailleurs, les jeunes femmes rencontrées sont socialisées à et par le jugement et le regard des autres : leur apparence, leurs sorties, leur maîtrise des codes comportementaux collectifs naviguent entre séduction (être attractive) et retenue (discipline de soi), ce que les films comme les séries télévisées des années 1990 à aujourd'hui mettant en scène la jeunesse et les femmes montrent largement (pour les séries françaises, voir *Hélène et les garçons* ou *Premiers baisers* dans les années 1990 et *Skam France* en 2018 par exemple). Il apparaît ainsi qu'une forme de conformisme régit les conduites juvéniles, y compris dans le choix des partenaires ou dans la manière de vivre du couple (qu'il soit ou non cohabitant). Les parcours affectifs ou sexuels qui s'écartent de la norme sont assimilés à des parcours déviants, ce qui sert de justification pour stigmatiser les jeunes femmes qui les vivent.

Laure, 27 ans (mère : ouvrière à l'usine ; père : maçon) a grandi dans la petite ville de Ps avec sa mère et ses frères et sœurs. À 16 ans, elle veut découvrir la ville et couper court aux rumeurs et à la réputation qui pèsent sur elle : elle serait une fille facile, qui « se bourre la gueule », « avec qui on peut tout faire ».

Elle part donc en banlieue parisienne du jour au lendemain pour aller vivre chez une tante (on comprendra d'ailleurs qu'il s'agit en réalité de sa demi-sœur bien plus âgée). Elle reviendra deux ans plus tard dans sa ville d'origine, enceinte, accompagnée de Mickaël son copain depuis quatre mois qui devient alors son conjoint : « Je trouvais que ça faisait un peu jeune, que ça faisait pas longtemps j'étais avec leur père non plus, mais j'étais pas pour l'avortement, donc du coup ». Ils s'installent dans un premier temps chez la mère de Laure, puis prennent un appartement à quelques dizaines de mètres dans la même rue. Dès son arrivée, Mickaël n'est pas très bien vu : extérieur au territoire, connaissant peu les modes de vie en milieu rural, lui qui a grandi dans une cité d'habitat social du 94, il est vite catalogué dans les « pas très bosseurs » dira Laure, elle fera d'ailleurs le rapprochement avec des représentations racistes liées à la couleur de peau de Mickaël (« Ici il y a des gens qui pensent que les Noirs sont fainéants ») tout en les dédouanant de toute forme de racisme (« mais il ne faut pas dire que les gens sont racistes ! »). Elle insiste d'ailleurs sur le fait que ses enfants n'ont jamais subi de commentaires déplacés et qu'il y en a « de toutes les couleurs » à l'école.

Les difficultés qui se concentrent sur leur couple sont à mettre en lien avec la couleur de peau de Mickaël, mais aussi, et peut être surtout, avec le fait qu'il n'est pas intégré dans un groupe social local de jeunes hommes (il travaille en intérim dans la grande ville, ne fait pas de foot), il fait beaucoup la fête, ce qui s'ajoute à la réputation de « fille facile », qui pèse sur Laure depuis l'adolescence. La respectabilité du couple est très fragile et, dès les premiers mois, après la naissance de leur premier enfant, tandis qu'il a du mal à trouver du travail et que Laure embauche à l'usine, Mickaël investit les bars et les discothèques. Point de non-retour : Mickaël est classé parmi les « glandeurs », les « bons à rien », les « cassos » entendra-t-on dans d'autres entretiens. Au bout d'un an, il trouve du travail dans le bâtiment dans la plus grande ville des environs, il fait alors des longs trajets quotidiens, puis s'y installe partiellement « c'était plus simple » et revient « quand il veut ». Un an et demi après la naissance de leur premier enfant, ils attendent une deuxième fille. Les deux grossesses ne sont pas prévues : « Pour la première... on utilisait rien du tout... c'était au hasard [...]. Pour la deuxième, j'avais quand même la pilule. C'est vrai que la pilule tous les jours, des fois on oublie, et c'est ce qui... c'est arrivé quoi. » Alors que Mickaël sort de plus en plus en discothèque et reste toujours plus longtemps en ville, il est soupçonné d'« aller voir ailleurs » et de tourner autour de filles, déjà en couple, qui reprochent à Laure de ne pas « tenir » son copain.

Mickaël décèdera quelques mois après dans un accident de voiture avec le frère de Laure (voir infra). Un an et demi plus tard, Laure rencontre Keny lors d'une sortie en discothèque, elle précise qu'il est également « noir de peau », ce qui conforte les membres de l'entourage pour dire que « Laure est une fille qui aime les Noirs » ; certains jeunes lui reprocheront d'ailleurs « d'aimer les bites noires ». Keny et Laure ont une relation, mais ne s'installent pas ensemble, il a conservé son appartement dans la grande métropole la plus proche. Quand elle le rencontre, il lui dit avoir 23 ans, elle en a alors 25. Quelques mois après le début de leur histoire, elle est enceinte, n'imagine pas avorter. Lors de la naissance de leur fils (son troisième enfant) elle découvre que Keny a 18 ans.

« En fait, quand je l'ai rencontré, il y a presque trois ans, il a... il me disait qu'il avait 23 ans. Donc sachant que j'en avais 25, ça allait. Sauf qu'en fin de compte, il avait que 18 ans. Donc c'est vrai que déjà, ça cause un souci (Rire.) Puisque sachant qu'après, j'étais tombée enceinte, je lui ai dit : "Mais de toute façon, si jamais tu me mens sur ton âge, il y aura écrit sur les papiers." Et du coup, il a fini par me le dire. [...] Et du coup, j'étais tombée de haut. Je sais pas, de toute façon les sentiments sont déjà là, donc ça change rien, l'âge c'est qu'un détail. Mais bon, c'est vrai que du coup, j'aurais aimé le savoir avant (Rire.) » [Laure, 28 ans, congé parental ; mère de quatre enfants.]

Quelques mois après la naissance de son troisième enfant, Laure est à nouveau enceinte et envisage pour la première fois l'avortement. La peur de le regretter domine, elle mènera à terme sa grossesse.

« Le premier [fils], du coup ça passait. Pour le deuxième [fils], normalement j'étais censée avorter. Et c'est vrai que moi, rien que le fait d'imaginer m'appeler... enfin en train d'appeler du coup pour prendre rendez-vous pour avorter... euh non, j'en pleurais d'ailleurs (Rire.) Donc c'était pas... c'était pas possible en fait. J'y ai pensé d'avorter hein, parce que du coup, c'est vrai que vu que j'avais déjà trois, donc c'était déjà pas mal, mais... ah non, je pouvais pas, j'aurais regretté toute ma vie de pas l'avoir gardé. » [Laure, 28 ans, congé parental ; mère de quatre enfants.]

Mère de quatre enfants métis, nés de deux pères différents, Laure habite seule toute la semaine dans la petite ville où elle a grandi. Son copain vient les week-ends, un peu quand il veut. Cette situation est source de commérages et eu égard aux relations affectives et sexuelles connues ou supposées de l'adolescence de Laure, plane sur elle le fait d'être une « fille facile ». On lui reproche aussi de « briser » les couples des autres.

« Les gens, ils parlent beaucoup ici. [...] Là-dessus c'est une horreur.

– Ah ouais ?

– Parce qu'après, il y a des choses qui sont dites qui peuvent être déformées à force d'être répétées et après... quand ça revient aux oreilles, bah des fois ça peut faire plaisir ou non ! [...] Un exemple... qu'est-ce que je pourrais dire ? Il y a... il y a peu de temps... Enfin là avec le père de mes fils, par exemple il y a peu de temps... il y a une femme qui avait des enf... qui était mariée et avait des enfants avec un Noir, parce que mon copain il est Noir. Et ils ont trouvé le moyen de dire qu'un de mes fils, le dernier, bah, en fait, je l'avais fait avec ce mec-là. Juste parce que je sortais avec un Noir, alors que... que c'est la ville juste à côté, bah du coup, c'était plus facile de le mettre sur le dos des autres quoi ! [...] Alors que cette personne-là, je l'ai jamais vue, j'ai jamais entendu parler...

– D'accord. Et là vous avez... enfin t'as géré comment ?

– Non, j'ai laissé... j'ai... parce qu'en fait j'avais des amis en commun avec ces personnes-là, donc du coup, j'ai passé le message, que s'il y avait un problème, dans ces cas-là il fallait venir me voir directement. Et que ces personnes-là savaient déjà que moi... bah non, c'était pas... ils avaient vu la photo de mon compagnon, c'était pas du tout la même chose. Donc du coup, j'ai laissé... j'ai laissé passer et puis... bah ça s'est atténué comme ça en fait.

– Et ton compagnon, il a réagi comment ?

– Non, bah rien de spécial. Puisque du coup, c'est vrai que c'est... c'est dur à comprendre ce truc-là quoi, qu'il y a des personnes qui peuvent encore faire des choses comme ça, donc... » [Laure, 28 ans, congé parental ; mère de quatre enfants.]

Mère relativement jeune par rapport aux autres filles de sa génération qu'elle croise ou dont elle a des nouvelles, Laure ne fréquente plus les lieux de sortie des jeunes et ne fréquente pas non plus les lieux de sociabilités des mères. Elle ne va pas au parc, sa mère a un jardin, et elle fait des allers et retours entre son domicile et l'école. Son petit dernier est gardé à la maison tandis que le centre social lui proposait un mode de garde en crèche pour la décharger. Elle se décrit comme isolée des autres jeunes, « en tant que mère de quatre enfants, je n'ai pas les mêmes délires », mais aussi plus largement des sociabilités féminines. Malgré son CDI dans l'usine d'agroalimentaire, sa réputation « sulfureuse » à l'adolescence, le choix de ses partenaires – des conjoints avec qui elle ne parvient pas à s'installer – sont autant d'éléments qui construisent les inimitiés et qui font de Laure une femme peu respectable. Les entretiens réalisés sur le même territoire avec des jeunes femmes du même âge confirmeront les descriptions de Laure et la stigmatisation dont elle fait l'objet.

Ne pas être hétérosexuelle... les filles LBT en milieu rural

L'hétérosexualité est la façon acceptable et dominante de parler de la sexualité et, pour certaines, la seule façon connue d'en parler. Les jeunes femmes rencontrées aspirent pour la très grande majorité d'entre elles à la formation d'un couple avec une personne de l'autre sexe, durable et reconnu par les pairs et la famille, cadre de la création d'une famille. Cette expression de la norme conjugale ne doit toutefois pas faire oublier les parcours minoritaires, notamment des quelques jeunes femmes lesbiennes (3) et trans²⁰ (toutes deux ayant souhaité apporter leur contribution à l'enquête) que nous avons rencontrées (deux autres jeunes femmes racontent avoir eu des « histoires » avec des filles et des garçons sans pour autant se définir comme « bisexuelles »). La recherche présentée comme portant sur le quotidien des jeunes femmes vivant en milieu rural a été l'occasion pour elles de raconter leur homosexualité ou leur transidentité²¹. « L'homosexualité constitue aujourd'hui encore une forme de sexualité minoritaire, au double sens du terme : statistiquement, mais aussi au sens où elle s'éloigne des normes sexuelles dominantes hétérosexuées » (Giraud, 2016). Les récits des jeunes femmes LBT rencontrées à l'occasion de cette enquête mettent avant tout en évidence que, pas plus que le milieu urbain, le milieu rural n'est caractérisé par une idéologie conservatrice et/ou LGBT-phobe. Les contraintes spatiales du milieu rural et sociales des classes populaires et des petites classes moyennes renforcent leur statut minoritaire, contraintes qui, dans le même temps, imposent aux jeunes femmes de se forger des ressources et des stratégies pour jouer avec. Celles qui ont des copines lesbiennes ou qui sont elles-mêmes lesbiennes disent d'ailleurs que les jeunes entre eux sont « très ouverts », « tolérants » et qu'« il n'y a pas de problème avec ça [homosexualité] ». Rose, 16 ans nous a longuement décrit sa relation avec son ex-copine au cours de l'entretien. Fille de notables – son père est le vétérinaire et sa mère travaille au cabinet avec lui –, elle cherche à casser l'image d'un milieu rural conservateur. Faisant partie des familles les plus aisées localement, elle craint que ses relations amoureuses n'aient des conséquences sur la respectabilité de sa famille et en particulier sur celle de son père, vétérinaire.

« Et les gens ici, ils ont pas trop... enfin ils ont pas fait des commentaires ou raconté des choses ? »

– Les jeunes ils sont très ouverts d'esprit. Ouais. Pas tous, certes, mais ouais, par rapport aux adultes... Ils sont moins cons, ouais ! [...] Je le disais aux personnes en qui j'avais confiance et en qui... je connaissais.

– Et il y a eu des histoires au collège ou pas trop là-dessus ?

– Oh si, on a eu des rumeurs là-dessus. Parce qu'une fille avait fait... pris une photo où elle lui faisait un câlin, et elle voulait voir si notre couple fonctionnait bien et... il y avait eu plusieurs images qui avaient tourné sur Facebook. » [Rose, 16 ans, lycéenne.]

Elle pointe un fossé générationnel entre les adultes et les jeunes, l'homosexualité étant davantage acceptée par les seconds. Lorsqu'elles en ont déjà parlé dans leurs familles, c'est la réaction de leur père qu'elles redoutent le plus

« Ah ouais, tout le monde l'a su quand même... ? »

²⁰ Parmi les deux jeunes trans rencontré-e-s, l'un a entamé une transition pour passer de femme vers homme, l'autre d'homme vers femme, chacune dans le cadre d'une transition de genre.

²¹ Notons que nous n'avons pas rencontré ces jeunes femmes par la voie associative militante LGBT, mais par les lieux de sociabilités juvéniles (parcs, stades, etc.), par les institutions qu'elles fréquentent (école, club sportif, etc.) et par le bouche à oreille. Nous n'avons donc pas rencontré de jeunes militant dans des associations pour les droits des personnes LGBT, lesquelles sont d'ailleurs quasi inexistantes dans les intercommunalités étudiées.

- Ouais, on était toujours ensemble, donc tout le monde savait qu'il allait se passer quelque chose. Donc ouais, que j'ai dû annoncer à mes parents au bout d'un moment que je sortais avec elle.
- *Et eux, ils l'ont pris comment ?*
- Très bien, pas de souci (Rire.) Je suis allée voir ma mère, je lui ai dit " bah j'ai un truc à te dire " et voilà. Mon père avait entendu la conversation et après on a... on a joué à un jeu vidéo et on en a parlé pendant ce jeu vidéo, donc... Ça s'est très bien passé.
- *Ne pas se parler en se regardant...*
- Il avait quand même un peu peur, quand même, de voir ma réaction, mais bon ça s'est très bien passé. [...] » [Entretien avec Rose, 16 ans, lycéenne.]

Cette tolérance contraste toutefois avec l'absence de lieux de rencontres pour les LBT dans les territoires enquêtés, car même si des espaces locaux existent, ils sont peu ouverts aux jeunes et ne se distinguent pas a priori de l'extérieur : on n'y aperçoit pas comme en milieu urbain, de drapeau arc-en-ciel ou autre iconographie permettant de les identifier en passant devant. Cette invisibilité participe dans les premiers temps à conforter l'appartenance à une minorité qui doit rester cachée. Après la ou les premières expériences affectives et/ou sexuelles, les jeunes femmes rencontrées vont se tourner vers les médias sociaux qui constituent une ressource importante dans la découverte des sociabilités LGBT en milieu rural. C'est là qu'elles disent avoir « découvert » des bars ou des restaurants « friendly », « open », « inclusifs » qui existent parfois dans la ville où est localisé leur lycée ou leur BTS. C'est sur les réseaux sociaux qu'elles vont aussi trouver des partenaires, comme Cindy, 25 ans (mère : ouvrière à l'usine) qui, après sa première relation entre l'âge de 15 et 20 ans avec une fille scolarisée dans son lycée, investit les réseaux sociaux pour rencontrer d'autres copines.

« Quand t'es hétéro, je pense, c'est facile parce que du coup, au pire, t'as le contact, tu prends un vent voilà, après quand t'es homosexuelle dans le coin, c'est pas évident. Après ils font des trucs bien sur Facebook, on va dire, mais voilà. Donc, j'ai eu quelques rencontres via Facebook, mais c'est pas... rien de sérieux. Après tant que je suis pas posée professionnellement, je veux pas me poser non plus... » [Cindy, 25 ans, ouvrière à l'usine.]

Elles vont aussi se tourner vers les grandes villes, comme l'explique Noa, jeune trans FtM âgé de 17 ans, qui après avoir été sur internet, après avoir discuté avec des personnes trans sur les réseaux sociaux, s'est débrouillé pour aller dans la grande ville la plus proche située à une heure de son lycée :

« Oui je disais que j'ai réussi à m'affirmer parce que je connaissais des gens de la ville, enfin c'est grâce à... parce que je connaissais une personne en particulier qui faisait partie de la ville, et c'est avec cette personne que j'ai réussi vraiment à m'affirmer tout ce que j'étais, beh transgenre tout ça, et qui m'aidait vraiment. Alors que j'avais d'autres potes, j'ai mis du temps à leur dire en fait, à leur dire vraiment, ceux qui étaient là quoi. » [Noa, 17 ans, lycéen.]

Toutefois, se rendre dans ces grandes villes, qui permettent à la fois l'anonymat et la rupture avec l'environnement familial et amical, nécessite de l'organisation (distances souvent importantes) et un budget (autoroute et essence notamment) :

« Il faut remplir la voiture pour que ça soit rentable, donc faut qu'on soit 5, parce que c'est 55 min de voiture quand même ! Après, on va pas tous dans les mêmes lieux en arrivant (rires). Et sur le retour, ben chacun raconte... ou pas (rires). » [Discussion avec une copine de Rose, âgée de 22 ans.]

Si les jeunes femmes décrivent un environnement social plutôt acceptant, elles disent dans le même temps toujours « faire énormément gaffe ». Il s'agit de ne pas laisser deviner ou montrer un quelconque signe d'homosexualité pour ne pas choquer mais aussi pour ne pas être reconnu (Blidon, 2008). À cela s'ajoute que la sexualité fait partie de l'intimité et du privé et ne doit pas s'exposer au grand public : Rose, se protège et protège sa relation des ragots.

« Mon ex c'était une fille [...]. Pendant cette relation j'ai fait gaffe. On a fait énormément gaffe. Ça faisait un an et demi qu'on était ensemble.

– *Ah oui, c'est une grosse relation ça.*

– Et voilà, ça faisait... on se connaissait depuis la 6^e et on a fait quand même très très attention. Quand j'ai annoncé à mes parents que j'étais bi, eh bah ils m'ont fait : "Tu fais attention qu'on te... qu'on te fasse pas chier avec ça." Et moi j'ai fait très attention à qui j'annonçais ça, j'ai attendu un peu le temps avant que... En fait, ouais, c'est ça, c'est... j'ai essayé de cacher un petit peu au début et tout le monde l'a su au bout d'un moment et... » [Rose, 16 ans, lycéenne.]

L'analyse ne montre pas d'opposition frontale entre des jeunes femmes LBT, qui seraient violentées et rejetées, et d'autres hétérosexuelles, qui seraient totalement hostiles. Néanmoins, les provocations que raconte Rose sont relativement nombreuses mais pas propres aux territoires ruraux ou aux milieux sociaux étudiés, ni dans la manière ni dans leur fréquence.

Pour les jeunes trans, la discrétion est bien plus complexe : leur apparence va se modifier au fil de leur transition, et ce de manière visible pour tous. Cela passe par les vêtements, la coupe de cheveux, mais aussi par les manières de marcher comme le décrivent les deux jeunes rencontrés, qui restent vigilants sur les commérages dont ils peuvent faire l'objet. Les parcours de Noa (FtM) et Alex (MtF) sont clairement opposés : pour Noa, l'annonce de la transidentité a fait l'objet de discussions avec ses parents qui sont prêts à l'accompagner dans ses démarches médicales et de changement d'état civil. La transition d'Alex se passe dans un contexte bien plus violent ; elle est victime d'humiliations, de violences et de harcèlement au collège de la part des autres élèves « parce que [elle] était efféminée », et les violences se poursuivent lorsqu'elle annonce sa transidentité à ses parents, « des notables qui ont une bonne situation et que tout le monde connaît ». Alex subit aussi la stigmatisation des « commères » de sa « campagne » (< 5000 habitants) : « C'est pas le genre d'endroits où on trouve beaucoup de minorités en fait. » Dans les parcours de Noa, Alex, Cindy ou Rose, on observe une modification progressive des groupes de pairs qui se resserrent autour d'autres jeunes LGBT ou allié-e-s, mais aussi autour des jeunes d'autres minorités (les jeunes qui écoutent de la musique punk, par exemple).

« C'est qu'en fait, disons que j'ai changé de groupe d'amis, enfin je suis rentré dans leur groupe et je suis directement venu en tant que trans, ils m'ont directement connu comme ça. Voilà. » [Noa, 17 ans, lycéen.]

« [Au lycée] Un peu plus compliqué, parce que faut rentrer dans des cases. Moi, j'étais pas forcément dans les cases, du coup. Mais bon après, moi les filles de ma classe l'ont bien pris, c'était le principal quoi. Ça a pas empêché que je me fasse des potes tout ça, c'était cool. Après, on peut pas plaire à tout le monde, qu'on soit homo ou hétéro, on peut pas plaire à tout le monde, donc forcément il y a eu des filles qui nous ont un peu craché dessus entre guillemets tout ça, mais bon je m'en fous, c'étaient pas mes copines.

– *Et t'as eu un groupe d'amis du coup qui te... ?*

– Ouais qui acceptait. Les filles de ma classe elles ont toujours accepté, il y avait d'autres qui étaient homos aussi. » [Entretien avec Cindy, 25 ans, ouvrière à l'usine.]

Ces jeunes femmes LBT développent un discours critique à l'égard du couple, de l'hétéronormativité du milieu rural et plus largement de la société française ou encore de la parentalité contrainte : « Si tu veux réussir ta vie, il te faut un gosse », résumera l'une d'elles par provocation. Cette critique est partagée par les jeunes femmes « alliées » des jeunes LGBT rencontrées, hétérosexuelles, elles constatent, à travers le quotidien de leurs ami-e-s, l'expression et la violence des rapports de domination tout comme l'hétérosexisme de la société. Leurs critiques, aussi vives soient-elles, ne les empêchent pas d'adhérer – pour leur cas personnel – à la norme conjugale.

Du côté de la sexualité, tout se passe dans les foyers, à l'abri des regards et des ragots. La fréquentation de deux jeunes femmes est rarement problématique à l'adolescence et, dans les discours, on observe l'imbrication des liens sexuels, amoureux et amicaux. Vue de l'extérieur, cette exclusivité amicale peut interroger, voire devenir problématique, aux âges plus avancés, quand les premiers couples hétérosexuels de la génération s'installent, se marient ou ont des enfants, c'est-à-dire à partir des 23-25 ans d'après elles. C'est ce que raconte une jeune femme que nous a présentée Rose, avec qui elle s'est entraînée au sport et qui a 22 ans.

« Quand t'es jeune... comme t'es une fille, tu peux avoir ta meilleure amie. Tout le monde trouve ça bien une meilleure amie. J'avoue personne n'a pensé qu'on était sorties ensemble... Mais au bout d'un moment, je sais pas soit les gens ils veulent pas savoir soit ils sont cons (rires), mais en tout cas ils te posent les questions genre et toi tralala.

– *Pour toi c'était quand ce « moment » tu dirais ?*

– Quand ma sœur s'est mariée, déjà, ça a un peu été le début des hostilités. Genre là c'est chiant, tout le monde te dit "et toi ?" et puis aussi "il est où ?"... Ce jour-là j'avais envie de dire "elle est pas loin", mais j'ai dit "oui oui, c'est compliqué en ce moment..." J'ai noyé le poisson (rires) » [Discussion avec une copine de Rose, âgée de 22 ans.]

Les récits des trois jeunes femmes ayant des relations avec d'autres femmes mettent en évidence qu'elles ont rarement fait l'objet de rejet ou de stigmatisation, même si elles ont dû faire avec le poids de certains stéréotypes à l'égard des lesbiennes (dans le contrôle et la présentation du corps, dans la féminité, mais aussi dans la sexualité). On soulignera que par effet d'âge et de trajectoires des jeunes femmes, aucune d'entre elles n'est installée en couple ni ne connaît de couple de femmes déjà installé en milieu rural.

2. « Célibataire » ou « en couple » : force de la norme conjugale

Entre 15 et 25 ans s'observe une construction de la conjugalité, qui passe par le fait de se dire ou de dire de l'autre qu'elle est la « petite amie de », voire « la femme de », en utilisant volontairement un vocabulaire conjugal et adulte pour nommer le rôle dans la relation. La conjugalité passe aussi par la reconnaissance de l'entourage amical (et familial) et sous-entend l'exclusivité sexuelle entre partenaires. « Etre avec » s'oppose à « célibataire » dans les conversations, et fait émerger la centralité de l'expérience sexuelle et conjugale à cet âge de la vie, lieu d'expression des rapports sociaux, mais aussi de la notoriété, voire de la respectabilité. Le couple constitue une instance de conformation à la norme hétérosexuelle et plus largement aux normes de genre (Clair, 2011a) : à la fois dans l'expression du couple et dans les comportements qui y sont associés, il offre la preuve du désir de l'autre sexe. Affaire « intime » ou « personnelle », la médiatisation par l'entourage de la relation amoureuse et la mise en couple, à l'occasion des nombreuses discussions dont il peut faire l'objet, conforte les partenaires dans des normes de genre.

Pour les jeunes femmes rencontrées, la jeunesse représente une période de forte tension sur la conjugalité ; si cet âge de la vie se caractérise par une phase d'expérimentation assez floue dans la sexualité, on a vu que l'expérience de la conjugalité est un attendu fort. Passé 16-17 ans, il devient suspect pour les filles de n'avoir eu aucun « copain » à la fois en termes de désirabilité (il faut alors faire savoir publiquement le nombre de « baches » [refus] opposés à des garçons, voire refuser une relation

devant du monde), mais aussi en termes de norme de genre. Valériane, arrivée à la campagne en classe de 3^e était scolarisée auparavant dans un grand collège de Villeurbanne. Elle décrit une ambiance « beaucoup plus chaleureuse » dans son collège de montagne, où elle observe que les jeunes femmes sont plus libres de sortir avec des garçons :

« Et c'était très différent le collège de Villeurbanne et le collège d'ici ?

– De mentalité, ah ouais rien à voir, rien à voir. J'avais un copain tout le temps, quand j'étais ici, je le gardais pas longtemps, mais j'ai découvert ce que c'était que de faire un bisou, tu vois quoi. Alors qu'avant Villeurbanne, non, jamais [...] il fallait se cacher, c'était un peu bizarre, tu pouvais pas trop t'afficher avec un gars, je sais pas, ils se prenaient un peu trop la tête, j'ai l'impression. Alors que je suis arrivée ici, en deux jours, j'avais déjà un copain ! Rien à voir, ça a tout changé. [...] Ah ouais, c'est ça, ouais complètement, ouais tu faisais ce que tu voulais. Après je sais pas, peut-être qu'on a parlé sur moi, je m'en fous. » [Valériane, 26 ans « patronne » de bar.]

Au cours d'un entretien avec deux de ses copines, Rose, 16 ans, lycéenne (elle-même lesbienne) raconte, à partir d'une anecdote, la crainte de l'homosexualité féminine qui pèse sur les relations amicales fusionnelles entre filles, lorsqu'elles ne sont pas contrebalancées par des relations affectives visibles avec des garçons.

« À peu près tous les ans, il y avait une rumeur qui sortait. On avait eu... qu'est-ce qu'on avait eu comme rumeur ? C'était une surveillante cette fois-ci qui avait fait une rumeur sur... Moi j'étais en 5^e. [La surveillante] elle avait fait une rumeur sur trois filles qui étaient en 3^e. Et en gros, c'était trois super amies, super sympas et, en fait, la surveillante a cru qu'elles étaient lesbiennes à trois. Donc elle a appelé les parents et donc... bah voilà, donc les parents ils ont pété un câble. Ils comprenaient pas du tout ce qui se passait, lesbiennes à trois c'est quand même... ça peut être choquant par moment. Et donc, le soir, elles ont eu des explications avec leurs parents et, le lendemain, elles sont allées péter un câble à la surveillante, convoquées chez le principal, renvoyées trois jours parce qu'elles avaient gueulé sur un... [...] une surveillante. » [Rose, 16 ans, lycéenne.]

La mise en couple hétérosexuel permet de mettre à distance les rumeurs sur d'éventuelles relations lesbiennes ou bisexuelles, elle est aussi un rempart contre l'image de la « fille facile », dont l'une des caractéristiques est d'« enchaîner les mecs » quitte à casser les couples des autres et de ne pas « arriver [réussir] à se poser ». « Cette fille-là est une briseuse de couple » dira d'ailleurs une copine de Rose, au cours du même entretien, à propos d'une jeune femme d'un autre village qui aurait couché avec un de leurs copains, alors qu'il était en couple, « et ce n'est pas la première fois ».

Quand le célibat devient « gênant »

Le couple permet donc de faire la preuve ou de donner l'impression qu'elles couchent avec des garçons dont elles sont amoureuses, décourageant au passage leur association au stigmate de la putain (Clair, 2018). À l'inverse, le célibat serait la preuve d'un manque de valeur sur le « marché » affectif et relationnel. Autour de 25 ans, les jeunes femmes décrivent un monde divisé en deux catégories : leurs copines, qui ont une situation valorisante (en emploi et/ou diplômées et en couple avec ou sans enfant), et les autres, celles qui ne sont pas en couple, qui habitent chez leurs parents et qui « galèrent » pour trouver un travail correct. Ces dernières auraient des sociabilités considérées comme trop juvéniles et « immatures » (« qui ne pensent qu'à s'amuser »). Ce groupe des « autres » mêle pourtant des réalités différentes : entre celles qui disent « ne pas être intéressée par tout ça, le couple et tout » ou d'autres qui « n'[ont pas] trouvé chaussure à mon [leur] pied ». Pour celles qui n'ont pas instauré de relations durables durant leur formation (échecs amoureux, ruptures, célibat), la

pression sur la mise en couple se fait d'autant plus forte, une fois les études terminées, et augmente encore d'un cran avec le premier emploi stable. Les normes sociales jouent alors à plein dans la construction du script biographique de référence. Avec l'âge, l'indépendance économique (même relative) et parfois résidentielle, l'injonction à la mise en couple est de plus en plus forte, c'est par exemple le cas des « dernières célibataires du coin », c'est-à-dire celles qui ne sont pas posées ni installées en couple dans la bande de copines. Elles ont assisté aux mariages des unes, aux naissances des enfants des autres, mais leur situation de femme célibataire, qui au départ pouvait être partiellement valorisable, devient un « problème à résoudre ». Anaïs, 25 ans (mère : auxiliaire de vie à l'EHPAD ; père : chauffeur), revient sur sa trajectoire et son investissement dans les études. Elle est partie en ville « dans la métropole » pour faire un BTS comptabilité, là bas, elle a découvert les sorties, les garçons, a eu des relations avec certains « sans que cela ne dure longtemps ». Elle précisera d'ailleurs : « Je ne voulais pas d'un mec dans ma vie à m'occuper. Je voulais faire mes études. » C'est aussi le cas d'Héloïse, 23 ans, qui est revenue au village après son diplôme, sans avoir « dégoté » de travail. Elle dit un peu amèrement qu'il va falloir « faire avec les mecs qui restent » :

« C'est un peu triste ce que je vais te dire, mais en fait, je vois bien qu'avec l'âge... même si je ne suis pas vieille vraiment parce que tu m'enquêtes (rires), je vois bien que comme j'ai fait des études et tout et que je ne me suis pas posée... je vois bien que maintenant tous les meilleurs mecs ils ont été pris. Ceux avec qui j'étais en primaire, le beau gosse, ou l'autre tu sais X, qui était bien sympa et avec qui je suis sortie. Aujourd'hui il est posé, il va se marier avec Y, tranquille, ils vont acheter un pavillon pas très loin d'ici, je pense. [...] Moi, faut que je fasse avec ceux qui restent ! C'est triste à dire, mais plus t'avances en âge et moins t'as de choix, c'est ma grand-mère qui dit ça (rires). Ben je le vois. Elle m'avait prévenue et là... je le vis. [...] » [Héloïse, 23 ans, sans emploi.]

Toutes les festivités locales sont autant d'occasions pour l'entourage des jeunes femmes de leur rappeler leur célibat, parfois de le leur reprocher. Héloïse comme Anaïs ne peuvent échapper aux mariages des unes et des autres, toutefois elles ne vont plus à toutes les fêtes locales pour ne pas avoir à répondre à la question : « Et il est où ? », « tu nous le présentes quand ? » Le célibat des jeunes femmes devient gênant à la fois pour elles et pour leurs familles, comme le raconte Héloïse :

« Je vois bien, ma sœur – la petite – elle est déjà installée avec son mec. Déjà bon ça fait un sujet de conversation : et comment il va et tout... Dans la famille, ça passe bien. Pourtant c'est ouvert comme famille (rires). Moi, au début, on me demandait tout le temps et toi ? t'as un mec ? et tout... Et puis bon je suis polie, je les ai pas envoyés chier, mais je te jure que j'aurais bien voulu. Bref et puis y'a un moment où ça devient gênant, t'as pas envie de raconter, t'as pas envie d'en parler. Et là après c'est eux qui sont gênés... et ça devient presque un tabou ! C'est débile ça ! » [Héloïse, 23 ans, sans emploi.]

L'avancée en âge implique une forme d'accélération des calendriers de la cohabitation (Costemalle, 2015) : les plus jeunes femmes rencontrées (14-20 ans) attendent ou ont attendu plusieurs années – parfois 2 ou 3 ans – avant de s'installer (pour celles qui le sont), tandis que les jeunes femmes de 20-28 ans disent attendre bien moins longtemps – de quelques mois à un an et demi-deux ans – avant d'habiter avec leur conjoint, quand la relation devient durable, s'inscrit dans la confiance et dans l'exclusivité sexuelle. Les données existantes montrent également que le niveau de diplôme a une incidence forte sur le nombre de relations vécues et la cohabitation (voir les données de l'enquête EPIC, 2014 : <https://epic.site.ined.fr/>) : les femmes peu ou pas diplômées s'installent et cohabitent avec leur conjoint de manière plus précoce que les autres jeunes. Ce lien entre faible niveau de diplôme et expérience de la cohabitation se retrouve dans les trajectoires des jeunes femmes enquêtées.

Mise en couple et installation : entrer dans la conjugalité

Entrer dans la conjugalité est l'occasion d'accéder à un espace social où les parents ont moins de place, mais aussi où elles peuvent fréquenter des univers sociaux qui jusque là leur étaient relativement peu accessibles – comme les bars et les pubs – au risque de fragiliser leur réputation. C'est ainsi qu'on observe, à plusieurs reprises, dans les bars des bourgs, la présence d'une jeune femme au milieu d'une bande de jeunes hommes, toujours assise à côté de son copain. La mise en couple se traduit par une transformation des relations : elles voient moins leurs amies – mais contrairement aux femmes des générations antérieures, elles maintiennent les liens grâce aux médias sociaux *via* des groupes Whatsapp – parfois pour fréquenter ceux de leur copain, plus souvent pour « juste rester tous les deux ». Si la fréquentation de groupes de garçons offre l'opportunité de pouvoir davantage se déplacer en scooter ou en voiture, c'est encore plus accentué avec la mise en couple, les jeunes femmes choisissant généralement des jeunes hommes légèrement plus âgés. Cette norme conjugale est partagée avec les parents qui, comme on l'a vu, acceptent la présence des jeunes couples dans leur domicile, ce qui participe à renforcer l'exclusivité sexuelle dans le cadre d'un couple installé : « On ne ramène pas n'importe qui chez les parents. » L'analyse des entretiens montre une condamnation importante des relations extra-conjugales, et ce d'autant plus que le couple est récent ou naissant ; lorsque la durée du couple augmente et que les tensions sont connues de tous, les écarts à l'exclusivité sexuelle, en particulier des garçons, font l'objet de « compréhension ». C'est aussi ce que l'on peut observer dans notre enquête : si la norme de la conjugalité et de l'exclusivité sexuelle peut être invoquée ou contournée (voire ignorée) en fonction des situations, c'est davantage le fait des jeunes hommes.

La mise en couple connue de tous procure un statut qui peut se concrétiser par le mariage mais pas forcément. Elle est également signe de respectabilité, de responsabilité mais aussi de désirabilité et de sécurité matérielle. Les jeunes femmes investissent largement l'amour, le couple, les relations, à la fois dans les discussions qu'elles ont entre elles et dans sa mise en scène, y compris dans l'espace public. Être en couple est décrit comme un espace de libération par rapport aux cadres familiaux et amicaux, bien qu'en réalité elles décrivent comment le couple participe à d'autres formes de contrôle et de gouvernement de la sexualité et des activités.

Habiter chez son copain, vivre dans sa « belle famille »

Les jeunes femmes que nous avons rencontrées vivent le plus souvent chez leurs parents, ou parfois chez les parents de leur petit ami, plus rarement dans un « chez elle » ou un « chez nous », c'est-à-dire dans un logement indépendant, seules ou en couple. Quand elles poursuivent des études, sont en recherche d'emploi ou qu'elles ont déjà un emploi mais précaire, sans contrat de longue durée, elles restent dans une situation de dépendance financière à l'égard de leur famille d'origine. Dans leur grande majorité, elles adhèrent à la norme conjugale adulte qui implique une cohabitation du couple et le partage d'un lien affectif entre les partenaires. Elles aspirent à s'y conformer, bien que leur âge et leur trajectoire ne leur permettent pas de la mettre en pratique. Âgées de 14 à 28 ans, les jeunes femmes rencontrées ont raconté leurs histoires relationnelles et affectives, leurs expériences de mise en couple et celle de leur installation « conjugale » (pour la minorité d'entre elles qui en a fait l'expérience). Ces récits sont marqués par les âges auxquels il semble légitime, du point de vue des adultes et des autres jeunes de leur entourage, que les jeunes femmes aient ou non une vie affective

et sexuelle, puisque comme le souligne Isabelle Clair, « les jeunes comme les adultes qu'ils côtoient, ont souvent une perception de leur âge comme d'un âge incomplet, une perception de leur vie comme d'une vie en attente. Ils vivent tous tendus vers l'âge adulte qui les sortira de la dépendance, qui leur permettra de se réaliser pleinement, en un mot : qui les fera entrer dans la "vraie vie" » (Clair, 2018, p. 76). Aussi, même si les relations amoureuses ne donnent pas toujours lieu à une cohabitation, « vivre ensemble » et « s'installer plus tard » sont au cœur des récits de ces jeunes femmes.

Sophie a 20 ans et demi, bientôt 21. Fille d'un père livreur dont elle n'a pas de nouvelles depuis plus de dix ans et d'une mère qui fait des « nettoyages » chez les gens et avec laquelle elle est très « brouillée », elle s'est installée chez les parents de son copain Mattéo dans un hameau de quatre maisons dans les Deux-Sèvres. Elle est originaire de Champagne-Ardenne de la périphérie de Reims, où elle a grandi dans une cité d'habitat social avant de déménager à plusieurs centaines de kilomètres. Là-bas, elle a laissé sa famille – avec qui elle dit avoir de très mauvaises relations – mais surtout ses deux filles, âgées de 4 et 2 ans, issues d'une précédente union avec Djamel. Toutes les deux sont aujourd'hui placées en foyer par l'aide sociale à l'enfance en raison de violences conjugales et familiales. Au moment de l'entretien, Sophie est en couple, « vit chez les parents de [son] copain » et aspire à s'installer avec lui.

« Donc là mon but c'est d'avoir un boulot pour nourrir... enfin pour mes filles déjà parce que... et puis pour avoir mon petit appartement avec mon copain, parce que je suis actuellement en couple, depuis cette année, mais bon on aimerait bien avoir notre petit chez nous et puis... [...] Là, on vit chez les parents de mon copain, à Py'. » [Sophie, 20 ans et demi, 2 enfants, dispositif garantie jeunes]

La possibilité d'inviter à leur domicile est toutefois conditionnée au fait qu'elles habitent rarement seules, et doivent donc « faire avec » la présence ou les allées et venues des parents ou de la fratrie. C'est d'ailleurs ce qui explique peut-être la « rapidité » avec laquelle les jeunes femmes vont présenter leur partenaire à leur famille, faute d'espace disponible pour se fréquenter. Après quelques semaines, parfois quelques jours, les parents croisent le petit ami qui devient dans les mois suivants le « beau-fils », « le gendre » ou encore le « beau-frère ». Il est invité aux fêtes et s'inscrit dans la routine familiale, c'est également le cas pour les jeunes femmes qui vont rencontrer leur « belle famille ». Dans son étude sur l'entrée en couple en milieu rural, Isabelle Clair soulignait que « c'est bien plus dans leur famille à elles que le couple est abrité. C'est donc aussi là que se font souvent leurs débuts dans la sexualité pénétrative » (Clair, 2011b). Dans les couples de notre enquête cohabitant avec les familles, ce sont les jeunes femmes qui emménagent dans la famille de leur « copain ». Elles font parfois des dizaines ou des centaines de kilomètres, rompent avec leur propre réseau et investissent celui de leur partenaire.

En établissant leur résidence chez les parents de leur « copain », les jeunes femmes deviennent un soutien dans l'organisation familiale et font leur part du travail domestique : courses, cuisine, ménage, enfants. Elles répètent le plus souvent ce qu'elles faisaient chez leurs parents. Sous le regard des beaux-parents cette cohabitation est l'occasion de « montrer que l'on peut tenir son intérieur » faire sa part des tâches qui incombent aux femmes dans les foyers, en ayant conscience des contraintes matérielles de la vie quotidienne. Cette période est l'occasion d'une socialisation à une certaine organisation conjugale valorisant une différence hiérarchisée des sexes et une répartition du travail domestique. En contrepartie de leur l'investissement, en gagnant une « vraie place » dans la famille de leur copain, elles peuvent bénéficier de son capital d'autochtonie. Elles intègrent aussi les réseaux d'interconnaissance de leur « belle-famille », qui viennent s'ajouter aux

leurs quand elles sont sur le même territoire, ou les remplacent quand elles ont déménagé de loin. Comme tout le monde, elles diffusent les ragots dont toutes les jeunes femmes se plaignent dans les entretiens, « quand même il paraît que... », car ces commérages concourent à construire les alliances et les confrontations. L'appartenance aux classes populaires se caractérise en effet par une expérience précoce des budgets contraints, de l'attention aux dépenses dans leur famille d'origine. Qu'ils aient lieu chez leurs parents ou chez ceux de leur « copain », les premiers rapports sexuels racontés par des jeunes femmes mettent en évidence les conditions de logement et la porosité des espaces, plus largement, cela révèle la précarité des familles, comme le décrit Sophie au cours de l'entretien.

« Chez la famille à mon chéri c'est trop marrant, les trois chambres ils sont côte à côte. Donc ça fait la chambre de mon chéri, enfin la chambre du couple, avec mon chéri on est en face des escaliers donc c'est encore plus marrant, on peut voir tout ce qui se passe. Après ça fait sa sœur d'un côté, ça fait ses parents de l'autre. Donc toujours ses parents sont en bas, nous, vu qu'on est un couple, on reste toujours en haut. Évidemment, on reste toujours dans notre bulle et donc dès qu'on doit manger c'est : Mattéo, Sophie, à table ! Après ils appellent l'autre couple... mortel ! Pour mettre la table c'est : Mattéo, Sophie ! C'est chiant. » [Sophie, 20 ans et demi, 2 enfants, dispositif garantie jeunes]

Quand les jeunes femmes s'installent avec leur copain dans un logement indépendant, les familles restent proches. Le jeune couple fait des allers-retours, chacun dans sa famille respective, et ils bénéficient de ressources diversifiées qui dépassent largement le cadre strictement financier : les jeunes femmes racontent comment elles peuvent profiter d'une sortie en ville, d'une voiture ou encore d'outils pour des travaux (et de la main-d'œuvre qui va avec). Après une séparation, les jeunes femmes restent plus longtemps « seules » que les jeunes hommes : elles racontent que le temps de la remise en couple est augmenté, tant pèsent sur elles les « on-dit » susceptibles de mettre en cause leur respectabilité.

3. Aspiration à l'avenir : « Quand je vais me poser »

Le constat de l'évolution des formes de conjugalité depuis cinquante ans est largement décrit par les sociologues et les démographes ; se marier avant de s'installer est ainsi devenu rare, ce que nous constatons aussi chez les jeunes femmes que nous avons rencontrées (Costemalle, 2015 ; Rault, Régnier-Loilier, 2015). Si le mariage institutionnel s'est affaibli, cela ne signifie pas la disparition ni même un déclin de l'aspiration au couple. Les jeunes femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche aspirent à la vie conjugale pour la grande majorité d'entre elles : « se poser », « se caser », « être tranquille ». L'engagement dans la vie conjugale est pour elles une des clés permettant de négocier le départ du domicile familial. Seule une petite minorité ne considère pas la vie en couple comme une finalité ni comme une obligation : le plus souvent ce sont des jeunes femmes qui continuent leurs études, qui ont l'expérience de mobilités plus fortes sur le territoire et une moindre appréhension de la ville ou du fait de vivre seule. « L'attraction du modèle étudiant a sans doute été un facteur puissant de changement social et culturel en favorisant la diffusion de normes et de styles de comportements dans les couches de la jeunesse éloignée de la sphère sociale où se recrutaient les étudiants : mode vestimentaire, goût alimentaires, pratiques culturelles spécifiques » (Chamboredon, 1991). Cette généralisation d'un modèle étudiant de la jeunesse qui devient le modèle de la jeunesse a participé à la diffusion d'une période de jeunesse sexuelle où les relations affectives et sexuelles ne signifient

pas installation en couple, et encore moins vie maritale ou parentale. Dans les parcours des jeunes femmes rencontrées, le chômage comme l'inactivité et la précarité des emplois apparaissent comme un frein majeur à la décohabitation (Castell *et al.*, 2016 ; Labadie, 2014). Plus largement, les entretiens montrent que la dépendance économique à l'égard des parents maintient les jeunes femmes dans une situation parfois tendue, car leur désir d'autonomie, voire d'indépendance, se trouve empêché (Clair, 2018) par une trajectoire scolaire relativement courte, marquée par l'enseignement professionnel, et surtout par la précarisation des emplois, qui s'ajoutent à leur milieu social d'origine modeste. La contrainte financière constitue un frein à l'installation indépendante – seule ou en couple – mais se joue différemment dans les quatre territoires ruraux, en particulier en raison de la menace de préemption des habitations disponibles pour des résidences secondaires de touristes fortunés sur deux des territoires enquêtés²². On notera dans cette enquête que très peu de jeunes femmes ont fait l'expérience de la colocation pour partir de chez leurs parents, les seules et rares jeunes femmes à l'avoir pratiquée sont celles qui ont suivi des études supérieures dans des métropoles sans avoir de famille pour les loger. Autrement dit, les trajectoires résidentielles des jeunes femmes rencontrées sont marquées par le passage de la vie dans leur famille d'origine à la vie dans leur foyer en couple, avec parfois, entre les deux, une vie dans la famille de leur conjoint – phase d'attente avant l'installation indépendante du jeune couple. Comme dans les trajectoires des jeunes hommes (Renahy, 2010, p. 194), la colocation fait figure d'exceptionnalité pour les jeunes femmes rurales, révélant les difficultés d'indépendance résidentielle.

L'aspiration à la mise en couple et à l'installation est donc ambivalente : si cela permet d'entrer dans la « vraie vie » et de « se poser », c'est au risque de l'enfermement de l'erreur, de la rupture... Pendant cette phase « d'attente » avant l'installation en couple, les jeunes femmes décrivent cette période de la jeunesse avec ses bénéfices dont il faut « profiter » comme une période de sursis avant l'âge adulte où la vie conjugale est installée. Cette projection dans la conjugalité s'accompagne d'une aspiration à la maison individuelle tout aussi prégnante dans les discours. Elle s'inscrit aussi dans l'idée que la location est une période transitoire avant la possession d'un « chez-soi », lieu de valorisation de stabilité sociale dans les milieux populaires (Lambert, 2012). Pourtant, dans la réalité, toutes ne vivent pas dans ces maisons, certaines habitent dans les appartements d'immeubles. Elles vivent parfois dans d'anciennes grandes maisons divisées en deux appartements. L'accession à la maison individuelle reste un idéal et un espoir de la majorité d'entre elles à l'image plus générale des jeunes de milieu populaire (Amsellem-Mainguy *et al.*, 2017), car elle constitue un « plus », la matérialisation d'une condition sociale enviable. L'appartement comme la « maison divisée » est vécu comme une transition provisoire (parfois durable) entre le domicile parental et le « chez elle » auquel elles aspirent. Selon les jeunes femmes qui s'installent en appartement, leur premier déménagement se fait rarement « par hasard », elles racontent avoir choisi une habitation à proximité de leur famille (de leur mère) moins souvent de leur lieu de travail. L'installation en couple dans un logement indépendant, au même titre que le mariage, agit comme forme de consécration de la relation conjugale, soulignant notamment l'exclusivité sexuelle qu'elle symbolise.

²² Au moment de l'enquête (2019) les agences immobilières locales indiquent des acquisitions de maisons autour de 2 000 euros le m² vers Crozon, 1 700 euros vers Saint Pierre d'Entremont, contre 1 100 euros dans la zone de Parthenay et 850 euros le m² autour de Revin, révélant les tensions très variables sur l'immobilier dans les quatre territoires.

« Et toi, c'est pour quand ? » : l'injonction à la maternité dans les parcours biographiques

Pour les jeunes femmes que nous avons rencontrées, qui vivent en milieu rural et sont largement issues de milieux populaires, vouloir « se poser », « se caser », « s'installer » ne signifie pas pour autant la maternité à court terme. L'importance de vivre en couple, de « s'installer avec son homme », passe avant la construction d'une famille (Clair, 2011a) et bien souvent avant même d'avoir une situation économique acceptable, c'est-à-dire un emploi stable. L'examen des motifs de départ pour un logement indépendant dans l'enquête ENRJ montre que le départ pour les études concerne une majorité de jeunes femmes résidant en milieu rural, mais il met aussi en évidence, chez les jeunes femmes de milieux populaires ruraux, la primauté d'une décohabitation pour l'installation conjugale (Orange, Renard, 2018). Si la maternité fait partie des scripts d'entrée dans l'âge adulte, et contribue à une reconnaissance sociale localement forte, les propos de nos enquêtées soulignent l'importance accordée à l'emploi (et donc dans une certaine mesure aux études) et au logement. Dans un contexte où l'écart d'âge entre conjoints – avec des femmes plus jeunes que leur partenaire –, reste la norme (Bozon, Héran, 2006), la tendance à trouver un conjoint déjà inséré dans le marché du travail est particulièrement marquée chez les jeunes femmes peu ou pas diplômées. À l'inverse, la mise en couple des jeunes hommes avant une première embauche paraît plutôt rare. La construction des parcours de vie des jeunes femmes de milieu populaire vivant en milieu rural ne peut donc se réduire de manière stéréotypée à la maternité dès le plus jeune âge.

Toutefois, on observe qu'une majorité d'entre elles se projettent massivement dans la sphère familiale qui constitue une forme de protection : avoir une famille, être femme de, mère sont des statuts qui permettent d'acquérir une honorabilité sociale. Les parcours sexuels, affectifs et conjugaux se complexifient et toutes n'envisagent pas de se marier, même si cette célébration est évoquée par une partie d'entre elles comme une consécration de leur relation affective auprès de l'entourage, permettant au couple de bénéficier d'une forme de notoriété locale (Maillochon, 2016). Très peu de jeunes femmes rencontrées en ont fait l'expérience, mais plusieurs racontent avoir des ami·e·s marié·e·s. Lorsqu'elles se marient, c'est le plus souvent après leur emménagement en couple et l'expérience de la vie conjugale. Si, dans leurs récits, la norme conjugale reste forte et le projet de parentalité, dominant, le souci de concilier vie familiale et vie professionnelle fait aussi partie de leurs préoccupations.

Avec l'arrivée des enfants, une nouvelle division du travail domestique se met en place et qui n'est pas sans incidence sur les relations affectives et la sexualité : les femmes apparaissent comme des partenaires parentaux et les hommes comme des partenaires sexuels, ce qui, sous couvert de la croyance partagée selon laquelle les hommes ont plus de besoins sexuels, permet de justifier – au moins en groupe – les infidélités. Les jeunes femmes qui sont installées avec leur conjoint ou qui ont des enfants passent d'autant plus de temps en famille, et notamment avec leur belle-famille. Mélanie passe ainsi beaucoup de temps avec sa belle-mère, avec qui elle s'entend particulièrement bien et qui lui apprend les techniques traditionnelles (« Je fais tricot, crochet, couture. Là je suis en train d'apprendre à faire les paillas parce que c'est quand même pas simple »).

Quand le couple renferme les jeunes femmes à l'intérieur

« Au fur et à mesure de l'entrée dans la vie adulte, avec l'installation dans un couple qu'elles jugent stable, les conditions de vie des jeunes femmes deviennent en revanche plus individualisées et invisibilisées que celles des hommes, notamment parce qu'elles auront davantage tendance à rejoindre leur conjoint dans son village d'origine. » (Coquard, 2016a, p. 278.) C'est le cas des jeunes femmes qui ont grandi dans des villages ou des petites villes pour qui la mise en couple « conjugalisée » – ce qui signifie : vivre sous le même toit, partager la même maison, avoir les deux noms sur la boîte à lettres – peut aussi être synonyme d'éloignement de leur territoire, de leur réseau amical et familial mais aussi de leur connaissance des infrastructures et des services publics de proximité. En cela, le couple contribue à renfermer les jeunes femmes sur l'intérieur de leur domicile, mais aussi à l'intérieur des sociabilités de leur conjoint, certaines se repliant complètement sur le conjoint et son réseau : ses amis, sa famille (beaux-parents, enfants de la belle-famille, etc.), ses voisins. Le coût d'investissement dans ces nouveaux réseaux de sociabilités n'est pas négligeable, les jeunes femmes devant négocier leur place avec leur conjoint, les amis du conjoint, les autres copines du groupe de garçons, mais aussi leurs « beaux parents » et plus largement la belle-famille.

Trouver sa place passe notamment par l'investissement dans la gestion de leur intérieur, afin que celui-ci fasse le moins possible l'objet de commentaires négatifs de la part du groupe d'amis (Coquard, 2016b) : gérer l'intérieur signifie à la fois le ménage, la manière de décorer l'intérieur, mais aussi fait de savoir accueillir et d'avoir de quoi accueillir, c'est-à-dire « mettre bien » en offrant un café ou une bière. Celles qui sont en couple avec un jeune homme bien réputé localement et relativement bien inséré économiquement et socialement (en emploi, joueur ou membre du bureau de l'association du club de foot local, par exemple) accueillent plus que les autres, néanmoins elles n'ont pas toujours le choix de quand ni de qui accueillir. Se rejouent alors les rapports de genre où parce que le conjoint est mieux doté socialement et économiquement, il dispose de davantage de capitaux pour décider des fréquentations (Coquard, 2016b). Mais, comme le dit l'une des jeunes femmes, « c'est un mal pour un bien », car avec la désertification des centres-villes, la fermeture des commerces et cafés de proximité, l'investissement des domiciles permet de contrôler et, surtout, « évite les retours sur la route la nuit, bourré ».

Le couple offre la possibilité de fréquenter de groupes amicaux mixtes au sein du domicile et semble protéger les jeunes femmes des « on-dit », « des commérages » qui pèsent toujours sur leur tête. Malgré un idéal d'égalité entre les sexes et une plus grande participation des jeunes hommes à la vie familiale et/ou domestique, on observe une division sexuelle du travail domestique et parental toujours très présente. À l'inverse, les jeunes femmes vivant seules, les mères au foyer ayant connu une relation antérieure marquée par une séparation ont une sociabilité quasiment exclusivement composée d'autres jeunes femmes, y compris via les messageries sur les réseaux sociaux de type Whatsapp. Elles s'y échangent les nouvelles des enfants et les ragots qui circulent sur les autres femmes ou les jeunes couples essentiellement. Les jeunes mères célibataires n'ont pas vraiment d'autre choix que de ne pas recevoir de partenaire chez eux (« ça serait très mal vu »), le coût que représente une éventuelle nouvelle opportunité de rencontre est alors assez élevé : s'organiser pour faire garder les enfants (anticipation, entraide... qui amènent à devoir un peu « raconter sa vie »), sortir « à la ville » et consommer, au moins à boire, pour se socialiser. Pour réduire les frais, elles s'organisent et certaines mangent avant de partir, « ça fait une dépense de moins ». Lorsqu'elles sont plus âgées, qu'elles s'installent en couple, encore plus lorsqu'elles ont des enfants, le repli sur la sphère familiale s'accroît.

Violences conjugales : « tout le monde sait, personne ne parle jusqu'à ce que... »

L'entrée en couple, et plus encore l'installation dans une routine, est l'occasion de l'apprentissage de la vie conjugale, y compris dans les rapports sociaux inégalitaires. La violence conjugale dans toute la diversité des formes qu'elle peut prendre en est l'exemple extrême ; loin d'être anecdotique dans les entretiens réalisés, indépendamment de l'âge des jeunes femmes rencontrées, elle n'est cependant caractéristique ni des classes populaires ni du milieu rural (Bajos, Bozon, 2008). Les jeunes femmes sont la plupart du temps avec des partenaires un peu plus âgés ; quand ces derniers travaillent, les jeunes femmes se retrouvent dans une situation de dépendance économique à leur égard d'autant plus forte quand elles enchaînent les contrats précaires et les emplois moins rémunérateurs, voire ne travaillent pas. « Les effets bien connus de cette dépendance, en termes de non-partage du travail domestique, voire de violence physique, font partie de la découverte conjugale » (Clair, 2011a.) La situation économique du couple peut alors être source de tension, et ce d'autant plus qu'ils cohabitent dans un logement indépendant des parents : les dépenses augmentent : « Y'a le loyer et l'essence et tout ce qu'il y a pour la voiture aussi, les factures, la box pour internet, mon portable, Netflix, et puis la bouffe et les clopes – même si j'essaie de pas trop fumer, c'est chaud ! » liste Sophie 20 ans ½, qui au moment de l'entretien vit chez les parents de son copain, après avoir vécu quelques années avec un conjoint violent, père de ses deux filles, dont elle s'est séparée. La décohabitation de la famille d'origine ne signifie pas l'absence de transferts d'argent entre les jeunes femmes et leurs parents : elles doivent soutenir leurs parents ou leurs frères et sœurs. L'enquête sur les violences faites envers les femmes (ENVEFF) a ainsi mis en exergue un effet d'âge sur les violences subies, en montrant que la précocité de mise en union est un facteur de risque important, parce qu'elle se réalise dans des contextes particuliers de difficultés sociales, économiques et familiales, comme on peut le voir dans le récit d'Agnès. Elle a 28 ans et a grandi jusqu'à l'âge de 8 ans avec sa mère, chez sa grand-mère, où vivaient également les quatre sœurs de sa mère et le mari de sa grand-mère, un homme violent. De son enfance, elle décrit dans l'entretien uniquement des scènes de violences physiques, psychologiques et sexuelles au sein de sa famille. Lorsqu'à l'adolescence elle rencontre un garçon qui « s'intéresse à l'ellle », Agnès s'engage dans la relation « tête baissée » :

« Toute ma jeunesse, on m'a toujours dit que j'étais qu'une merde, que j'arriverais jamais à rien, donc je me suis dit, pour une fois qu'il y en a un qui veut bien de moi, beh soyons fou, restons avec lui. Malgré tout ce qu'il me faisait, malgré tout je restais. » [Agnès, 28 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Si elle décide de s'installer « rapidement » avec lui, au regard des trajectoires des autres jeunes femmes autour d'elle, Agnès garde en mémoire l'importance de ne pas dépendre de quelqu'un. Elle reprochera à plusieurs reprises à sa mère de n'avoir pas su prendre son indépendance à l'égard de ses parents. L'indépendance économique et résidentielle est importante dans sa trajectoire : ayant trouvé un emploi d'auxiliaire de vie à domicile, Agnès a un salaire et trouve rapidement un appartement « pour partir le plus vite possible de cette famille de fous », dans un appartement d'une petite ville de 3 500 habitants. Anthony, le garçon qu'elle a rencontré à l'adolescence, vient de cette ville, où il a grandi et habitait avec ses parents, avant d'emménager chez elle, mais il ne travaille pas « il passe ses journées devant la télé à fumer des clopes et à boire des bières avec ses potes... ou même tout seul ». C'est Agnès qui « ramène l'argent à la maison », mais aussi qui apporte un soutien financier et logistique à la famille d'Anthony.

« *Du coup vous avez pris un appart ensemble ?*

– Non, ça a toujours été chez moi. Il est hors de question de dépendre d'un homme, et ça n'arrivera jamais à mon avis. Je crois que je supporterais pas. J'ai besoin de mon indépendance et je supporterais pas de vivre aux crochets de quelqu'un. C'est pour ça que j'ai toujours voulu travailler. [...] C'est lui qui dépendait de moi, totalement, financièrement, émotionnellement, tout. C'était moi qui le trimballais partout. J'aidais sa famille aussi, alors que j'avais une petite paye.

– *Ils habitaient où sa famille ?*

– À Fy' aussi. Très dépensière la mère, le père une bonne paye, mais la mère a fait des dettes partout. Donc du coup il a deux petites sœurs, donc moi ce qui me faisait mal au cœur c'était les deux petites. Donc quand elle me disait, je sais pas quoi leur faire à manger, il y a plus rien machin, beh, j'allais leur faire des courses. Leur machine à laver est tombée en panne, c'est moi qui faisais les lessives. » [Entretien avec Agnès, 28 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Anthony attend Agnès toute la journée jusqu'à ce qu'elle rentre du travail, si au début elle prend cela comme une forme d'attention, rapidement cette situation tourne au contrôle. Elle doit lui dire ses horaires de travail, ce qu'elle fait comme dépenses, rendre des comptes sur les personnes qu'elle fréquente.

« J'étais obligée de mentir sur mes horaires si je voulais aller voir ma meilleure amie. Je lui disais que je quittais à 21 h, en fait je quittais à 19 h, j'allais chez ma meilleure amie un petit peu, et puis après je rentrais comme si je venais de quitter du travail. Ou des fois j'allais même pas chez elle, je me posais dans un coin, sur une place ou quoi, j'écoutais la musique et je voulais pas rentrer, j'avais qu'une hantise c'était rentrer. Et quand je vivais chez ma mère, c'était pareil. On passait à un tournant et la maison était au bout, et on voyait les voitures, donc il y avait la voiture de mon beau-père, j'avais une boule au ventre qui arrivait et j'avais pas envie de rentrer quoi, c'était vraiment j'y allais à reculons. Et je me suis déjà vue là où j'habitais avant avec lui, je me garais et je restais dans la voiture, je voulais pas y aller, et je restais, et des fois je restais là pendant une demi-heure, trois-quarts d'heure à rien faire, à anticiper ce qu'il allait me dire, ce que je devais faire, ce que j'allais devoir faire, j'allais devoir faire à manger. Alors je m'occupais déjà de ça au boulot et en plus je rentre à enquiller à la maison avec ça, donc non c'était trop et j'en ai eu marre. » [Agnès, 28 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Au bout de plusieurs années, Agnès se résout à quitter Anthony « quitte à se retrouver seule une fois de plus ». Quand elle lui annonce la rupture, il fait une tentative de suicide avec des médicaments. S'ensuit une relation ponctuée par des ruptures et des remises en couple « je l'ai repris chez moi par pitié, plus que par amour, et puis peut-être par habitude aussi parce que je m'ennuyais ». Aujourd'hui elle est séparée d'Anthony à qui elle a réussi à imposer une rupture définitive. Elle s'ennuie.

« Maintenant je peux regarder ce que je veux, manger ce que je veux, à l'heure que je veux, on me dit pas : Oh non fume pas là... Oh non regarde pas ça j'aime pas... Oh non... J'étais obligée de me taper tous les documentaires à la con sur la vie des grenouilles, des suricates, les 90' Enquêtes tout ça. Non ! Maintenant je peux regarder mes séries, mes films d'horreur, j'adore ça ! Et je pouvais pas, j'avais le droit de rien faire en fait. J'avais pas le droit de sortir, j'étais obligée de mentir sur mes horaires. [...] Là je suis bien comme je suis. Après je m'ennuie, c'est vrai, mais non ça va, plutôt satisfaite. J'ai mon CDI, j'ai un appartement, j'ai une voiture, voilà quoi. » [Agnès, 28 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Dans les récits d'Agnès, de Céline ou encore de Sophie, l'expression « femmes battues » sert de figure repoussoir : même les jeunes femmes ayant connu des violences physiques ne se définissent pas comme telles, elles disent avoir « subi des choses », « subi des violences ». Pour autant, elles ne veulent pas être associées à des êtres fragiles ni à des « victimes » dont la passivité serait stigmatisante. Elles décrivent leur conjoint qui a « l'alcool mauvais ». L'alcool est avancé comme un facteur déterminant des violences conjugales par les enquêtées. Partie intégrante d'une conduite virile, la consommation d'alcool est valorisée ; les apéros, soirées et beuveries font partie des rituels masculins auxquels les jeunes femmes assistent et parfois participent en buvant également. Le plus

souvent, ces violences ne se circonscrivent pas aux brutalités physiques, mais sont une combinaison combinant de formes de violences et de contrôle de la vie quotidienne (Jaspard, 2011). Comme Agnès, elles décrivent devoir rendre des comptes sur leurs déplacements, leurs fréquentations, mais aussi sur les appels et les messages qu'elles reçoivent sur leur portable. Leurs copains leur impose des interdictions à la fois sur les lieux et les personnes fréquentables, ce qui signifie en creux qu'elles doivent rendre des comptes sur leur sexualité et l'exclusivité sexuelle à laquelle elles se sont engagées tacitement (plus rarement explicitement) en étant en couple.

« Les mécanismes des violences conjugales reposent en grande partie sur des "conduites contrôlantes et humiliantes" ou des "comportements indiquant une attitude de contrôle, de domination, de dévalorisation" selon le vocabulaire des chercheurs canadiens. Ces violences psychologiques manifestent une continuelle surveillance : contrôler, critiquer, dénigrer, imposer des comportements, des façons de s'habiller. » (Jaspard, 2011.) Quelle qu'en soit la nature, les jeunes femmes rencontrées déclarent des violences subies et des violences aussi auxquelles elles ont pu assister en tant qu'enfant dans le cadre familial entre leurs parents. Si la dénonciation de ces violences en entretien sociologique souligne l'inacceptabilité des situations de violences subies, cela ne signifie pas pour autant que la séparation d'avec le partenaire violent soit évidente. Mais même si le désir de couple reste important, on constate une rupture par rapport à la génération de leur mère et plus encore de leur grand-mère : la séparation conjugale y compris pour des raisons de violence conjugale est possible et envisageable, elle fait partie des scripts de la vie conjugale.

« Je vais pas rester dans la souffrance toute ma vie comme ma mère. C'est pas facile tous les jours mais quand même... Je suis trop jeune. Même si parfois je me dis que peut-être j'aurais pu... Enfin en fait non... je pouvais plus rester avec lui. » [Agnès, 28 ans, auxiliaire de vie à domicile.]

Conclusion

Les habitants des milieux ruraux et particulièrement les « filles du coin » sont parfois décrits comme des « berniques accrochées à leur rocher » pour reprendre une expression entendue en Bretagne. Pourtant, force est de constater que ces jeunes femmes parcourent parfois plusieurs dizaines de kilomètres au cours d'une seule et même journée pour se rendre sur leur lieu d'enseignement, de formation ou de travail, aller rejoindre des ami·e·s, aller sur leur lieu de loisirs, faire du sport ou encore faire les courses, aller à la Poste ou chez le médecin. Dans ces espaces à dominante rurale, la mobilité se mesure surtout à l'aune des temps de parcours : les kilomètres n'ont pas de sens pour définir le « loin » et le « proche », le repère est plutôt celui du temps mis pour y arriver. Cette mobilité intraterritoriale fait référence à l'ensemble des déplacements des individus à l'intérieur de leur espace de vie, ces déplacements se faisant généralement dans le cadre de leurs activités quotidiennes. L'enquête sur cette mobilité intraterritoriale des jeunes femmes montre qu'on ne peut se résoudre à considérer uniquement des distances de déplacements par rapport au lieu d'habitation : tracer une limite kilométrique n'est pas pertinent et ne tient pas compte des modalités de déplacement pour les filles souvent contraintes de se caler sur l'organisation des autres (ceux qui ont le permis de conduire et un véhicule) ou des transports publics (essentiellement les cars scolaires). Dans les quatre intercommunalités étudiées, les distances augmentent facilement – surtout quand il s'agit de les faire à pied, en stop ou en transports publics, puisque rappelons-le une partie importante des jeunes femmes rencontrées n'a ni de voiture ni de deux-roues. Cette mobilité géographique et physique ne peut cependant pas être totalement dissociée de la mobilité culturelle, puisque comme le montre l'enquête, ce sont notamment les dispositions sociales qui vont permettre aux individus d'envisager une mobilité intra ou extra territoriale (Riou, 2011).

Pour réaliser leurs déplacements, les jeunes femmes doivent donc estimer le temps qu'elles mettront et tenir compte des coûts organisationnels (faire avec les contraintes personnelles, familiales, mais aussi avec les contraintes des autres quand elles n'ont pas de véhicules ou de transport public à proximité ou aux horaires adaptés), des coûts financiers (prix de la voiture comprenant l'essence et l'assurance ainsi que l'entretien, prix des transports publics...) et des coûts émotionnels (lorsqu'il s'agit de faire du covoiturage ou du stop, sans en parler à leurs parents, ce qui implique des préparatifs adaptés notamment sur les manières d'être et de se vêtir, quitte à avoir des doubles tenues vestimentaires). Mis bout à bout, ces coûts vont participer à rendre les déplacements acceptables ou non, « rentables » ou pertinents. C'est ce que l'on constate dans le cas des déplacements liés au travail (ou aux stages) pour lesquels les jeunes femmes sont davantage prêtes à s'organiser : « il faut bien travailler ». Une heure de trajet peut être acceptable pour aller en cours, en stage ou travailler, mais paraît exagérée pour un déplacement de loisirs.

La mobilité est au cœur de tous les récits, et grandir en milieu rural impose de s'interroger sur le fait de partir ou rester sur son territoire, sans comparaison avec ce que vivent les jeunes urbains. Pourtant la plupart des jeunes femmes rencontrées apprécie le milieu rural, envisagent d'y faire leur vie, même si elles aspirent à se rapprocher des réseaux de transports et des services publics ou des commerces (les petites villes et bourgs actifs attirent, mais pas les grandes agglomérations). La recherche de travail au moment de l'entrée dans l'âge adulte des jeunes femmes de milieu populaire vivant dans le monde

rural est centrale dans leurs trajectoires, et amène une partie d'entre elles à « partir » vers un « ailleurs » qui serait plus profitable. Cet ailleurs est la plupart du temps également rural, l'objectif étant de partir seules ou avec leur copain chercher des petits jobs dans un autre département ou une autre région, où le cadre de vie ou le travail serait plus facile. Les récits des réussites des autres, ceux qui sont partis et qui ont réussi, contribuent largement au mythe d'une amélioration possible des conditions de vie.

Entre 14 et 25 ans, il est difficile de parler de « choix » pour construire sa vie dans un territoire donné tant les parcours des jeunes femmes rencontrées sont diversifiés et nombreux : dépendance économique et résidentielle pour certaines, installation en couple, activité professionnelle locale et plus ou moins précaire et rémunératrice pour d'autres. Dans tous les cas, on observe que les tensions ne se cristallisent pas tant sur la question de partir ou de rester sur son territoire que sur la possibilité de le faire. Car la mobilité nécessite de posséder à la fois les ressources économiques mais aussi des dispositions sociales et culturelles. Celles qui se trouvent les plus éloignées de cette « possibilité », dont l'entourage n'a pas non plus vécu d'expériences de mobilité inter territoriale, sont celles qui vont davantage se décrire comme « piégées ». Piégées parce qu'elles n'ont pas les ressources économiques pour accéder à cette mobilité, mais également parce qu'elles n'ont pas non plus les capitaux sociaux et culturels nécessaires. Cette inscription dans le territoire est alors davantage contrainte et les jeunes femmes font état de situations familiales (et notamment d'héritages familiaux) auxquelles elles n'ont pas réussi à se soustraire au moment où nous les avons rencontrées. C'est par exemple le cas de cette jeune femme qui ne peut « lâcher » sa mère en situation de handicap, ou de celle qui habite dans la même bâtisse que ses parents et ses grands-parents, qui en héritera et n'a pas franchement la possibilité d'imaginer autre chose que d'y vivre. Ce rapport au territoire est alors davantage négatif et cette contrainte amène les filles à se décrire comme « piégées », « enfermées » par leur territoire et leur position sociale.

Ce sentiment de piège est exacerbé chez celles qui n'ont pas l'occasion d'arpenter leur territoire pour ses curiosités touristiques., par exemple dans les deux des territoires enquêtés qui sont caractérisés par un tourisme important (la Chartreuse et la presqu'île de Crozon). Cette recherche confirme que la mobilité touristique implique à la fois des capitaux économiques et des dispositions sociales et culturelles. Ainsi, si cette mobilité de proximité participe à s'appropriier son territoire, nous avons constaté que les jeunes femmes des classes populaires sont peu nombreuses à réellement connaître ces lieux dont elles parlent. Nous retiendrons l'exemple du cap de la Chèvre et de l'île Vierge de la presqu'île de Crozon, où nombre de jeunes femmes nous ont conseillé d'aller dès notre arrivée dans le territoire sans pour autant y être déjà allées elles-mêmes plus d'une ou deux fois. Pourtant, des travaux ont montré que « la mobilité individuelle influe sur le sentiment d'appartenance à une collectivité, à une société donnée » (Riou, 2011), est partie intégrante de la construction identitaire territoriale. Cela confirme combien la socialisation au voyage et au départ est corrélée aux conditions d'existence (Wagner, 2007), la non-possession de capitaux économiques et culturels redessinant les critères du « loin » et de l'éloignement, du « voyage » et du départ.

En dehors de la fréquentation de lieux touristiques connus et emblématiques de leur territoire, les jeunes femmes peuvent s'appropriier leur territoire en participant à la vie locale, à travers l'ensemble des activités qu'elles y pratiquent, toute activité pouvant être signifiante pour le territoire et pour les individus, dans la mesure où elle sert à construire et à faire vivre ce dernier. Si les classes populaires

sont moins mobiles géographiquement et socialement que les autres groupes sociaux, c'est dans l'espace local que l'affirmation de l'entre-soi populaire s'exprime (Siblot *et al.*, 2015). Cela passe notamment par les coups de main, les petits arrangements, les petites choses que chacune bricole et revend à la fête de village, sur internet ou au marché. À ce titre, les jeunes femmes participent tout autant que les jeunes hommes à la vie locale, mais leur participation reste largement invisibilisée quand il s'agit d'amener un petit au centre de loisirs ou encore d'accompagner une personne âgée chez le médecin, de préparer des madeleines ou des gaufres pour la fête du village, tandis que les jeunes hommes portent et construisent les barnums et les tablées. Les discours publics d'inauguration des événements performent les rapports de genre, ils commencent rarement sans les remerciements aux « gaillards » qui ont fait preuve de force physique, alors que la participation des filles à l'aide aux autres comme à l'organisation des repas est considérée comme « normale » et n'est que très rarement soulignée.

Pourtant, dans un contexte de précarisation des emplois et des conditions de vie, la participation active des jeunes femmes aux réseaux de sociabilité qui sont les leurs et à ceux de leurs familles et de leurs proches au sein de l'espace local contribue quotidiennement à pallier l'isolement géographique et social. Les « filles du coin » maintiennent et développent leurs réseaux d'interconnaissance surtout via les médias sociaux qui leur permettent de garder durablement contact avec des ami·e·s d'enfance ayant connu ou non des mobilités. Ces réseaux sont autant d'occasions de connaître leur territoire et d'inciter à la fréquentation des villes et agglomérations les plus proches à la fois pour les loisirs (sorties entre pairs), voire plus rarement pour des opportunités professionnelles, pour celles qui se sentiront capables d'y aller et que les familles laisseront s'éloigner, le contrôle social par les familles des comportements des jeunes femmes continuant de s'exercer comme un gage de respectabilité. Les jeunes femmes issues des milieux les plus précaires restent et sont tenues à l'écart des villes locales, elles n'ont pas les moyens économiques ni l'assurance sociale pour pouvoir s'y confronter. Dès lors, ces réseaux de sociabilités sont aussi l'occasion de l'expression d'inégalités fortes au sein du groupe des jeunes femmes d'un même territoire, où les difficultés se concentrent sur les moins diplômées, les plus précaires et sur celles dont les familles (et notamment les mères) ne fréquentent pas les institutions locales, accentuant ainsi le sentiment de marginalité sociale.

Bibliographie

- Amsellem-Mainguy Y., Coquard B., Vuattoux A., 2017, *Sexualité, amour et normes de genre. Enquête sur la jeunesse incarcérée et son encadrement*, Rapport d'étude, Paris, INJEP.
- Aouani S., Orange S., Renard F., 2019, « Les ressources de la proximité. Capital d'autochtonie et engagements locaux des jeunes femmes d'origine populaire et rurale », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 167-189.
- Arborio A.-M., Lechien M.-H., 2019, « La bonne volonté sanitaire des classes populaires. Les ménages employés et ouvriers stables face aux médecins et aux normes de santé », *Sociologie*, 10, 1, p. 91-110.
- Arrighi J.-J., 2004, « Les jeunes dans l'espace rural : une entrée précoce sur le marché du travail ou une migration probable », *Formation Emploi*, n° 87, p. 63-78.
- Aunis É., Benet J., Mège A., Prat I., (dir.), 2016, *Les territoires de l'autochtonie. Penser la transformation des rapports sociaux au prisme du local*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Avril C., 2018, « Sous le care, le travail des femmes de milieux populaires. Pour une critique empirique d'une notion à succès (chapitre 15) », in Maruani M. (dir.), *Je travaille, donc je suis*, Paris, La Découverte, p. 205-216.
- Baccaïni B., Firdion L., 2014, « Les femmes dans les territoires ruraux », *Les dossiers d'observation du CGET*, n° 1, p. 1-4.
- Bacou M., Raibaud Y., 2011, « Introduction », *Agora débats/jeunesses*, n° 59, p. 54-63.
- Bajos, N., Bozon, M. (dir.), 2008, *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte.
- Bajos N., Rahib D., Lydié N., 2018, « Genre et sexualité. D'une décennie à l'autre », *Baromètre santé 2016*.
- Baudy O., Lenoir E., Morvan A., Duporge M., 2019, *Favoriser l'accès à l'emploi des femmes dans les territoires ruraux. Outils et bonnes pratiques*, Paris, CGET.
- Béduwé C., Berthaud J., Giret J.-F., Solaux G., 2018, « Les relations entre l'emploi salarié et les interruptions d'études à l'université », *Éducation et sociétés*, n° 41, p. 7-25.
- Belghith F., Bruyand L., Ferry O., Giret J.-F., Tenret E., 2016, « La vie étudiante », *Repères OVE*, Edition 2016.
- Bereni L., Chauvin S., Jaunait A., Revillard A., 2012, *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck.
- Bernard S., 2012, « La promotion interne dans la grande distribution : la fin d'un mythe ? », *Revue française de sociologie*, 53, n° 2, p. 259-291.
- Besse L., 2008, *Les MJC, de l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes (1959-1981)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- Bidart C., 2008, « Dynamiques des réseaux personnels et processus de socialisation : évolutions et influences des entourages lors des transitions vers la vie adulte », *Revue française de sociologie*, n° 3, vol. 49, p. 559-583.
- Blidon M., 2008, « Jalons pour une géographie des homosexualités », *L'espace géographique*, n° 137, p. 175-189.
- Bourdieu P., 1962, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales*, n° 5-6, p. 32-135.
- Bourdieu P., 2002, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Le Seuil.
- Bozon M., 2018, *Sociologie de la sexualité*, 4^e édition, Paris, Armand Colin.
- Bozon M., Héran F., 2006, *La formation du couple : textes essentiels pour la sociologie de la famille*, Paris, La Découverte.
- Bruneau I., Laferté G., Mischi J., Renahy N., 2018, *Mondes ruraux et classes sociales*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- Bunel C., Francou Q., 2018, « Les aides parentales sources d'inégalités d'accès au permis de conduire », *INJEP Analyses et synthèses*, n° 13.
- Carrié B., 2015, « L'opération "Mille-clubs" de jeunes. 1967-1982 », Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.
- Cartier M., Coutant I., Siblot Y., Masclet O., 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Castell L., Christelle T., Missègue N., Portela M., Rivalin R., 2016, « Ressources et accès à l'autonomie résidentielle des 18-24 ans », *Les dossiers de la DREES*, n° 8, p. 53.
- Chamboredon J.-C., 1991, « Classes scolaires, classes d'âge, classes sociales. Les fonctions de scansion temporelle du système de formation », *Enquête*, n° 6.
- Champagne P., 1975, « Les paysans à la plage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2, p. 21-24.
- Clair I., 2010, « Des filles en liberté surveillée, dans les espaces ruraux et périurbains aujourd'hui », dans *Les jeunes et la sexualité*, Paris, Autrement, p. 321-329.
- Clair I., 2011a, « La découverte de l'ennui conjugal. Les manifestations contrariées de l'idéal conjugal et de l'ethos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, n° 83, p. 59-81.
- Clair I., 2011b, « De la rencontre à l'installation : histoires de couples débutants », *Informations sociales*, n° 164, p. 53-62.
- Clair I., 2017, « S'insulter entre filles. Ethnographie d'une pratique polysémique en milieu populaire et rural », *Terrains & travaux*, n° 31, p. 179-199.
- Clair I., 2018, « Dans l'attente du "vrai couple", des jeunes au cœur de la norme conjugale », *En marge du couple. Genre et normes conjugales*, n° 243, p. 76-83.

- Collectif Rosa Bonheur, Bory A., Calderon J.-A., Cohen V., Mortain B., Muller S. *et al.*, 2014, « Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, p. 125-141.
- Combaz G., 2013, « Concurrence entre établissements et choix de l'école : les personnels de direction mis à l'épreuve ? », *Éducation et sociétés*, n° 31, p. 157-170.
- Coquard B., 2015, *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature*, Rapport d'étude INJEP.
- Coquard B., 2016a, *Sauver l'honneur. Appartenances et respectabilités populaires en milieu rural*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers.
- Coquard B., 2016b, « "Nos volets transparents". Les potes, le couple et les sociabilités populaires au foyer », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 215, p. 90-101.
- Coquard B., 2017, « "Pas de diplôme, pas de taf, pas de meuf !" Stigmate et réflexivité chez les jeunes hommes des classes populaires », in Beaud S., Mauger G. (dir.), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Editions Rue d'Ulm, p. 51-61.
- Coquard B., 2018, « "Déjà nous". Un sentiment d'appartenance sélectif en milieu populaire », *Politix*, n° 122, p. 57-78.
- Costemalle V., 2015, « Parcours conjugaux et familiaux des hommes et des femmes selon les générations et les milieux sociaux », *Couples et familles. Édition 2015*, INSEE Références, Paris, p. 63-76.
- Coulmont B., 2014, *Sociologie des prénoms*, Paris, La Découverte.
- Couronné J., Loison-Leruste M., Sarfati F., 2019, « D'une politique de défamilialisation à des pratiques de refamilialisation : les ressources des jeunes saisies par la Garantie Jeunes », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 79-97.
- Dahache S., 2012, *La féminisation de l'enseignement agricole. Sociologie des rapports de genre dans le champ des formations professionnelles*, Paris, L'Harmattan.
- Déchaux J.-H., 2009, *Sociologie de la famille*, Paris, La Découverte.
- Delépine S., 2015, « Gens du voyage en France. Pour un accès au droit commun », *Pour*, n° 225, p. 99-105.
- Di Méo G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- Duvoux N., Papuchon A., 2018, « Qui se sent pauvre en France ? *Pauvreté subjective et insécurité sociale* », *Revue française de sociologie*, n° 4, vol. 59, p. 607.
- Escaffre F., Gambino M., Rougé L., 2008, « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la "captivité" », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n° 4.
- Even D., Coly B., 2017, *Place des jeunes dans les territoires ruraux*, Rapport du CESE 02, janvier.
- Galland O., Lambert Y., 1993, *Les jeunes ruraux*, Paris, L'Harmattan/INRA.

- Gambino M., Desmesure O., 2014, « Habiter les espaces ruraux : les enjeux des formes de mobilité des jeunes. Regards interdisciplinaires », *Norôis*, n° 233, p. 25-35.
- Gilbert P., 2016, « Classes, genre et styles de vie dans l'espace domestique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 215, p. 4-15.
- Giraud C., 2016, « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés*, n° 30, p. 79-102.
- Glasman D., 2012, *L'internat scolaire. Travail, cadre, construction de soi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Glasman D., 2014, « L'internat et ses usages, d'hier à aujourd'hui », *Revue française de pédagogie*, n° 189, p. 5-10.
- Grossetête M., 2010, « L'enracinement social de la mortalité routière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 184, p. 38-57.
- Haran L., Garnier M., 2018, *Les mobilités résidentielles en France. Tendances et impacts territoriaux*, Rapport de l'Observatoire des territoires 2018, CGET.
- Jaspard M., 2011, « II. Les violences conjugales en France », in *Les violences contre les femmes*, Paris, La Découverte, p. 30-62.
- Joly-Rissoan O., Glasman D., 2014, « Dispositions individuelles et effets de l'internat scolaire », *Revue française de pédagogie*, n° 189, p. 19-31.
- Labadie F. (dir.), 2012, *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012*, Paris, La Documentation française/NJEP.
- Labadie F. (dir.), 2014, *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, Paris, La Documentation française/NJEP.
- Lahire B., 1993, *La raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*, Lille, Presses universitaires de Lille.
- Lahire B., 2002, *Portraits sociologiques : dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan.
- Lahire B., 2004, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte.
- Lambert A., 2012, « Tous propriétaires ! » : politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains, 1970-2010, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- Lambert Y., Roudet B., 1995, « Qui sont les jeunes ruraux ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 1, p. 47-56.
- Lechien M.-H., Mournetas L., 2013, « L'isolement des jeunes femmes appartenant aux classes populaires rurales. L'exemple d'une animatrice de loisirs », *Agone*, n° 51, p. 131-151.
- Lemarchant C., 2017, *Unique en son genre. Filles et garçons atypiques en formations techniques et professionnelles*, Paris, Presses universitaires de France.
- Maillochon F., 2016, *La passion du mariage*, Paris, Presses universitaires de France.

- Mardon A., 2010, « Sociabilités et travail de l'apparence au collège », *Ethnologie française*, n° 1, vol. 40, p. 39-48.
- Mennesson C., 2004, « Être une femme dans un sport "masculin". Modes de socialisation et construction des dispositions sexuées », *Sociétés contemporaines*, n° 55, p. 69-90.
- Millet M., Moreau G., 2011, *La société des diplômés*, Paris, La Dispute.
- Octobre S., 2014, *Deux pouces et des neurones. Les cultures juvéniles de l'ère médiatique à l'ère numérique*, Paris, Ministère de la culture/DEPS.
- Orange S., 2017, « "Celles qui restent" La fausse inertie des jeunes diplômées du coin », in Beaud S., Mauger G. (dir.), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Éditions rue d'ULM, p. 113-124.
- Orange S., Renard F., 2018, *Au bonheur des dames. Attachement local et relations d'obligations dans l'accès à l'âge adulte des jeunes femmes d'origine populaire et rurale. Rapport final, post-enquête Rurelles*, Post-enquêtes Enquête nationale sur les ressources des jeunes, Paris, DREES-INSEE.
- Palheta H., 2017, « Espoirs scolaires et déboires professionnels des filles d'origine populaire », in Beaud S., Mauger G. (dir.), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Editions Rue d'Ulm/Presses de l'ENS, p. 99-11.
- Pasquier D., 2005, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement.
- Pasquier D., 2018, *L'internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Paris, Presses des Mines.
- Perrin M., 2015, « La colo, une école de l'hétérosexualité ? Négociation des normes sexuelles et de genre en colonie de vacances », *Initio. Revue sur l'éducation et la vie au travail*, n° 5, p. 24-46.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 2014, *La violence des riches: chronique d'une immense casse sociale; postface inédite [des auteurs]*, Nouvelle éd., Paris, La Découverte.
- Pinto V., Poullaouec T., Trémeau C., 2019, « Les étudiants et leurs parents face à l'exercice d'activités rémunérées en cours d'études: quatre portraits de familles », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 97-118.
- Pudal R., 2016, *Retour de flammes. Les pompiers, des héros fatigués ?*, Paris, La Découverte.
- Rault W., Régnier-Loilier A., 2015, « La première vie en couple: évolutions récentes », *Population et sociétés*, n° 521, avril.
- Renahy N., 2010, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.
- Retière J.-N., 1994, « Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence », *Genèses*, n° 1, vol. 16, p. 94-113.
- Retière J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
- Riou Y., 2011, *Représentations, participation, ancrage, identité: quatre piliers pour penser l'inscription*

- territoriale. Le cas du Berry*, Thèse de doctorat, Université d'Orléans.
- Ripoll F., Tissot S., 2010, « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards sociologiques*, 40, p.5-7.
- Roullier C., 2011, « Focus. Qui sont les néoruraux ? », *Informations sociales*, n° 164, p. 32-35.
- Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France.
- Schwartz O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13.
- Segalen M., 2004, *Sociologie de la famille*, 5^e édition, Paris, Armand Colin.
- Sencébé Y., 2011, « Multi(ples) appartenances en milieu rural », *Informations sociales*, n° 164, p. 36-42.
- Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclet O., Renahy N., 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin.
- Singly F. de, 2006, *Les adonaissants*, Paris, Armand Colin.
- Skeggs B., 2015, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone.
- Tallon H., 2015, *L'invisibilité sociale : publics et mécanismes. Les pauvres en milieu rural et notamment les jeunes ruraux et néo-ruraux*, Paris, ONPES.
- Van de Velde C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France.
- Van de Velde C., 2015, *Sociologie des âges de la vie*, Paris, Armand Colin.
- Van Zanten A., 2009, *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*, Paris, Presses universitaires de France.
- Waelli M., Fache P., 2013, « La régulation de l'emploi dans les hypermarchés français : Stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre et rapports à l'activité aux caisses », *Travail et emploi*, 136, p. 35-47.
- Wagner A.C., 2007, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 170, 5, p. 58-65.
- Young M., Willmott P., 2010, *Le village dans la ville. Famille et parenté dans l'Est londonien*, Paris, Presses universitaires de France.

« LES FILLES DU COIN »

ENQUÊTE SUR LES JEUNES FEMMES EN MILIEU RURAL

« Les filles du coin » est une recherche qui fait écho à l'enquête majeure sur la jeunesse rurale réalisée il y a 20 ans par Nicolas Renahy et intitulée « Les gars du coin ». Elle a pour objectif de rendre compte des trajectoires, conditions de vie et expériences juvéniles des jeunes femmes vivant en milieu rural et de poursuivre les travaux de sociologie sur les jeunes rurales, en documentant les éventuelles spécificités rencontrées par les jeunes femmes résidant hors des grandes agglomérations en France hexagonale.

À partir de leurs récits, il s'agit de saisir comment des jeunes femmes âgées essentiellement de 15 à 26 ans vivent « leur jeunesse » en milieu rural, où elles ont pour la plupart grandi et où elles vivent toujours au moment de l'enquête. Pour décrire leur territoire, elles évoquent des problématiques soulignées dans les enquêtes antérieures sur les jeunes ruraux : absence d'offre et d'activités de loisirs et d'animation socioculturelle, forte interconnaissance, orientation scolaire par le bas, précarité du marché du travail, des conditions de travail et emplois sous-qualifiés... La question de la mobilité est transversale, se pose à tous les instants de la vie quotidienne et à tous les âges de la vie : l'inadaptation de l'offre de transports en commun est largement pointée du doigt par toutes les enquêtées, indépendamment de leur âge et du territoire où elles résident.

Cette enquête montre aussi comment elles se « débrouillent » et font face aux difficultés qui sont les leurs en cherchant à s'adapter, à « faire avec », à les contourner ou à s'en échapper. L'analyse de leurs pratiques quotidiennes permet d'appréhender les spécificités des sociabilités des jeunes femmes dans le monde rural et les rapports de genre qui sont à l'œuvre. Pour ce faire, l'enquête s'est intéressée à l'orientation scolaire, à la formation, à l'insertion professionnelle, à la composition des groupes de pairs, aux sociabilités féminines ou encore aux pratiques de loisirs, révélant au passage comment les jeunes femmes se conforment à leur rôle de genre, mais parviennent aussi à investir des bastions masculins.

